Livre Vert

2018 / 2026

Les vérités et les réalités de Grand-lieu de 1712 à aujourd'hui

Éditions précédentes :

1996

1997

1998

1999

2000/2002

2003/2005

2006/2010

2011/2017

Recherches, documentations et écriture des textes commentaires par « l'Association Les Amis du Lac »

Tel 06 62 90 97 39 ou 06 73 42 53 63

Jules Jeaneau Philippe Gris

Président des « Amis du Lac et ses marais / secrétaire des « Amis du Lac et ses marais

Vice-Président de la Sté du « canal de Buzay / administrateur de la Sté du « canal de Buzay

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont aidés pour ce livre vert en nous confiant des documents précieux , des témoignages, des photos ou autre signe de leur soutien à notre démarche.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Nouvelle édition du Livre Vert

1996-2026 : 30 ans déjà que nous avons lancé notre premier livre vert intitulé

« Le Lac de Grand-lieu ses vérités et ses réalités en 1996 »

Les années qui ont suivi ont vu sept autres livres verts du même intitulé :

1997, 1998, 1999, 2000/2002, 2003/2005, 2006/2010, 2011/2017. Il est indispensable de prendre connaissance de ces huit « livres verts » pour une bonne compréhension des problèmes récurrents de Grand-lieu. Ils sont consultables dans les bibliothèques locales, à la médiathèque de Nantes en histoire naturelle locale ainsi que sur notre site internet :

www.les-amis-du-lac.fr

L'objectif de ces livres est de mettre à votre disposition un ensemble de documentations, articles de presse et témoignages de riverains qui vivent là depuis des décennies, relatant l'histoire de Grand-lieu depuis des générations afin de mieux appréhender les problèmes récurrents des riverains de Grand-lieu. (très récurrents voir p 157 à 163 du LV 1996) ces documents sont complétés par nos textes en commentaire de ces documents, de ces articles de presse, de ces témoignages et de l'actualité.

Face au maraichage de Machecoul, de la doxa écolo (et non pas écologiste), de certains élus, le tout béni par l'administration, l'ensemble des riverains est bafoué depuis bientôt 40 ans.

Propriétaires, exploitants, pêcheurs professionnels ou amateurs, chasseurs et tous les riverains qui profitent du cadre de Grand-lieu sont lésés. Ils sont les seuls à être taxés, et les seuls qu'on ne veut pas écouter.

Si au départ dans les années 60, l'idée d'alimenter en eau le maraichage de Machecoul pouvait être intéressante, il ne faut pas que ce soit aux dépens des riverains de Grand-lieu. Aujourd'hui, cette idée est à repenser et à remanier pour être cohérente avec l'intérêt général.

Notre association « Les Amis du Lac et ses marais » est constituée de fervents défenseurs de la nature, passionnés par celle-ci et particulièrement Grand-lieu, tout simplement de vrais écologistes. Nous souhaitons également faire prendre conscience que les urgences climatiques qui nous concernent tous, correspondent à des cycles de vie de la nature, il ne faut donc pas s'en servir d'excuses face à tous les problèmes dus à ces éternels aléas climatiques auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui pour se justifier des erreurs récurrentes de la gestion de Grand-lieu.

Cette nature nous offre beaucoup, à nous tous d'en prendre soin pour la faire perdurer. Au fil des générations elle change et c'est à nous de nous adapter.

Nous sommes disponibles et ouverts à toute personne intéressée pour une rencontre avec débat sur tout ce que nous avançons dans ce document. Nos n° de téléphone sont à la page 1.

« Le Lac doit-il vivre encore longtemps ? Grave question qui a fait, à différentes reprises, l'objet de bien des préoccupations, car plusieurs fois on a décrété sa mort. Mais dans le lointain passé, comme dans un tout proche présent, la sentence ne fut jamais exécutée »

Abbé Brunelière en 1924 dans son livre « histoire de St Philbert de Grand-lieu »

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite





Photos août 1996 et janvier 1997 des marais autrefois dits « de la Moricière »
à St Philbert de grand-lieu

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Légende de la carte page 4

L'hydraulique de Grand-Lieu

1- St Philbert de Grand-lieu
2- St Lumine de Coutais
3- St Mars de Coutais
4- Bouaye
5- Pont st Martin
6- Passay
7- La Chevrolière
8- La Marne
9- Machecoul
10- Ste Pazanne
11- Port St Père
12- Messan (commune de Rouans)
13- Canal de Buzay
14- Percée de Buzay
15- Canal de la Martinière
16- Station de pompage de la Pommeraie
17- Canal d'amenée de l'eau au maraichage de Machecoul et au marais breton via le Falleron
18- Marais de Vue
19- Le canal de l'étier, ancien exutoire du Lac, avant le canal Guerlain (canal du grand large) au nord et nord/est du Lac, à la limite des 2 réserves, il rattrape le canal Guerlain aux portes de Bouaye.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Historique succinct de l'immense lac, friche et marécage de Grand-lieu depuis trois siècles

1996/2026 : pour le 30ème anniversaire de notre premier Livre Vert, nous avons le plaisir de vous présenter le 9ème :

« 2018/2026, les vérités et les réalités de Grand-lieu de 1712 à aujourd'hui »

- Au début du XVIIIème, le lac est cadastré pour ses 3350 ha sur la commune de St Philbert de Grand-lieu et appartient au Marquis de Juigné, 3350 ha aujourd'hui en réserve (nationale 2700 ha et régionale 650 ha). Les marais de Grand-lieu en périphérie du lac s'étendent surtout à l'ouest et au sud du lac, et à l'ouest de la ligne St mars de Coutais / Bouaye, ce qui est devenu « la vallée de l'Acheneau ». L'ensemble de ces marais périphériques font 6250 ha jusqu'à la cote maximale connue de 4.55 ml Buzay. Soit un total en eau d'environ 9600 ha par année de grande pluviométrie. Sur ces 6250 ha, 4750 ha sont cadastrés jusqu'à 3.35 ml cote Buzay et sont aujourd'hui taxés par la « société du canal de Buzay ». En réalité seuls 4050 ha sont taxés, 700 ha étant considérés soit en eau toute l'année soit trop marécageux pour pouvoir être exploités. Lorsqu'on parle d'être exploités, il ne s'agit que d'agriculture extensive, fauche de la rouche (herbage du marais) et pâturage, en aucun cas il ne s'agit de culture, céréale ou autre. Ces 6250 ha appartiennent en ce début de XVIIIème à la noblesse locale.
- Le conseil d'état approuve un projet de canal pour faciliter l'écoulement de l'eau du bassin de Grand-lieu vers la Loire au printemps (p16 et 17). Les besoins de ce canal sont la salubrité et l'agriculture extensive. En effet, certaines années l'eau reste stagner et pourrir sur le marais remettant en cause la salubrité et l'agriculture, le palud est souvent d'actualité.
- Par bassin de Grand-lieu, on entend les 3350 ha du Lac et l'ensemble des marais de la zone inondable soit environ 9600 ha au total en grande crue (entre 4.00 et 4.55 Buzay comme les années 2026, 2001,1995, 1988, 1983, 1982, 1977, 1936, 1910, 1872. Ce canal sera dénommé « canal de Buzay ». En ce début du XVIIIème, un seul plan d'eau, la partie Ouest de Bouaye et St Mars fait partie du Lac et des marais de Grand-lieu, l'ensemble est à la même côte. La dénomination « vallée de l'Acheneau » ne viendra que beaucoup plus tard, une fois ces marais ouest isolés du Lac par la Levée entre Bouaye et St Mars de Coutais, le recalibrage de l'exutoire du Lac et la construction des portes de Bouaye.
- Les travaux de creusement et aménagement de ce canal dureront environ 60 ans.
- Au milieu du XIXème, est construite une levée avec voie de circulation de véhicules entre St Mars de Coutais et Bouaye sur environ 1,5 km coupant les marais et le plan d'eau l'hiver. Cette levée va condamner la batellerie à disparaître et être le début de la séparation du Lac et ce qu'on appelle aujourd'hui la vallée de l'Acheneau..
- A noter que la batellerie à Grand-lieu n'existait que l'hiver avec un niveau d'eau suffisamment élevé. (voir p 180)
- En 1890 est rédigé un mémoire pour un règlement des niveaux d'eau avec des niveaux bas au printemps et en été les années où c'est possible, selon la pluviométrie, afin de lutter contre les problèmes d'insalubrité grâce au vannage de Buzay. On tient compte qu'il n'y a plus besoin d'eau pour la batellerie qui déjà en cette fin du XIXème a quasiment disparu. Déjà on avait compris que le plus important était la salubrité malmenée à cause de l'eau croupie printanière sur les marais qui amenait le palud (p 136 LV 1996 et p 51 LV 1997) et des difficultés d'exploitation agricole les années humides. Une zone humide qui reste sous l'eau au printemps devient toxique. (p. 35 à 68). Ce règlement des niveaux va très bien fonctionner pendant un siècle favorisant une biodiversité des plus riches.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

- En 1954, création d'un SAH, schéma d'aménagement hydraulique, sous la houlette du maraichage de Machecoul. Le Lac reçoit encore le Tenu et se déverse dans la Loire par les marais de Vue.
- Début des années 1960, création de l'union des marais avec 11 syndicats de marais Loire-Atlantique et Vendée avec comme président une famille de maraichers de Machecoul. Construction des portes de Bouaye et de la station de pompage de la Pommeraie à Machecoul sur le Tenu en amont de Grand-lieu, l'aval des portes de Bouaye est recalibré jusqu'à Messan et fait la jonction au canal de Buzay avec la suppression des socs rocheux de Messan et Pilon créant une «nouvelle «rivière dénommée l'Acheneau. Même recalibrée, la pluviométrie remet souvent cette vallée partie intégrante du Lac car encore aujourd'hui dès 2.35 ml cote Buzay l'eau passe par-dessus les portes de Bouaye.
- Arrivée de Mr Guerlain qui achète 2700 ha de lac, marais et friches pour la chasse avec un élevage intensif de canards col-vert. Le Marquis de Juigné avait aussi commencé à vendre des marais périphériques du Lac dès le début du XXème siècle (p 27 à 32 du LV 1997)
- Les 650 ha restants de la partie cadastrée « Lac » avaient été achetés par Mr Giraudet et Mr Bouin également pour la chasse.
- Mr Guerlain fait creuser un canal pour un accès direct au centre du lac pour ses parties de chasse, canal orienté presque nord/sud, axé bourg de Bouaye / bourg de St Philbert. (Photo p 9)
- Arrêté préfectoral de 1965, les niveaux de printemps et été sont conservés mais les niveaux d'hiver sont revus **très à la baisse** sous la pression du SAH donc du maraichage de Machecoul et des élus de Grand-lieu, voilà les prémices d'une volonté de s'arranger pour aménager et urbaniser. Les uns veulent de l'eau sans teneur de sel et les autres veulent urbaniser.
- Avec les années 70 arrivée des ragondins, quelques années plus tard arrivent à leur tour les cormorans et beaucoup d'autres espèces invasives dans les années suivantes.
- En 1977, (voir p 133 à 136 du LV 1999 un extrait de l'acte notarié de donation des époux Guerlain à l'état d'une étendue de « marais, lac et friches » pour 2700 ha) créant une grande surprise dans le monde cynégétique et halieutique de Grand-lieu. Mr et Mme Guerlain font don de « leur Lac » à l'état mais conservent un droit de chasse à vie et proposent la création d'une réserve sur leurs 2700 ha, n'y a-t-il pas là une belle incohérence d'un point de vue règlementation ? Comment de tels passionnés de chasse en sont-ils arrivés là ? On peut se dire que Mr Pierre Pfeffer, Président du VVF, et surtout grand ami de Mr et Mme Guerlain n'y est pas pour rien. Très amis, même si les parties de chasse des époux Guerlain représentaient en moyenne 400 canards tués par jour de chasse, issus en partie d'élevage annuel sur place de quelques 10 à 12 000 oiseaux, cela ne choque pas un Président d'association de protection de la nature !!! Ou plutôt, il vaut mieux fermer les yeux et récupérer le lac en réserve qui sera gérée par la SNPN. Les frères Marion, adhérents de la SNPN, arrivés là pour y faire
- Une thèse de fin d'étude, qualifieront même la chasse Guerlain de « politique cynégétique intelligente » ? On n'attrape pas les mouches avec du vinaigre. Tout cela chapeauté par Mr Gilbert Simon, directeur de la nature et des paysages au ministère de l'environnement, lui aussi adhérent et administrateur à la SNPN. Belle équipe pour s'adjuger Grand-lieu.
- Dans les conditions de donation, Mr Guerlain avait exigé que les 19 pêcheurs professionnels gardent leur droit de pêche sur les 2700 ha du lac (p 129), ils ne sont plus que 7 en 2026, combien seront-ils dans 20 ans ? la SNPN réussira-t-elle à garder Grand-lieu sous cloche ?

50 ans après, on peut penser que Mr et Mme Guerlain ont été quelque peu abusés. Voir leur Lac devenu une réserve nationale où il n'y a plus aucune gestion d'oiseaux, le site devient un cimetière suite aux différentes maladies, grâce au classement voulu par la réserve de 400 espèces animales et végétales protégées. (p 47 à 65) créant une surpopulation incontrôlée et ainsi un piège à maladies.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

- Suite à cette donation, création d'une réserve naturelle nationale sur les 2700 ha de la partie Guerlain. Un directeur est nommé. Surprise ? Il s'agit de l'étudiant, en étroite relation avec Mr Guerlain, Mr Loïc Marion qui a fait une thèse de fin d'étude sur Grand-lieu, adhérent à la SNPN, et nommé par le directeur des services au ministère de l'environnement, adhérent lui aussi à la SNPN Mr Gilbert Simon.
- Le conservatoire du littoral acquiert les 650 ha de Mrs Giraudet et Bouin avec création de la réserve régionale sur ces 650 ha, réserve qui est gérée par la fédération des chasseurs de Loire Atlantique. Les pêcheurs professionnels y gardent aussi leurs baux de pêche.
- En 1995, une dizaine d'années après le début de la réserve: 1ère épidémie de botulisme.
- Début des plantes invasives avec la « myriophylle du Brésil » (p103 du LV 1997)
- En 1996 arrêté ministériel réclamé par la ou les réserves, avec modification des niveaux de printemps et début d'été revus **très à la hausse** au mépris de l'agriculture et appelés « niveaux expérimentaux », toujours d'actualité en 2026, modifiés de temps en temps de 1 ou 2cms ou 1 ou 2 semaines. Une expérimentation catastrophique de 30 ans pour la biodiversité sans aucune décision définitive, toujours en expérimentation ou « quand on sait qu'on est dans l'erreur et qu'on ne sait pas comment s'en sortir pour avoir raison »
- Milieu des années 90 les premières écrevisses de Louisiane.
- Début de la dégradation de la biodiversité faunistique et floristique.
- Entre 2010 et 2015, explosion des plantes invasives, « la jussie », la « myriophylle du Brésil » et la « crassule de helms »
- Vers 2020, 1ères crise de grippe aviaire.
- 2025, 2ème crise de botulisme.
- 2026 on repart sur des niveaux très hauts au printemps et en début d'été, il faut finir de détruire le marais, on arrive à ce que voulait le 1er directeur de la réserve, des marais sans aucune valeur pour l'agriculture, un marais mort, un marais en friche pouvant ainsi permettre l'extension de la réserve naturelle sur toute la surface Lac et marais, il avait à l'époque obtenu l'aval de certains maires pour ce projet, en contrepartie son aval (ou plutôt sa facilité à fermer les yeux) pour prendre sur la zone humide pour l'urbanisation et l'aménagement très important tout le tour du Lac.
- Grâce à ces niveaux printaniers l'envahissement des marais par la jussie commence à faire reculer les agriculteurs, **le marais sans l'agriculture est un marais mort, sans agriculture plus de chasse ni de pêche possible à plus ou moins long terme,** en finalité ce sera une zone humide et un Lac morts
- Adieu la biodiversité. Seule solution pour les destructeurs de zones humides : compenser les agriculteurs avec des subventions, solution magique : OGAF, MAE, on achète le calme et le silence. Du « *quoi qu'il en coûte* » qui revient très cher à la collectivité.
  Les agriculteurs veulent vivre de leur travail et non de subventions.
  On y est, c'est l'aboutissement des inepties depuis 35 ans avec la mort du marais d'abord et in finé du Lac si on continue avec ces niveaux expérimentaux.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite



Photo du canal Guerlain ou canal du grand large avec la maison de Mr et Mme Guerlain au loin devenue la « maison du Lac ». Photo prise le 14 octobre 1994 par les « amis du Lac », il y a déjà 32 ans. Il a été creusé dans les années 60, par Mr Alphonse Joyeux, garde particulier et régisseur du Lac des époux Guerlain. (p 129)

Ce canal va s'étendre sur 1,8 km de longueur. A l'origine il faisait 1 m de profondeur et tout juste 7 ml de large. En octobre 94 il faisait déjà 2 m de profondeur pour 20 ml de large car toute l'eau de crue s'était engouffrée dans ce canal tout droit vers l'exutoire au détriment du canal de l'étier, emmenant avec elle 80 à 100 ha de végétation laissant cette surface en eau libre toute l'année mais laissant l'embouchure du canal de l'étier se combler, ce qui va servir de base de calcul pour un soi-disant envasement de la totalité du Lac (p150). En 2026, combien d'ha supplémentaires aux 80/100 ha depuis 1994 sont devenus « eau libre » ?

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

VENDÉE NANTAISE

HISTOIRE

DE

Saint-Philbert de Grandlieu

Ville — Paroisse — Commune

PAR

l'Abbé G. BRUNELLIÈRE

ANCIEN PROFESSEUR AU PETIT SÉMINAIRE DE TOURS

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE DE NANTES

1924

Réédité par l'Association
« Les amis de l'Abbatiale »

1993

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Aux Habitants de Saint-Philbert

MES CHERS AMIS,

Je sais votre amour ardent pour la petite patrie que vous habitez, et qui est pour beaucoup d'entre vous comme elle l'est pour moi, la terre bénie du pays natal. C'est que tant de souvenirs vous y attachent, tant de traditions vous y unissent. Là vous avez peiné, là vous avez souffert, là vous avez chanté le chant bien court du bonheur humain ; là aussi, vous vous êtes agenouillés sur des tombes, en attendant de reposer un jour à l'ombre du clocher paroissial, près de ceux qui furent ici-bas, après Dieu, la consolation et la joie de votre vie.

Or, certainement, vous avez dû penser parfois que sur ce même sol de Saint-Philbert, d'autres ont vécu avant nous, non seulement dans un passé encore proche, mais il y a cent ans, il y a mille ans, il y a davantage encore. Ils vivaient au temps de Jeanne d'Arc, au temps de saint Louis, au temps de Charlemagne, et si nous possédions les vieux registres de l'époque — s'il en eût existé — beaucoup parmi nous y retrouveraient les noms de quelques lointains aïeuls.

Et nous ne pouvons qu'avoir un souvenir cher et reconnaissant pour ces bons ancêtres du temps

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

de la mer (il se trouve entre les villages de l'Orionnière et de Malville).

Sous-sol de schiste et de granit, là sont les carrières dont les pierres ont bâti toutes les maisons du voisinage et qui servent toujours à l'entretien des voies publiques et des constructions nouvelles. Non loin de la Compointerie, un coteau encore inexploité renferme même une intéressante veine de porphyre dont les échantillons ont été retenus par le Muséum d'Histoire Naturelle de Nantes, et sur un autre point, au Pay-d'Andreu, on trouve de curieux blocs de pierre ferrugineuse qui ne seraient rien moins, dit-on, que les restes tourmentés d'anciennes éruptions volcaniques du temps de la pré-histoire.

C'est aussi sur cette rive gauche de la Boulogne que mûrissent les vignobles du pays les mieux exposés et partant les meilleurs.

Sur l'autre rive, le territoire — moins étendu — très plat, avec un sous-sol de tourbe recouvrant çà et là une argile sablonneuse, au Nord-Ouest surtout, fut pendant de longs siècles négligé par la culture, et vers 1750 ce quartier était encore en partie couvert de vastes landes que l'on commençait à défricher. Le lac d'ailleurs, plus étendu anciennement qu'il ne l'est de nos jours, inutilisait une partie de ces bonnes prairies livrées maintenant à l'élevage. Aujourd'hui, toute cette région du Viais, sous l'effort persévérant des habitants industrieux et actifs se couvre chaque année des plus beaux champs de céréales.

La superficie du territoire de Saint-Philbert est de 9.786 hectares y compris le lac de Grand-Lieu qui compte 3.955 hectares. Formant un polygône assez régulier, la commune est limitée par dix autres en comptant celles qui bordent la partie supérieure du lac : Saint-Mars-de-Coutais, Bouaye, Saint-Aignan,

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Tel serait donc le cas pour Saint-Philbert. Mais son lac en est une meilleure preuve. A une époque où les voies de terre n'existaient pas, les peuples anciens aimaient à s'établir au bord des lacs et des rivières : les eaux « ces chemins qui marchent », leur facilitaient les transports en même temps qu'ils leur procuraient une abondante nourriture en poissons et en gibiers. C'est pourquoi le lac de Grandlieu par sa situation dans le voisinage assez proche de la mer, communiquant avec un grand fleuve, alimenté par plusieurs rivières, entouré de belles et profondes forêts, ne pouvait manquer de voir de bonne heure se fixer sur ses bords une population ou tout au moins des colonies errantes, séduites par l'attrait de pareils avantages. Ce fut cette race qui planta les dolmens. Et cela bien avant la conquête romaine, de longs siècles avant Jésus-Christ.

Enfin, plusieurs fois au cours du siècle dernier, à Saint-Philbert même, des découvertes d'objets antiques sont venues fournir la preuve matérielle d'une habitation du sol bien lointaine dans les âges passés. Outre la belle épée gauloise draguée dans un filet de pêcheur près du pont sur la Boulogne, et le bracelet tordu de même attribution trouvé sur un autre point du territoire, en différents endroits, dans la région sud de la commune, en retournant la terre, on a mis à jour des haches de bronze enfouies là par quelque fondeur ou quelque marchand (nous en possédons quelques-unes d'origines diverses et bien authentiques). Après plusieurs milliers d'années ces objets reparurent au grand jour pour attester que

---

de Roche-Folle. Vu la similitude du nom avec celui d'autres pierres druidiques, il se peut qu'un monument gaulois ait jadis existé en ce lieu.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

les temples et sur les palais comme sur les plus humbles demeures ; la terre tremble dans ses profondeurs et de mystérieux torrents d'eau jaillissent en bouillonnant de ses entrailles ouvertes.

Et le lendemain, à la place d'Herbauges la maudite, le soleil n'éclairait plus que les eaux calmes et limpides d'un vaste lac.

Et l'on sait ce qui arriva à la trop curieuse épouse du charitable vieillard ; comme la femme de Loth elle voulut regarder en arrière et comme elle, elle fut changée en statue, non de sel, mais de pierre. Et dans le marais de Pont-Saint-Martin on montre encore maintenant une roche qui ne serait autre chose que son image défigurée.

Telle est la légende d'Herbauges, telle qu'avec des variantes on la raconte encore au pays du lac de Grandlieu. Malheureusement, faut-il le dire, beaucoup de savants ne voient en ce récit qu'une intéressante fiction, qu'un conte, ingénieusement inventé par les hagiographes du Moyen-Age pour donner plus d'intérêt à la vie de saint Martin de Vertou.

Pourtant la légende d'Herbauges doit avoir un fond de vérité que l'on a embelli par la suite et dont on a augmenté le détail. Il est certain que dans le temps passé il y eut sur le lac de redoutables tempêtes. Au XVI[e] siècle le bourg paroissial de La Chevrollière se trouvait à Passay « église Saint-Martin de Pacé », lit-on dans les vieilles chartes. Or, les tempêtes qui déracinèrent les forêts entourant la cuvette du lac détruisirent aussi le bourg de Passay, et c'est pour prévenir semblable *désastre* que l'on rebâtit l'église au village de La Chevrollière qui devint alors le nouveau centre paroissial. Il se peut encor très bien que dans une haute antiquité, aux premiers siècles de l'ère chrétienne, plus anciennement peut-être encore, au temps des villages sur

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

pilotis, dont on a d'ailleurs retrouvé dans le lac des pieux mêlés aux débris des forêts disparues, de terribles submersions aient eu lieu dont le souvenir déformé et amplifié se sera transmis à travers les générations suivantes qui auront vu là des effets de la colère divine. Mais le lac existait déjà, et dans l'hypothèse d'un châtiment céleste, Dieu se serait servi de ses eaux pour punir les prévaricateurs de ses lois. Cela posé, la ville châtiée s'appelait-elle Herbauges ? Etait-elle la capitale de ce pays dont Déas fit partie ? Bien des hypothèses ont été émises sur la question qu'elles n'ont point éclaircie, et qui, ce nous semble, risque fort de demeurer insoluble.

Nous avons vu au chapitre précédent les Romains subjuguer et coloniser le vieux Poitou. Or, au IV^e^ et au V^e^ siècles, là comme ailleurs, leur œuvre allait être compromise par la ruée des barbares. Du Nord et de l'Est, ceux-ci s'étaient abattus sur ces riches contrées mettant tout à feu et à sang. L'empereur d'Occident, Honorius, impuissant à organiser le chaos qu'avait créé cet état de choses comme il l'était à refouler les envahisseurs, demanda aux Wisigoths de lui porter secours moyennant quoi il leur abandonnait l'Aquitaine. Mais en 507, Clovis, le chef des Francs, déjà maître des régions du nord de la Loire, battit près de Poitiers, dans les plaines de Vouillé, le chef wisigoth Alaric et s'empara du pays qu'il occupait. Le quartier de Déas entra ainsi dans le royaume des Francs.

L'organisation religieuse du pays ne fut d'ailleurs en rien modifiée avec ce changement administratif ; les peuples continuèrent à se convertir peu à peu au christianisme sous la houlette des évêques de Poitiers, successeurs de saint Hilaire.

Or, vers la moitié du VII^e^ siècle, la terre de Déas appartenait à un vénérable personnage appelé

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

sons et même une fois, sous François Ier, elle monta si haut dans l'église qu'il fut impossible de célébrer les offices. C'est ce qui nous explique l'élévation successive de niveau que subit la ville à travers les siècles ce dont les récents déblaiements dans le sol de la vieille église ont fourni la preuve curieuse. Or, à ces inondations il y avait une cause. A la moitié environ de son parcours, l'Acheneau qui devait porter le trop-plein du lac à la Loire, était encombré par une chaussée sur laquelle on avait construit des moulins qui étaient du domaine royal ; c'était au lieu dit Pilon. L'été la chose était passable ; mais au moindre afflux d'eau, l'étroit goulet percé dans la chaussée s'engorgeait, et tout autour du lac et le long de ses affluents, les eaux débordaient sur les rives. Aussi les plaintes s'élevaient-elles incessantes des paroisses inondées. Le duc Jean IV, qui vécut à la fin du XIVe siècle, le premier y prêta l'oreille. Il consentit à la suppression d'une partie de la chaussée de Pilon, mais à la condition que les terres qui de ce fait ne seraient plus immergées, paieraient une redevance pour indemniser la perte que le « retrait des moulins de Pilon » causerait au Trésor. C'était une louable initiative, mais insuffisante en réalité ; on n'avait pas assez dégarni la chaussée pour arriver à un résultat appréciable. Bientôt les riverains se plaignirent de payer une redevance (elle était de 100 livres) pour un avantage qui n'apparaissait point. On tâtonna ainsi durant des siècles. Plusieurs rois pourtant s'émurent de la détresse des riverains du lac et voulurent y porter remède. Charles IX tout spécialement. Il fit supprimer les moulins de Vue, qui gênaient aussi l'écoulement des eaux. Henri III, après lui, institua des commissaires pour apprécier équitablement les dommages causés par l'inondation et les compenser ; Henri IV et

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Louis XIII rendirent des ordonnances en vue d'accélérer le desséchement des marais ; mais ce n'étaient que d'insuffisants palliatifs. L'exemple des moines de Buzay ouvrit les yeux (1).

Leurs travaux d'irrigation bien compris à travers leurs prairies, et qui avaient donné d'intéressants résultats, firent songer à creuser un canal qui en abrégeant le trajet trop long du lac à la Loire, assurerait un écoulement plus facile. Le 14 février 1713, le Conseil d'Etat approuva le projet : 16 paroisses étaient intéressées à la réussite de l'entreprise qui devait leur donner environ 6.500 journaux de prairies ; Saint-Philbert y serait pour 741 journaux 75 cordes. On acheta un terrain aux moines, dont le canal devait couper le domaine, et les travaux suivirent leur cours. Ce ne fut pas toujours sans difficultés néanmoins ; la Révolution notamment, pertubatrice là comme partout ailleurs, n'en accéléra point l'achèvement, et ce fut seulement au siècle dernier que le canal de Buzay put rendre les services que l'on en attendait.

Pourtant, même avant la percée du canal, avec les retraits successifs des barrages de Pilon et autres, certains quartiers de prairies avaient été découverts, ainsi les prairies basses de la Guittière, les rivages de l'Ouvrardière, nombre de pâturages autour du lac, dans le quartier du Viais notamment. Tous ceux qui en jouissaient payaient un droit proportionné à la dimension de leur terrain, et qui concourait à parfaire la redevance de 100 livres.

---

(1) L'abbaye cistercienne de Sainte-Marie-de-Buzay, la plus considérable du comté Nantais, était située dans la paroisse de Rouans, non loin de la Loire ; elle fut ruinée à la Révolution et il n'en reste plus, dominant tout le pays environnant, que la haute tour délabrée de son église.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

matin de fin d'hiver, alors que débordé et vaste comme une mer, le grand lac rêve dans ses brumes ; ou par un soir d'été, de la rive opposée, à quelques cent pas du rivage, quand tombe le soleil derrière les hautes lances de ses roseaux, et que tout ce qui vit sur l'onde et sur ses bords a gagné ses retraites, dans l'attente d'une nuit pacifique. Je ne parle pas de ces audacieux romantiques qui pour la pénétrer plus profondément encore, s'en vont le soir de Noël sur la barque de quelque pêcheur, entendre les carillons de tout le pays d'alentour mêler leurs chants de joie à la voix dolente et venant d'outre-tombe des cloches englouties d'Herbauges (1).

Le lac doit-il vivre encore longtemps ? Grave question qui a fait, à différentes reprises, l'objet de bien des préoccupations, car plusieurs fois on a décrété sa mort. Mais dans le lointain passé, comme dans un tout proche présent, la sentence ne fut jamais exécutée. Sans doute à le faire il y aurait eu des avantages, mais aussi des inconvénients. Raison de salubrité pour le pays, raison d'utilité pour la navigation, à une époque surtout où le chemin de fer n'était pas encore créé, il semble qu'à Saint-Philbert on se soit toujours prononcé pour le maintien de l'état actuel. Il est donc bien à croire que le lac continuera à vivre de longues années, qu'il vivra plus longtemps que nous, dussions-nous être des centenaires, et que nous ne connaîtrons pas plus la fin de son histoire que nous ne connaissons le mystère de son origine.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Saint-Lumine-de-Coutais et qui naturellement intéressent aussi Saint-Philbert.

« Cette année, lit-on en 1768, a été des plus pluvieuses:.. le jour de N.-D. de septembre, il tomba de l'eau en si grande quantité que nos marais se trouvèrent couverts le soir. Cette pluie fut suivie d'un ouragan qui déracina les arbres. Depuis ce temps jusqu'au mois de mars 1769 il n'a cessé de pleuvoir. MM. les grands vicaires ont envoyé une lettre circulaire pour permettre de battre dans les églises ; le blé était tout gâté... Une chose remarquable encore en cette année 1768 est qu'il s'est trouvé de petits vers dans le germe de la semence qui se sont multipliés à mesure que le tuyau croissait ». Et plus bas : « L'an 1770 la misère a été au point où on ne l'avait pas vue depuis longtemps ». En général les récoltes de vin sont meilleures : ainsi en 1785 le blé avait manqué, de même que les fourrages, mais le vin avait été abondant. Cette année-là l'été se trouva extrêmement sec ; l'hiver fut long et rigoureux au point qu'un très grand nombre d'oiseaux périrent.

Mais 1788 avait été plus rigoureux ce semble. « Au dégel on a trouvé sur les bords du lac de Grandlieu une quantité prodigieuse de poissons crevés parmi lesquels des carpes de trois piés (sic). Le vin a gelé dans les barriques ; la glace sur le lac avait 20 pouces d'épaisseur et on passait aisément et sans crainte pour se rendre à la Chevrollière. »

Les prêtres des petites paroisses rurales qui écrivirent si à-propos des notes de ce genre sur leurs registres, après les questions de décorations d'église, parlent surtout du temps et des saisons. Vivant au milieu des laboureurs, tout ce qui intéressait le rude labeur de leurs ouailles trouvait écho dans leur pensée, et ils l'ont parfois noté avec une touchante sollicitude.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Nous avons vu réparer le vieux temple monastique au sortir de la Révolution. Plusieurs fois depuis lors, on y avait fait d'autres travaux, nécessités par une dégradation que le temps accentuait ou motivés par des circonstances imprévues. Ainsi après le violent ouragan du 28 mars 1836, qui avait occasionné dans toute la région un véritable désastre, il avait fallu dépenser 1100 francs pour reprendre les couvertures ; des chevrons même avaient été emportés, la flèche avait été aussi endommagée. Pourtant, intérieurement surtout, on ne faisait de plus en plus que les réparations indispensables ; il semble qu'on s'habituait lentement à l'idée d'une reconstruction. Tout d'abord cette reconstruction fut envisagée comme devant être partielle, puis on se persuada bientôt qu'il fallait bâtir un nouvel édifice, mais au début de l'année 1853 rien n'avait été résolu. Les années qui avaient précédé et suivi la chute de Louis-Philippe avaient été troublées et calamiteuses : le pain avait atteint en 1847 un prix exorbitant. A Saint-Philbert il avait fallu ouvrir des souscriptions et même imposer la commune pour secourir les familles nécessiteuses ou peu aisées, et on avait établi dans le même but un atelier de charité : ce n'était guère le moment d'entreprendre le bâtiment d'une église. Mais en 1852, alors que les temps étaient redevenus normaux, on pensa à nouveau à la grande œuvre qui demandait, dans la paix et l'union, le dévouement et le concours de tous. M. de Couëtus était alors maire, M. l'abbé Gandon était toujours curé.

D'un commun accord les autorités commencèrent par choisir un architecte, et ce fut M. Neau qui fut agréé. Il vint donc à Saint-Philbert juger de l'étendue des travaux afin d'établir un devis : ce fut le moment

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Recherche des avions du Lac de Grand-Lieu.

Les « Amis du Lac de Grand-Lieu » et l'association « AREA » ont sollicité la SAMM « Société d'Archéologie Maritime du Morbihan » pour les aider dans la recherche de l'épave de l'avion Allemand abattu en juillet 1943 et tombé dans le lac de grand-lieu.

Grace aux différents témoignages de personnes ayant vécu ces terribles années, les associations connaissaient à peu près le lieu du crash dans une zone de quelques hectares. La Société SAMM a à sa disposition des moyens technologiques très performants pour repérer et localiser très exactement une épave même enfouie profondément sous terre ou envasée profondément sous une nappe d'eau.

L'épave se trouvant à priori dans une zone à cheval sur la réserve nationale gérée par la SNPN et la réserve régionale gérée par la fédération des chasseurs de Loire Atlantique, il nous fallait l'autorisation de ces deux organismes pour pouvoir accéder aux lieux de recherches. Nous remercions donc les deux Directeur et Président de ces réserves pour leurs autorisations.

Ces recherches ont été à priori couronnées de succès, l'épave où se trouve toujours le pilote Allemand a été repérée, sans pour autant pouvoir affirmer à 100% que c'est bien cet avion, mais il serait bien étonnant qu'une telle masse métallique à cet endroit soit autre chose, quoique, étant juste dans l'axe de la piste de l'aéroport, cette masse pourrait néanmoins être une bombe, car les archives militaires prouvent que les avions en retour de mission avec leurs bombes s'en libéraient juste avant l'atterrissage. D'ailleurs une bombe allemande de 250 kgs avait été retrouvée partiellement ensablée dans le Lac et dans le même axe le 15 octobre 1996 (voir page 155 du livre vert 1996). L'épave de cet avion en restera sans doute là, mais aujourd'hui elle est localisée auprès des différents organismes militaires et de recherches historiques.

Le pilote de cet avion Allemand tombé dans le Lac de Grand-Lieu le 4 juillet 1943 prénommé Rudolf, âgé de 20 ans, était devenu pilote par passion. En effet habitant tout près du plus vieil aérodrome du monde, situé à Stölln dans l'ex Allemagne de l'est, le jeune Rudolf, dès le début des années 30, se rendait souvent en vélo accompagné de son jeune frère prénommé Jürgen, voir les avions et les pilotes. La passion l'a gagné et il finit par participer et y faire son apprentissage. Malheureusement très vite la guerre est arrivée et il s'est retrouvé propulsé pilote de la Luftwaffe aux commandes d'un chasseur Focke-Wulf type 190.A, pour en été 43 officialiser le cimetière d'Herbauges dans la légende du Lac de Grand-Lieu. Ce jour-là, les deux pères de nos témoins (Page 220) se baignaient à côté du lieu du crash.

En juin 2017, deux membres des « Amis du Lac » accompagnés de deux membres de « A.R.E.A » ont dans la région de Berlin été chaleureusement reçus par la famille du pilote dans la maison qu'il habitait dans sa jeunesse. Trois jours de moments très forts. « Les Amis du Lac » en ont profité pour remettre à la famille tous les témoignages de cette aventure que l'on retrouve dans les différents livres verts.

Au sujet de cette histoire de juillet 1943, (livre vert 2006/2010 page 88 à 90) un nouveau témoignage (Pages 223 à 229) d'une famille réfugiée à St Philbert de Grand-Lieu dans la même ferme qu'où était caché Ralph Mc Kee, radio navigateur de la forteresse US qui avait abattu le chasseur Allemand tombé dans le Lac avant d'aller s'écraser lui aussi à Besson sur la commune de St Colomban. Toute cette période historique locale est racontée dans le livre vert 2003/2005 page 92 à 99)

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Témoignage

GUIBERT-Joseph lieu dit St Joseph. St Philbert né le 19/03/1915
BRISSON. André lieu dit Bellevue St Philbert né le 03/08/1920

- Témoignage -

Un dimanche après-midi du mois de juillet nous décidons Joseph et moi d'aller nous baigner à l'entré du lac, au lieu-dit "Le foteau noir" une petite plage de sable, sans roseaux. Il y avait un combat aérien au dessus de Nantes - Chateau - Bougon, on entendait les tirs de mitraillettes des avions, mais cela n'a pas influencé notre décision. Nous enfourchons nos vélos et nous voilà partis par le chemin de déserte du marais, c'est environ à 1 Km de "St Joseph. Bellevue"

Pendant notre baignade, Joseph surpris me dit "Regarde on dirait qu'un avion est en panne" Nous le suivions des yeux quand il se mit à piquer au-dessus de nous. Un frisson nous saisi et nous nous sommes dit "Je tombe sur nous". Pris de panique nous sortons de l'eau en vitesse croyant notre dernière heure arrivée, on entendait le bruit du moteur se rapprocher de plus en plus et l'avion s'écrasa à quelque centaines de mètres de nous, provoquant une énorme gerbe d'eau et de boue Nous ramassons nos harder en vitesse et retournons à St Joseph la peur au ventre et sous le choc de ce qui venait de nous arriver.

Cet événement restra à jamais gravé dans notre mémoire

- Récit entendu de nos Pères.

- André Brisson né le 05/06/16
- Joseph Guibert né le 07-08-45

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite



Le jeune pilote Allemand qui a officialisé le cimetière d'Herbauge

Voir la totalité de ce fait historique : p92 à 99 du LV 2003/2005,

p88 à 92 du LV 2006/2010 et p217/218 du LV 2011/2017

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Saint-Philbert-de-Grand-Lieu : Entre Histoire Monastique et Héritage Naturel

Saint-Philbert-de-Grand-Lieu est un lieu chargé d'histoire où la vie monastique a façonné le paysage et la culture locale. L'abbaye, située au bord de la Boulogne et à proximité du lac de Grand-Lieu, était autrefois un centre religieux et économique majeur.

Un Monastère au Cœur d'une Zone Humide

L'abbaye de Saint-Philbert tirait une grande partie de ses ressources du lac et de ses terres environnantes. En hiver, les eaux fertilisaient naturellement les terres agricoles, tandis que le lac offrait une abondance de poissons. Pour réguler ces eaux, les moines avaient aménagé des douves et des canaux permettant d'évacuer l'excédent au printemps.

Le monastère se trouvait aussi sur un carrefour stratégique où circulaient personnes et marchandises. Pendant l'hiver, les déplacements se faisaient principalement en bateau, à travers le lac et la Boulogne, renforçant ainsi l'importance économique et sociale du site.

La Visite Pastorale du Pays de Retz en Mars 2024

En mars 2024, Monseigneur Laurent Percerou, évêque de Nantes, a marché dans les pas de Saint Philbert lors de sa visite pastorale du Pays de Retz. Accompagné de prêtres des paroisses du Pays de Retz, il a entrepris une balade symbolique en barque sur le lac de Grand-Lieu.

Le parcours a commencé dans les marais de Lamoricière, ancienne propriété du général du même nom. Le groupe a ensuite rejoint le cimetière d'Herbauges, lieu chargé d'histoire où s'est écrasé un avion allemand le 4 juillet 1943, un événement relaté dans un ouvrage publié en 2017 (pages 217-218) Du Livre vert 2011/2017

Le retour s'est fait en longeant les marais de Saint-Philbert, avant de reprendre la Boulogne pour contourner une zone conquise sur le lac depuis les années 1960. La balade s'est achevée aux abords de l'abbaye, avec une cote du lac mesurée à 2,92 mètres ce jour-là.

Surface en eau = 7.700 ha

Un Patrimoine à Préserver

Ce voyage spirituel et historique rappelle l'importance du patrimoine naturel et culturel de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu. Entre traditions monastiques et environnement préservé, ce territoire continue de témoigner d'un riche passé où l'homme et la nature ont su coexister en harmonie.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Monseigneur l’Evèque de Nantes en mars 2024 au cimetière d’Herbauge.



Retour à l’Abbatiale après la visite pastorale de Monseigneur l’Evèque.



« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

A la page 9 du LV 2011/2017, vous trouverez un témoignage du Père Jean Garaud fait en 2015 alors prêtre de la paroisse de St Philbert de grand-lieu mais décédé depuis.

Lors d'une entrevue avec le Père Garaud pour ce témoignage, étant historien, il nous fit un sympathique cours d'histoire locale en relation avec la célébration au mois d'oût du saint patron de la paroisse : St Philibert.

Ayant pris quelques notes, nous pouvons aujourd'hui vous en redonner la teneur en quelques lignes.



Photo de l'abbatiale prise sur le site de la Commune.

Le moine Philibert (615-685) né dans le Gers dans la région d'Eauze, fils d'un comte de Vasconie (région ouest des Pyrénées coupées en leur milieu et de chaque côté de la chaine montagneuse) obtint vers 654 par donation par le roi des francs Clovis II un vaste territoire non loin de Rouen pour y édifier un monastère : Jumièges. Environ 900 moines et 1500 serviteurs y vivent. Attaqué et détruit par les vikings les survivants se réfugient dans différents monastères. Philibert doit aussi fuir le puissant maire du Palais « Ebroïn » qui l'avait mis en disgrâce et emprisonné quelques jours pour ses reproches pleins de franchise.

. Philibert en déduit que l'exil serait préférable.

L'évêque de Poitiers Ansoald avait son évêché qui venait jusqu'au pays de Retz, à la demande de celui-ci Philibert réfugié en Aquitaine, crée un monastère sur l'ile d'Her (devenue Noirmoutier).
Malheureusement, il n'y a pas assez de terres cultivables pour assurer la vie des moines et des serviteurs

Pour aider Philibert, Ansoald devenu un ami, lui fait donation en 676 de domaines fertiles en bord de mer et le domaine agricole de St Philbert de grand-lieu aujourd'hui mais appelé Déas à l'époque.
Philibert dépendait du monastère de Noirmoutier et les revenus de Déas devront l'aider pour gérer Noirmoutier. Il y décède en 685. Déas deviendra St Philbert de grand-lieu en hommage à Philibert.

Lors des massacres perpétrés par les vikings sur la côte Atlantique (encore eux), les successeurs de Philibert se réfugièrent à Déas et y construisirent un monastère au début du IXème siècle où ils ramenèrent

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

le sarcophage de leur saint patron. Celui-ci fut caché dans la crypte de l'abbatiale construite au début du IXème siècle. Les moines s'installent définitivement à Déas en 836

Mais au milieu du IXème siècle, de nouveau les vikings revinrent et jusqu'à Déas détruisant et incendiant tout sur leur passage. Les moines durent à nouveau fuir après avoir pris soin d'enfouir le sarcophage. Ils se réfugièrent à Cunault à une dizaine de kms à l'ouest de Saumur. A la demande de l'abbé Hilbod, 3 moines reviendront discrètement quelques années plus tard pour emporter les reliques de Philibert à Cunault mais abandonnant le sarcophage.

Les moines reviennent à la fin du Xème ou début du Xième siècle à Déas qui va devenir un prieuré dépendant de l'Abbaye de Tournus en Bourgogne, cette Abbaye de Tournus s'appelle toujours St Philibert.

Le Prieuré de Déas va subir les affres des guerres de religion, de la guerre de 100 ans et autre cataclysme. A la fin du XVIIIème siècle, à la faveur de la révolution il devient « bien national » et sert d'entrepôt.

An début du XIXème siècle, l'Abbatiale reprend son statut d'église et les cérémonies religieuses y sont à nouveau célébrées. La commune (et donc la paroisse) prenant de l'ampleur, il est décidé de construire une église neuve, celle que nous connaissons aujourd'hui, sa construction s'étale de 1862 à 1869. Son inauguration correspond à la période sombre ou l'Abbatiale devient un marché aux poulets.

L'Abbatiale reprendra une fois un caractère religieux, en 1936 pour le 11ème centenaire de l'arrivée des reliques de St Philibert de Noirmoutier à Déas en son Abbatiale.

Heureusement l'Abbatiale de St Philbert sera classée « monument historique » en 1896 et ainsi bénéficiera d'un entretien pour être telle que nous la connaissons aujourd'hui.



L'intérieur de la nef de l'Abbatiale. Au fond, la crypte où est conservé le sarcophage de St Philibert.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Une particularité des marais de Grand-lieu,

« L'arbre vert »

L'arbre vert est un Cyprès chauve que les riverains du marais de Grand-lieu ont bien connu. Il était dans la roselière des marais des Jammonières sur la commune de St Philbert, propriété autrefois du château des Jammonières. Cette propriété est acquise en 1882 par Fernand Crouan. Les Crouan forment une grande famille d'armateurs Nantais depuis des générations, commanditaire du célèbre navire « le Belem ». Ils sont de grands voyageurs et sont à l'origine des camélias et du cyprès chauve du jardin des plantes à Nantes ainsi que celui du marais des Jammonières dont ils étaient propriétaires, cet arbre était dénommé « l'arbre vert » par les riverains . Ce cyprès a la particularité, « les pieds dans l'eau » de voir pousser des pneumatophores dans sa périphérie pour lui permettre de « respirer »et garder l'oxygène (p 28). A noter que Les Crouan avaient bien sûr les premiers camélias « privés » de toute la région à l'arrière du château des Jammonières

La légende extraite de « la Vie des Saints Nantais » dit qu'autrefois se trouvait à cet endroit la ville d'Herbauge qui fut engloutie dans les eaux du Lac dans les années 550 en répression du désordre qui y régnait. S'il y a un village, il y a un cimetière, celui-ci est devenu officiel en 1943 lors des bombardements de Nantes où un avion Allemand abattu (page 23 à 25), disparut dans la tourbe à quelques dizaines de mètres de ce cyprès chauve qui lui aussi s'est abattu dans l'hiver 1997/98.

Combien cet arbre vert de 5.80 ml de circonférence, de toute sa hauteur pendant plus d'un siècle, a-t-il vu travailler de riverains à l'entretien des marais et à celui de la partie centrale du lac, et ce paisiblement sans dérangement et dans le respect naturel de l'environnement. De nombreux témoignages l'attestent (p 118 et 119 du LV 2011/2017). Peut-être aussi a-t-il vu de nombreux braconniers.

Et combien en a-t-il vu passer des scientifiques, des grosses têtes (ou pas), qui pour l'assécher, qui pour l'inonder, qui pour l'étudier etc … ont souvent voulu apprendre aux riverains à vivre le marais, pourtant comme l'a si bien dit Loïc Marion à la page 57 de son livre « ***si le Lac existe encore aujourd'hui c'est grâce à la société du canal de buzay*** **»,** donc aux riverains, propriétaires et exploitants et aujourd'hui leur connaissance du lac et de ses marais et leur bon sens sont les mêmes qu'avaient leurs aïeux. Pourtant ce sont les seuls qu'on ne veut pas entendre.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

L'Arbre vert
il y a quelques dizaines
d'année en pleine santé





Le même moribond,
ces dernières années.

Au printemps 1998
sur son lit de mort.



« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite



Des pneumatophores en situation et rendus par la nature



« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Autre particularité des marais de Grand-lieu, « le morta ».

Le **morta** ou **chêne des marais** est un bois en cours de fossilisation. Conservé dans la tourbe, milieu anoxique, le bois s'est lentement minéralisé au fil du passage de l'eau. Le morta provient d'une forêt de chênes qui s'est trouvée submergée il y a environ 5 000 ans. La lignine est en cours de minéralisation, se chargeant notamment en silice. Les différents mouvements géologiques ont créé la tourbe brune puis la tourbe noire, d'où les reflets colorés du morta·· Ce bois, devenu imputrescible, présente un aspect fort esthétique une fois poli. Il peut présenter l'aspect de l'ébène pour le morta noir. Un morta trouvé dans les marais de St Lumine de Coutais a trôné au port de St Lumine pendant trentaine d'années et un autre découvert en septembre 2025 lors des travaux d'entretien du marais sur St Philbert à l'intérieur du Lac est en attente de destination, ce dernier fait 2.60 ml de long pour une circonférence de 1.20 ml (photo ci-dessous).

Le morta trouvé en 2025 et le morta du port de St Lumine de coutais planté au port avant que la commune de St Lumine ne le supprime.





Ce morta avait été extrait de la tourbe en 1985 lors des travaux d'entretien du « canal du grand port » à St Lumine de coutais. L'adjoint à l'environnement de l'époque Mr Léobin Rondeau l'avait mis en valeur en l'exposant ainsi.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Enfin une troisième particularité, « l'éclogite »

Une **éclogite** (terme défini par l'abbé Haüy en 1822 à partir du mot grec » *eklogê »* qui signifie « choix », en référence à la sélection de minéraux qui constituent cette roche) est une roche métamorphique qui s'est formée dans le faciès éclogitique, c'est-à-dire ayant subi les conditions de pression et température de ce champ.

Historiquement, Eskola a défini les faciès métamorphiques sur des roches issues de protolithes basiques (la roche avant d'être métamorphisée contenait moins de 53 % de silice et était riche en ferro-magnésiens). Initialement, le nom d'éclogite était réservé à une roche de nature basique, mais, par abus de langage, on emploie le terme d'éclogite pour le faciès éclogitique. Ainsi une éclogite peut être acide (contenant plus de 53 % de silice) ou basique.

Une veine importante d'éclogite se trouve au sud de Grand-lieu en bordure et en parallèle des marais de St Philbert de Grand-lieu dans les hauts de la Moricière dans une parcelle nommée « les gouvrières ». C'est Mr Lemercier de la Clémencière, habitant le château de la Piletière à St Philbert qui le premier a découvert ce filon et en a donné au Muséum des histoires naturelles de Nantes il y a déjà plus d'un siècle. (p 12)

« Une importante carrière d'éclogite est située à « La Gerbaudière », à Saint-Philbert-de-Bouaine, en Vendée. Cette éclogite, comme l'ensemble des éclogites de Vendée, s'est formée à très haute pression (15-20 kbar) donc à grande profondeur (plus de 50 km), il y a quelque 440 millions d'années, à l'Ordovicien. Elle est lentement exhumée au Carbonifère par le jeu combiné de la tectonique et de l'érosion. Du fait de sa dureté, l'éclogite a servi pour la fabrication de haches polies au Néolithique (photo page 32).Les roches massives de la carrière « La Gerbaudière » sont utilisées pour les granulats en raison de sa bonne résistance à l'usure, et accessoirement pour les enrochements en raison de sa densité élevée (3,3), Elle est aussi utilisée comme pierre ornementale.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Eclogite à dominante jaune



Eclogite à dominante verte



« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Hache du néolithique



Eclogite polie



« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Page 35 à 67 : 33 pages de scientifiques reconnus

Les doutes et les incertitudes des études scientifiques concernant le lac de Grand-Lieu

par René Bourrigaud, historien
maître de conférence à la Faculté de Droit de Nantes[3]

L'ensemble des mesures administratives envisagées ou décidées, tel que le récent arrêté ministériel ordonnant le relèvement du niveau des eaux du lac au printemps, se fonde sur une série d'études conduites en 1990-1992. Celles-ci ont fait l'objet de 12 rapports définitifs, mais seul le "rapport de synthèse", rédigé par M. L. Marion, l'actuel directeur de la Réserve naturelle, a été diffusé. Les autres rapports ne sont que très difficilement accessibles. C'est donc sur les conclusions du seul "rapport de synthèse" que porteront les observations qui suivent.

Une remarque préalable s'impose : les études n'ont été conduites que par des spécialistes des sciences dites "dures" (les sciences de la nature), en écartant donc pratiquement les sciences humaines[4], **comme si l'écosystème que forme le lac et les marais de Grand-Lieu ne comprenait pas aussi des hommes et des collectivités humaines**. C'est là un premier a priori qui constitue une grave erreur d'approche du problème. Dans la logique de ces études, les humains habitant sur le pourtour du lac sont quasiment considérés comme une espèce indésirable... Là se trouve peut-être la racine des conflits récurrents entre les populations riveraines et le directeur de la Réserve naturelle.

Le problème actuel du lac de Grand-Lieu est une bonne illustration de la comparaison que l'on peut établir entre ce que le sociologue Raymond Boudon, dans un livre récent[5], appelle "les connaissances ordinaires" — celles que chacun acquiert par son expérience — et les connaissances scientifiques. Il n'y a pas, selon lui, de différence de nature entre ces deux sortes de connaissances, mais des différences de procédure.

En principe, les procédures rigoureuses mises en oeuvre par les scientifiques offrent de meilleures garanties d'atteindre le "vrai", mais chacun sait que l'histoire des sciences est truffée d'erreurs scientifiques, et les scientifiques savent que tout acquis scientifique n'est que provisoire. C'est sans doute encore plus vrai pour une science jeune comme l'écologie, qui reste très mêlée à l'idéologie et dont les prétentions paraissent, à bien y réfléchir, assez exorbitantes.

Si l'on suit par exemple la logique sous-jacente de l'auteur du rapport de synthèse sur "*Les causes de l'envasement et mesures de sauvetage*"[6], on constate que l'auteur a la prétention de maîtriser et de quantifier tous les paramètres d'un écosystème et donc de prévoir son évolution. C'est une prétention énorme, car il faut maîtriser des domaines aussi variés que la microbiologie, la mécanique des fluides, la météorologie, l'agronomie... sciences auxquelles il ne songe pas à associer l'histoire, le droit et la sociologie qui seraient pourtant fort utiles pour connaître et prévoir les réactions des chasseurs, des éleveurs, des pêcheurs et de tous les autres riverains.

La première qualité d'un bon scientifique est d'apprécier les limites de ses connaissances et de savoir émettre des doutes. Ces doutes ne sont pas absents des études et même du rapport de synthèse. Tout un passage est même rédigé sous forme de point d'interrogation :

---

3. Et ingénieur en agriculture, auteur d'une thèse sur le "Développement agricole au XIXe siècle en Loire-Atlantique".

4. Pour être exact, deux études (regroupées dans le "lot 6") abordent les questions de "l'impact socio-économique", avec une description des "usages et des usagers" et une évaluation des "mesures compensatoires" à envisager pour les exploitants agricoles.

5. Raymond Boudon, *Le Juste et le Vrai, Etudes sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance*, éd. Fayard, mars 1995.

6. Syndicat d'aménagement hydraulique Sud Loire, ministère de l'Environnement, région des Pays de Loire, département de Loire-Atlantique : "*Lac de Grand-Lieu, causes de l'envasement et mesures de sauvegarde*", rapport de synthèse, février 1992, 72 p.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

"*Les poissons comme facteur d'eutrophisation ?*"[7] Ce qui, en revanche, n'est pas présenté sous forme interrogative, ce sont les principales conclusions, les seules qui sont retenues par les décideurs et par la presse régionale qui les prennent pour argent comptant. Il faudrait toute une nouvelle étude pour réfuter ce rapport[8], nous nous contenterons ici de prendre quelques exemples : celui des nitrates, la question des nénuphars et celle du rythme de l'envasement.

A propos des nitrates

Il est incontestable que les excès de nitrates utilisés dans certaines zones agricoles constituent aujourd'hui un des graves problèmes écologiques à résoudre[9]. Mais faut-il en faire la clé de voûte des problèmes du lac de Grand-Lieu ? Rien n'est moins sûr. Quelques remarques sommaires permettront de semer le doute :

- Les résultats de l'étude reposent sur des observations faites entre août 90 et juillet 1991. Mais l'auteur reconnaît que pour obtenir des mesures fiables "*il aurait fallu équiper les rivières de prélèvements automatiques*"[10], ce qui n'a pas été fait parce que trop coûteux.

- Cette défaillance n'empêche pas notre auteur d'annoncer que le lac a reçu "*8 380 tonnes de nitrates*" en un an, dont la moitié au cours du seul mois de janvier ! La précision du calcul est remarquable !

- Mais comment se fait-il que la Boulogne et l'Ognon charrient des tonnes de nitrates en janvier, alors que les agriculteurs commencent en général à épandre cet engrais... fin février ? On aimerait avoir quelques explications...

- On en arrive ainsi à affirmer tout de go que le lac reçoit 125 kg de nitrates purs par hectare de bassin versant (67 000 ha). Quand on connaît un peu la composition du territoire des bassins de la Boulogne et de l'Ognon, qui comprennent des zones habitées, quelques friches, beaucoup de vigne sur lesquelles on ne met pas de nitrate, on trouve ce résultat étonnant — car peut-être supérieur à la totalité des nitrates apportés par les agriculteurs du bassin[11] —, et le simple bon sens nous conduirait à émettre des doutes sur un tel résultat dans un rapport "scientifique"... Ne dit-on pas que pour être fiables, des mesures physico-chimiques doivent être répétées autant de fois que nécessaire ? Or, ici, elles n'ont été faites qu'une seule année...

- Enfin, ces mesures commencent à dater. Selon les spécialistes et selon le témoignage de Michel Coudriau, agriculteur à St-Lumine (voir plus loin), on voit que les systèmes de productions agricoles sont en train d'évoluer rapidement vers une désintensification. Il faudrait en tenir compte.

Sur le bilan de l'envasement

A lire le rapport en question, on se demande si l'envasement du lac est bien l'objet de l'étude ou s'il ne constitue pas une donnée a priori. D'ailleurs le titre même du rapport porte sur "*Les causes de l'envasement*" et non sur le diagnostic de l'envasement lui-même.

Personne ne nie que le fond du lac de Grand-Lieu ne contienne, par endroits, beaucoup de vase. Mais les témoignages des vieux riverains montrent que ceci n'est pas nouveau[12] !

---

7. Pages 28-29 du rapport, où il est question de la possible action néfaste des poissons sur l'écosystème, mais on comprend les précautions de l'auteur qui ne veut pas se mettre à dos les pêcheurs... Pas plus d'ailleurs que les chasseurs puisqu'il ne dit mot du plomb accumulé dans le lac et des risques de saturnisme.

8. Cette proposition de nouvelle étude, associant les sciences humaines aux sciences biologiques, a été proposée... Mais on comprend la lassitude des responsables de l'Association de sauvegarde des marais et des élus locaux devant l'avalanche d'études (dont ils ne connaissent pas toujours les résultats). Il faudra bien pourtant que la question du lac et des marais soit traitée sur d'autres bases que celles d'aujourd'hui qui conduisent à une impasse prévisible.

9. Voir par exemple une étude toute récente de Paul Bonhommeau, "*Le Traitement des effluents d'élevage...*" (mémoire de DESS de droit de l'agro-alimentaire, Nantes, 1995).

10. Rapport précité, p. 30.

11. Dans les zones les plus polluées de la Bretagne, du fait des épandages massifs de lisier de porc, les excédents en azote sont évalués à 45 kg/ha (cf étude Bonhommeau, déjà citée). Il faudrait bien sûr tenir compte aussi des nitrates produits par la nitrification naturelle de la matière organique des sols, mais nous ne nous intéressons ici qu'à des ordres de grandeur.

12. Voir par exemple le témoignage, dans ce document, de M. Joseph Guilbaud, à propos de l'avion qui disparaît dans la vase en quelques jours.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

La carte du lac au 1/40 000e de F. Guichard, dressée en 1887 (il y a 108 ans) montre qu'en de nombreux endroits la profondeur du lac se situe autour de 70 cm à un mètre et n'excède pas 2 mètres aux endroits les plus profonds. Depuis plusieurs siècles, le lac de Grand-Lieu est un lac marécageux et il ne fait guère de doute qu'à l'échelle des temps géologiques, il est destiné à se combler de façon parfaitement naturelle.

La vraie question est de savoir si les pratiques agricoles et urbaines récentes accélèrent son envasement et, si oui, à quel rythme.

Là encore, les résultats soi-disant scientifiques contenus dans le rapport de M. Marion nous laissent sceptiques... Selon ses calculs (sur lesquels il y aurait beaucoup à dire), le lac s'envaserait en moyenne de 1,7 à 1,9 cm par an[13].

Il n'est pas nécessaire d'être grand mathématicien pour calculer qu'en 10 ans, l'épaisseur de la vase aurait progressé de près de 20 cm, et en 20 ans de 40 cm... Autrement dit, on ne voit pas pourquoi, à ce rythme, le lac n'est pas déjà totalement comblé.

Or — et c'est là où le conflit entre les connaissances dites "scientifiques" et les connaissances ordinaires est le plus manifeste —, tous les riverains s'accordent à dire "*qu'ils ne voient pas le lac s'envaser*", qu'il y a toujours autant de profondeur d'eau — voire plus selon les endroits — que là où ils allaient à la pêche il y a 40 ou 50 ans... Ceci est observé aussi bien à St-Aignan et à St-Philbert qu'à St-Mars-de-Coutais et St-Lumine, c'est-à-dire du côté des exutoires.

Une telle contradiction devrait retenir au plus haut point l'attention de véritables scientifiques. On a le droit de se tromper. On n'a pas le droit de persévérer dans son erreur... mais peut-être a-t-on aussi des intérêts personnels à sauvegarder ?

Sur le rôle des nénuphars

Pour combattre la soi-disante accélération de l'envasement, l'auteur du rapport attire l'attention sur le rôle des nénuphars qui seraient en grande partie responsables de l'accumulation de déchets organiques dans le lac[14].

Là encore, il faut raison garder. Et même respecter sa propre logique. Selon l'auteur, les nénuphars seraient responsables de 36,9% de l'envasement (en tonnes de matières sèches)[15], car ils produiraient "*15 124 tonnes de matières sèches*" par an.

Toujours selon le même auteur (mais où prend-il ce type de données ?) le relèvement du niveau de l'eau au printemps provoquerait une diminution de la productivité des macrophytes (dont font partie les nénuphars) de 35 à 40%.

Mais si les nénuphars (seules plantes supérieures vraiment concernées ici) sont responsables de 40% de l'envasement et si le relèvement de l'eau ne réduirait leur production que de 40% (au maximum), cette solution ne réduirait la vitesse d'envasement que de 0,4 x 0,4 = 0,16, **soit 16%**.

Ainsi donc, on prendrait le risque de perturber tout le système des prés-marais, toute l'économie agricole de la région, on dépenserait des sommes très importantes, on augmenterait considérablement les risques d'inondation de printemps pour **ralentir de 16% au maximum le rythme d'envasement du lac** ? Le jeu en vaut-il la chandelle ? A moins que cette question d'envasement ne soit qu'un prétexte pour cacher un désir d'accroître artificiellement la réserve d'oiseaux ?

Il y a là matière à réflexion pour des responsables politiques et administratifs sérieux qui, à l'heure actuelle, se laissent trop impressionner par des rapports plus teintés de présupposés idéologiques que d'une véritable démarche scientifique.

---

13. Tableau de la page 40. En "vase molle", l'accumulation serait de 2,72 à 3 cm, mais en "vase compactée", elle serait inférieure à 2 cm. Les "moins pessimistes" parlent de 1,4 à 1,6.

14. Et leur "prolifération" serait due aux nitrates et aux phosphates déversés dans le lac. Est-il nécessaire d'expliquer que ces deux éléments ne suffisent pas pour faire croître les végétaux supérieurs ? qu'il y faut aussi, notamment, de grandes quantités de potasse dont on ne parle pas dans le rapport ? Or, depuis le chimiste Liebig au XIXe siècle, on sait que la croissance des végétaux est limitée par l'élément fertilisant qui manque le plus (loi du minimum). Un excès d'azote et de phosphore ne provoque pas forcément une "prolifération" des végétaux supérieurs.

15. Tableau de la page 39.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

UNIVERSITÉ DE NANTES

Le 27 avril 1995

FACULTÉ DE DROIT
et des
SCIENCES POLITIQUES

M. le Président
Association pour la sauvegarde
des marais du Lac de Grand-Lieu

Monsieur le président,

Habitant au centre équestre de Saint-Aignan, le CELTE du Lac, je me sens intéressé par la sauvegarde du site de Grand-Lieu (lac et marais) et je suis directement concerné par les problèmes que pose le programme mal conçu de modification du niveau des eaux du Lac. Mais ce n'est pas à ce titre que je m'adresse à vous.

Samedi dernier 22 avril, j'ai assisté à la conférence organisée par la S.N.P.N. au Muséum d'histoire naturelle de Nantes, puis à la manifestation pour la réouverture des écluses de Bouaye.

J'ai été frappé de la légèreté des arguments des conférenciers au sujet de l'envasement du lac. Jusqu'à ce jour, ce diagnostic me paraissait fondé. La discussion portait donc uniquement sur les meilleurs moyens de lutter contre ce phénomène. Mais j'ai constaté que tous leurs arguments se résumaient en un acte de foi dans la "science" et dans la valeur des études qui ont été effectuées à ce sujet par une équipe de biologistes. Etant historien universitaire, spécialisé dans l'histoire de l'agriculture et du monde rural, je connais suffisamment d'erreurs scientifiques qui ont été commises par le passé pour émettre un doute sur ce type d'arguments.

En revanche, lors de la manifestation, j'ai été impressionné par des témoignages de vieux riverains qui, fondant leurs observations sur une expérience de plus de 40 ou 50 ans, affirment que les hauteurs d'eau qu'ils constatent sont les mêmes que lors de leur jeunesse. Il y a donc une contradiction manifeste entre l'affirmation faite par des scientifiques et les observations de témoins dignes de foi, effectuées sur un demi-siècle.

Le principe d'une démarche scientifique étant d'abord de mettre en doute telle ou telle information, tant qu'elle n'est pas recoupée par de nombreuses autres, je n'irai pas jusqu'à affirmer que le lac ne s'envase pas. Mais il me semble que la question se trouve à nouveau sérieusement reposée.

Une confidence malencontreuse de l'un des conférenciers m'avait d'ailleurs mis la puce à l'oreille : il a avoué que lorsque l'équipe de scientifiques chargée d'établir le diagnostic d'envasement est venue sur le terrain, le phénomène "leur a paru évident". Ils ont même ajouté : "il n'y a plus qu'à repartir". En réalité, leur étude a consisté à chercher à prouver une impression qu'ils ont ressentie "a priori", "au premier coup d'oeil". Ce n'est pas une démarche scientifique sérieuse.

D'autre part, une véritable étude scientifique du milieu naturel et humain que constitue le lac et les marais de Grand-Lieu suppose une équipe pluridisciplaire, constituée non seulement de biologistes, mais aussi de spécialistes de sciences humaines : pour faire une étude complète, il faut faire appel à des historiens, des géographes, des sociologues, des juristes au même titre qu'à des biologistes ou des sédimentologues.

Avec mes collègues universitaires, notamment parmi les équipes de chercheurs des laboratoires CNRS qui sont regroupés dans la Maison des Sciences de l'Homme de Nantes, il serait sans doute possible de constituer une telle équipe. Il faudrait naturellement obtenir un financement de cette étude par les collectivités intéressées. Je suis prêt à en parler avec votre association et avec toute personne intéressée.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

René Bourrigaud
maître de conférence

CHEMIN DE LA CENSIVE-DU-TERTRE - 44036 NANTES CEDEX 01
TÉLÉPHONE 40 29 22 28 - TÉLÉCOPIE 40 29 19 21

M5

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Le Courrier de la Nature, n° 178, mai-juin 1999

Courrier des lecteurs

Société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France

Association régie par la loi de 1901, fondée le 10 février 1854 et reconnue d'utilité publique le 26 février 1855

SNPN, siège :
9, rue Cels - 75014 Paris
Tél 01.43.20.15.39
Fax 01.43.20.15.71

SNPN, réserve nationale de Camargue :
La Capelière
13200 Arles
Tél 04.90.97.00.97
Fax 04.90.97.01.44

SNPN, réserve naturelle du lac de Grand Lieu :
15, rue de la Châtaigneraie,
44830 Bouaye
Tél. et Fax. 02.40.32.62.81

snpn

Conseil d'administration
Année 1999

Président :
François Ramade.

Vice-présidents :
Jean-François Asmodé,
Yves Gutman-Lajeunesse,
Christian Jouanin,
Théodore Monod.

Secrétaire général :
Michel Echaubard.

Secrétaire général adjoint :
Laurent Duhautois.

Trésorier :
Jean-François Asmodé.

Administrateurs :
Marie-Hélène Baconnet,
Philippe Barbeau,
Philippe Bouchet,
Gérard Charollois,
Christian Erard,
Jacques Fretey,
Alain Gille,
Hubert Gillet,
Philippe Lebreton,
Serge Muller,
Jean-Jacques Petter,
Pierre Pfeffer,
Guillaume Sainteny,
Bernard Salvat,
Gilbert Simon,
Daniel Yon,
Alain Zecchini.

Grand Lieu : divergences de vue et précisions

J'ai lu avec grand intérêt le numéro spécial consacré au lac de Grand Lieu. Je regrette cependant diverses inexactitudes concernant la flore : saule photographié mal nommé, deux plantes disparues (spiranthe d'été, rossolis à feuilles rondes) citées parmi celles protégées au niveau national, mais une bien présente oubliée (renoncule à feuilles d'ophioglosse), espèces banales dans la région, comme l'épilobe hirsute, qualifiées d'intéressantes... Et l'on omet de dire que l'essentiel de la richesse floristique se trouve à l'extérieur de la réserve naturelle, dans les ceintures périphériques.
Mais c'est du plan de sauvetage que je tiens à dire un mot. Il comporte assurément des aspects positifs, comme la réduction des apports du bassin versant. Mais le régime expérimental des eaux actuellement en vigueur va avoir de graves conséquences, non seulement sur la qualité des prairies (on indemnise les agriculteurs, mais il faudrait davantage pour qu'ils puissent allier rentabilité et conservation de la valeur floristique), mais sur l'ensemble de la végétation des ceintures périphériques. On a totalement fait l'impasse sur les niveaux hivernaux pourtant en forte baisse (hors saison très pluvieuse), pour ne s'intéresser qu'à la remontée des eaux de printemps et d'été. Il en résulte une diminution considérable de l'amplitude des eaux qui représente pourtant le facteur essentiel de diversification de la végétation et de certains constituants de la faune. L'insuffisance du niveau hivernal banalise fortement les ceintures supérieures. Par contre, la hausse estivale augmente la productivité d'une bande aquatique supplémentaire qui limite la diminution d'ensemble attendue, tout en nuisant au développement des caractéristiques des niveaux d'étiage. Et surtout, loin de résoudre le problème de l'envasement, elle va l'aggraver fatalement en favorisant les dépôts dans cette bande supplémentaire.
Quant au désenvasage, il n'est certes pas facile à réaliser, mais les photographies des pages 48 et 49 constituent une preuve accablante du dédain que l'on porte à la végétation riveraine.

P. Dupont
Orvault
Prof. de botanique honoraire
(université de Nantes)

La photo du saule cendré donne le nom de *Salix cinerea*. Il s'agit en fait de l'espèce ibérico-atlantique présente à l'ouest de la France : *Salix atrocinerea* (Ndlr).

Syndicat ovin : votre article me fait bondir...

Je viens de prendre connaissance de l'article paru dans le *Courrier de la Nature* sous le titre "Le loup bouc-émissaire". Eleveur de mouton et présidente du Syndicat ovin de Haute-Savoie, votre article me fait bondir : le ton n'est pas très respectueux de notre profession et surtout, il divulgue des erreurs monumentales.
Je ne sais d'où vous tenez vos chiffres, mais ils sont bien éloignés de la vérité. Toutes primes réunies l'éleveur ovin de montagne est loin de toucher 500 F par mouton. D'ailleurs, ces primes sont données à la brebis et pas au mouton. Ce qui change pas mal la donnée. Un troupeau de 900 moutons n'est composé environ que de 400 brebis. Même remarque pour l'indemnité de dérangement de 5 F qui est donnée à la brebis (brebis déclarée pour le PCO) et plafonnée à 300 brebis... Ce qui veut dire qu'un troupeau de 1500 à 2000 moutons n'est en fait dans le meilleur des cas indemnisé que pour 300 bêtes.
Vous savez aussi sûrement que les indemnisations des élevages attaqués par le loup ne sont pas si systématiques. Que de tracasseries, de stress pour l'éleveur sinistré, que de souffrances pour les bêtes, que de morts inutiles... car apparemment le loup ne tue pas juste pour se nourrir.
Si vous n'avez que des articles comme celui-ci pour "rêver d'un monde où l'intelligence et la connaissance prendraient le pas sur la tradition et la haine ancestrale de la vie sauvage" ou pour faciliter l'intégration du loup, votre rêve va tourner au cauchemar et votre stratégie est bien maladroite pour faire accepter ce grand carnivore. (...) Non, nous ne sommes pas des chasseurs de primes. Et puis vous savez, le plus insupportable actuellement pour les éleveurs ovins, c'est de recevoir des leçons de savoir vivre par rapport à la nature, car s'il y a une profession qui a toujours vécu en symbiose avec elle, sans la polluer et en la valorisant, c'est bien la nôtre.

O. Villiermet
Monnetier-Mornex

...Pierre Pfeffer : vous n'avez pas lu le texte original

Le Courrier de la Nature m'a transmis votre lettre du 5 février concernant mon article sur le loup, paru dans les n° 171 et 172 de cette revue de la Société nationale de protection de la nature. Pour dire la vérité, je me demande si vous l'avez lu dans cette revue ou en avez eu connaissance indirectement, car c'est votre lettre qui contient quelques erreurs que vous pourrez constater en vous référant à l'article original que je vous adresse ci-joint :
- Il n'est pas intitulé "Le loup bouc émissaire", expression qui ne figure d'ailleurs nulle part dans l'article, mais "Le

(suite p. 50)

RETROUVEZ LA SNPN



SUR VOTRE MINITEL

Vous y découvrirez de nombreuses informations sur les associations de protection de la nature et notamment sur la Société nationale de protection de la nature (actions, sorties, revues, campagne *Amnistie pour les éléphants...*).

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Photocopie

Orvault, 31 juillet 1999

Monsieur Pierre DUPONT
Professeur honoraire, Université de Nantes
17 rue de Bellevue, 44700 ORVAULT

à Monsieur le Directeur régional de l'Environnement,
Région des Pays de la Loire

OBJET : menace de destruction d'une espèce protégée

Monsieur le Directeur régional,

J'apprends qu'une importante station d'étoile des marais, *Damasonium alisma*, espèce végétale protégée sur l'ensemble du territoire national, est menacée de destruction et que l'opération serait prévue dans un proche avenir. Cette station se trouve sur le site classé du lac de Grand-Lieu ; elle s'étend sur plusieurs dizaines de mètres au long d'un chemin qu'il est question de remblayer, afin de faciliter l'accès à des terrains acquis par la Réserve naturelle. Ce serait assurément un très mauvais exemple que donneraient les responsables de celle-ci, au cas où l'opération se concrétiserait.

Le 19 juin dernier, après l'Assemblée générale, à laquelle j'ai participé à Bouaye, de la Société Nationale de Protection de la Nature et après l'inauguration de la maison de la Réserve, j'ai suivi la sortie autour du lac qu'a dirigée Monsieur BORET. Cela nous a conduits sur le chemin en question, ce qui m'a permis de montrer aux participants cette intéressante espèce protégée. Monsieur BORET ayant évoqué cette possibilité de remblai, j'avais vivement souhaité que le projet soit abandonné. D'après les informations que l'on vient de me donner, il semble que ce ne soit pas le cas.

Certes, *Damasonium alisma* est plus répandu qu'on ne le pense ordinairement, comme on pourra le constater lors de la parution, prévue au printemps 2 000, de l'Atlas de distribution des plantes vasculaires de Loire-Atlantique et de Vendée dont je termine la préparation : dans l'état actuel des prospections, il a été noté dans 27 des 179 divisions U.T.M. de 10 km de côté. Mais d'une part, c'est certainement ici qu'on en trouve le plus en France, d'autre part et surtout, la plupart des stations sont très ponctuelles et plus ou moins menacées.

La présence de cette plante est strictement dépendante de l'exploitation des prairies naturelles inondables : chemins d'accès piétinés inondés au début du printemps et pourtour de certaines mares. A Grand-Lieu où je la connais depuis plus de trente ans (dans leur étude de 1975, L. et P. MARION écrivaient que je la leur avais indiquée mais, ne l'ayant pas trouvée, ils l'estimaient sans doute disparue !), j'ai constaté sa raréfaction progressive sur des chemins peu à peu remblayés par des agriculteurs - ce qui est compréhensible de leur part pour mieux accéder aux parcelles qu'ils exploitent et dans l'ignorance de l'intérêt de la plante. Par contre, il serait inadmissible que les gestionnaires d'une réserve naturelle la détruisent. Cette station, du reste, est la plus importante de celles que j'ai pu observer récemment autour du lac ; elle est située sur la commune de Saint-Mars-de-Coutais, à l'est de la Marzelle - le Brandais (je n'avais pas noté son emplacement exact).

Espérant que vous pourrez intervenir d'urgence pour empêcher cette opération, veuillez croire, Monsieur le Directeur régional, à l'assurance de mes salutations distinguées.

C Dupont

Doubles à : M. L. MARION, Directeur de la Réserve, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur du Conservatoire Botanique National de Brest, M. le Président de la Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne (section Pays Nantais).

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Orvault, 9 août 1999

photocopie

Monsieur Pierre DUPONT
Professeur honoraire, Université de Nantes
17 rue de Bellevue, 44700 ORVAULT

à Monsieur le Directeur régional de l'Environnement,
Région des Pays de la Loire

OBJET : travaux sur une station d'espèce protégée (lac de Grand-Lieu)

Monsieur le Directeur régional,

Suite à ma lettre du 31 juillet et à la réponse, dont il vous a adressé une copie, que m'a faite Monsieur Loïc MARION, je tiens à vous informer de la situation exacte, car mon intervention a permis de stopper des travaux déjà bien engagés. La lettre de démenti de Monsieur MARION correspond à peu près à ce que j'attendais ; elle m'aurait fait passer pour un imbécile, si je n'avais cherché à en savoir un peu plus. L'opération avait débuté plus tôt que je ne le prévoyais, le jeudi 29 juillet. Elle a été brutalement interrompue le mardi 3 août, jour de la lettre de M. MARION, mais les engins qui la réalisaient n'ont été retirés que deux ou trois jours plus tard.

Je me suis rendu hier sur le terrain, afin de constater l'état des lieux qui ne correspond absolument pas à ce qu'indique M. MARION. Pour prouver ce que j'avance, j'ai pris quelques diapositives dont je vous enverrai un tirage, lorsqu'il sera fait. Quand on prend le chemin (voir plus loin sa situation exacte) en direction des terrains récemment acquis par la S.N.P.N., on trouve assez vite, sur le côté gauche, un grand tas de matériaux destinés aux travaux, mais qui n'ont pu être utilisés. Avant lui et au-delà, pendant un certain temps, rien n'a été modifié ; puis on constate que quelques ornières ont été comblées. A partir de 200 mètres environ des terrains acquis par la S.N.P.N. et tout au début de ceux-ci, le chemin a été recouvert d'une manière continue par une bonne épaisseur de matériaux faisant disparaître complètement les espèces végétales présentes en cette saison. La section correspondante se trouve donc totalement transformée. Dans la partie traversant la propriété de la S.N.P.N. et jusqu'au niveau où celle-ci a été sévèrement nettoyée lors d'une opération précédente, la situation est effectivement celle décrite par M. MARION : seules, les principales ornières ont été comblées (on peut remarquer que l'essentiel de celles-ci résultait de ces travaux antérieurs). Mais, selon lui, cela seul aurait été fait, alors qu'en dehors des limites de la propriété la transformation a été beaucoup plus importante.

M. MARION espérait évidemment qu'au fil des jours on ne distinguerait plus ces travaux récents de ceux accomplis antérieurement ; malgré les pluies importantes qui venaient de se produire, la différence d'aspect était très sensible hier, comme le montreront mes photos. Suite à ces pluies, du reste, le travail n'ayant pu être achevé, le chemin est en piteux état dans la traversée des terrains de la S.N.P.N.

Par ailleurs, des témoignages m'ont permis de connaître l'origine du "sable". Il vient des creusements effectués dans la zone maraîchère de Machecoul où, comme vous le savez, la création d'une réserve d'eau a été imposée. Il y a d'ailleurs beaucoup mieux comme sable, car il contient une proportion appéciable d'argile, des cailloux et même quelques pierres. Les travaux ont été réalisés par une entreprise de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu qui n'a évidemment aucune responsabilité dans l'affaire.

Quant à l'emplacement du chemin, je suis confus de ne pas y avoir fait attention le 19 juin ; nous venions de la Marzelle et, conversant au long du trajet, je n'ai pas reconnu celui, à la limite des

07

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

communes de Saint-Mars-de-Coutais et de Saint-Lumine-de-Coutais, que j'ai souvent parcouru en venant de Malsaine. C'est précisément là que j'ai observé pour la première fois le *Damasonium* au lac, le 30 mai 1969! L'ouvrage de L. et P. MARION en témoigne, puisque la station que je leur avais indiquée se situait "entre Malsaine et la Marzelle, sur le chemin perpendiculaire à cette direction". J'avais alors visité le site à l'occasion d'un conflit qui opposait MM. LEMAIRE et de la LAURENCIE sur la définition des "marais non asséchés", chacun espérant de moi des arguments en faveur de sa thèse. Depuis, j'ai maintes fois revu la plante en cet endroit et en de nombreux autres points du chemin, y compris dans la section traversant la propriété de la S.N.P.N. ; pas mal de collègues botanistes ont pu l'y observer, le 3 juin 1995, lors de la session à Grand-Lieu de la Société Botanique du Centre-Ouest. Mais jamais je ne l'avais vue aussi abondante qu'en cette année 1999 (par contre, une autre espèce rare habituellement présente, le myosotis de Sicile *Myosotis sicula* n'était pas au rendez-vous). Gardons-nous d'y voir un effet bénéfique du changement du régime des eaux! Il s'agit d'une espèce annuelle dont les effectifs varient énormément en fonction des conditions de l'année ; il arrive qu'elle ne se développe que dans les ornières, alors que d'autres années on ne la trouve qu'en dehors de celles-ci. Quant à l'appréciation romancée de ma connaissance du *Damasonium* à Grand-Lieu, je dirai simplement que je l'ai noté en pas mal d'autres points, à Saint-Aignan, Passay, l'Arsangle, la Grande Suzeraine, la Berderie, la Pohérie, etc.

Toujours est-il que le mal est fait, bien que le pire ait pu être évité : sur plus de 200 mètres, il y a eu bel et bien dépôt d'une couche de matériaux qui ont submergé de nombreuses graines d'une espèce végétale protégée (non visible en cette saison ; le 19 juin, les fruits étaient déjà bien développés).

Je n'ai rien à reprocher à la S.N.P.N. en tant que telle (j'en suis membre depuis près de 40 ans) et je ne compte pas aller plus loin dans cette affaire ; je me garderai d'imiter M. MARION qui sait à l'occasion demander la remise en état des lieux après des opérations contestées. Je voudrais simplement souligner que, lorsqu'on exige des autres le respect des procédures légales, il faut savoir s'y soumettre soi-même. J'ajoute que je ne suis pas du tout contre l'entretien des chemins ; mais, à partir du moment où un site est classé et où l'on sait qu'il possède des espèces protégées, il convient d'opérer en toute clarté, en cherchant à appliquer des mesures de gestion optimales. Hélas! dans la situation actuelle, où l'on manque de manière flagrante de naturalistes compétents, botanistes en particulier, dans les Universités, les bureaux d'étude, les associations, les administrations, c'est bien difficile (j'ai fait une communication sur ce thème au colloque du Conservatoire botanique de Brest en 1997 ; je ne manquerai pas de vous en envoyer un tiré-à-part lors de sa parution prochaine).

Enfin, puisque M. MARION en fait état dans sa lettre, je rappelle que mes critiques du nouveau régime hydraulique ne portent pas simplement sur les niveaux de printemps et d'été, mais aussi sur les cotes maximales. La durée et l'importance des inondations hivernales sont actuellement trop faibles et, de ce fait, des plantes du plus haut intérêt des ceintures supérieures, comme le genêt d'Angleterre *Genista anglica* ou la Graminée protégée *Deschampsia setacea* se raréfient dangereusement et sont menacées de disparition à brève échéance. Un naturaliste de niveau moyen sachant réfléchir comprendrait aisément que plus l'amplitude des eaux est importante, plus la diversité biologique est grande autour d'un lac.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur régional, l'expression de mes salutations distinguées.

Doubles à : M.L. MARION, Directeur de la Réserve, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur du Conservatoire Botanique National de Brest, M. le Président de la Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne (section Pays Nantais)

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Orvault, 25 août 1999

Monsieur Pierre DUPONT
Professeur honoraire, Université de Nantes
17 rue de Bellevue, 44700 ORVAULT

à Monsieur le Directeur régional de l'Environnement,
Région des Pays de la Loire

OBJET : travaux sur une station d'espèce protégée (lac de Grand-Lieu) :
complément photographique à ma lettre du 9 août

Monsieur le Directeur régional,

Comme je vous le signalais dans ma lettre du 9 août, j'ai fait effectuer des tirages des diapositives prises sur le terrain. Voici quelques commentaires (numéros au dos des photos) :

- Restes du tas de "sable" voisin du début du chemin, vu en direction du lac (1) et du chemin de Malsaine à la Marzelle (2), situé au long des arbres.
- Début et fin du tronçon d'environ 200 mètres sur lequel le recouvrement est continu, vu en direction du lac (3) et du chemin de Malsaine à la Marzelle (4), du début de la portion acquise par la S.N.P.N.
- 5 : comme 4, pris un peu plus profondément de la partie traversant les terrains de la S.N.P.N., dans laquelle seules les principales "ornières" sont comblées.
- 6 : plus loin, à l'intérieur de cette partie ; les fortes pluies ont inondé les intervalles entre les "ornières" comblées.

Suite à mes précédents courriers, j'ai eu mardi un coup de téléphone de M. MARION, m'informant que Madame ARIBERT souhaitait se rendre sur le terrain en compagnie de nous deux, pour examiner ce qu'il serait possible de faire. Il se trouve que je vais être absent pour une quinzaine, mais je serai disponible à partir du lundi 13 septembre.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur régional, l'expression de mes salutations distinguées.

Doubles à : M. L. MARION, Directeur de la Réserve, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur du Conservatoire Botanique National de Brest, M. le Président de la Société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne (section Pays Nantais).

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Remarques sur le rapport "SUIVI DE LA QUALITE DE L'EAU PROVENANT DU BASSIN VERSANT ET SORTANT DU LAC DE GRAND-LIEU EN 1998-99 ET 1999-2000"

N'étant absolument pas spécialiste des flux de nutriments, je me contenterai de relever des inexactitudes ou contradictions concernant les chiffres donnés. Elles vont jusqu'à des énormités flagrantes qu'une simple relecture attentive aurait permis de corriger.

- p. 7 : le lac a reçu près de 210 millions de m3 d'eau en 1998-99, mais le diagramme p. 24 donne 163 + 58 = 221 millions.
- p. 14 : pour les nitrites, les sorties du lac sont de 2,8 t ; sur le diagramme, on trouve : 2,81 + 0,65 = 3,46 t.
- p. 33 : les apports de nitrates en 1999-2000 ont représenté environ 1988 tonnes ; le diagramme p. 45 donne 1409 + 836 = 2245.
- Pour ces mêmes nitrates, les apports de l'Ognon sont donc de 836 t. Mais, si l'on regarde les chiffres de l'azote total sur le diagramme correspondant de la p. 45, on retrouve les 836 t (le texte ne les chiffre pas, mais donne le même total), alors qu'il faut ajouter 3, 57 t de nitrites, 11, 78 t d'ammoniaque et l'azote organique non évalué. C'est probablement le chiffre de l'azote total qui est bon, alors que les nitrates doivent sans doute être diminués des 257 t de différence entre le diagramme et le texte.
- Pour les sorties de nitrites en 1999-2000, le texte , p. 35, donne un total de 4,9 t. Pour le diagramme, il y aurait 4,22 + 193 = 197,22! C'est évidemment que, au lieu de reporter le bon chiffre, on a repris celui des nitrates du diagramme à côté. Simple étourderie donc, mais néanmoins très fâcheuse.
- p. 47 dans les conclusions, pourquoi augmenter encore le total du phosphore ? Les chiffres étant de 113,74 t en 1998-99 et de 136,69 en 1999-2000, on apprend que le flux est passé à 177 t. Il n'y a pas besoin d'un tel coup de pouce pour trouver les chiffres élevés!

On peut ajouter quelques remarques.

- Les teneurs moyennes sont données pour certains paramètres, pas pour tous. En 1998-99, elles manquent pour la sortie des nitrites, l'entrée et la sortie de l'ammoniaque et de l'azote total ; pour 1999-2000, l'entrée des nitrates, la sortie de l'ammoniaque. Ces teneurs sont parfois précisées pour chacune des voies d'eau, parfois pas, il est ou non question de leurs fluctuations
- Si l'on fait le rapport entre les entrées et les sorties pour les différents paramètres, on constate des différences plus ou moins sensibles et pas toujours dans le même sens pour les deux années. Cela mériterait des commentaires, voire des explications. Leur absence témoigne d'un manque évident de curiosité scientifique.
- Pour l'évaluation du débit de la Boulogne, l'application d'un coefficient de 2, 622, donc avec trois décimales, laisse rêveur. Sans doute a-t-il été expliqué dans un rapport précédent. Mais on aimerait une évaluation de la marge d'erreur possible.

Enfin, les conclusions alarmistes sont-elles fondées ? On peut en douter, si l'on se réfère au rapport de synthèse de 1992 sur les causes de l'envasement du lac. P. 31, on peut lire, à propos des concentrations en azote total, d'août 1990 à juillet 1991 : " dès novembre, elles atteignaient 40 et 20 mg/l pour l'Ognon et la Boulogne et culminaient en janvier à 85 et 66 mg/l". Or, en 1998-99, on trouve (p. 18) cette précision pour l'Ognon : "les concentrations ont crû jusqu'au pic de 14,54 mg/l fin décembre pour se stabiliser autour de 12 mg/l jusqu'en fin mars". En 1999-2000, le texte est plus complet (p. 38) : "des teneurs variant de 5,42 à 11 mg/l dans la Boulogne, avec une diminution en cours d'hiver, et de 4,87 à 15, 26 dans l'Ognon où les teneurs moyennes sont plus élevées (10,16 mg/l sur toute la période contre 8,50 dans la

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Boulogne)" Le rapport de 1992 indique également que le lac avait reçu 8380 tonnes de nitrates en 1990-91, alors qu'il y en a eu seulement 1711 en 1998-99 et 2245 en 1999-2000. Cela montre donc une spectaculaire amélioration des apports d'azote dans le lac!

Pour le phosphore, par contre, il est net que la situation s'est dégradée, puisqu'il y avait 114 tonnes en 1998-99 et 137 en 1999-2000, contre 44 en 1990-91. Cela doit cependant être relativisé car l'auteur précisait à l'époque : "Encore s'agit-il d'une année à faible débit. Le flux de phosphore dépassait déjà 50 tonnes en 1981-82". En fait, tant pour l'azote que pour le phosphore et les autres paramètres, seul l'examen de l'ensemble des résultats obtenus au long des années permettrait de bien saisir la situation actuelle.

Enfin, les graphiques accompagnant le rapport de 1992 conduisent à s'interroger sur la méthodologie actuelle (mesures seulement durant "la période hydraulique active"), puisque le plus fort taux de phosphore en 1991 avait été observé en juillet.

Au total, on ne peut qu'émettre de sérieux doutes sur la valeur scientifique du rapport examiné.

Pierre DUPONT, 12 janvier 2003

Pièces jointes : photocopies des p. 30 et 31 du rapport de synthèse de 1992

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Pierre DUPONT
17 rue de Bellevue
44700 ORVAULT

Orvault, 30 mai 2001

Monsieur, JEANEAU

Je vous écris rapidement car nous partons demain une douzaine de jours dans le Sud-Ouest. Merci pour les documents que vous m'avez laissés (à moins que ce ne soit M. Gris, si oui veuillez bien lui transmettre la lettre) sur vos correspondances avec Madame la Ministre de l'environnement.

Je déplore depuis longtemps toutes les dérogations sans cesse accordées, tant au niveau du littoral qu'autour des zones humides. Je savais qu'il y en avait à Grand-Lieu, mais pas à ce point. Tout ce que vous dénoncez, je le dénonce moi-même, y compris les études peu probantes sur lesquelles on s'appuie pour justifier les modifications du niveau des eaux, y compris aussi l'absence d'entretien du lac au niveau de la réserve. Je l'ai dit à l'occasion d'enquêtes publiques, de lettres au Préfet ou à M. Marion, etc. Et je n'ai pas oublié de critiquer les niveaux actuels dans l'ouvrage que je viens de publier sur la flore de la Loire-Atlantique et de la Vendée et que je dois présenter ce soir au Muséum de Nantes.

Je suis navré d'être particulier, sans aller sur le terrain : j'ai 76 ans, divers problèmes de santé, en particulier cardiaques ; je sentais déjà des palpitations et ce n'était pas la peine que je prenne des risques inutiles.

Ma position sur les niveaux d'eau est bien connue, mais on se refuse à en tenir compte : seuls ceux qui gravitent autour de M. Marion seraient de bons chercheurs et les autres ne 125

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

valent guère ! Pour ma part, voilà 50 ans (mai 1951 !) que j'avais entrepris l'étude des marais de la Vilaine ; je n'ai jamais cessé de m'intéresser aux zones humides, non seulement pour leur flore mais aussi pour leur intérêt fourrager et leurs conditions d'exploitation.

Enfin, je suis désolé d'avoir blessé certains agriculteurs en parlant de justes indemnisations. Je constate depuis longtemps que des subventions importantes pour des cultures plus ou moins polluantes sont fort bien acceptées, alors que ceux qui ont le courage d'exploiter des milieux naturels ne reçoivent que des miettes. Et quand je parle de compensations aux contraintes subies, j'ai bien en vue le fait qu'il s'agit de l'exploitation de milieux fort ingrats dont certaines richesses sont ainsi conservées.

Veuillez croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Leucate, le 8/2/1994

CNRS
Comité de Lecture
3 Rue Michel Ange
75016 PARIS

Madame, Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous une réflexion personnelle sur le travail du Mr Marion, intitulé : *"Les oiseaux piscivores et les activités piscicoles, impact et protection"*.

Ce monsieur affichant sa qualité de Chercheur au CNRS sur tout ce qu'il présente, j'en suis fort marri pour votre institution que je respecte trop. Il y a là un véritable abus de confiance et un abus de bien social à laisser une personne présenter comme scientifiques des considérations personnelles malheureusement non fondées. Cela ne m'a pas donné envie de lire les travaux originaux du Dr Marion mais j'espère que votre Comité de Lecture aura exigé des informations biologiques et statistiques plus sérieuses que celles qui sont présentées dans cette plaquette.

J'ai eu moi même le plaisir de passer par les arcanes des "matériels et méthodes" et la validité statistique des plans expérimentaux et je me sens donc parfaitement autorisé à critiquer de manière constructive des dérapages que je considère comme dangereux pour le monde scientifique auquel je veux appartenir. Une actualité récente vient de montrer combien les hommes politiques pouvaient être abusés par des scientifiques qui cessent de l'être au moment des décisions difficiles. La révolte actuelle des pêcheurs est elle aussi inscrite dans l'évolution des statistiques biologiques et économiques de la pêche française, mais là aussi on peut constater qu'il n'y a plus d'organismes scientifiques respectueux de ce nom pour enregistrer ce qui se passe et aider à la prévision des politiques.

En espérant que vous veillerez à ne pas vous laisser égratigner par tant d'inconséquences.

Avec mes meilleures salutations profondément scientifiques,

Jean François Le Bitoux

Docteur Vétérinaire

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Critique de la plaquette de Mr Marion, CNRS :

Les oiseaux piscivores et les activités piscicoles, IMPACT ET PROTECTION

Madame, Monsieur,

S'informer en 1994 : une tâche redoutable. Comment s'y retrouver entre info et intox lorsque les scientifques eux mêmes brouillent les cartes ?

Les dégâts occasionnés par les populations croissantes de cormorans migrateurs en France sont une réalité coûteuse pour notre économie. Pendant notre enquête, il est apparu que les interlocuteurs étaient souvent mal informés sur la réalité de la situation qui est gravissime dans certaines régions, comme sur les marais atlantiques. Ce n'est pas encore le cas en Languedoc Roussillon mais compte tenu de la dynamique de développement de cette population, on peut craindre le pire à court terme.

On a ainsi appris que le "spécialiste des cormorans" en France était un chercheur du CNRS, Mr Marion, Docteur es Sciences en Ecologie et Ethologie. L'analyse de la plaquette qu'il a édité est une honte autant pour le CNRS que pour le Ministère de l'Environnement qui l'a coéditée car il ne s'agit pas d'un travail scientifique ni sur le fond, ni dans la forme, alors qu'il tente de se présenter comme tel. Ce serait un livre grand public, nous n'y trouverions rien à redire et nous trouverions cela charmant pour les "protecteurs des oiseaux". Sachant que cela peut être compris comme une position "scientifique" et "officielle" du Ministère de l'Environement, nous sommes confondus devant tant d'inconsistances : ce n'est pas de l'info, c'est de l'intox à chaque page.

Nous avions préparé une critique systématique, ligne par ligne, de ce document, mais, comme un mauvais roman, on s'en lasse vite et nous nous contenterons de quelques idées qui trahissent trop clairement les volontés de l'auteur. Nous nous tenons à votre disposition pour faire une critique plus complète si vous le souhaitez, critique scientifique et "philosophique". Il est tout de même regrettable qu'un scientifique abuse de son titre pour tromper le grand public et c'est un autre grand débat très actuel.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Les oiseaux piscivores et les activités piscicoles, IMPACT ET PROTECTION

Une orientation de base douteuse : "Impact et protection", ce document ne traite correctement ni de l'un, ni de l'autre.

L'ensemble de ce travail n'a jamais prétendu étudier l'évolution de la population "piscivore" : la mouette rieuse et le Martin pêcheur n'en sont pas, ni par leur nombre, ni par leur appétit. Ces oiseaux ont été retenus "pour la décoration", parce que Mr Marion voudrait faire croire que pisciculteurs et pêcheurs sont des gens irresponsables qui massacrent tous les oiseaux qui se nourrissent de poissons : c'est d'une bêtise affligeante d'un esprit non critique et non "scientifique".

Un vocabulaire de propagande : le vocabulaire n'est ni neutre, ni scientifique, ni dans ce qui est exprimé, ni dans ce qui est omis : il s'agit visiblement là d'une plaquette de propagande de sensiblerie mal placée. 320 g de consommation par jour et par individu n'a rien de "modeste" pour des bancs d'oiseaux de plusieurs centaines d'individus : **ce vocabulaire présent à chaque page traduit l'absence d'approche scientifique de ce travail et le biais qui en résulte**. La signature CNRS est donc un véritable abus de bien social. On pouvait s'attendre à une explication "scientifique de l'évolution des populations d'oiseaux au cours des vingt dernières années ce qui aurait permis aux responsables politiques administratifs et écologiques de se faire une opinion "en connaissance de cause".

Un travail volontairement biaisé : tout ce qui touche aux déprédations des cormorans et à une moindre mesure aux hérons est systématiquement "modéré" tandis que les capacités des pisciculteurs à gérer leur élevages sont plus que sérieusement mises en doute. Mr Marion a préféré traiter par le mépris ce qui risquait d'être à l'encontre de son idée de "protection totale" des populations concernées. C'est un principe boudhiste qui a sa force de loi dans d'autres pays très respectables mais qui ne correspond ni à notre civilisation, ni à notre culture.

Une absence de prise en compte de l'environnement : Mr Marion oublie aussi que notre environnement n'est dédié, ni exclusivement aux pêcheurs, ni aux aquaculteurs dont nous sommes, ni aux cormorans. Un des équilibres de notre Culture et de notre Civilisation est de tenter de conserver une nature variée. L'environnement de la dernière page de couverture est aussi symptômatique de ce que nous essayons d'éviter : la désertification de sites par le développement d'une seule espèce.

La nature, c'est la diversité et c'est pourquoi nous luttons aussi contre le béton, tous azimuths. Le bruit des canons anti oiseaux n'est pas du tout la raison d'être d'une création d'une entreprise agricole, hors des tumultes de la vie moderne. Combattre une pollution par une autre pollution nous apparait comme une idée indigne d'un écologiste, mais il est vrai que si Mr Marion n'a jamais prétendu l'être, nous, nous le sommes dans notre pratique de nos élevages. Nous n'avons pas fait enterrer à nos frais les lignes téléphoniques et électriques pour nous faire gâcher l'environnement par des coups de canons irréguliers.

Une source de pollution significative : 300 g de poissons = hypothèse de consommation basse car les ornithologues acceptent qu'en période de reproduction les oiseaux consomment de plus de 500 g de poissons par jour. Y a t il dans le règne animal beaucoup d'oiseaux qui mangent autant ? Quel en est "l'impact" *(comme le disait le titre)* sur la ressource des étangs et sur l'impossibilité de reconctruire une pyramide d'âge ? Autant de désintérêt signicatif de la part d'un "scientifique".

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

300 g de poissons, digérés sans réelle prise de poids, donnent 300 g d'engrais parmi les plus riches en oligoéléments, *donc les plus efficaces* qu'il soit en agriculture. Ce n'est pas par hasard, si les guanos sont des engrais 10 fois moins riches en azote et en phosphore que les engrais traditionnels mais 10 fois plus efficaces quant à leur action sur les plantes. Dans notre environnement, il s'agit d'une stimulation des biomasses végétales marines, phytoplancton à certaines époques mais très rapidement les algues benthiques prennent le dessus et créent une pollution naturelle par déficit d'oxygène la nuit ou en s'accumulant dans certaines parties des étangs.

Des jugements déplacés : prétendre que la pisciculture est une activité à haut risque est non seulement déplacé mais faux. Il est vrai que pour mieux maîtriser son environnement, il faut intensifier les productions avec les risques techniques et pathologiques inhérents : c'est le travail du pisciculteur et le risque de tous les éleveurs.

Une source de pathologie grave : le rôle des oiseaux dans la transmission des maladies est une chose bien connue des pathologistes : puisque Mr Marion ne l'est pas, qu'il évite de raconter n'importe quoi. Si nous mettions un poulailler de seulement 500 à 1000 poulets ou canards sur nos bassins, le taux de salmonelles serait tel que les services vétérinaires nous fermeraient d'autorité.... et à juste titre, et les cormorans consomment beaucoup plus que ces derniers. Sans compter l'accumulation des salmonelles dans les sédiments et qui ressortent dans des conditions mal connues comme ça a été le cas lors de la clôture de l'étang de Thau, il y a quelques années.

Une source grave de désinformation pour administratifs et politiques : les travaux scientifiques qui devaient aider l'Administration à prévoir l'évolution du phénomène et à prendre les décisions ad hoc n'ont pas été réalisés pour les raisons énoncées ci-dessus et contribuent à créer la situation conflictuelle que nous connaissons. Cela éviterait à tout le monde de perdre son temps sur des sujets somme toute mineurs : nous sommes des défenseurs de notre environnement et des acteurs économiques de notre région et nous souhaitons rester l'un et l'autre. Nous n'avons pas l'intention de laisser notre environnement se dégrader et nous avons les moyens de traiter les pollutions naturelles et artificielles - le plus souvent d'origine humaine - et les autres formes des pathologies de l'environnement propres à notre époque.

Conclusion

Par ces jugements hâtifs et déplacés, Mr Marion se discrédite totalement. Nous n'attendons pas d'un chercheur qu'il prenne position mais qu'il enregistre des observations, qu'il les traite selon des programmes reconnus de manière à ce que d'autres puissent refaire le travail après lui et vérifier ou non ses résultats : ce n'est qu'à ce moment là que les résultats peuvent être considérés comme scientifiques.

Il est fort maladroit de demander à un chercheur d'entériner des programmes qu'il propose sans contre-expertise. Les études prioritaires demandées par les chasseurs et les pêcheurs étaient vraisemblablement d'éliminer une partie de la population et d'étudier le reste après. Mr Marion préfère faire l'inverse : cela lui garantit du travail pendant plus longtemps. Il n'y a rien de pire pour un chercheur que de résoudre le problème sur lequel il travaille : vous lui enlevez son gagne pain et il est douloureux pour lui de devoir faire preuve d'imagination pour retrouver un sujet intéressant. Que des sanctions puissent être prises ne nous étonneraient guère; gérer et utiliser aussi abusivement l'argent du contribuable impliquent des devoirs et des responsabilités.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Notes de travail

Les oiseaux piscivores et les activités piscicoles, Impact et protection

*(Sous titre proposé : **LES CORMORANS, nouvelle pathologie de l'environnement**)*

Ce travail ne traite, ni de l'impact des oiseaux piscivores sur les activités piscicoles, ni de la protection de ces activités. Il traite de la protection des oiseaux contre les activités humaines; c'est exactement la dérive dangereuse tant sur le plan philosophique qu'écologique que dénonce Luc Ferry.

p.1 L'essor d'une population animale ne peut être "récent" : elle est programmée dans des équilibres de l'environnement sur lesquels nous attendons précisément les analyses et les synthèses d'un chercheur scientifique. Tous les cycles biologiques ont leur lourdeur et un scientifique devrait précisément être là pour nous éclairer sur celui de ces oiseaux qu'il a choisi d'étudier de son plein gré : tout le malaise à la lecture de ce document tient précisément à l'absence de vue scientifique d'une situation plus que préoccupante.

p. 2 Carte des répartitions des pisciculture OK : date ? Production ? Chiffres d'affaires ? Personnels employés ? Rien n'est neutre, ni ces chiffres, ni les omettre.

Mr Marion tend à diminuer la population des pêcheurs, en les citant à temps partiel et en omettant la pêche dans les lagunes méditerranéennes : les petits métiers représentent plus de 600 personnes, sur le simple quartier de Port Vendres. Ils pêchent environ 10 T de poissons par personne et par an dans les lagunes et dans la zone des trois milles, soit 6.000 T par an.

Sur une hypothèse de travail d'une population hivernale de 10.000 cormorans sur la côte du Languedoc Roussillon chiffre vraisemblablement sous estimé car on ne remarque les oiseaux que lorsqu'ils font des groupes d'une centaine d'individus et il passe des dizaines de milliers d'oiseaux en migration vers l'Esapgne et le Maghreb. Ces 10.000 oiseaux - uniquement les cormorans car les goëlands sont bien plus nombreux - pêchent 4 T par jour soit de 800 T à 1.000 T en 6 mois de présence; (chiffres sous estimés car avant de migrer vers le nord les oiseaux mangent plus de 500 g de poissons par individus). Cette population d'oiseaux intéresse particulièrement les pêcheurs d'étangs car elles pêchent sur le même territoire que ces derniers, ce qui est moins le cas pour les oiseaux de pleine mer.

Bien entendu, on oublie les pêcheurs d'étangs (touristes et professionnels) qui ont déjà été rayés de la carte par les cormorans ! La pollution aussi y joue un rôle important mais nous souhaitons dépolluer pour permettre à des pêcheurs de revivre et non pour y installer des oiseaux. Avec un peu de patience, Mr Marion pourra constater que les cormorans ne gênent aucun pêcheur, ni aquaculteur puiqu'ils les auront éliminés.

En attendant, la présentation des oiseaux est contradictoire : les martins pêcheurs sont synonymes de vie le long des rivières et des étangs mais ils n'y trouvent plus de quoi se nourrir après le passage de cormorans et d'autres formes de pollution aussi détestables. S'ils mangent si peu, ils n'ont pu être "dénoncés" comme des pillards, par les parties "intéressées". Leur présence et leur photo, répétées dans cette brochure, est donc de "l'intox". De toutes façons les quantités consommées ne sont pas du tout du même ordre de grandeur que pour les autres oiseaux. Leur présence n'est pas neutre, elle est destinée à induire le lecteur en erreur. Il n'est d'ailleurs prévu aucun système pour les "combattre", c'est reconnaître qu'ils ne créent pas de gros soucis.

p. 7, Le Grand Cormoran; il est scientifiquement inexact et tendancieux de déclarer que "cet hivernage se limite essentiellement à..." Comme c'est une espèce en extension, elle s'installe partout où ça lui plait et les **chiffres passés sont sans intérêt sinon pour prévoir** où il risque de sévir prochainement, dès le prochain mois de septembre. Il est exact de prétendre qu'il se nourrit essentiellement de poissons mais c'est un carnivore opportuniste et il s'est régalé

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

de nos crevettes qu'il va chercher dans les sédiments de nos bassins; il est aussi exact qu'il attent qu'elle soit d'une taille à sa convenance.

La rubrique "comment se protéger ne traite pas des Martins pêcheurs" mais essentiellement des cormorans ; ce qui prouve que c'est quand même "la bête noire" de tout le monde.

p. 12 Extensif : Si les pertes par prédation des hérons cendrés sont surestimées parce que les bassins sont en général trop profonds et qu'ils se cantonnent sur les bords où les poissons passent moins fréquemment, il est clair que l'impact des cormorans est sous estimé puisqu'il ne tient pas compte de la dynamique exponentielle du développement de cette espèce.

p. 14 Intensif : Mr Marion craint à juste raison que les dégâts annoncés n'entrainent un changement logique d'attitude de la part des ministères : il se discrédite une fois de plus. Par contre, on aurait pu attendre une réflexion scientifique qui permettrait de décider si au non de la diversité des espèces à utiliser notre espace, nous allons en favoriser une aux dépens des autres.

Quand aux exemples (p.15) visant à démontrer que les éleveurs ne connaissent pas leur métier, je trouve totalement déplacé que Mr Marion se complaise à leur maintenir la tête dans l'eau alors que ceux-ci attendaient sans doute d'un scientifique, quel qu'il soit, une attitude plus retenue, voire un début d'explication des problèmes rencontrés et enfin une aide pratique; s'il préfère rester dans sa tour d'ivoire, qu'il y reste, mais c'est encore à nous, les producteurs que l'on présentera la facture, son salaire.

Cet exemple pourtant a un autre intérêt scientifique : il montre qu'un héron est capable de prélever 3700 alevins en 2 semaines. Ca laisse rêveur sur la possibilité de refaire vivre un marais où se prélassent des centaines de hérons ! Il en va de même lorsque les cormorans ont détruit toute vie : il ne reste plus qu'aux algues à envahir les espaces morts.

Le seul cas intéressant est celui de la pisciculture des Pays Bas qui a été franchement décimée. Il est curieux que les seuls chiffres reconnus par Mr Marion soient étrangers mais il est scientifique de les avoir inclus. Il reconnait là qu'aucun dispositif n'est efficace vis a vis d'une population qui a envie de se nourrir. De plus, il est connu que les fils tendus sont des pièges pour les échassiers moins adroits que les cormorans qui apprennent vite à les éviter : mouettes et autres oiseaux marins y paient un lourd tribut.

Il faut préciser que les cormorans font de sérieux dégâts du Danemark au Maghreb : il est difficile de se mettre à l'abri de leurs dégâts : la preuve, la colonie qui nous pille n'était pas signalé sur la carte établi par Mr Marion en 1989; c'est dire si la situation est sérieuse et qu'elle s'est dégradée rapidement : effectivement, sur nos bassins, nous n'en avions pas entendu parler avant 1992.

Les conclusions prétendant que l'on exagère les prédations par concentrations sont fausses : il est certain que s'il n'y a pas de poissons, il n'y a pas de prédateurs : plus il y aura de poissons, plus il y aura de prédateurs, puisqu'ils n'ont pas de prédateurs eux mêmes. Ces conclusions sont donc fausses : les prédations constatées par cormorans sont toujours catastrophiques et justifient souvent la cessation d'activité des élevages. Les marges économiques des éleveurs terrestres et aquacoles ne leur permettent pas de nourrir des parasites, ni des voleurs.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Jean François LE BITOUX
Docteur Vétérinaire, spécialisé en aquaculture
130 Avenue de Perpignan
F 66140 CANET en Roussillon
FRANCE
Tel & Fax : (33) 68 73 00 26

CANET, le 20 /1/96

LA RECHERCHE
Courrier des Lecteurs
Fax : 16 1 46 34 75 0

Messieurs, Mesdames,

L'article de Mr Marion intitulé "La catastrophe écologique du Lac de Grand Lieu" est absolument indigne de votre magazine. Et comme je crois comprendre que Mr Marion s'est saisi lui même de l'étude du phénomène, nous ne somme pas prêts d'avoir des réponses claires sur le sujet, tant ses insuffisances scientifiques sont criantes sur l'exposé du sujet. Il se trouve et vous ne pouvez l'ignorer que Mr Marion est aussi " responsable de cet environnement" !

A partir de symptômes mal reconnus, mal décrits, on ne peut envisager de diagnostic sérieux, et encore moins de traitements puis de prévention de ce type de pathologié environnementale nouvelle. S'informer constitue une activité prenante et des magazines comme le vôtre n'ont pas le droit de laisser d'équivoque entre info et intox.

Mr Marion avait commis, il y a quelques années une autre plaquette - *très "écolo" dans le mauvais sens sectaire du terme, car je me dis écologiste*- prétendant protéger les "oiseaux" contre les mauvaises pratiques des agriculteurs et des pisciculteurs dont je suis fier de faire partie. Elle s'intitulait : "Les oiseaux piscivores et les activités piscicoles, impact et protection"

Mr Marion récidive puisque son article titré sur une "catastrophe écologique" se termine sur "le problème de la dégradation générale de la qualité de l'eau par l'activité humaine". Vaste programme ! On se croirait dans Sciences et Vie !

C'est la dose qui fait le poison et ce n'est pas une nouveauté ! Trop d'oiseaux, finissent par créer des conditions pathologiques pour l'ensemble des populations. Inutile de chercher tel ou tel germe particulièrement efficace. Inutile d'y rajouter des plasmides pour les rendre encore plus pathogènes. Si ce n'avait pas été ce germe, cela aurait été un autre. **Les maladies des "élevages" sont le plus souvent dues à la pathologie de leur gestion ou de l'absence de gestion,** car ne rien faire reste un choix politique de gestion et ce, dans tous les domaines animaux, végétaux .. et humains !

L'enrichissement pathogénique de la microflore ambiante n'est pas "une dégradation" mais une tendance "normale" de sélection de souches de plus en plus efficaces. C'est une banalité dans les élevages terrestres et les bons éleveurs savent gérer ce paramètre : il faudra que le "chercheur" à la culture scientifique limitée évite de réinventer la roue et l'eau chaude !

Quant à préciser l'origine de cette pathogénicité croissante, sélection de nouvelles souches ? phages ? plasmides ? Tout est vraisemblablement bon mais peu importe puisqu'il faut lutter contre elles avant qu'elles n'apparaissent. Lutte spécifique (vaccinations) contre les souches connues; soins zootechniques et sanitaires, assecs et alimentation améliorée pou retarder l'installation de souches encore inconnues. Si on ne fait rien, "la Nature" intervient plus ou moins rapidement et "régularise" la situation et la population surnuméraire tôt ou tard. (= *Peste moyenâgeuse ?*)

Prétendre que "les asticots seraient le siège de la toxinogenèse" est sûrement un sujet de travail qui occuperait ce "chercheur" des années et des années ! Si ce monsieur travaillait sur ses fonds propres, peu importe mais comme il nous présente la facture de son travail, je ne suis pas d'accord de contribuer à l'entretien d'une telle médiocrité.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Gérer une population animale ne tient pas de l'art mais de connaissances fondamentales des populations animales, de l'eau, des sédiments et de l'équilibre dynamique des flores microbiennes ambiantes. Laisser faire la Nature aboutit à ce genre de catastrophe. L'écologie pratique est donc un peu plus délicate que de laisser s'accumuler des populations en surnombre. Côté populations de poissons, Mr Marion ne dit pas grand chose : combien d'oiseaux pouvaient encore nourrir cet espace, sans s'auto-détruire ?

La réflexion vaut pour les blooms phytoplanctoniques. Cyanobactéries et dinoflagellés sont des témoins d'un environnement passablement dégradés. Les souches inoffensives, heureusement les plus communes et les plus courantes, intéressent moins les foules que leur "version toxique", qui font et qui feront vraisemblablement de plus en plus la une des journaux, en eau douce et en eau de mer. Le passage de l'une à l'autre n'est pas encore forcément limpide mais ce n'est qu'une question de temps pour démontrer l'impact de polluants et de facteurs limitants par compétition entre souches. Même sans connaître précisément les mécanismes en jeu, il est possible d'incorporer le risque qu'elles représentent dans la réflexion générale.

"Les scientifiques français" n'ont pas encore établi les conditions de prévalence de ces blooms mais les japonais arrivent à limiter les eaux rouges dans leur Mer Intérieure. En Equateur, dans nombre de Camaroneras, les crevettes s'alimentent de cyanophycées, dès que la salinité est un peu basse. Sur le cas précis des lieux d'hivernage d'oiseaux, surtout de population de migrateurs, les fientes sont un des engrais les plus efficaces qui existent et la transformation de tonnes de poissons en engrais naturels ne peut qu'aboutir à une eutrophysation des milieux. Prétendre que "les agriculteurs" n'ont pas laissé Mr Marion jouer avec "son Etang" comme il le souhaitait, fait partie d'un campagne d'intoxication indigne d'un scientifique et de votre journal.

Ecrire que "Grand Lieu joue un rôle important dans la biodiversité" ne veut pas dire grand chose, surtout quand ça devient un poulailler naturel incapable de nourrir ses habitants. Pour mémoire, a priori, un lac abrite d'abord des poissons et des organismes aquicoles. Les oiseaux sont le plus souvent un étage supérieur mais s'ils ont détruit l'inférieur, la suite ne fait de doute pour personne. Des régulations des populations aviaires sont donc obligatoires afin de "participer au maintien de cette biodiversité" tant à la mode et de toutes les façons de maintenir en vie les espaces "prétendus naturels". *Comme si nos activités n'étaient pas naturelles !*

La gestion très approximative des espaces naturels par des "pseudo écolos" ne pourra qu'entraîner des catastrophes de ce genre. Mr Marion risquera donc d'avoir du travail jusqu'à sa retraite s'il est maintenu à sa place. C'est presque une caricature de gestion qui ne peut qu'entretenir des pathologies variées.

Un endroit qui ne peut être désinfecté ne peut pas accueillir des animaux en haute densité, ce qui est le cas des réservoirs d'hivernage. Désinfecter fait partie de la "gestion" de ces espaces et ça a un coût que notre société ne semble pas prête à payer.

Il faut faire appel à une conscience et à une éducation écologique profonde et c'est un thème sur lequel LA RECHERCHE joue vraiment **un rôle fondamental**.

Jean François Le Bitoux

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Jean François LE BITOUX
Docteur Vétérinaire
130 Avenue de Perpignan
F 66140 CANET en Roussillon
FRANCE
Tel & Fax : (33) 68 73 00 26

CANET, le 6 /2/96

Monsieur PIGENET
1 Allée des Goélands
85270 ST HILAIRE DE RIEZ

Cher Monsieur,

Merci pour votre courrier. Je n'ai malheureusement plus le numéro de La Recherche de Janvier sous la main. Vous le trouverez peut être encore chez le marchand de journaux.

Un agriculteur très sympathique m'a décrit le poids politique (11MF)* et administratif de ce monsieur Marion, protégé en haut lieu : c'est une catastrophe, encore un exemple de notre société pseudo démocratique, à tendance monarchique. Et d'absence totale de transparence et de débat public. Cette situation ne m'étonne guère, nous en avons connu de semblables mais elle ne sera pas simple à améliorer !

J'ai parcouru l'article dans Euréka; c'est du travail de journaliste et on ne peut leur en demander plus qu'à Marion ! Il est certain que la modification du rythme des assecs entre été et hiver va bouleverser les herbages. Une terre sous l'eau se réduit immédiatement faute d'oxygène. A l'air, elle s'oxyde ce qui libère des oligoéléments indispensables à la production de l'écosystème. Modifier ces rythmes a obligatoirement un impact profond sur l'écosystème.

Ci-joint, une copie de la réponse de Marion à mon Courrier à La Recherche !
Je ne lui répondrais pas pour le moment, je pars en Equateur où j'ai bien mieux à faire. On verra éventuellement plus tard mais comme je connais bien des incompétents qui règne sur des administrations, je constate que le principe de Peter fonctionne à plein et que ces gens ne comprennent rien à nos préoccupations, ni à l'environnement qu'ils croit préserver.

Son cas n'est malheureusement pas isolé... Je crains le pire pour notre pays livré à des équipes de gens aussi incompétents. C'est chaque jour plus évident et j'en ai cent exemples dans le domaine qui est le mien, celui de l'aquaculture marine. Ceux qui pensent, dérangent "surtout l'Administration" et les textes sacrés.
Les événements nous donnent raison chaque jour mais une Administration ne reconnaî pas se tromper !

Je ne sais plus si je vous ai raconté l'histoire du traitement du scorbut ? (entre deux voyages, c'est un peu la pagaille autour de moi, je ne retrouve plus le double de ma lettre !)
En 1747, Dr James Lind, médecin écossais embarqué sur un navire, constate le premie que le jus de citron guérissait le scorbut, maladie redoutable de l'époque. A défaut d'avoi inventé la vitamine C, la Marine Royale de Sa Gracieuse Majesté mit plus de 40 ans à rendr obligatoire (1789) l'utilisation de jus de citron dans la ration de ses matelots. Ce délai illustr bien la difficulté d'obliger les gens à se guérir, surtout contre une administration. Le navigateurs espagnols avaient été plus rapides à prendre la route des Indes, car dès le retou de Christophe Colomb, des caravelles repartaient vers l'Amérique. Mais les intérêts de armateurs n'étaient sans doute, pas ceux des matelots !

(*) Montant du Contrat "LIFE" du 29/12/94 - avec C.C.E

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Mais vers les années 1860, un marchand plus "astucieux" trouva le moyen de vendre l'Amirauté britannique, respectueux des textes, une "limonade" qui ne contenait pas de jus d citron, véritable abus de "dénomination commerciale". On peut imaginer que du vinaigre de l'acide acétique devait faire l'affaire : le scorbut est réapparu sur les navires angl jusqu'au début de notre siècle et on mis en doute les qualités du travail de James Lind. Le auteurs soulignent qu'il s'agit d'un exemple typique d'une régression scientifique technique sous l'influence des forces bureaucratiques d'un système..., et peut on rajouter, l'irresponsabilité affichée des "marchands".

Mais la remise en cause des structures "traditionnelles" d'une société, aussi médiocre soient elles, ne peut se faire sans des troubles profonds. Nous y allons peut être à grand pas, mais je suis surtout inquiet pour nos enfants : quels métiers, quelles occupations, da quel monde ?

Avec mes salutations les meilleures,

Jean François Le Bitoux

Eléments pour une réponse à Marion lettre du 26/1/96

Mr Marion étale son ignorance dès la première ligne : un milieu naturel est un élevage. Prétend l'ignorer est gravissime.Tenter de le comprendre et de le respecter est ce que l'on peut choisir d'approch rarement avec un succès complet. Mais le propre de la biochimie de la Nature, est d'être imprévisible da les détails : encore heureux car c'est ce qui permet l'évolution. L'évolution fonctionne sous nos yeux dar de tels environnements et ce sont ses réussites et ses échecs que nous enregistrons mais Dis-ease = D équilibre.

Dès qu'on dépasse la capacité de désinfection naturelle - un des tout premiers facteurs limitants d'u population sauvage -, il faut obligatoirement limiter les populations. Et toute intervention relève l'élevage. Toute orientation d'une situation, comme éliminer une maladie ou des prédateurs, est ac d'élevage : protéger la nidification de l'espèce a des conséquences qu'il faut assumer. Il y a de fa réintroduction d'espèces qui ont pu être éliminées auparavant.

Ne rien faire est aussi une forme de gestion, je vous l'accorde, et c'est même celle qui a souvent le faveurs des politiques et de l'administration, car c'est la moins cher : toutes les autres ont un c économique que personne ne souhaite supporter. Mais on refuse aussi d'assumer les retombées de ces r choix : destruction des espèces élevées aux alentours, que ce soit les élevages de canes ou les moutons là o on introduit loups et ours. C'est très bien de faire de l'élevage d'ours et de loups, mais il faut en assum les conséquences pour les autres espèces.....dont l'espèce humaine.

Moins on est compétent et plus on préfère cette solution : elle permet de fuir plus facilement se responsabilités ! Inutile de citer l'intervention de plusieurs organismes plus ou moins compétents : éleveur assume ses responsabilités et vous êtes que vous l'acceptiez ou non, un éleveur ! rassurez vous, payer pour cela, on saurait sûrement faire reproduire et élever des cormorans !

Pas question de vacciner les oiseaux une autre maladie apparaîtrait; c'est la loi de la sélection germes les plus efficaces, en élevage comme dans le Nature. Nous ne faisons qu'accélérer des processu biochimiquement semblables. Limiter le nombre et s'assurer qu'ils sont suffisamment nourris et dans environnement correct ne semble pas sorcier... pour un éleveur digne de ce nom Mais c'est pas facile d'é éleveur. Mais ce type de responsabilité est sans doute trop lourde à assumer ? Alors on "laisse faire", so entendu la Nature, mais de fait l'irresponsabilité humaine où qu'elle se situe.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Quant à trouver des hypothèses de travail pour expliquer la sortie d'une souche bactérienne plutôt qu'un autre, l'anaérobie des vases suivi de l'eutrophisation du milieu devrait permettre de favoriser des mécanismes que le professeur Pelmont (Grenoble) se fera un plaisir d'analyser et de démonter.

Il est certain que ce sont les travaux qui ont favorisé le démarrage de l'épidémi de botulisme. Par ailleurs, pendant ces travaux, le rejet de vase dans une rivière étant interdit, **il faut qu'une association locale porte plainte.**

Sur une échelle redox, quand la Réduction l'emporte sur l'Oxydation, le milieu cesse de pouvoir supporter la vie. Dans nos régions tempérées, l'hiver est le plus souvent une époque de régénérescence du milieu mais l'installation de dortoirs de populations non invitées détériore un peu plus les habitats : il suffit de voir les photos de la plaquette Cormorans.

Si cet étang est moribond, par évolution "naturelle" - c'est vraiment le mot qui convient cette fois - ces observations ne sont qu'une partie de cette agonie : il y en aura d'autres.Le remettre en vie est de l'élevage !

Je précise que 1 kg de fientes d'oiseaux est aussi efficace que 10 à 20 kg d'azote. Qui plus est l'azote sans les oligo-éléments apportés par les oiseaux serait moins vite métabolisé.

Prétendre que les oiseaux n'apportent que 5% de l'azote total parait donc un angle de vue sérieusement "biaisé". Et encore, connaissant Marion, je mets d'emblée en doute le calcul de ces 5% ! Les oiseaux transforment en engrais tout le poisson ingéré ! Ce calcul devrait être simple à faire.

C'est l'aspect original des guanos de tous les pays du monde qui sont réservés aux cultures de luxe : ce sont d'excellents engrais, autrement plus efficace que ceux qu'utilisent les agriculteurs. Si on pouvait les récupérer, il y aurait une fortune à faire !

Les lois des élevages sont les mêmes que celles su milieu naturel; celle de la pathologie les mêmes que celle de la physiologie ce n'est pas nouveau, grâce à Mr Claude Bernard.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Jean François LE BITOUX
Docteur Vétérinaire
130 Avenue de Perpignan
F 66140 CANET en Roussillon
FRANCE
Tel & Fax : (33) 68 73 00 26

CANET, le 10/3/96

Lettre ouverte à Monsieur BERNIE, Monsieur COUDRIAU,
Monsieur PIGENET, Monsieur le Professeur BOURRIGAUD
Messieurs les Responsables d'Association de Défense du Lac de Grand Lieu

Messieurs

En réponse aux courriers accompagnés de documents de Mrs Bernié et Coudriau, relatifs aux problèmes du site de Grand Lieu, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous quelques observations personnelles rapides. Travailler sur le site serait une expertise de 2 à 3 semaines.

Le 8/3/96 à 13h30, **Va Savoir**, l'émission de Gérard Klein sur La Cinquième proposait une visite du marais poitevin et de son entretien, je l'imagine fort proche de vos préoccupations. La gendarmerie participe au suivi de la qualité de l'eau (pH 8,8 en hiver !) avec les éleveurs, les pêcheurs d'anguilles, les bûcherons, sous l'oeil du guide. Très précisément, au même moment **l'Hebdo** de Michel Field nous proposait, sur Canal plus, un débat sur les "Elites" pendant lequel on a mis en exergue leur responsabilité dans la préparation des textes et des décisions mais leur irresponsabilité totale dans leurs applications et l'absence de contrôle démocratique puisqu'elles ne doivent aucun compte à personne.

Ce télescopage télévisuel me semble résumer assez bien votre situation dans laquelle je ne conçois rien de "biologiquement complexe" mais qui est dorénavant administrativement douloureuse. Un problème mal défini et mal posé ne peut avoir de solutions simples.

Une situation aggravée par des années de laissez aller

La situation que vous vivez actuellement est grave et attristante : il y a vraiment de quoi perdre espoir dans notre société moderne qui se veut "responsable" alors que l'irresponsabilité semble reine.

Avec Mr Bourrigaud je constate que l'ensemble du dossier manque de bases scientifiques. C'est d'ailleurs ce qui m'avait déjà frappé à la lecture de "publications" de Mr Marion, traitant des cormorans et du botulisme. Que sur de telles bases, fausses, on fasse un faux diagnostic et donc un traitement inapproprié provoque l'enchaînement que vous vivez.

Les paramètres à prendre en compte sont nombreux et je risque d'en oublier, les soucis financiers, politiciens ou de carrière de quelques uns n'étant pas des moindres. Je considère qu'il était du devoir des scientifiques et du Directeur du site de les lister exhaustivement et de ne pas en oublier. Cela n'a pas été fait et ce vide contribue à fausser les débats : le non-dit semble l'emporter sur ce qui est affirmé mais nullement démontré. On se moque en fait royalement des "scientifiques".

Pourtant il n'y a là rien de vraiment complexe. La situation de Grand Lieu n'est pas unique et cet environnement obéit aux mêmes lois biologiques et biochimiques que tous les environnements aquacoles du monde. Je tenterai donc d'utiliser mes connaissances de la gestion d'espaces aquacoles, en France et à l'étranger, et que je crois honnêtes, pour vous démontrer que "les conseils de bon sens des connaisseurs des lieux" sont très justes et me paraissent les meilleures, dans tout ce j'ai pu lire !

L'aquaculture et l'élevage sont définis comme toute intervention visant à favoriser le développement d'une ou de plusieurs espèces, donc Mr Marion fait de l'aquaculture et de l'élevage. Il a choisi des espèces non consommés, pour l'instant, mais il est indéniable qu'il en favorise la vie et donc qu'il en fait l'élevage.

Faire court pour ne pas faire ennuyeux est un autre défi délicat à relever dans ce contexte !

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

LA SITUATION

Le site de Grand Lieu est un lac qui récolte les eaux de pluie d'un bassin versant très vaste et dont la superficie et le niveau varient en fonction des saisons et des cours d'eau avoisinant, en particulier la Loire.

Il est normal qu'année après année, les résidus terrigènes provenant du ruissellement participent au comblement de ce Lac. On peut faire l'hypothèse que ce comblement serait vraisemblablement réalisé si des traditions culturales n'avaient pas entretenu ce Lac depuis des siècles.

L'absence d'entretien est donc la raison fondamentale d'un certain "envasement" dont l'importance reste à préciser malgré plus de 15 années d'observations scientifiques, ce qui laisse des doutes sur la qualité du travail exécuté.

Techniquement il semble, selon ce que j'en ai compris, qu'un "effet de chasse d'eau" permette chaque année de "vidanger les lieux". Pour cela, il faut bien entendu entretenir tous les outils y afférant : c'est du travail d'ingéniérie hydraulique classique.

LES PROBLEMES RECONNUS

Les problèmes affichés sont l'envasement, les nénuphars, le botulisme,

On peut y ajouter la station d'épuration, les inondations, les besoins en eau de la Région voisine et quelques "NON dits" qui pèsent sans aucun doute sur le blocage des débats.

L'envasement

D'importantes interventions humaines entre 1954 et 1962, ont profondément modifié le "régime naturel". Le lac est actuellement en phase d'eutrophisation dramatique et d'envasement. En accord avec Mr Bourrigaud, au bout de 35 à 50 ans, si la situation était aussi dramatique, cela devrait se voir sans discussion possible.

Compte tenu de la situation du lac, l'accumulation de substances terrigènes est normale. On peut même se demander pourquoi cette poche géologique n'a pas été comblée aux cours des siècles. L'effet de chasse d'eau au printemps parait une explication plausible. Tant que les substances n'ont pas définitivement sédimenté de manière compacte, elles peuvent être évacuées. Le fait de boucher les canaux "pour éviter les visiteurs" contribue à fixer ces sédiments.

Il est clair que laisser s'écouler tranquillement un courant d'eau n'a pas du tout le même impact hydraulique que celui de provoquer une chasse d'eau qui emporte les débris non compactés.

Ceci explique que l'entretien du Lac est effectivement une action "très écologique" traditionnelle "douce", tandis que l'intervention par les machines, après des années de non entretien imposent des précautions réelles. Ceci conforte donc la nécessité d'une "chasse d'eau printanière tôt en saison" pour limiter l'envasement.

Les nénuphars

Je ne comprends pas la "fixation" qu'a fait Mr Marion sur ces plantes. Prétendre que poissons et nénuphars participent à l'envasement me laisse sceptique sur beaucoup de notions "de base" de la part de l'équipe qui a fait le travail " de fond".

Il y a une erreur fondamentale : les molécules minérales et terrigènes ne sont pas métabolisées par "la biologie" et ce sont elles qui constituent la plus grande partie de "l'envasement". La partie organique sert de support à "la vie", bactérienne puis planctonique et enfin des étages supérieurs.

La vie qui naît et grandit dans l'étang, poissons et plantes, contribue à l'assainir en utilisant cette matière organique transformée par les microflores et elle lutte donc efficacement contre la pollution lorsque cet enrichissement devient excédentaire.

C'est pour cela qu'il est indispensable de retirer ces produits "biologiques", résultats de la transformation des "engrais" du bassin versant - dont l'évaluation semble également très fantaisiste, selon le remarque de Mr Bourrigaud.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

En aucun cas. ce qui naît dans l'étang ne "participe" à l'eutrophisation et au contraire, ça "dépollue". La pêche et le fait de brûler nénuphars et roseaux est effectivement la meilleure manière de renvoyer dans l'atmosphère, l'azote et le gaz carbonique qui sont à la base de toute vie. Les laisser pourrir sur place consommerait de l'oxygène et cette fois participerait à l'anoxie et à l'eutrophisation.

Ce qui peut amener une confusion, pour un touriste non averti, c'est que les tiges des plantes, leurs rhizomes brassent de la vase et la piègent ! Mais ils ne créent pas d'envasement : celui ci provient de l'extérieur et de l'érosion éventuelle. Raison de plus pour vidanger ces apports avant qu'ils ne soient fixés et avant que les nénuphars ne se soient développés !

Les colverts et les autres oiseaux "sont une source importante de matières organiques". Là, oui, il s'agit de produits rapportés de l'extérieur et particulièrement efficaces pour stimuler la production végétales comme vous le confirmeront les jardiniers qui utilisent du guano. Bien entendu si la matière organique n'est pas évacuée, la vase va s'enrichir en matières organiques. Il devrait exister des dosages dans le dossier technique.

D'ailleurs, le Lac sert de station de dépollution naturelle et l'eau qui en ressort devrait être de meilleure qualité que celle qui y rentre. Ce sont les bactéries, le plancton animal et végétal, les plantes qui sont les organismes épurateurs. Le fait que le pH soit élevé montre que l'influence du métabolisme des plantes est très supérieur à celle des bactéries qui acidifient l'eau.

Le botulisme

Il ne semble pas y avoir quoi que ce soit de nouveau dans cette crise de botulisme en milieu lacustre sinon son importance lié à la dégradation des lieux.

Les rapports dont je dispose ne donne pas suffisamment d'informations sur l'importance des travaux, de dévasage et autres, qui ont été entrepris sur le site, et dans le voisinage (station d'épuration), ni sur les mortalités et les destructions de ragondins. ni sur les apports des goélands. Les cadavres de ragondins et d'oiseaux laissés sur place n'ont fait qu'accélérer le processus.

Le germe est normalement présent sur toutes terres mais il ne se développe que dans "des conditions de putréfactions animales et végétales", c'est à dire dans un environnement non entretenu. Immerger de nouvelles zones et faire mourir la végétation sur place contribuera donc à exacerber le phénomène.

Comme la plupart des bactéries, le germe est stimulé par la température mais j'ai appris à me méfier des interprétations rapides qui expliquent par exemple la maladie rouge de l'anguille, par les "fortes températures d'été",... depuis le Danemark jusqu'en Languedoc ! Il est clair que le bilan thermique n'est pas le même dans ces deux régions !

L'anaérobie des vases est chose parfaitement normale. Dès qu'un sédiment est sous un centimètre d'eau, voire seulement gorgé d'eau, il devient anaérobie car l'oxygène diffuse mal dans l'eau. Le niveau d'oxygénation de l'eau au dessus est de peu d'effet sur cet état physique et chimique. Le sédiment d'un lac est normalement anaérobie et ce n'est pas pour autant qu'il y a du botulisme.

En superficie, les vases sont oxydées; c'est un lieu d'activité intense dans un étang bien entretenu. Par contre, l'activité bactérienne se développe aussi à l'intérieur des sédiments et les vases y sont "naturellement anaérobies en profondeur". Dès que le sédiment est réduit, il devient noir, ne tarde pas à relarguer des odeurs sulfureuses, d'abord puis le méthane ensuite (gaz des marais) et il est alors toxique pour la vie (= anoxique).

Tout l'art de l'aquaculteur consiste précisément à maintenir ces conditions de "boues nutritives" qui, seules, garantissent la fertilité d'un bassin aquacole et la croissance des poissons. Bien gérer un étang, et c'est bien cela l'aquaculture, consiste à entretenir une pellicule oxydée en superficie du sédiment, de l'ordre du centimètre tout au plus. Cette pellicule de sédiment devient alors très riche de faune animale et végétale et c'est le lieu de nourrissage essentiel des échelons supérieurs. Canards et ragondins participent d'ailleurs à l'oxydation du sédiment par leur activité.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Donc l'anoxie ou anaérobiose d'une vase est normale et le niveau d'oxygène de la colonne d'eau ne joue qu'en surface. Il y a quantité de phénomènes qui peuvent aider ou limiter ces échanges en particulier la stratification et les courants naturels et induits.

Récemment, aux USA, il a été démontré qu'une maladie virale des crevettes a été transportée sur plus de 100 km par des goélands : les fientes contenaient le virus qui a détruit les productions de trois fermes de crevettes au Texas en mai 1995. Le transfert de germes d'un lac à l'autre ne fait donc aucun doute. Mais c'est dans le cadavre que se fait la multiplication qui peut entraîner l'explosion.

Je souhaiterais donc connaître les "spécialistes du botulisme" qui ont émis l'hypothèse que *"le fait majeur responsable des crises de botulisme...../..... est en effet le faible niveau d'eau estival"* selon les termes de Mr Marion. Celui ci se contredit d'ailleurs en remarquant que la maladie a débuté bien avant cet épisode chaud qui n'avait rien d'exceptionnel. Non, ce facteur par lui même ne peut déclencher la maladie si le germe n'a pas proliféré dans des cadavres auparavant.

Dans la mesure où le dossier européen et 11 MF s'appuient sur cette affirmation, nous serions heureux d'entendre ces spécialistes et de discuter de manière plus approfondie pour avoir enfin le plaisir d'apprendre quelque chose de neuf, peut être même de manière réciproque ? Si ces dames et ces messieurs, regrettablement anonymes pour l'heure, n'avaient pas exactement dit cela, on pourrait se laisser aller à d'autres hypothèses de travail.

Alors ne mélangeons pas tout : le germe est normalement présent dans la terre, il se met à proliférer dans les putréfactions et le sédiment d'un lac est normalement anaérobie. L'importance des mortalités est fonction de l'élimination des cadavres. Sans entretien, tout recommencera donc éternellement.

Les inondations et la station d'épuration

Avec le risque d'inondation, il existe un problème autrement sérieux. Mais les ingénieurs locaux ont toutes les données en mains. Reste à savoir si les pouvoirs publics accepteront de voir les choses en face. Chez nous aussi, il y eut des permis de construire en zones submersibles !

L'historique est connu, la surface du bassin versant et sa capacité d'absorbtion sont connues. Evidemment, bétonnage et remembrement favorisent les écoulements rapides. Par contre le non entretien des douves les bloque. Pas besoin d'être expert pour imaginer ce qui se passe !

Nous sommes de plus en plus nombreux sur terre, autour de Grand Lieu aussi, je suppose. Rien de très sorcier à mesurer l'impact d'une pluviosité normale ou exagérée sur le niveau des eaux, comme ce fut le cas cette année, en Languedoc Roussillon. Mais je peux vous certifier que dans notre Région, les communes ont fait curer les ruisseaux, les évacuations d'eau et les "agouilles" pour limiter la montée des eaux. Comme partout le succès ne peut être total. Mais au moins, elles avaient pris leurs précautions autant que faire se peut.

A titre personnel et considérant les sautes d'humeur du climat à l'échelle mondiale, je considère que nous sommes effectivement dans une période de réchauffement que ces "anomalies pluvieuses" se répéteront dans les années qui viennent.

La station d'épuration sera une source de pollution. Les stations "traditionnelles" même bien faites relarguent de l'azote et du phosphore, qui termineront dans le lac.

Les besoins en eau de la Région voisine

Il est clair que c'est un débat majeur de notre époque : le partage de l'eau nécessitera des sacrifices. Il n'y a pas suffisamment d'information sur ce point dans les dossiers dont je dispose. De toutes façons c'est un problème d'aménagement du territoire et on peut espérer qu'avant de détruire des espaces existants, on choisisse d'aménager des sites moins habités.

Rappelons nous qu'on sait faire de l'eau propre avec n'importe quelle eau : ce n'est qu'une question de coût. Nous devrons tous devenir plus économe et plus "écologique" mais on peut craindre que cela prenne du temps.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Je n'imagine pas que cette zone soit transformée en réservoir compte tenu des craintes exprimées précédemment et des risques de crues pour les populations en place. Nous serions loin des préoccupations exprimées jusqu'à présent. Cependant, il faut encore commencer par maintenir les réservoirs existant en bon état. On en revient donc à une gestion plus cohérente du site.

Les Non Dits

Il existait une gestion et un entretien traditionnel de la part des agriculteurs locaux et des sociétés de chasse mais peu d'entretien de la part de la "Réserve Naturelle". Etendre la Réserve Naturelle provoquerait il donc l'arrêt de tout entretien, "faute de moyens adaptés" ?

L'expropriation de l'agriculture et privatisation aux seuls bénéfices des "oiseaux" et de leurs "amis" est encore un cas d'intégrisme qui frappe à notre porte, évidemment le contraire de la Démocratie et de la République. C'est une version "angélique" ou "romantique" de la "gestion du territoire" - l'absence d'entretien étant une gestion volontaire - qui aboutit fort logiquement aux problèmes énoncés ci-dessus.

DES PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Contre l'envasement et les nénuphars

- Favoriser l'effet de chasse d'eau le plus tôt possible pour limiter l'accumulation des apports terrigènes de l'hiver, donc l'envasement. Pour évacuer l'envasement annuel, il faut chasser le plus possible d'eau, le plus tôt possible, pour ne pas laisser se compacter les sédiments et éviter les températures croissantes du printemps qui accélèrent les métabolismes.

- Eliminer de la matière organique quelqu'en soit la forme : faucarder les nénuphars, pêcher les poissons et réguler les populations animales pour limiter l'eutrophisation. Il faut absolument sortir le plus possible de matières organiques du site pour éviter une pollution d'accumulation. Les traditions de faucardage des roseaux et des nénuphars et de leur destruction par le feu correspondent à cela.

A priori, pour les nénuphars, la plante s'adapterait aux nouvelles profondeurs proposées, à ces modifications minimes de l'environnement, et coloniserait rapidement les nouveaux espaces disponibles. Evidemment Mr Marion pourra toujours prétendre que le lac n'est pas encore assez profond et ainsi de suite. *Je vous signale au passage qu'en jardinerie, les nénuphars valent une fortune : laissez donc un jardinier les exploiter ou vendez les aux visiteurs !*

- Recreuser le Lac si nécessaire mais en ne rejetant rien dans la Loire. En pratique, lorsqu'une pelleteuse intervient, il faut laisser les vases se réoxygéner et se réoxyder sur les bords du lac avant de les rejeter où que ce soit : les rejeter dans cet état réduit consomme énormément d'oxygène et contribuera à une pollution importante dans la zone de rejet, la Loire en l'occurrence.

- Pour limiter l'enrichissement lié à la station d'épuration, utiliser l'argent de la CEE pour construire une station d'épuration "intégrale", sans rejet d'azote, ni de phosphore.

Il existe des stations d'épuration traitant intégralement les résidus mais qui coûtent un peu plus cher en fonctionnement. Dans un site "sensible" comme le vôtre, une telle installation plus sophistiquée, sans relargage d'azote ni de phosphore, pourrait se concevoir.

Contre le botulisme

Il s'agit seulement d'en limiter autant que possible la recrudescence et l'extension alors que la maladie existe à l'état endémique dans cette zone.

La meilleure manière de limiter le développement du botulisme est de limiter les surfaces sous eau et de les entretenir, c'est à dire de les oxyder. Tout sédiment sous le premier centimètre d'eau devient anoxique, anaérobique. Il faut donc favoriser les assecs pour oxyder les terres et limiter les zones anaérobiques, zones endémiques de botulisme. La seule manière de bien oxygéner un sédiment, c'est de le mettre à l'air et éventuellement de le labourer ! Les agriculteurs en travaillant sur les prairies exondées entretiennent donc la qualité de ces terres.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

De là à mettre le lac à sec pour l'assainir, il n'y a qu'un pas que les gérants d'étangs sérieux franchissent régulièrement, tous les 3 à 5 ans selon la gestion : l'assec est une période indispensable à la gestion saine d'un environnement aquatique. Plus il y a d'animaux en élevage et plus ils doivent être fréquents.

Sur les propositions de Mr Marion

Il s'agit d'élevage, de culture donc, maladroite certes mais de culture tout de même ! Modifier l'environnement pour favoriser la prolifération d'espèces, c'est faire de l'élevage.

Eviter de relever les niveaux sans une étude d'impact sérieuse prenant en compte les risques d'inondation, l'impact de la station d'épuration ne serait pas sérieux.

Limiter le débit de l'eau en le régularisant aura pour effet de bloquer l'effet de chasse d'eau. Remonter le niveau de l'eau dans le lac aura donc l'effet contraire de celui qui est recherché et favorisera les nénuphars, la sédimentation, la prolifération des nuisibles et la putréfaction des zones récemment inondées.

Je ne vois aucun intérêt à remonter le niveau d'eau pour les raisons officielles annoncées. Si cette solution devrait être retenue, il serait souhaitable que l'impact attendu de ces mesures soient étudiées par des cabinets d'ingéniérie compétents car l'impact à long terme sera plus lourd qu'une vision superficielle ne voudrait le faire croire : c'est jouer à l'apprenti sorcier ne serait ce sous un angle social, - *cette fois ce ne sont pas les science dures, professeur Bourrigaud, qui imposent leur "vérité* - c'est à dire en démotivant les acteurs actuels et en les isolant de l'entretien de tout le site alors que la "Direction" admet ne pas être en mesure de l'assumer seule, si l'on constate la situation actuelle.

Les premières années, on peut s'attendre à ce que l'inondation entraîne un pourrissement de la partie du lac récemment submergée avec la baisse d'oxygène et les mortalités qui en suivront.

Quand on sait l'importance des études d'impact que doivent mettre en place les éleveurs en 1995 avant de sortir la moindre production, on peut s'étonner de la légèreté de l'Administration française et de Bruxelles sur des choix techniques et biologiques de cultures proposées ici - niveau d'eau et entretien de populations animales non contrôlées - qui ont un impact lourd sur toute une région. Parler de test expérimental parait d'une légèreté lourde de menaces.

Le contrat "européen" visent "à maîtriser les pollutions sur le bassin". Ceci correspond tout à fait à mettre en place des stations d'épuration "performantes" dans ce périmètre, "à titre de démonstration". Mais il n'est écrit nulle part que le niveau de l'eau doit être remonté. Le régime hydraulique retenu par les agriculteurs et les associations de défense répond effectivement à la définition proposée de "régime hydraulique naturel".

Prétendre faire dire au Préfet que "l'expérience a été réalisée" est également typique d'une attitude de désinformation partisane indigne, qui n'a rien de scientifique. Selon ce que je lis, on peut effectivement lire qu'après des années de laissez aller et d'absence d'entretien élémentaire, il s'est crée une situation pathologique. Cette situation n'a a priori rien à voir avec les niveaux d'eau.

Selon Mr Marion, quand bien même "qu'une modification de la gestion hydraulique serait la seule solution réaliste et classiquement adoptée à l'étranger", - Où ? Comment ? - encore faudrait il l'expliciter clairement et non tenter de l'imposer en force.

Alors lire qu'on va dépenser 11 MF " à titre expérimental" pour vérifier si le niveau du lac va gêner la poussée des nénuphars, sincèrement le lecteur non averti prendra cela pour un pastiche ou pour la poursuite d'Ubu Roi ! Comme je suis un européen convaincu, je ne peux que me sentir léser par tant de bêtises accumulées aux dépens de nos ressources.- *Faudra-t-il un jour instruire un procès en abus de financement public national et européen ?*

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

CONCLUSION

Alors Grand Lieu, catastrophe écologique majeure annoncée ? Non à condition de faire prévaloir des solutions éprouvées, essentiellement celles que les acteurs locaux mettent en pratique depuis des années et où chacun apporte sa contribution. Remodeler un territoire est possible mais il faut un projet mieux défini et se donner les moyens d'une gestion adaptée, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Je vais me retrancher derrière Mr le professeur Le Guyader qui résume d'une manière très concise nombre d'erreurs de notre modernité et de notre civilisation "superficielle" :

"S'il est facile de dire des propos inconstants en quelques phrases. les véritables réponses demandent souvent de grands développements. La science procède souvent par paradoxe et donne des explications contre-intuitives qui ne s'établissent et se comprennent que laborieusement." La Recherche, n° 285, p. 7, en réponse à un académicien mathématicien... qui a aussi le droit de se tromper !

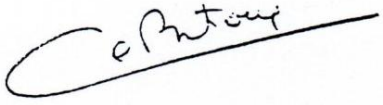
Avec le professeur Bourrigaud, j'ai la nette impression que "les études préalables sont bien légères et pleines d'a priori incompatibles avec une vision scientifique des choses". En fait, les recommandations de Mr Marion ne reposent sur aucune analyse biologique ou biochimique sérieuse.

Les maladies contagieuses ne sont pas des sanctions "divines" mais elles traduisent des modifications et souvent des erreurs de gestion de l'environnement des animaux. Le botulisme est une affection "naturelle" qui se développe le plus souvent à partir de cadavres et il peut être interprété ici comme la réaction à des années de non entretien "d'élevages non maîtrisés" de Grand Lieu.

Le non entretien de la zone centrale du Lac est un choix de gestion regrettable qui s'est vu "naturellement" sanctionné par le botulisme. Ce n'est pas une sanction divine mais s'amuser à décrire scientifiquement l'épidémiologie et l'épistémologie du phénomène ne servirait à rien, à moins que cela puisse avoir des vertus didactiques vis à vis de notre Administration ? Trop de temps a déjà été perdu, il faut reprendre l'entretien de base, en faisant attention aux rejets des boues.

Je suis bien obligé de reconnaître que mes conclusions sont semblables aux observations et aux recommandations des Associations de Défense locales. Pas forcément pour les mêmes raisons mais il serait suicidaire de se risquer à tenter de défendre une "vision biochimique" de l'écologie qui irait "contre" des années d'observations sur le terrain.

Pour que l'ensemble soit entretenu, j'aurai plutôt tendance à faire confiance à ceux qui sont immédiatement concernés par ce qui se passe sur place et avec une fraction des crédits européens proposés, je ne doute pas qu'ils redonneraient vie à cet espace qui semble condamné si rien n'est fait.



P.S. *Mr Gilles de Geyne, notre prix Nobel, définit nos sociétés modernes comme des "sociétés molles". Elles sont en effet très sensibles à des variations de paramètres "infimes". Que des populations de cormorans, de goélands et de ragondins puissent avoir tant d'impact sur le quotidien est sans doute un bon exemple de cette sensiblerie de sociétés molles.*

Cependant, dans nos sociétés molles, les sciences dures qui supposent définition, mesures et répétition, restent un moyen privilégié d'expliquer et de gérer les problèmes rencontrés dans les sciences dites "douces" qui couvrent les aspects sociaux, guerres économiques, civiles et militaires !

Les "sciences dures" peuvent et doivent donc aussi servir à interpréter l'évolution des us et coutumes les plus traditionnels ! Mais il faut bien entendu beaucoup d'humilité, accepter de remettre l'ouvrage sur le métier cent fois et souvent de se remettre en question.

Désolé, tout cela ne me semble pas biochimiquement, ni hydrauliquement difficile mais le mettre noir sur blanc relève de l'écriture d'un ouvrage d'enseignement !

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Jean François Le Bitoux
Docteur Vétérinaire
130 Avenue de Perpignan
66140 Canet en Roussillon

Canet le jeudi 16 janvier 2003

Monsieur NEVEUX
Association de Sauvegarde des Marais du Lac de Grand Lieu
4 Rue du Pinier
44118 La Chevrolière

Monsieur

Mes salutations et mes félicitations à toute votre association pour la fermeté dans son combat.
Merci pour les documents que vous m'avez confiés. J'ai aussi consulté quelques sites disponibles sur Internet mais mes conclusions sont attristées et je crains de ne pouvoir que me répéter, en espérant que vous trouverez ci-dessous quelques idées à développer de manière plus percutante.

Si «on ne change pas une société par décret » (M. Crozier), on ne gère pas plus la Nature par décret préfectoral ! Avec le prof. Dupont, on ne peut que « s'étonner de la cécité et de la surdité des administrations et des politiques » ! Avec lui, je regrette que « sur la base d'expertises scientifiques faussées, ils ont aggravé les choses » et que l'incompétence affichée du chef de projet est inquiétante pour toute démarche démocratique, basée sur une certaine intelligence citoyenne. « Un des buts d'un projet c'est d'être compris. On a une part de responsabilité si on ne l'est pas » déclare le PDG de France Télévision dans Le Monde du 15/1/2003
C'est valable pour M. Marion.

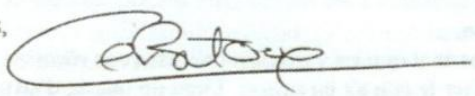
Je serai bref car désespéré par l'affichage de tant d'ignorance revendiquée. Il n'est pas possible d'imaginer trouver un compromis - social, administratif, commercial ou juridique – en ignorant à ce point les lois naturelles. « La Loi de la pesanteur est dure, mais c'est la Loi ! » chantait Brassens.

A Grand Lieu, un désenvasement est d'autant plus simple à gérer qu'il suffit de vider le bassin, plus tôt en saison. Tout retard accroît les difficultés et travaille contre cet objectif. La température et la photopériode croissante, bref la Nature, mettent en marche des mécanismes biologiques connus qu'il paraît aberrant de vouloir « combattre » avec des moyens abusivement dénommés « naturels ». Prétendre faire appel à des lois juridiques, à l'Etat, tout en affichant une telle ignorance de lois naturelles, scientifiquement décrites et parfaitement connues, est un défi insurmontable.

Sous un angle très pratique, les experts doivent multiplier leurs efforts pour démontrer que le niveau de m. Marion est très insuffisant pour être au poste qu'il occupe et prendre des décisions techniques. Quel gâchis d'argent public !
Il faudra qu'administration et ses représentants construisent enfin une cohérence dans l'usage qu'ils font de l'argent public depuis des années et dans les destructions que leur activité induit. Comme la logique affichée n'est pas scientifique, aucun expert, ni technicien ne sera d'aucune utilité. Pour être enfin sérieux face à l'incompétence affichée, il vous sera peut-être nécessaire d'aller en justice pour faire reconnaître des droits élémentaires ?

Votre lutte pourra être un cas d'école, un combat de Don Quichotte contre une poignée d'acteurs qui se prennent pour l'Etat, financés par nous-mêmes, contribuables. Ce n'est pas tolérable et il faudra bien un jour exiger des comptes ! « Il n'y a aucune fatalité, il y a des responsabilités », et « il faudra des sanctions » sont des remarques d'un homme politique influant de la majorité actuelle, au sujet des « dérapages » de la gestion de la crise du week-end passé due aux chutes de neiges sur les autoroutes et sur les aéroports. Cette remarque est parfaitement applicable à votre cas.

Avec mes salutations les meilleures,



Documents de travail :

Les doutes et les incertitudes des études scientifiques concernant Grand Lieu, M. Bourrigaud (avril 95)
Remarques sur les niveaux d'eau et l'envasement du Prof. Dupont (1/9/2001)
Rapport du médiateur du Prof. Helin (été 2001)
Rapport d'expertise sur l'envasement de divers sites de M. Grovel
Propositions de la SNPN sur la gestion du site de M. Echaubard
Suivi de la qualité de l'eau 1999/99 et 1999/2000 par M. Marion & Brient
Différentes copies d'articles de presse et de sites Internet

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

[illegible] RIGENET
Ingénieur ECP
1 Allée des Goélands
85270 ST HILAIRE DE RIEZ
Tel : 51 55 00 15

Saint Hilaire de Riez le 17 janvier 1995

Objet : Comité de suivi
"Goëlands-Cormorans"
du 20-01-1995

Monsieur Jean Rembert
Directeur
D D A F
BP 787
85 020 La Roche sur Yon Cedex

Monsieur le Directeur,

Vous avez reçu régulièrement les fiches mensuelles " suivides goëlands et cormorans"assorties des commentaires et observations locales ; nous avons joint fin décembre la note d'information du président de l'ASMBVV aux membres de l'association.

En vue de préparer le comité de suivi du 20-01-95 vous trouverez ci-joints :
- une note de réflexions et de propositions sur le problème "Cormorans" en basse Vallée de la Vie.
- un historique sur le problème des goëlands à Saint Hilaire de Riez.

Est en outre en préparation l'historique "Cormorans", que je souhaite fiable et rigoureux malgré les obstacles rencontrés en raison de l'insuffisqnce de transparence et de la dispersion de la documentation résultant de l'absence de banques de données (écueils soulignés à Monsieur le Ministre M. Barnier par la coordination de sauvegarde des marais et plans d'eau le 25 novembre 1993).

Au stade actuel deux points importants subsistent :
- assurer la continuité de l'expérience engagée et ceci pendant la période de séjour et de migration des cormorans sur les périmètres de nos plans d'eau et marais.
- supprimer les quotas arbitrairement définis sans bases scientifiques (méthodes de calcul non fournies par le CNPN).

La lecture tant de la plaquette ONC n 178 que de l'étude adressée par le DIREN M. Moisan (publiée dans Aleuda 62-01-1994 sous la signature de M.L. Marion) ne peut que confirmer l'obligation d'un réglement urgent.
L'étude de M.L. Marion met en évidence un envahissement accélé et sans limites de l'ensemble du réseau hydraulique français par le grand cormoran. Ceci ne semble pas inquiéter l'auteur d'une thèse sur la spéciation du grand cormoran, l'échelle de l'expérience paraissant lui convenir. M. Marion à été par ailleurs le rédacteur d'une plaquette sur les piscivores éditée en 1990 par le ministère de l'environnement ; ce document a été très controversé sur sa valeur scientifique et sur ses préconisations de protections, déjà dépassées lors de la publication. Formé dans le respect de la rigueur scientifique j'ai personnellement été choqué des conditions d'expertise du CNPN et des décisions arbitraires de la DPN. Les prédations par piscivores qui déséquilibrent les chaînes trophiques des milieux aquatiques ont de multiples conséquences ; elles intéressent donc divers ministères. Les institutions ont prévu à cet effet l'intervention de la Mission d'inspection généralisée de l'environnement sous l'égide du conseil général des Ponts et Chaussées. Les conditions d'objectivité des conclusions sont garanties par la pluridisciplinarité grâce à la complémentarité des intervenants.
Un expert isolé, non omniscient ne peut être (selon P.G. de Gennes)"ni un oracle ni un démiurge".
Le fait de confier l'expertise sur la prédation par piscivores à un expert unique (par ailleurs president d'honneur d'une association dont la vocation statutaire est l'oiseau) peut aussi apparaître comme une erreur déontologique grave.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Même si ce président d'honneur prend de la distance, l'on ne peut oublier que la doctrine de cette association a été définie le 21-01-92 par M. Raymond Faure (membre du CNPN au titre de la région Rhone Alpes, et membre de la commission permanente des dix) : "les antiécolos primaires, chasseurs, pêcheurs ont tout intérêt à supporter les oiseaux piscivores s'ils veulent que l'on tolère (encore quelque temps) leur activité ....." . Pour ce faire il conseille de communiquer pour calmer les anti et gagner du temps" ....

Cette doctrine d'exclusion est intégriste et totalitaire: elle ne prend pas en considération la globalité des équilibres; Malheureusement l'une des conclusions du rapport d'expertise d'octobre 1993 s'énonce : "le tir réel des cormorans devrait calmer les esprits" .

Or, conformément au décret de 1989 créant le CNPN, une expertise de cette nature devrait avoir pour objectif d'offrir aux ministres concernés des pistes de réflexions et d'actions à entreprendre. C'est ce qu'avaient fait en avril 1991 les ingénieurs généraux Mayet, Suzanne et de Chancel. Mais le ministre n'en a pas tenu compte à cette époque et les désordres qu'ils annonçaient sont actuellement très largement dépassés. C'est essentiellement la procédure employée qui est à mettre en cause et non la personnalité de M. A. Reille que nous avons accueilli l'après-midi du 13 mai 1994 à Saint Hilaire de Riez ; homme de grande culture et d'un entretien agréable et intéressant il parut néanmoins étonné de nos informations qui ne faisaient que confirmer tous les dossiers que nous avions envoyés, conformément aux instructions reçues de Paris. Nous ne l'avions d'ailleurs pas vu en Basse Vie lorsqu'il était venu en octobre 1993 aux Olonnes. Prenant connaissance tardivement de son rapport d'octobre 1993 sur les cormorans nous avons été surpris du manque de profondeur de l'analyse ; l'extrapolation sans visite à la Basse vallée de la Vie des considérations faites sur les marais des Olonnes nous a paru bien hâtive. Il semble bien que pour ces marais d'Olonne l'expert n'ait pas eu le temps de se pencher sur l'important acquis d'études pluridisciplinaires et sur les bibliographies correspondantes accumulées. Les arguments de valeurs inégales exprimés après un survol bien rapide ne justifient pas les dispositions imposées par la DPN.
Celle-ci porte donc une lourde responsabilité déontologique.

C'est enfin le 14 novembre 1994, devant l'AG de la fédération des APP que le ministre Michel Barnier a donné l'assurance d'une nouvelle appéciation de la dimension de la prédation par piscivore. Espérons que le lancement concomitant du SDAGE du comité de Bassin Loire-Bretagne par le président A. Guellec imposera enfin une cohérence d'action interministérielle à l'égard de ce nouveau type de pollution des milieux aquatiques.

A ce jour nous sommes encore victimes d'un dysfonctionnement administratif accompagné d'un dysfonctionnement institutionnel (un organisme consultatif créé en 1989 est devenu décisionnel en imposant des dispositions dérogatoires à la réglementation).

Il est évident que ce problème ne peut être réglé qu'au niveau du Comité interministériel de l'administration territoriale.

N'étant pas habilité pour saisir M. le Préfet de ce problème de fond qui se pose dans le cadre du comité de suivi je me permets de vous remettre un exemplaire complémentaire dans le but d'officialiser cette démarche. J'adresse également copie aux présidents de marais de notre coordination de sauvegarde, ainsi qu'aux élus de ma circonscription littorale.

Je tiens à vous remercier de votre contribution rigoureuse et objective au règlement de nos problèmes et vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes sentiemnts distingués.

Louis PIGENET

P.J. : deux

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Suite à l'Exposition universelle de Milan sur le thème « Nourrir le monde », les paysans risquent à nouveau d'être au cœur des critiques alors qu'ils garantissent une protection de notre sécurité alimentaire, constate la géographe Sylvie Brunel.

Les agris ne sont pas des pollueurs empoisonneurs

La colère gronde dans les campagnes françaises. Affrontements autour du barrage de Sivens, appels à ne plus consommer de viande, dénonciation des OGM et de la culture du maïs, critique de la « *mauvaise* » agriculture (dite « *productiviste* ») contre le « *bon* » bio… les paysans n'en peuvent plus de toutes les accusations qu'ils entendent à longueur de journée.

Pour beaucoup d'urbains, la poule picorant sur le tas de fumier symbolise toujours le bon vieux temps, l'éden perdu de nos campagnes. Ils oublient la pénibilité du travail agricole d'hier, le vieillissement prématuré des paysans, le départ des femmes, épuisées par le labeur incessant, toutes les maladies liées à l'alimentation, la dépendance et l'insécurité alimentaires. Précisément la situation de tous les pays pauvres aujourd'hui.

Les agriculteurs français vivent désormais plus longtemps que le reste de la population française. Après avoir souffert de la faim et avoir importé massivement de la nourriture, notre pays est devenu, grâce à eux, une grande puissance, qui nourrit non seulement ses concitoyens, mais aussi des pays structurellement importateurs, où l'accessibilité à la nourriture garantit la paix sociale.

Chaque fois qu'une exploitation agricole disparaît, le développement durable régresse. Nos paysages, qui séduisent le monde entier, n'ont rien de « *naturel* », ils sont le produit de siècles d'aménagements agraires soigneux, qui ont engendré la Camargue, le marais poitevin, les Landes, la Bresse… Un paysan qui met la clé sous la porte, c'est non seulement une grande perte de richesses et de savoir-faire, mais des chemins qui se ferment, la friche qui envahit tout, les lotissements et les parkings à perte de vue, du béton pour remplacer la biodiversité nourricière, le risque d'incendie dans le midi.

Le prétendu bio

Ceux qui accusent les paysans d'être des « *profiteurs* » parce que l'agriculture a besoin de soutiens pour pouvoir vendre ses productions à prix bas scolarisent leurs enfants et se font soigner gratuitement sans se demander de quoi ils profitent et trouvent normal que leurs aliments soient variés et d'une qualité que la Chine nous envie et les États-Unis aussi.

Le militant féroce qui dénonce l'agriculture moderne se mue en consommateur intransigeant dès qu'il met son enfant à la cantine, pousse la porte d'un restaurant ou fait ses courses, exigeant de manger bon pour pas cher.

La « *conversion* » au bio – terme qui relève du registre religieux et ce n'est pas un hasard – n'est en définitive meilleure ni pour la planète (plus de CO_2 lié au désherbage mécanique, ou au transport, quand le prétendu bio, souvent industriel, arrive du bout du monde), ni pour le portefeuille – des produits plus chers en raison du coût de la main-d'œuvre et de quantités produites généralement plus faibles – ni pour le goût, personne n'ayant pu prouver la supériorité organoleptique des aliments bio, dont les contaminations sont soigneusement tues et les normes changeant au bon vouloir d'organismes ad hoc. Ils se conservent, en outre, très peu de temps, d'où un gaspillage immense. Il ne s'agit pas d'imiter les joueurs de flûte qui profèrent des oukases contre l'agriculture conventionnelle en lui opposant des exemples de réussite, toujours soigneusement choisis et rarement généralisables : le bio a sa place dans l'agriculture, ne serait-ce que parce qu'il permet à certains paysans d'être mieux rémunérés pour leur travail. Mais qu'on le généralise, et la France redeviendra une grande importatrice de nourriture – en provenance de pays non-bio – au lieu de ses excédents agroalimentaires, qui atténuent le déficit de notre balance commerciale.



Sylvie Brunel est géographe et écrivain, professeur des universités à Paris-IV-Sorbonne.

Accuser les paysans d'être des pollueurs et des empoisonneurs, c'est méconnaître les immenses progrès accomplis dans les campagnes. Employer la bonne dose, calculée au plus juste, au bon moment, produire plus avec moins, nos producteurs sont devenus, pour des raisons autant environnementales qu'économiques, des as de l'agriculture de précision, que n'importe quel jardinier du dimanche bafoue allègrement avec son si bon « *fait maison* ».

Refuser l'irrigation est une démarche criminelle quand le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat nous prévient que le changement climatique menace la sécurité alimentaire mondiale. Alors que les terres cultivées sont de plus en plus grignotées par les villes, l'extension des réseaux et des zones vertes « *protégées* » – de qui et pour qui, la question mérite d'être posée –, stocker l'eau quand elle abonde pour l'utiliser quand il fait sec s'impose.

Vision passéiste et erronée des campagnes

L'irrigation a produit les civilisations les plus brillantes. Et ces citadins qui s'insurgent contre les réservoirs sont les premiers à venir observer leur biodiversité exceptionnelle quand ils existent enfin, zones de récréation et de loisir prisées. Comment oser parler de gaspillage d'eau, quand la France utilise une infime partie de ce qui tombe du ciel pour repartir à la mer ?

Cesser de consommer de la viande ne résoudra pas la faim dans le monde. Loin de se réorienter vers les pauvres et les affamés, les céréales ainsi « *libérées* » disparaîtront car, partout, la production de nourriture s'adapte à la demande solvable. Faute de débouchés, les éleveurs, qui valorisent les terres peu fertiles, mettront la clé sous la porte. Davantage de chômeurs au nord, de malnutris au sud, est-ce ce que nous voulons ? Il faudra aussi trouver une solution pour les vaches laitières de réforme, qui constituent plus des deux tiers de la viande consommée en France : des maisons de retraite pour bovidés ?

Quant au maïs si injustement décrié, s'il progresse partout dans le monde, et notamment en Afrique où il tend à remplacer le sorgho, c'est qu'aucune céréale ne produit autant à l'hectare, aucune ne capte autant de CO_2, aucune n'est aussi polyvalente et universelle, nourrissant à la fois les hommes, les animaux, la chimie verte, le besoin d'énergie renouvelable. Et même la biodiversité : que ceux qui dénoncent sa monoculture – il n'épuise pas les sols – viennent admirer les grues cendrées dans les champs de maïs des Landes. Où la plante, comme partout ailleurs, a permis de lutter contre la pauvreté.

Le droit à ressemer ? De bonnes semences sont la clé de la sécurité alimentaire. Ressemer, comme en Afrique, expose à de maigres résultats. Le paysan peut le faire, mais il ne le souhaite pas : il veut une récolte sûre, des rendements, des revenus. Les pays pauvres, qui savent qu'ils devront produire un milliard de tonnes de céréales en plus d'ici quarante ans, cherchent toutes les solutions. Le génie génétique est l'une d'elles. Pour lutter contre les ravageurs, l'agriculture a besoin d'innover en permanence. Là encore, les combats idéologiques ne sont pas de mise.

Beaucoup de Français refusent de voir la réalité en face et se bercent d'une vision passéiste et erronée des campagnes. Ils sont en train de décourager le monde agricole. Pourtant, sans paysans, la France mourra. Cessons de les accuser injustement. Écoutons-les, respectons-les. Ils tiennent notre avenir entre leurs mains.

SYLVIE BRUNEL
d'après un article paru sur le site *lemonde.fr*

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

[L'INVITÉE] **Sylvie Brunel**, géographe, est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Pour elle, « l'avenir de la planète repose entre les mains des paysans ».



« Sans l'homme, la nature n'est pas bienveillante »

« Premiers visés

>Les hommes sont devenus nuisibles aux yeux de certains écologistes qui rétrogradent l'espèce humaine au rang d'une espèce parmi d'autres. Il y aurait d'un côté la nature harmonieuse, équilibrée, et de l'autre l'homme, parasitaire et proliférant, dont il faudrait limiter les activités et les nuisances. Et les agriculteurs sont les premiers visés par ces accusations.

>*Le XX^e^ siècle a été celui de* la révolution productiviste. Le XXI^e^ siècle sera environnemental... mais toujours productiviste : de plus en plus d'êtres humains, vivant de plus en plus en ville, demandant de plus en plus de produits alimentaires et trois repas par jour... Quel défi ! Il suppose de doubler la production mondiale en quarante ans. La nouvelle révolution verte sera planétaire.

« A l'offensive

>Au lieu de subir les discours accusateurs, les agriculteurs doivent reprendre l'offensive : la religion de la planète d'accord... mais au service d'une humanité durable ! La nature, ce sont les paysans qui la fabriquent. Combien de ces paysages qu'apprécient les urbains n'existent que grâce à l'intervention de sociétés agraires... Sans l'intervention de l'homme, la nature n'est pas bienveillante !

« Urgence de la faim

>On oublie trop souvent *que juste* après la guerre, l'Europe souffrait de la faim. Dans les pays pauvres, ce sont aujourd'hui les paysans qui sont les premières victimes : sur un milliard de malnutris, les trois quarts sont des ruraux. Soumis à l'insécurité des prix, au manque de moyens et de débouchés, beaucoup veulent quitter les campagnes. Mais si les agriculteurs s'en vont, qui nourrira le monde ? Et que deviendra la nature ?

>Les agriculteurs doivent reprendre la parole pour devenir les hérauts du développement durable, ses meilleurs alliés. Il faut aller à l'encontre de la tendance actuelle : les superficies sanctuarisées en « espaces naturels », en « zones protégées » ne cessent de croître aux dépens des agriculteurs et des éleveurs. Vingt millions de kilomètres carrés sont protégés aujourd'hui, dix fois plus qu'en 1950. Mais la biodiversité peut aussi être nourricière ! Une activité productive bien menée préserve l'environnement.

« Rémunérés

>Aujourd'hui, il faut donner aux agriculteurs les moyens de continuer leur travail au service de tous, tout en étant correctement rémunérés pour leur travail et les innombrables services qu'ils rendent à la collectivité : nourriciers, paysagers, énergétiques, climatiques. L'avenir de la planète repose entre les mains des paysans.

Propos recueillis par Marie-Gabrielle Miossec

(1) « Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête », ouvrage dirigé par Sylvie Brunel et Jean-Robert Pitte. Éditions JC Lattès.

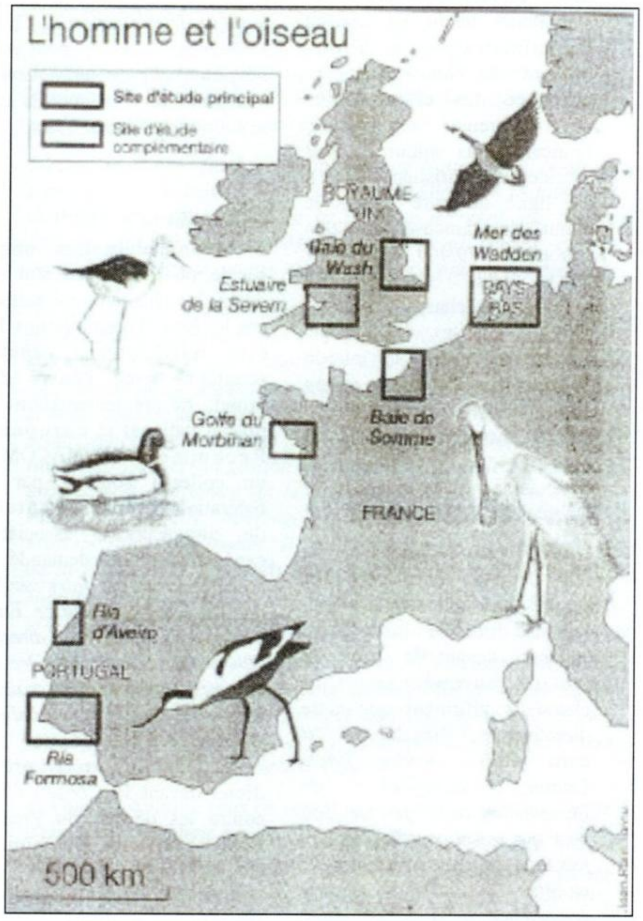
« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Ouest-France
Lundi 5 janvier 2004

Céline Chadenas s'est interrogée sur la gestion des espaces littoraux

L'homme et l'oiseau sujets de thèse





Le terrain d'études du nouveau docteur en géographie des Pays-bas au Sud du Portugal

Céline Chadenas : « L'homme, et le chasseur en particulier, n'est pas forcément mauvais. Pourquoi ne pas considérer la chasse comme un moyen de gestion des espaces et des espèces ?

« Mention très honorable avec les félicitations du jury » : la Nantaise Céline Chadenas a, brillamment, réussi sa thèse de doctorat en géographie. Elle a traité, sans préjugés, un thème sensible : « L'homme et l'oiseau sur les littoraux d'Europe occidentale ».

« L'idée s'est imposée lors d'une visite dans la réserve des marais de Séné, près de Vannes, en 1996 », raconte Céline Chadenas. Son mémoire de maîtrise de géographie a porté, tout naturellement, sur le Golfe du Morbihan. Quelques années plus tard, elle a comparé, pour son DEA, la gestion du Golfe et celle de la baie de Somme. Sa thèse de doctorat, n'épuise pas le sujet. Elle compte bien en approfondir encore certains aspects en intégrant, le plus tôt possible, l'université ou un laboratoire de recherche du CNRS.

« Je ne **suis pas** ornithologue et je n'appartiens **pas à** une famille de chasseurs », prévient la jeune femme. Elle a donc mené cinq années de recherches en esprit libre, recueillant des informations aussi bien auprès des porteurs de fusils que des associations de protection de la nature. Sous son apparente simplicité, le sujet était, pourtant, très sensible. Comme le révèle son sous-titre : **« Appropriation de l'espace et enjeux territoriaux : vers une gestion durable ? »**

L'appropriation de l'espace, c'est, d'abord, la façon dont les oiseaux de rivages, petits échassiers, oies et canards et grands échassiers, comme les hérons et les cigognes blanches, utilisent les zones humides littorales au cours de leurs migrations. Mais ces espaces sont aussi mis à profit par les hommes, depuis la nuit des temps, pour y récolter le sel et la salicorne, pour pêcher, pour chasser et, plus récemment, pour y assurer la préservation de la faune et de la flore.

Les oiseaux sauvages - on dit aussi l'avifaune parviennent plutôt bien, à se partager l'espace en fonction de leur morphologie et de leurs exigences écologiques. Cela n'empêche pas quelques luttes d'influence pour le partage des lieux et des ressources alimentaires. Chez les hommes, les relations s'avèrent un peu plus délicates et de nombreux conflits d'usage apparaissent. Surtout quand les activités « traditionnelles doivent s'effacer devant les exigences d'une gestion centrée sur la protection des oiseaux.

Pure géographie

De la mer des Wadden, aux Pays-Bas, à la Rita Formosa, au Portugal, en passant par des baies anglaises et le Golfe du Morbihan, Céline Cha-de nas a suivi les oiseaux migrateurs au cours de leurs escales dans des milieux contrôlés, majoritairement, par des associations de protection de la nature.

En découvrant de puissantes multinationales de l'écologie, la jeune femme s'interroge, quitte à bousculer quelques certitudes **« Le birdwantching** (l'observation des oiseaux) **ne traduit-il pas une image exacerbée et exclusive de la nature ? »** Etudiant l'actuelle législation européenne, la géographie se demande s'il est raisonnable d'exclure la chasse comme mode de gestion. L'opinion lui semble, en effet un peu trop manichéenne **« L'homme à la longue vue est forcément, le bon, tandis que l'homme au fusil est systématiquement le méchant. Quand on voit ce que coûte à la société de stationnement de milliers d'oies grises sur des polders cultivés de Hollande, on se dit qu'une chasse raisonnée et encadrée pourrait peut-être, éviter de faire payer cette somme au contribuable.**

Mais au fait, ce travail, qui passe de la biologie des oiseaux au droit européen via la sociologie et la chasse, est-il vraiment une œuvre de géographie à l'université de Nantes et membre du jury, répond sans hésitation. **Cette qui peut paraître autre chose que de la géographie est de la pure géographie, c'est-à-dire une étude de l'espace.** Céline Chadenas témoigne du renouveau de la biogéographie. **Dont on ne peut exclure l'homme qui est lui-même un élément de la nature. ».**

André FOUQUET

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Février 2026, un hiver exceptionnel ?

Juin, juillet, août 2026 un été exceptionnel ?

Exceptionnel ? Voilà un titre claquant pour un journaliste ! 1995,1988,1977, 1936, 1910,1872 pour ne citer que les niveaux d'eau les plus hauts à Grand-lieu, au-dessus de 4.00 ml Buzay jusqu'à 4.55 ml donc voire beaucoup plus hauts que 2026, déjà oubliés ? Ces côtes, s'étalent de novembre à mars selon les années. 2026, 1976, 61, 58, 53, 49, 47, 46, 45, 43, 38,29, 1911, 1890, 1887, 1870 pour ne citer que les niveaux les plus bas, sous les 1.40 jusqu'à 1.12, déjà oubliés eux aussi ? des cotes qui s'étalent de juin à novembre selon les années. (1.14 au 1.11.1938)

Il est vrai que pour un journaliste ayant un objectif orienté, il faut trouver quelqu'un qui abonde dans le catastrophisme, c'est beaucoup plus vendeur que le « tout va bien ». Aux quatre coins de la France toujours le même scénario, *« on n'a jamais vu ça »,* il est vrai que les témoins oculaires des grandes inondations en 1936 sont de plus en plus rares, quant à ceux de 1910 et 1872 ils sont carrément introuvables, pourtant ils en auraient à dire avec leur expérience à 50 voire 60 cms plus haut qu'en février 2026, ils nous diraient surement « surtout ne construisez pas en dessous de 4.55 ml Buzay », et les témoins de 1977, 88, 95 ou 2001 : on ne les a pas vus (ou pas cherchés) à moins qu'ils aient la mémoire qui flanche. A Grand-lieu pour 2026, seuls ceux qui ont eu les pieds dans l'eau à la maison vont s'en souvenir, car la presse n'a pas beaucoup parlé d'eux, surtout pour les constructions récentes, chuuutt, pas de bruit SVP. Heureusement qu'il y a des photos et des repères des années de niveau d'eau élevé, sinon on nous dirait que ça n'a même jamais existé.

La sécheresse de 1976, nombreux sont ceux qui l'ont connue, pas une goutte de pluie durant 6 mois, à peu près 20 Mars/20 septembre. Celle de 1911, plus de témoins bien sûr, pourtant c'est la plus grande sécheresse depuis au moins 150 ans qui a quand même causé environ 40 000 morts sur le sol Français, alors, plus de mémoire ? en 2022 le ban des vendanges en muscadet est proclamé le 23 août, 2ème date la plus précoce depuis 35 ans, c'est extraordinaire, pourtant en 1893 c'est le 26 avril qu'ils avaient mangé des fraises bien mures, le 30 avril des cerises et le 14 août qu'ils avaient vendangé (p 113, 114 et 115 du LV 2010/17) record pulvérisé, même 1976, année exceptionnelle les vendanges n'étaient qu'au 19 août.

L'objectivité journalistique n'est plus toujours vraiment de mise aujourd'hui. A la une d'Ouest-France du 20 juillet 2022, en très très très gros caractères *« Finistère, les flammes ravagent les monts d'Arrée* » avec une grande photo qui justifie le titre, pourtant en petites lettres sous la photo, *« là où s'étalait un magnifique parterre de verdure il y a 48 h, il ne reste presque plus rien, près de 1700 ha de végétation ont brûlé »* si on cherche un petit peu on apprend que les monts d'Arrée font 192 000 ha, les flammes n'ont donc « ravagé » qu'un petit pour cent des monts d'Arrée. Ce qui reste bien sûr tragique, 1 seul ha brulé c'est 1 ha de trop, mais le mot « ravager » est-il le mot qui corresponde le mieux ? avec « ravager les monts d'Arrée » on s'imagine que c'est la totalité qui a brulé, ah catastrophisme quand tu nous tiens ! L'objectivité de la presse laisse pantois. Jamais un article sur ce qu'est devenue la zone brulée 4 ans après, pourtant on le sait bien, la nature reprend ses droits, le verdissement, la repousse, la vie, tout reprend, même derrière les éruptions volcaniques petit à petit la vie revient.

Inondation, sécheresse, tempête, orage, incendie, toujours du catastrophisme en gros titre, *« ça n'est jamais arrivé* » et en petit « *depuis dix ou quinze ans ou en telle année*». Dans la presse écrite, radio ou télévisée, depuis une quarantaine d'années ce sont des centaines d'articles en exemple que l'on pourrait citer, et si on lit des ouvrages d'historiens reconnus on retrouve les mêmes catastrophes climatiques sur

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

les dix derniers siècles passés et même plus ancien, inondations, sécheresses, tempêtes, orages, incendies, etc. 1910 a été une année de très grande inondation en **novembre et décembre**, donc en automne, la plus grande depuis le début du XXème, et 1911 a été l'année de la plus grande sécheresse en Europe, avec des conséquences humaines énormes dans toute l'Europe. Pas souvent d'articles sur ces anciens drames, nos médias préfèrent des sujets d'actualité et écrire que ce n'est jamais arrivé (p 14, 15, le village de Pacé (Passay) détruit au XVIème siècle) Du catastrophisme dans le sensationnel et l'extraordinaire, dans l'inédit et si l'on n'a pas de mémoire… ou pas l'envie de rechercher, on avale tout. Ça c'est vendeur !!!

Le 25 août 1938, le marais est en feu à une cote de 1.20 ml Buzay, il faudra plusieurs jours et des centaines d'hectares de brulés pour en venir à bout et réveiller les mauvais souvenirs de 1893 aux anciens, déjà à une cote de 1.20 buzay (année des vendanges débutées le 14 août, année donc très chaude) où il fallut attendre les premières pluies d'octobre pour voir le feu du marais s'étreindre. (p 78, 79, 80). L'eau vient vite aujourd'hui ? et en juillet 1977, et en 1768, 1836, combien d'autres années dont n'avons pas de référence pour pouvoir l'assurer ? (p 19, 20, 167 et 171) (Lyon p 82 et 83)

Pour la météo le nouveau slogan est de donner les températures en ajoutant qu'on est aujourd'hui en dessous des ***normales*** et dès le lendemain ni honte ni honneur, on est au-dessus des ***normales*** comme si chaque jour du calendrier était destiné à une température donnée. La pluie, c'est pareil, il est tombé hier ***autant de pluie qu'en 1 mois.*** Ce qui serait intéressant c'est que nos spécialistes météorologistes nous disent de quel mois il s'agit, et avec quel calcul ils nous sortent de telles âneries.

Déjà dans les années des différences importantes, depuis une quarantaine d'années, en Loire-Atlantique, (p 37 du LV 2011/2017) l'année la moins arrosé a reçu 532 mm et la plus 1256 mm, un rapport de 2.4 fois plus, et mensuellement on retrouve des rapports d'écarts plus importants.

Écart pluviométrie par mois sur les 40 dernières années						
Mois	**Mini**	**Maxi**		**Mois**	**Mini**	**Maxi**
Janvier	12	212		Juillet	8	129
Février	5	144		Aout	6	120
Mars	4	155		Septembre	4	286
Avril	9	185		Octobre	11	192
Mai	10	124		Novembre	23	241
Juin	3	160		Décembre	14	181

On peut prendre sur les 100 dernières années, on retrouve les mêmes écarts de quantité de pluie. Comment se fait ce calcul d'autant de pluie en 1 journée qu'en 1 ou 2 mois ??? il doit falloir au moins un matheux comme Einstein pour en être capable. Est-ce le cas de nos journalistes ? (On peut rajouter juillet 1976 : 0 mm vs 129 et 2026 2 mm vs 129).

Aujourd'hui plus d'envasement, plus d'eutrophisation, les savants d'autrefois (déchus ?) ont trouvé des successeurs, les mêmes, toujours dans la catastrophe, il faut trouver autre chose : ce sont les oiseaux qui disparaissent car il n'y plus à manger au centre du lac. Dans le OF du 21.02.2024 : projection d'un film documentaire ***« Résilience »*** avec la SNPN, la LPO, le SBVGL de Grand-lieu…., s'en suit un débat qui se clos par un sondage interactif de la SNPN : ***« invitant les spectateurs à exprimer leur ressenti à propos de l'avenir de leur environnement naturel, sur 1 échelle allant de la tristesse à l'angoisse, en passant par la***

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

vigilance » là encore quel hymne à la joie ! il n'y a ni espoir ni optimisme avec ces gens-là. Mais les oiseaux ne mangent pas au lac, ils sortent se nourrir sur le marais et rentrent ensuite au lac, ça s'est toujours passé comme ça, tous les riverains et n'importe quel scientifique objectif le savent et peuvent en témoigner, même est d'accord (p 130)

Dire de telles âneries relève donc de l'intox ou de la bêtise. Seule la période Guerlain a nourri les oiseaux au Lac avec des tonnes de blé qui y étaient déversées pour tenir au lac les canards élevés sur place ainsi que les migrateurs à la saison pour la chasse de Mr Guerlain. Cet agrainage n'empêchait pas malgré tout les oiseaux de sortir sur le marais pour s'y nourrir. (p 128)

Quelquefois quand même, du réalisme, le 2 février 2026 en dernière page d'Ouest-France, aux Ponts-de-Cé à côté d'Angers suite aux humeurs de la Loire, il est écrit *«on sonne chez les anciens pour se rassurer »* et *« mes grands-parents racontaient qu'à l'époque ils avaient des crochets au plafond avec des cordes pour soulever les meubles ».* Ce n'est pas tous les ans bien sûr, mais chaque riverain de cours d'eau le voit plusieurs fois dans sa vie et s'y adapte ou part. Partout lors des années pluvieuses l'eau en abondance veut reprendre sa place, si l'homme y a mis des maisons, tant pis, ce n'est pas le problème de l'eau. Ce n'est pas l'eau du Lac, de la Loire ou de quelques rivières qui est dans la maison, c'est la maison qui n'est pas à sa place, c'est elle qui est dans le Lac, dans la Loire ou dans quelque zone inondable, pas le contraire. Amélioration ou pas du réseau d'écoulement de l'eau, 85 000 ha de bassin versant sous une forte pluviométrie nous prouvent que la nature reste maître. Restons humbles devant la nature et respectons cette zone humide de 9 600 ha sans chercher des zones humides sur les buttes. Arrêtons de prétendre gérer les inondations, des années comme 1936 ou 1910 ou 1872 reviendront, peut-être même plus violentes, quand ??? c'est comme gérer la sécheresse, on possède des retenues d'eau construites dans les cours d'eau et rivières pendant le moyen âge et plus tard, entretenues depuis, pour pallier aux sécheresses estivales et aujourd'hui on les détruit pour des raisons «d' écologie » avec un financement fait de subventions. Revoir la destruction de ces retenues d'eau serait une bonne chose, voire en créer d'autres en amont de Grand-lieu ? avec ces mêmes subventions bien sûr, celles-ci seraient ainsi plus justifiées. La nature nous a donné des nappes phréatiques qu'elle remplit l'hiver pour qu'on s'en serve l'été. Créer un étang aujourd'hui pour des besoins agricoles demande un mille-feuilles de documents administratifs qui décourage bien des gens dans le monde agricole et coute beaucoup d'argent privé alors que les autorisations pour ce même plan d'eau pour des raisons de loisirs sont simplifiés et coute de l'argent public.

Nous avons des dizaines de documents et d'articles de presse sur de nombreuses inondations, sécheresses, incendies, tempêtes, orages et autres cataclysmes naturels, surtout des XXème et XXIème siècles, quelques-uns de la fin du XIXème. Il n'est pas possible de tous les mettre dans ce document, seuls quelques-uns seront joints à ce document avec des témoignages de riverains.

Février 2026, à Grand-lieu, nous aura encore prouvé que la nature commande, il faut s'adapter à la pluviométrie, grâce aux systèmes de portes et écluses, on peut si la nature le permet, certaines années, gérer le niveau d'eau, c'est très bien mais à condition de ne pas agir contre la nature, contre la biodiversité comme depuis plus de 30 ans avec les niveaux expérimentaux en gardant l'eau haute au printemps, tant pis si on a un été pluvieux, et en évacuant l'eau dès l'automne, tant pis si on a un hiver sans pluviométrie. Que devient l'alimentation des sources et des nappes phréatiques ? Que devient la biodiversité si on agit contre-nature ? on le voit, dégradation maximale de l'herbage et des plantes endémiques du site, dégradation de la population faunistique et halieutique par manque d'eau en fin d'automne et début d'hiver, trop d'eau au printemps et baisse très rapide de l'eau en fin de printemps début d'été. Gestion

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

contre-nature, comme le dit Presse océan le 9 octobre 2024 ***« le marais est exposé aux risques d'inondation*** », AH ? n'est-ce pas là la fonction naturelle des marais ? alors pourquoi écrire « des risques d'inondation» ? ah bon, on y a construit et aménagé !!! Et on voit régulièrement de l'eau dans les zones inondables où on a construit et aménagé, quoi de plus naturel et de plus normal en somme ?

Pourquoi une telle gestion ? L'urbanisme et les aménagements qui ont été réalisés suite à l'arrêté Préfectoral de Loire Atlantique du Préfet Christian Lobut le 13 Octobre 1965 (sous l'influence des maraichers de Machecoul et l'aval des élus locaux) en zone inondable n'en seraient-ils pas les principales causes ? Comment en est-on arrivé là ? cette urbanisation a été faite par les élus avec la bénédiction de l'administration et des écolos de service pour une politique de petits arrangements entr'amis. Et aujourd'hui on nous parle de la protection des personnes et des biens, mais si on avait gardé le bon sens de nos anciens, jamais on aurait construit ni aménagé à des cotes en dessous des plus hautes eaux (ce qui est pourtant la loi et française et Européenne) et on n'aurait pas le problème de la protection des personnes et des biens, ainsi tout le monde serait d'accord et on éviterait tous les problèmes qui y sont liés avec les assurances et les dédommagements dus par l'Etat avec l'argent public. Dans des conditions plus naturelles comme avant cet arrêté de 1965, qu'importe le niveau d'hiver, et la biodiversité serait ainsi respectée. Mr Michel Barnier, alors ministre de l'environnement lors d'une visite des bords de Loire l'avait bien dit ***« un jour, il faudra détruire ce qui a été construit sous la ligne des plus hautes eaux ».*** La nature est et reste la plus forte. Pour les inondations en zone « sous la ligne des plus hautes eaux », l'exemple de Xynthia en 2010 à « La Faute/mer » est peut-être malheureusement le pire exemple récent en France. Aujourd'hui pour pallier aux **inondations de zones inondables** l'administration un créé un nouvel organisme, la GEMAPI, c'est bien, mais c'est un total non-sens, et pour le faire vivre : des taxes et encore des taxes…

Ce début d'année 2026 sur le bassin versant de Grand-lieu, beaucoup d'eau, mais on est resté de 40 à 60 cms plus bas que 2001, 1995, 1988, 1977, 1936, 1910, 1872. Sans nul doute que si la pluviométrie avait continué aussi intensément quelques jours de plus fin février les 50 à 60 cms de plus étaient atteints. Déjà à la cote du 20 février 2026, plusieurs constructions dans l'eau, mais avec 50 à 60 cms de plus, combien de maisons et constructions se retrouvaient dans l'eau ? toutes construites sous la ligne des plus hautes eaux, en zone inondable reconnue. Les apprentis sorciers de la gérance de l'eau ne pouvant que subir, mais en se déchargeant de toute responsabilité. L'eau arrive plus vite qu'autrefois et autres excuses comme le réchauffement climatique sont de mise. L'urbanisation en zone inondable ? Non, elle n'y est pour rien, ni les milliers de m3 de remblai pour réaliser cette urbanisation qui a pris la place de l'eau de crue, de qui se moque-t-on ? L'histoire nous prouve le contraire, et elle, elle ne ment jamais. Sur le livre vert 2003/2005 page 6 et 7, l'eau au pont de St Philbert est relevée au mois de novembre 1875, à 1.70 ml le 4 novembre, 3.35 le 11 novembre, soit une hausse de 1.65 ml en 7 jours, de nombreuses années avec de telles montées brutales sur les relevés, la pire a été sans doute le 7 juillet 1977 par orage de 1.60 ml à 3.20 ml en 6 à 8 heures à l'échelle du pont de St Philbert (p 167, 171 et p 6 et 7 du LV 2003/2005)

1- L'eau vient plus vite en 2026 qu'en 1875 ?
2- C'était le réchauffement climatique en 1875 ?

Les ayatollahs du GIEC nous rabâchent que le réchauffement a commencé avec l'industrialisation dans la 2ème moitié du XIXème, avec un matraquage aussi permanent qu'anxiogène sur le climat. Que de catastrophisme bien inutilement répandu, quand on apprend maintenant que le GIEC vient **d'écarter** son célèbre scénario RCP8.5 qui entraine des projections climatiques à +5,7 °C au minimum en 2100 par rapport à 1860, autrement dit son scénario le plus alarmiste, le plus médiatisé depuis tant d'années, et,

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

dorénavant reconnu par le GIEC lui-même comme le moins plausible. Le nouveau scénario serait aujourd'hui d'environ + 2 à +2,5°C en 2100 par rapport à 1860. Pourtant l'augmentation des émissions de CO2 est dénoncée en permanence, mais est-ce le CO2 le responsable du réchauffement ? encore aujourd'hui aucune certitude scientifique prouvée et reconnue, aucun consensus scientifique sur :

-L'augmentation du CO2 entraine un réchauffement, ou bien

-Un réchauffement entraine l'augmentation du CO2.

Affirmer l'un ou l'autre est prétentieux. Quant au consensus de la science pour le CO2 anthropique, celui-ci est une énorme intox facile à prouver.

Sur des millions d'années où réchauffement et glaciation alternent à de nombreuses reprises, les 2 courbes se suivent toujours, mais laquelle entraine l'autre ?

De plus en plus de scientifiques nous alertent sur différents facteurs faisant partie des responsables des réchauffements et glaciations avec entr'autre :

1- L'intensité de l'activité solaire très variable.
2- L'oscillation de la terre faisant se rapprocher et se correspondre ou s'écarter le nord magnétique et celui géographique sur 300 à 500 ans.
3- La rotation de la terre autour du soleil sous forme elliptique mais qui se déforme, donc variable.
4- L'activité volcanique terrestre.

Et bien d'autres causes sont à l'étude, toutes ces causes sont immuables et incontrôlables. Pas pour le GIEC qui préfère se mettre la tête dans le sable pour ne rien voir de ces autres causes et s'entêter dans son discours alarmiste uniquement basé sur le CO2 anthropique. N'y aurait-il pas d'énormes intérêts financiers dans ce comportement ?

De ce revirement du GIEC (groupement intergouvernemental sur l'évolution du climat) sans le mot expert, celui-ci n'existe pas dans la dénomination du sigle et n'est apparu dans l'appellation que depuis quelques années, pour être plus incisif sans doute, jamais un mot dans la presse, ni presse écrite ni parlée, le silence est d'or dans ce cas, (seules les revues scientifiques en ont parlé, mais qui y est abonné ?). On continue le catastrophisme justifiant les couleuvres qu'on nous fait avaler, économiques surtout mais cela est un autre sujet que nous n'aborderons pas. A quand les aveux du GIEC pour moins de 2° ou moins de 1° ?. Et si on veut être objectifs, ne restons pas sur l'expérience de la vie d'une génération, acceptons les historiens du climat autour de la table, consulter leurs écrits sur des périodes depuis plus de 1 000 ans voire 2 000 est très, très, très instructif.

Quant au réchauffement, on n'est pas encore rendu aussi chaud que notre planète l'a déjà connu à plusieurs reprises. Ce que l'on sait et qui est scientifiquement reconnu (et là il y a consensus du monde scientifique) c'est qu'à un moment on va repartir vers une période de glaciation, la dernière s'est terminée il y a environ 12 à 15 000 ans, c'était hier à l'échelle de la terre. Quand va-t-on repartir vers le froid ? on ne le sait pas, dans 10 ou 100 ou 1000 ans ou plus ?, et là, la vie sur terre deviendra beaucoup, beaucoup, beaucoup plus difficile. L'histoire de la terre n'est qu'alternance de période de réchauffement et période de glaciation mais là aussi sans aucune régularité**.** **Voir le complément de cette page à la page 185**

La variabilité météorologique et la variabilité climatique (les 2 sont liées) sont immuables et sans doute indispensables. Nous ne pouvons et ne devons que nous adapter sinon disparaître. Sans nul doute, vaut-

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

il mieux vivre aujourd'hui qu'il y a 10 000 ans et que dans x milliers d'années, ou siècles ou peut-être dizaines d'années.



L' ancien bâtiment de la DDE devenu celui du SAGE, Syndicat bassin versant et syndicat Grand-lieu Estuaire en 2014 à la cote 3.60 ml Buzay (2026 la cote a été 3.90)



L'entrée du terrain de camping en 2014 à la cote 3.37 ml Buzay

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Côte Buzay 118

Le feu ravage cent hectares dans les Marais de Grandlieu

Jeudi 25 août, vers 13 heures 30, une nouvelle sinistre se propageait comme une traînée de poudre dans les localités de Saint-Lumine-de-Coutais et Saint-Mars-de-Coutais : « Le feu est dans le marais ! »

Et tous les habitants de sortir précipitamment sur le pas des portes ; au loin, en contre-bas des agglomérations, une épaisse fumée montait vers le ciel tandis qu'apparaissaient à sa base des lueurs rougeâtres.

UN VASTE SINISTRE

L'immense marais, qui s'étend au sud du lac de Grandlieu sur des centaines d'hectares, jusqu'à la Berderie, le Branday et la Marzelle, était la proie des flammes.

A dire vrai, le sinistre n'avait encore ravagé que quelques hectares, mais la rapidité avec laquelle se propageait le feu ne laissait aucun doute sur l'ampleur qu'il allait atteindre dans les heures à venir.

D'autant plus qu'une brise du Nord-Est assez forte activait les flammes qui trouvaient un aliment facile dans les foins étendus et la nature de la végétation.

On sait que le sol de ce marais est constitué par des dépôts végétaux que laissent les eaux du lac en se retirant au printemps. Car le marais de Saint-Philbert-de-Grandlieu — tel est son nom — est recouvert de deux mètres d'eau durant les mois d'hiver.

Dès les premiers beaux jours de l'année, herbes et rouches y croissent avec vigueur et ce fourrage est fauché, vers la mi-août, pour servir de nourriture ou de litière aux animaux.

C'était dans ce fourrage, étendu sur le sol ou déjà stocké en mulons, que le feu avait pris naissance, se communiquant ensuite aux tas voisins et progressant également dans la sous-végétation à fleur de terre. Rapidement, les flammes avançaient sur un front de plusieurs centaines de mètres et suivant une direction nord-est-sud-ouest.

Dès que l'alarme avait été donnée par le tocsin de Saint-Lumine-de-Coutais, les habitants s'étaient précipités vers le marais pour prêter main-forte à tous ceux qui se trouvaient occupés aux travaux de la fenaison.

On cueillit des branches de saules et hommes et femmes, garçons et filles, se portèrent aux limites de l'incendie pour combattre sa propagation en frappant à tour de bras sur les herbes en feu et sur les flammèches.

Pendant ce temps, d'autres cultivateurs se hâtaient d'évacuer les animaux qui se trouvaient à proximité du sinistre, ou chargeaient rapidement des charrettes attelées de chevaux ou de bœufs pour soustraire aux flammes le plus de foin possible.

Fort heureusement, l'incendie se dirigeait vers une « doue » assez large, sorte de fossé profond d'un mètre, qu'alimentent les eaux du lac, et qui limite, sur une longue distance, le marais placé sur le territoire de la commune de Saint-Lumine de celui dépendant de Saint-Mars-de-Coutais. Mais pour arriver jusqu'à la « doue », les flammes avaient encore bien des ravages à commettre.

Cette « doue » allait révéler d'ailleurs une autre utilité. En effet, c'est dans ce vaste fossé que les pompiers de Nantes, ainsi que les sapeurs de Machecoul, St-Philbert-de-Grandlieu et Sainte-Pazanne, purent alimenter leurs pompes pour combattre le sinistre.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

L'ENQUÊTE

Dès le début du sinistre, les gendarmes de St-Philbert-de-Grandlieu s'étaient rendus dans le marais pour enquêter sur l'origine de l'incendie. Parmi les tourbillons de fumée qui prenaient à la gorge, le chef Le Brun et le gendarme Le Port interrogèrent tous ceux qui se trouvaient occupés dans le marais quand le sinistre fut signalé.

Le marais de Saint-Philbert est principalement la propriété de MM. Reliquet, de Machecoul, et Douaud, de Passay, et de Mme Chevallier-La Barthe. Mais ces propriétaires louent leur domaine par parties, chacune d'elles, qu'on appelle « une prée », se composant de douze à quinze hectares de marais bordés d'une « doue ».

Chacune de ces « prées » est à son tour divisée en huitièmes ou en seizièmes, cette disposition permettant aux petits cultivateurs ne possédant que quelques animaux de s'assurer une location suffisante pour la nourriture de leur bétail.

Jeudi donc, comme chaque jour, de nombreuses équipes se trouvaient dans les « prées » pour retourner le foin ou le mettre en mulons ou encore le charger sur les charrettes.

L'une de ces équipes était composée de MM. Ernest Pillet, Auguste Pillet, Bournigal et Michaud, de Machecoul, qu'accompagnait un jeune commis de 15 ans, de Sainte-Croix.

A l'heure du déjeuner, chacun des hommes de l'équipe avait cassé la croûte, puis, ensuite, s'était allongé sur l'herbe pour faire une petite sieste durant une courte demi-heure.

Le jeune commis ne s'était pas endormi, mais avait tiré une cigarette de sa poche, bien qu'il fut absolument interdit de fumer dans le marais. L'enfant ne l'ignorait pas, puisque l'interdiction est affichée chaque année dans toutes les communes qui bordent le marais de Grandlieu.

L'irréparable se produisit soudain. Une allumette, insuffisamment éteinte, mit le feu aux herbes sèches et se propagea rapidement sous les pattes même du cheval qui était attelé à la charrette que chargeait l'équipe.

En un instant, les flammes se communiquaient aux mulons et avançaient avec rapidité sur plusieurs centaines de mètres, tandis que tous les travailleurs fuyaient devant la terrible menace, emportant râteaux, fourches, paniers, etc., et évacuant les animaux.

Grave sujet d'inquiétude pour les anciens qui se rappelaient qu'en 1893, un incendie avait duré tout le mois de septembre dans le marais et ne s'était éteint qu'avec les premières pluies d'octobre.

Cote 1.18 1.20

UNE LUTTE SANS RÉPIT

Jeudi soir, les pompiers de Nantes, sous les ordres du commandant Baruteau et du lieutenant Augereau, sont restés dans le marais jusqu'à 22 heures 50. A ce moment, le feu paraissant circonscrit, ils décidaient de regagner les casernes Gouzé et de la place François II, tandis qu'une équipe de surveillance, composée des pompiers des localités voisines et des habitants de Saint-Lumine, restait sur les lieux, prête à toute éventualité.

La nuit fut assez calme. Quelques petits foyers découverts furent rapidement éteints. Vendredi matin, voyant que le feu couvait toujours, les gendarmes décidèrent de faire appel à nouveau aux pompiers de Nantes, qui se rendirent à Saint-Lumine vers 9 heures.

Lorsqu'ils arrivèrent, tous les habitants étaient au travail, essayant de sauver dans la plus large mesure possible leurs récoltes en les transportant dans des endroits jugés inaccessibles aux flammes, parce que séparés par des « doues ».

Malheureusement, un cultivateur de Saint-Lumine, M. Pierre Clavier, eut l'imprudence de passer avec sa charrette chargée de pâture dans le pré de la Hucheloup, où le feu couvait toujours. L'herbe, qui traînait sur le sol, prit feu rapidement et en quelques instants, la charrette tout entière flambait. Le cultivateur n'eut que le temps de dételer son cheval.

Devant l'étendue du sinistre, M. Leroy, préfet de la Loire-Inférieure, s'est rendu à Saint-Lumine. Il était accompagné de M. Secheyron, secrétaire général, et du capitaine Persuy, de la caserne de gendarmerie de Nantes. Quant aux pompiers nantais, ils sont rentrés à leur caserne vendredi vers midi, sans avoir eu à intervenir.

Dans la soirée de vendredi, vers 18

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Dans la soirée de vendredi, vers 18 heures, les habitants devaient rappeler les pompiers de Saint-Philbert qui mirent leurs lances en batterie jusqu'à la nuit, en prenant de l'eau dans la « douc » à la limite de la commune de Saint-Mars.

A 22 heures, le chef Le Brun et les gendarmes de Saint-Philbert étaient encore sur les lieux, mais les flammes qui avaient gagné de nouvelles pâtures en direction du lac diminuaient d'intensité. La « prée » de la Canne, soit une étendue de 30 hectares, avait été ravagée par le fléau, ce qui portait à près d'une centaine d'hectares la surface sinistrée dans le marais.

La nuit venue, tout se calma. Mais samedi, de grand matin, tous les hommes valides des alentours étaient au travail, maniant la pelle et la pioche, avec ardeur, pour creuser, le long de Saint-Lumine-de-Coutais, une tranchée de 600 mètres de long destinée à protéger les prés, à enrayer le feu s'il allait reprendre au cours de la journée.

Aussi avec quelle joie les habitants de Saint-Lumine-de-Coutais et des villages environnants, menacés par le feu, n'ont-ils pas vu tomber sur leurs prés les premières gouttes d'eau, dimanche dans la soirée.

La pluie, que l'on attendait vainement depuis quarante-huit heures, est en effet apparue dimanche vers 18 heures. Pluie peu abondante, il est vrai, mais qui a suffi pour éteindre le feu qui couvait depuis plusieurs jours et a écarté provisoirement tout danger.

N'importe, ce sinistre aura causé des préjudices importants à tous les propriétaires et locataires des marais de Grandlieu, dont plus de cent hectares ont été ravagés par cet important sinistre.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

1740 : *un hiver sans fin*

Les jours de grand froid qui ont accompagné la fin d'année nous ont rappelé que l'hiver pouvait être bien marqué en France, sans être exceptionnel. L'année 1740, très froide, ne connut jamais d'été.

Après le « grand hiver » 1709 qu'on rappelle parfois, il faut évoquer le « long hiver » 1740. Historiquement, l'année 1740 ne fut en réalité qu'un hiver ponctué de quelques jours de beau temps. Statistiquement, elle détient deux records : c'est l'année où sous le climat parisien, il gela à glace au moins une fois tous les mois de l'année. C'est aussi l'année qui, depuis trois siècles que nous disposons de relevés de températures, détient la température annuelle la plus basse à 8,4 °C à Paris contre 10,9 °C en moyenne, soit un déficit de 2,5 °C tout au long de l'année).

Le gel prend le 6 janvier 1740. Il est exceptionnel pendant quelques jours et demeure très vif jusqu'au 8 mars, date où se produit un petit dégel. Il gèle ainsi pendant soixante jours consécutifs, les blés restant protégés par une couche de neige suffisante, sauf exception. Puis la gelée reprend dans le courant de mars jusqu'au 24 mai, entrecoupée de faux dégels et c'est à ce moment que les blés ont à souffrir. Il neige abondamment tout au long du mois de mai.

Le retour du beau temps a lieu brusquement le 25 mai, date que tous les observateurs ont relevée dans l'ensemble de la France. Il suscite l'espoir, bien que les bestiaux n'aient à ce moment-là, rien à manger dans les pâtures.

Dans la plupart des vignobles de la moitié nord de la France, la vigne ne commence à fleurir qu'à la saint Jean (24 juin) et on signale de la coulure jusque dans la seconde quinzaine de juillet. En Alsace, la vigne fleurit entre le 25 juillet et le 10 août. Le 1er juillet, d'Argenson, chancelier du duc d'Orléans, écrit dans son journal : « Nous voici en plein été, on fait du feu partout le haut du jour, on a un soleil chaud le matin et le soir, on meurt de froid ». Pendant tout l'été, il ne se passe pas une semaine sans des pluies froides et abondantes. A Versailles, le matin du 4 août, Narbonne, commissaire de police, mesure 7 mm de glace sur un seau d'eau resté dans sa cour. En Bretagne, l'intendant mentionne le gel du sarrasin dans la nuit du 6 au 7 août. Dans de nombreux vignobles, les vignes sont gelées le matin du 11 août et des pluies froides se succèdent sans interruption jusqu'au 24 août, au point que l'archevêque de Paris, sollicité le 16 août par le procureur général, découvre la châsse de sainte Geneviève le 22 août et fait dire les prières accoutumées.



ROGER-VIOLLET

Cette année-là, la récolte des blés a été retardée. A Sedan, les dernières gerbes ont été rentrées le 7 octobre.

La récolte des blés est retardée. En Beauce, les rapports signalent qu'on rentre les dernières gerbes le 18 septembre et la moisson est maigre. A Dammartin-en-Goële (Seine-et-Marne) elle a lieu le 20, et en Normandie, le 24. Le 17 septembre, l'intendant de Soissons signale que les blés sont seulement rentrés à moitié le 3 octobre et celui de Boulogne-sur-Mer mentionne des blés semés en mars encore sur pied. A Sedan, les dernières gerbes sont rentrées le 7 octobre.

Il est temps car la gelée reprend avec force ce même 7 octobre et des chutes de neige sont signalées dans la région parisienne et en Alsace. Les vendanges qu'on avait espéré pouvoir commencer vers la mi-octobre, sont différées. Les seigneurs renoncent à publier des bans et à la fin octobre, laissent les vignerons libres de sauver le raisin qui peut encore l'être. Dans le Comtat Venaissin et en Languedoc, on ne vendange souvent qu'à partir du 17 octobre. A Gignac (Hérault), on relève la date du 25 octobre. Un peu partout, les vendanges, médiocres on le devine, ne s'achèvent que début novembre, sous la neige. Il faut des pilons de bois pour écraser le raisin qui roule sous les pieds des vendangeurs occupés à fouler. Cela donne un vin vert, acide à souhait, qu'on nomme la rocambole, nom de l'ail d'Espagne, tellement il est piquant. Dans les grands châteaux du Médoc, on se contente pudiquement, de parler de vins « défectueux ».

Dès début décembre, des pluies continuelles font monter les rivières qui n'ont jamais été à sec de l'année. Des inondations sont signalées partout. On a calculé qu'elles atteignent presque celles de 1910 à Paris et celles de 1930 dans les pays de la Garonne. Récoltes endommagées, terres à peine labourées, semailles plus que tardives, rien n'épargne les Français qui connaissent la flambée des prix du blé et les grandes mortalités. ■ **Marcel Lachiver**

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Les années 1840 et 1856 sont marquées par des inondations catastrophiques à Lyon.

En 1840, des pluies océaniques diluviennes à la fin du mois d'octobre provoquent une importante inondation. Dans les premiers jours de novembre, les eaux couvrent l'ensemble du bassin de la Saône, renforcées par des orages répétitifs à l'aval et par un très fort vent du sud, alors que le Rhône était en décrue. Les débordements traversent de part en part la presqu'île, pour se jeter dans le Rhône. Des bâtiments au pied de Fourvière s'effondrent. Le quartier de Vaise est noyé sous 3 mètres d'eau et il est entièrement ravagé : plus de 240 maisons écroulées, sans compter les incendies.

L'inondation de 1856 est due à la pluie du printemps. La partie basse de la ville de Lyon est submergée. Le 30 mai, la digue de la Tête d'Or, située en amont de Lyon, cède brutalement et une vague puissante submerge la rive gauche de la cité.
Les quartiers des Brotteaux et de la Guillotière, qui comptaient à cette époque environ 40 000 habitants, sont engloutis. On recensera 18 morts dans la commune de la Guillotière.

Suite aux inondations de 1840, une commission météorologique départementale se met en place. Le docteur Lortet, premier président, désigné, le 15 décembre 1843 par M. Terme, maire de Lyon, a envisagé cette commission, essentiellement philanthropique, après sa grande émotion devant « les effets du cataclysme », pour « annoncer, en temps utile, l'époque d'une crue qui se ferait sentir dans la ville ».



« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Inondation de la Saône, à Lyon : montée des eaux quai Saint-Antoine, vue prise depuis l'immeuble situé à l'angle de la rue du colonel Chambonnet et du quai Tilsitt, en direction du nord, cliché Louis Froissart, 20 mai 1856 - 3Ph617



Document et photos des archives de la ville de Lyon

A Noter, cette vue est prise au mois de mai 1856. Avec 18 victimes et 240 maisons écroulées, Nul doute qu'à l'époque on aurait pu interviewer les Lyonnais, Ils nous auraient dit :

« on n'avait jamais vu ça », comme aujourd'hui, comme hier et comme demain, les mêmes réflexions, mais exploitées aujourd'hui dans le catastrophisme !

Comme on peut le lire p 82, cette catastrophe Lyonnaise a été une opportunité pour améliorer et mieux protéger le site, la même catastrophe aujourd'hui devient une difficulté, « on y peut rien » c'est le réchauffement climatique, sachons réagir et oublier ce catastrophisme ambiant cultivé par une presse au service des écolos du XXIème siècle.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Le jour où le ciel et la Dive

Le 7 juin 1904, en début d'après-midi, de violents orages éclatent dans le nord de la S et ses environs. En cinq heures, ils vont tuer dix-sept fois à Mamers et quatre fois à Sur



Le mardi 7 juin 1904 devait être un jour comme un autre à Mamers, **« charmante ville »** des portes du Perche, dans le nord de la Sarthe ; un jour de semaine, sans kermesse, sans visite officielle, sans compétition sportive. Juste les travaux de la ville et des champs, et les petits rituels du quotidien.

Aujourd'hui, on a appris par *L'Ouest-Éclair* (l'ancêtre d'*Ouest-France*) qu'un violent orage a fait trois morts à Arras (Pas-de-Calais) et que la grêle a aussi détruit toutes les récoltes. Pauvres gens !

À 14 h, tout bascule...

Heureusement que c'est loin, Arras. Y s'rait ben fâcheux qu'un pareil malheur arrive ici, à Mamers, dont les terres céréalières, si généreuses, nourrissent une partie du département... Pourtant, quelques instants plus tard, la paisible sous-préfecture de la Sarthe va vivre un drame au retentissement international resté dans l'histoire sous le nom de « catastrophe de Mamers ».

C'est en début d'après-midi, **« à la surprise générale »**, que tout bascule. **« Vers 14 h, le ciel s'obscurcit et un violent orage éclate,** explique Frédéric Beauchef, actuel maire de Mamers. **Il va durer cinq heures. Les éléments se déchaînent et des trombes d'eau s'abattent sur la ville : 90 millimètres par heure ! »**

Pour bien mesurer l'ampleur du phénomène, il faut savoir qu'un millimètre de pluie équivaut à un litre par mètre carré et que l'on parle de « pluie forte » à partir de 8 mm par heure.

Métamorphosée par les pluies diluviennes, la Dive révèle sa part d'ombre. Comme le Docteur Jekyll devient Mister Hyde, ou Bruce Banner l'incroyable Hulk, l'inoffensive petite rivière se change en torrent monstrueux.

« Courage !
Nous allons vous sauver ! »

« Elle sort de son lit, se répand sur 125 m de large et atteint 4 m de hauteur, détaille le maire. **Les précipitations étaient trop importantes pour que la terre puisse les absorber. De plus, à l'époque, il n'y avait pas d'égouts ni d'évacuation des eaux fluviales. La Dive va tout détruire sur son passage. »**

Au milieu du chaos se révèlent de nombreux héros, auteurs de sauvetages périlleux et spectaculaires. En première ligne, les militaires du 115e d'Infanterie accomplissent de multiples exploits.

Le sauvetage de Mme Lescau et de son bébé est un exemple parmi beaucoup d'autres. Réfugiée au premier étage de sa maison, sentant le parquet craquer sous ses pieds, la jeune maman pense sa dernière heure venue lorsqu'elle aperçoit **« un radeau monté par des soldats »**, raconte *La Charente* du 12 juin. **« Courage ! Nous allons vous sauver ! »** lui crie le lieutenant Antoine. Mais projeté par le courant contre la maison, l'esquif se brise et les soldats tombent à l'eau.

De retour sur la rive, l'officier s'attache une corde autour de la taille et plonge de nouveau dans les eaux en furie, en direction de la maison Lescau. **« *Votre enfant d'abord*, me dit-il,** témoigne la rescapée. **Je lui passai mon enfant, ses hommes le hâlèrent jusqu'à la rive. Une deuxième fois, il se jeta à l'eau. Dix minutes plus tard, j'étais sauvée à mon tour. Au moment où il me reposait sur la rive, notre maison s'écroulait dans un fracas épouvantable. »**

Et puis le ciel s'est apaisé et la lumière est revenue sur le quartier désolé. Les rues des Ormeaux, de Cinq ans, du Fort, de Notre-Dame, le Gué-Galenne... ne sont plus que maisons effondrées, murs éventrés et routes défoncées.**« Les répercussions économiques ont été importantes, parce qu'ici la vie tournait beaucoup autour de la rivière, avec le travail du chanvre, le rouissage et les moulins,** détaille Frédéric Beauchef. **On estime les dommages à un million de francs de l'époque, ce qui représente plus de 400 millions d'euros. »**

Mamers pleure ses dix-sept morts

Il y a des victimes. En cinq heures, les orages ont fait dix-sept morts, âgés de 2 à 80 ans, à Mamers, et quatre à Suré, dans l'Orne. Les dégâts matériels sont considérables et l'activité économique durement frappée. Les récoltes sont fichues et le travail du chanvre mis sur pause.

Les obsèques ont lieu le vendredi 10 juin. **« Mamers est envahi par une foule immense amenée par des tramways et des voitures. Les rues sont décorées d'innombrables drapeaux en berne et voilés de crêpe,** écrit *L'Ouest-Éclair*. **À 11 h, les cercueils sont sortis et placés sur trois chars. Un quatrième porte les**

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Ouest-France
8-9 juin 2024

ont submergé Mamers

arthe
é (Orne).



Après le déluge, les habitants de Mamers et les soldats du 115e Régiment d'infanterie ont déblayé les rues et consolidé les nombreuses bâtisses à demi effondrées. | PHOTO : COLL. PARTICULIÈRE

couronnes. » Entre deux rangs formés par les soldats du 115e, le cortège noir accompagne les cercueils au cimetière où un carré est aménagé ; le « carré des inondés », comme on l'appelle à Mamers.

La France entière compatit au sort des Sarthois et des Ornais. Le drame est national. La solidarité aussi. Le président de la République Émile Loubet montre l'exemple en offrant 1 000 francs aux nécessiteux de Mamers.

L'évêque du Mans, Marie-Prosper Bonfils, ouvre une souscription dans *La semaine des fidèles* et y apporte personnellement 300 francs. À Paris, le Parlement vote **« un secours de 50 000 francs pour les victimes de la catastrophe de Mamers »** tandis que le 24 juin, le conseil municipal de la capitale décide de faire un don de 1 000 francs. Des clubs et des associations d'un peu partout en France se mobilisent également pour récolter des fonds et les envoyer dans la Sarthe.

L'Église et l'État s'écharpent sur le déluge.

En pleine séparation des Églises et de l'État, la catastrophe de Mamers attise les rancœurs et les haines. À Monseigneur Bonfils, qui voit dans ces inondations **« les avertissements de la Providence à une société qui s'obstine à s'éloigner de Dieu »** (*Le National* du 11 juin), les anticléricaux de *L'Ami du peuple socialiste* (mais pas des religieux) répondent que puisque **« Dieu prescrit les lois aux éléments »** alors **« c'est lui qui, dans sa bonté infinie, a commandé l'inondation de la Morge, les éruptions de la Martinique et la catastrophe de Mamers ».**

De l'après-midi tragique du 7 juin 1904, il reste une trace émouvante dans l'église Notre-Dame, où une plaque a été apposée à hauteur de vitrail. Elle indique le niveau atteint par la Dive en furie. Quelques étapes du parcours urbain « Au fil de l'eau » entretiennent aussi la mémoire de ces événements, là où ils se sont produits, il y a 120 ans.

Olivier RENAULT.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Quand les cours d'eau sortent de leur lit

HISTOIRE. Baignée par la Loire et de nombreux cours d'eau et doté d'importantes zones de marais, la Loire-Atlantique est régulièrement touchée par les crues. Mais aucune n'a égalé celle de novembre-décembre 1910.

La vie au bord d'un cours d'eau n'est pas toujours un long fleuve tranquille. L'histoire de la Loire-Atlantique est marquée par des épisodes de crues, plus ou moins intenses. Mais aucune n'a à ce jour atteint les records de la crue de la Loire de novembre-décembre 1910. La fameuse crue centenaire qui aujourd'hui encore occupe les esprits et reste en mémoire grâce aux nombreuses cartes postales qui l'ont documentée.

Une cote de 7,09 mètres à Ancenis le 1er décembre 1910

En cet hiver 1910, le niveau de la Loire atteint un record : 7,09 mètres à Ancenis le 1er décembre. Et un débit de



En décembre 1910, les habitants de Saint-Julien-de-Concelles se rendent à Thouaré-sur-Loire en bateau. Collection privée

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

6 100 m³/s ! L'alerte avait été donnée dès le mois de novembre après les pluies torrentielles qui ont douché la France à l'automne. Sous la pression de l'eau, le 2 décembre, la levée de la Divatte se rompt et le fleuve envahit Saint-Julien-de-Concelles et les vallées alentour.

À Varades, c'est la levée du pont de chemin de fer qui cède. Aucune victime n'est à déplorer mais, dans le vignoble nantais plus de 3 000 personnes sont sinistrées alors qu'à Nantes l'eau occupe les rues où pour circuler il faut emprunter des barques ou des passerelles… L'activité du port, les transports sont paralysés. Dans les quartiers les plus bas il faut évacuer des maisons où l'eau arrive à hauteur des toits et atteint parfois 1,50 mètre de profondeur. De grandes industries, à l'exemple de la biscuiterie Lefèvre-Utile ou des Chantiers de Chantenay doivent fermer temporairement leurs portes, à l'instar de nombreux commerces…

Janvier 1982 : le débit de la Loire est de 6 300 m³/s

Si cette crue du siècle demeure exceptionnelle par son ampleur, elle n'est en revanche pas la première. En remontant dans les archives, l'association de recherche sur la région d'Ancenis (Arra) en a retrouvé deux autres en 1711 où la Loire avait atteint la cote de 7,49 mètres et en juillet 1783 avec une cote de 7,07 mètres. À Nantes, une photo, ou plus exactement un daguerréotype, vendue aux enchères chez Sotheby's en 2000, montre le pont Mauduit lors de la crue de 1843.

De fait les crues sont assez récurrentes : janvier 1843, juin 1856, décembre 1872, février 1904, novembre-décembre 1910, avril 1919, janvier 1936… Le 25 décembre 1952, la Loire monte à 6, 37 mètres. En 1982, elle atteint presque le record de 1910 mais affiche un débit supérieur, à savoir 6 300 m³/s. Les dégâts sont toutefois moindres, du fait des travaux de comblements de l'Erdre et de la Loire au cœur de la cité réalisés à partir des années 20 et du creusement des deux bras principaux qui ont profondément modifié l'écoulement de la Loire vers l'océan. Seules les zones les plus basses restent exposées aux aléas du fleuve.

Quand le marais devient blanc

Mais les riverains de la Loire n'ont pas l'apanage des crues. Ceux de l'Erdre, la Sèvre et la Vilaine sans oublier les zones de marais, nombreux dans le département, connaissent également les affres des débordements intempestifs. En décembre 1965, dans le Pays de Retz, après des pluies diluviennes, le Falleron sort de son lit et vient recouvrir Machecoul où l'usine Gitane est contrainte de fermer. En 1978, en 1988 ou plus récemment en 2018, Machecoul connaît de nouvelles crues qui touchent l'ensemble du Marais breton. Quand le marais se couvre d'eau, les habitants disent qu'il devient blanc. C'est également vrai dans le pays de Redon, le 23 janvier 1995 où le centre Leclerc a été inondé sous 1,50 m d'eau. Ce jour-là, dans l'ensemble du département, 90 maisons furent inondées et 125 personnes évacuées. Ou dans la région de Saffré, fréquemment inondée. En janvier 2024, un septuagénaire avait trouvé la mort en empruntant une route inondée pour aller acheter du pain…

Dominique Bloyet

Les inquiétudes des maires de Loire-Atlantique

Les maires ruraux de Loire-Atlantique saluent, au travers un communiqué, l'intervention des services de la protection civile, des préfectures et des secours « *pour aider les collègues maires dans ces moments compliqués. Sur la brèche jour et nuit, nos collègues élus, maires, adjoints ou simples conseillers n'ont pas forcément les moyens humains et techniques des grandes ou moyennes villes. Tout repose sur leurs frêles épaules.* »

La mise en place de cellules psychologiques

Les maires ruraux de Loire-Atlantique s'inquiètent des conséquences sur la santé mentale de ces évènements vis-à-vis de leurs collègues. Ils demandent « *la mise en place de cellules psychologiques en proximité tant pour les administrés, que pour les élus. C'est un aspect qui n'est absolument pas traité à cet instant. Les principaux intéressés étant dans un déni qui peut avoir des répercussions importantes dans plusieurs semaines voire mois.* »

Les maires ruraux de Loire-Atlantique sont aux côtés de leurs collègues des communes concernées et les assurent de leurs pensées solidaires. Ils s'associent aussi aux démarches entreprises par Joël Marivain, président des maires ruraux du Morbihan et Louis Pautrel, président d'association des maires ruraux d'Ille et Vilaine pour la gestion de cette crise exceptionnelle. « *Une fois l'urgence passée, il conviendra de se réunir ensemble pour étudier les moyens à mettre en œuvre face à ces urgences climatiques qui ne font que commencer.* »

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

1910, crue centennale à Nantes

Les Cartophyles du pays nantais. Notre série s'intéresse, aujourd'hui, à la plus forte inondation que Nantes ait connue.



Nantes inondé (Décembre 1910) – Plus grande crue depuis 1711 – La rue de la Petite-Hollande.

PHOTO : COLLECTION CARTOPHILES DU PAYS NANTAIS

Mars 1414, hivers 1586 et 1650, février 1657 et 1661, février 1711, qui a emporté une partie du pont de Pirmil, 1843, 1872, 1904. La longue liste des inondations majeures, à Nantes, ne s'arrête pas à cette date de 1904. En 1910, Nantes connaîtra une crue pendant laquelle les eaux de la Loire n'ont jamais été aussi hautes. L'œil avisé peut encore visualiser certains repères des crues de 1872 et de 1910 autour de la place du Commerce, du quai de la Fosse, et du quartier des Olivettes.

De nombreuses photos témoignent de la plus forte crue que Nantes ait connu, en 1910. On y voit les secteurs du Commerce, de la Fosse, du quai Duguay-Trouin, Kervégan, des boulevards de Doulon et de Sébastopol, sous les eaux. Cette inondation de 1910, vit la Divatte céder sous le poids de l'eau, provoquant l'inondation de Saint-Julien-de-Concelles, La Chapelle-Basse-Mer et Basse-Goulaine, où elle atteint jusqu'à 3 mètres.

Nous présentons, aujourd'hui, une carte postale illustrant cette fameuse inondation. Le photographe est dos à l'actuel CHU. On aperçoit, au fond, la place du Commerce (immeuble Le Phare). Sur la droite, l'homme qui marche sur la passerelle semble déboucher de la rue Kervégan.

Regardons à gauche ! En 1802, un établissement de bains est implanté à cet endroit. Ces bains seront remplacés par un marché couvert, en 1867 – le marché de la Petite Hollande – où un hémicycle donnait accès à une cale, permettant les livraisons par voie d'eau.

La foule est massée sur le quai de ce marché. Cette foule attend-elle de traverser pour grimper dans le tramway qui surfe sur les eaux du fleuve ? Eh oui, à l'époque, la Loire coulait à l'emplacement de l'allée Brancas, de l'allée de la Bourse. L'eau en moins, cette photo rappelle les scènes de fin de matinée du samedi à l'arrêt Médiathèque du tramway.

Sur le cliché on peut voir les rails du tramway affleurer sous les eaux, mais à un tel niveau d'inondation, qu'en serait-il des rails du tram moderne, aujourd'hui ?

Lundi prochain : Les commerces de l'après bombardement de 1943.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Ces crues qui ont marqué le département

OF 31.01.2025

1910 : une crue historique

De fin novembre à mi-décembre, on remonte les rues de Nantes en bateau, comme en témoignent les photos des archives départementales et municipales. **« La plus grande crue depuis 1711 »,** titrent les cartes postales. Dans le quartier Champ-de-Mars, les habitants naviguent sur une barque. À Varades, la Loire, qui **« berçait ses riverains à la cadence de ses eaux molles, a tout envahi »,** lit-on sur une carte postale. La voie ferrée qui relie Nantes à Paris est **« enlevée par le torrent ».** Le 26 janvier, la Loire atteint 6,34 mètres à Ancenis, envahissant les rues de la basse ville.



Quai Magellan, à Nantes, lors des innondations de 1910. | PHOTO : ARCHIVES VILLE DE NANTES

1936 : Venise à Trentemoult

En janvier 1936, *Ouest-Éclair* évoque des **« pluies incessantes »** dans le département. La Loire déborde. À Trentemoult, une terrasse de café inondée évoque Venise au journaliste. Des habitations sont évacuées. **« 1936 a fini dans la tempête, la pluie et le fracas du tonnerre. Elle n'aura pas commencé mieux, météorologiquement parlant »,** écrit *Ouest-Éclair,* le 2 janvier. Le 9 janvier, on parle d'une crue **« plus formidable et désastreuse que 1910 ».** Le 17 janvier, la situation **« est partout revenue à la normale »,** indique le journal.

1940 : le raz de marée dévastateur

En novembre 1940, un raz de marée sur le littoral ravage une partie de la Loire-inférieure, notamment des habitations à Paimboeuf. Il s'accompagne d'une **« tornade »** qui secoue le département. **« Les quartiers du port de Pornic sont inondés »** et les salines de Batz-sur-Mer sont **« anéanties »,** écrit *Ouest-Éclair.*

LES INONDATIONS

LA DÉCRUE EST GÉNÉRALE A NANTES

En plusieurs endroits, le service de la voirie a pu réduire la longueur des appontements



Nantes, 12 janvier. — (De notre Rédaction.) — Voici le communiqué officiel paru ce matin :

La Loire a baissé très sensiblement dans le courant de la nuit. A 9 heures, le cote de l'échelle du Pont Transbordeur est de 5 m. 70 au lieu de 5 m. 92 hier à 18 heures.

L'Erdre a baissé de 10 cm. environ et la Sèvre de 40 cm. De ce fait, le pont de la Morinière est complètement libre des eaux et partout la situation s'améliore.

Aucun accident ou incident grave à signaler.

Dans le dévrse est maintenant normale à Nantes et depuis le début [illegible] aux quelques [illegible] petits ruisseaux qui [illegible] de temps en temps à se déverser de l'importance. Les cours d'eau se sont [illegible] normalement.

[illegible] l'échelle du Pont Transbordeur marquait la cote de 5 m. 70 hier matin, à 4 heures; 5 m. 62 à 10 h.; 5 m. 03 à midi; au lieu de 5 m. 92 ce matin. Dans la journée, la [illegible] avec encore accentuer d'une façon sensible. Dans les parties des basses [illegible] aucune inondation ne pourrait la nuit pour nous dire à ce sujet.

RUE MATHURIN-BRISSONNEAU

Dans ce quartier du [illegible] est la seule rue encore recouverte par [illegible] eaux.

Une barque y effectue encore le service des passants.

Cependant, la hauteur de l'eau, pre-

En janvier 1936, Ouest-Éclair à Nantes évoque une décrue générale. | PHOTO : ARCHIVES

1982 : une crue spectaculaire à Ancenis

À Noël 1982, Ancenis connaît une crue spectaculaire, après un mois particulièrement pluvieux. Les riverains des bords de Loire ont appris à vivre avec les inondations et s'adaptent. **« C'est une année hydrologique remarquable dans tout le bassin de la Loire »,** indiquent les archives du ministère du Développement durable. Les débits de cette crue sont supérieurs à ceux de 1910, même si la cote de l'inondation reste inférieure de près de deux mètres.

1995 : scénario semblable à 2025

Janvier 1995 ressemble cruellement à 2025. La dépression venue de Bretagne fait tomber, en trois jours, l'équivalent d'un mois de pluie et tous les cours d'eau sont en crue. À Saint-Nicolas-de-Redon, tous les magasins le long de la digue sont inondés. Le magasin Leclerc est noyé, les chariots sont sous l'eau. Les dégâts sont considérables. À Nantes, un bateau-discothèque, le Sir James club, coule en quelques minutes, quai de la Fosse, à cause des vagues de la Loire. Des habitants sont évacués à Clisson et autour de Guéméné-Penfao.

Vanessa RIPOCHE.

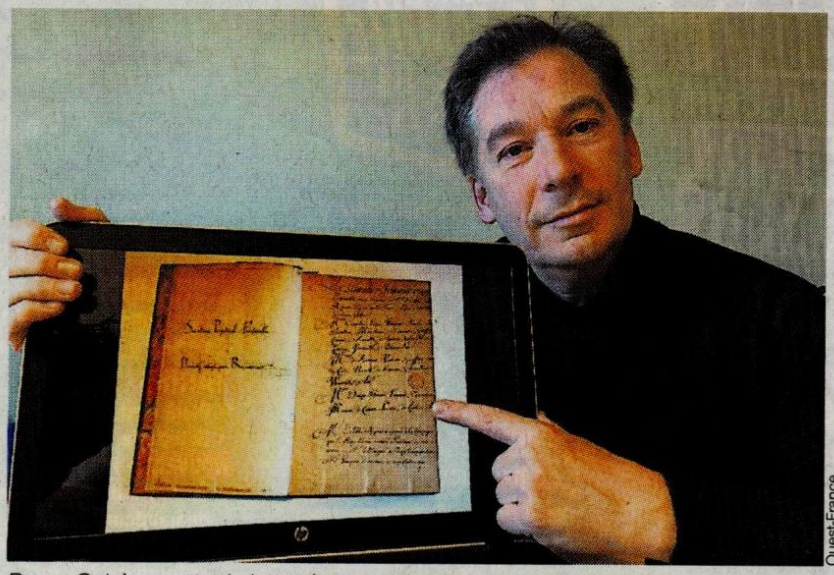
« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

L'HISTOIRE OF du Samedi 4 avril 2019

Tonnerre de Brest : un énorme orage de 1718

Boum ! Le canon qui sonne pour signaler l'évasion d'un bagnard ? Ou pour marquer les horaires de l'arsenal ? **« Billevesées »,** répondrait le capitaine Haddock, grand amateur du **« tonnerre de Brest ! »** Car sa célèbre expression aurait une tout autre origine, découverte par Bruno Calvès, journaliste et historien brestois.

Il faut remonter à la nuit du 14 au 15 avril 1718. Vers 4 h du matin, la foudre tombe quasi simultanément, de Concarneau à Saint-Pol-de-Léon, dans le Finistère. **« Vingt-quatre clochers sont frappés,** raconte Bruno Calvès. **Dont celui de l'église de Gouesnou, près de Brest. »** Trois sonneurs de cloches trépassent.



Ouest-France

Bruno Calvès montre la lettre évoquant le gigantesque orage finistérien de 1718.

Dans *L'Ouest-Éclair* en 1924

Cet événement hors norme attire l'attention d'un jeune commissaire de la Marine. André-François Boureau-Deslandes, également savant, enquête sur cet orage dès les jours suivants. Dans une lettre à l'Académie royale des sciences, il décrit le phénomène : **« Trois coups de tonnerre les plus horribles que j'aie jamais entendus. Personne ne se trouva exempt de la peur. »**

Cette lettre a disparu. Mais sa lecture en séance de l'Académie, le 11 janvier 1719, a fait l'objet d'un PV. C'est ce document qu'a exhumé Bruno Calvès aux archives de l'Institut de France. Avant de publier ses conclusions dans la revue *L'Histoire*.

« L'expression « tonnerre de Brest » naît alors dans les milieux scientifiques parisiens, qui découvrent l'électricité, la foudre, et les moyens de s'en protéger », explique-t-il. En 1835, elle est couchée sur le papier une première fois dans *Une Apostasie* d'Émile de Lacombe. La presse s'en empare aussi. Comme *L'Ouest-Éclair,* en 1924, quand un homme meurt foudroyé par le « tonnerre de Brest » à Lambézellec.

À l'inverse, les références au bagne ou aux horaires à l'arsenal sont beaucoup plus récentes. Bruno Calvès en a retrouvé la trace en 1935 pour la première ; en 1938 pour le second. Quant à Hergé, il le fait prononcer pour la première fois à l'orageux capitaine Haddock dans *l'Étoile mystérieuse*. En 1942 « seulement », tonnerre de Brest !

Olivier PAULY.

_LTN

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

En 1976, une sécheresse venue de loin

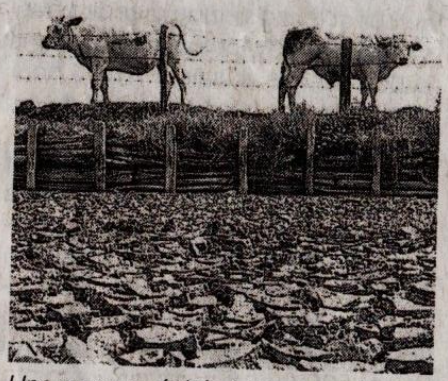
Il y a quarante-six ans, la France connaissait l'une des pires sécheresses de son histoire récente. Particulièrement virulente dans l'Ouest, celle-ci a pris racine dès l'hiver précédent.

Des températures qui s'envolent, des feux de forêts massifs et des agriculteurs angoissés par des terres devenues affreusement sèches. Avant d'être celui de l'été 2022, ce tableau a été celui de l'été 1976, au cours duquel la moitié nord de la France fut touchée par une sécheresse qui, à l'époque, est l'une des plus sévères de son histoire. L'une des plus marquantes, aussi.

Comme le rappelait alors l'ancêtre de Météo France, si l'épisode a été si brutal, c'est parce qu'il prend racine dès **« la première décade de décembre »** 1975.

« La France qui a soif »

Particulièrement sec, le dernier mois de 1975 a, en effet, commencé à creuser un déficit pluviométrique



Une mare asséchée à Semur-en-Vallon (Sarthe), le 14 juin 1976. | PHOTO : STF / AFP

que la suite de l'hiver et le printemps ne permettront pas de combler. La faute à ces anticyclones qui, campés en mer du Nord et sur les îles britanniques, dévient vers le Nord les précieuses perturbations venues de l'Atlantique.

Privés de pluie, les sols s'assèchent à vue d'œil, et l'inquiétude grandit. Début mai, alors que l'Ouest voit déjà le mercure frôler les 30 °C, les journaux évoquent la **« France qui a soif »**. D'autres préviennent : **« S'il ne pleut pas d'ici une quinzaine de jours, la situation deviendra particulièrement grave. »**

De fait, elle va le devenir. En juin, la chaleur se fait de plus en plus prégnante. Et les précipitations sont toujours aussi rares. **« Juin a été, pour les 4/5e du territoire, l'un des plus secs des dernières décennies, les précipitations ayant été pratiquement inexistantes »**, résume, à l'époque, la météorologie nationale. Juillet sera du même tonneau, ou presque.

Accablés de chaleur, les cours d'eau finissent donc de s'assécher. **« La Loire a des cotes correspondantes à celle d'un mois d'août »**, écrit *Ouest-France*, dès le 14 juin.

Sevrés d'eau, les agriculteurs tirent la langue : les récoltes sont largement insuffisantes et le bétail manque de fourrage. Mi-juin, le gouvernement de Jacques Chirac lance un premier plan d'aide et, quelques jours plus tard, l'armée est mobilisée pour transporter du fourrage du Sud vers le Nord. Mais, à la fin de l'été, un « impôt sécheresse » doit être levé pour compléter le dispositif.

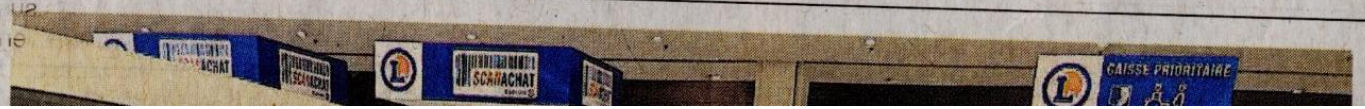
Quelques semaines plus tard, la pluie revient, enfin, et met un terme à la sécheresse. Mais son souvenir, lui, restera longtemps dans les esprits.

Maxime MAINGUET.

La France en bref

Mobilisation de producteurs laitiers pour dénoncer des prix trop faibles

Plusieurs dizaines de producteurs



« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Saint-Philbert-de-Grandlieu

1983

UN PONT SUR LE CANAL DE DÉRIVATION

Les inondations ne seront plus qu'un mauvais souvenir pour les habitants des Guittières et des Bresses

VUE EN PLAN

DALLE B.P

31 janvier 1980, 27 mars 1980, 11 janvier 1982, 22 décembre 1982, 10 avril 1983, 12 janvier 1987, des dates qui resteront à jamais gravées dans les mémoires des Philibertins et notamment des résidents des quartiers des Guittières et des Bresses puisqu'elles marquent la montée des eaux qui se sont traduites par les inondations de ces zones dites « sensibles ».

Les fréquents débordements de la Boulogne résultent de plusieurs facteurs : un important bassin versant une pente très faible, un niveau d'eau élevé dans le lac et un rétrécissement du lit au niveau du pont de pierre. Afin d'en réduire les conséquences dramatiques, un important aménagement hydraulique a été programmé et commence à se concrétiser sur le territoire philibertin.

Le nouveau pont qui enjambera le canal de dérivation, d'un coût d'environ deux millions de francs financé par le département, verra sa construction débuter début décembre. A ce jour, les travaux de déplacements des réseaux ont commencé. La réalisation de l'ensemble du pont se fera sur cinq à six mois et, entraînera fatalement quelques contraintes pour les véhicules qui seront déviés durant toute cette période.

Le cancer : prévenir, accompagner et guérir

Une soirée débat sur ce thème aura lieu vendredi 18 à 20 h 30

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

INONDATIONS

Des dégâts limités sur le secteur

3/2/95 C.P

Suite aux fortes pluies de la semaine dernière, le lac de Grand Lieu a fait plus que le plein ; et la Boulogne déborde. Mais sur le secteur, les dégâts sont relativement limités. A St Philbert, le quartier des Bresses est devenu le point sensible ; les bureaux de l'Euipement et le centre des sapeurs-pompiers sont aux premières loges. Deux maisons ont dû être évacuées. L'allée des Chevrets a été recouverte par les eaux, nécessitant durant une semaine la fermeture du complexe sportif philibertin. La route des Guittières a été coupée à deux endroits, mais aucune des maisons n'a eu à souffrir des inondations.

A Passay, sur les bords du lac, l'inquiétude était grandissante, dimanche, le port d'hiver affichait la cote de 3,83 (en 88, la cote était montée jusqu'à 3,93). La place des Arrouys était entièrement recouverte par les eaux.

Mais le temps relativement clément des journees de lundi et mardi, a permis de constater un peu partout, l'amorce d'une décrue.



Les curieux pataugent allée des Chevrets

1936 Pour de rire

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

SAINT-PHILBERT DE GRAN

Des intempéries précoces et gênantes

Le camping sous l'eau! 7/10/99. C.P.R



Le camping philibertin situé sur les rives de la Boulogne était complètement innondé le 30 septembre dernier...date de sa fermeture annuelle! 1999

De mémoire de vieux Philibertins, on a rarement vu le camping entièrement sous l'eau un 30 septembre. Les pluies incessantes depuis près de deux semaines ont provoqué le débordement de la rivière La Boulogne avec une cote atteignant jeudi les 3 mètres. Mais sur Saint-Philbert, aucune voie n'a été coupée et aucune maison innondée. Dès le lendemain, le niveau d'eau baissait, les marais de Grand Lieu s'étaient rouverts et avaient absorbés une bonne partie de l'excédent d'eau de la rivière. Au niveau de la viticulture, la dernière semaine fut difficile, mais globalement les vendanges étaient terminées au 28 septembre. La situation la plus délicate est sans conteste celle des agriculteurs. L'ensilage de maïs est entièrement stoppé, sur le secteur seulement 1/3 des surfaces sont ramassées. A la Cuma philibertine, il reste 500 hectares à ensiler. Les ensileuses, mais surtout les tracteurs avec les remorques ne peuvent plus passer sur les terres. Quand au maïs grain, il semble moins en perdition, des engins chenillés pourront éventuellement le récolter, mais sa conservation n'en sera pas facilitée. Des inquiétudes naissent également du côté des labours, cette période pluvieuse qui a un bon mois d'avance sur le calendrier rend pour l'instant impossible le labour des terrains pour les semis de blé qui devront intervenir entre le 15 octobre et le 15 novembre. L'annonce d'une période plus froide et moins pluvieuse tend à offrir un peu d'espoir aux agriculteurs pour qu'ils puissent poursuivre leurs travaux dans les champs.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Communauté de communes de Grandlieu

28 DEC. 2000

La taxe professionnelle unique adoptée

Les élus de la communauté de communes de Grandlieu ont voté à la majorité la mise en place de la taxe professionnelle unique au 1er janvier 2001 avec une période d'unification des taux sur huit années. Autre sujet sensible du moment, la loi Littoral qui vient faire des vagues sur Grandlieu...



Michel Goux, président de la communauté de communes, a mené avec dextérité le lourd dossier de l'extension des compétences et de la TPU

Le Courrier du pays de Retz

11 JANVIER 2001

Cérémonie des voeux à Saint-Philbert

Michel Lepri tire sa révérence

Vendredi soir, pour des raisons d'inondation de 3,90 à 22H chaussée, c'est la salle de l'Abbatiale, légèrement étroite pour la circonstance, qui accueillait la cérémonie des voeux du nouveau millénaire. La dernière pour Michel Lepri en tant qu'élu.



Cette cérémonie des voeux a été pour Michel Lepri l'occasion de redire sa manière de percevoir l'action d'un élu et ses souhaits pour Saint-Philbert

Lors de la cérémonie des voeux, Yvonnick Gilet, 1er adjoint, a ouvert t la soirée avec une rétrospective des évènements de l'année. A retenir l'évolution modérée de Saint-Philbert, comparativement aux communes voisines, avec quatre vingt dix-huit constructions neuves autorisées contre quatre vingts en 1999.
Un dynamisme qui pourrait bien être contrarié, sans la détermination des élus du secteur à s'opposer à la mise en application d'un large périmètre de protection qui vient d'être défini dans le cadre de la loi littoral de 1986. Une rencontre à la préfecture est prévue dans les jours à venir.

La loi Littoral

A leur grande surprise, les élus de Grandlieu viennent d'apprendre que la loi Littoral de 1986 refait surface, avec la mise en place d'un large périmètre de protection autour de Grandlieu. Le dossier de la nouvelle piscine de Saint-Philbert dont la construction est prévue sur les bords de La Boulogne est concerné. Les élus souhaitent faire entendre rapidement leurs revendications. Les maires concernés ont pris rendez-vous en préfecture, le 11 janvier prochain. Le dossier piscine suit cependant son cours. Le conseil a décidé pour l'instant de soustraire de l'appel d'offres la tranche conditionnelle de l'espace de rémise en forme.

(1) Le Bignon 9,08 %, La Chevrolière 15,6 %, Geneston 8,5 %, La Limouzinière 6,33 %, Montbert 9,05 %, Pont-Saint-Martin 15,83%, Saint-Colomban 8,69 %, Saint-Lumine de Coutais 6,41 % et Saint-Philbert de Grandlieu 20,50 %.

Ouest-France
Vendredi 12 janvier 2001

Loi littoral : les élus du lac rencontrent la préfecture

Nicole Klein, secrétaire générale de la préfecture, a, hier après-midi, visité plusieurs sites philibertins. Devant les maires et élus du pourtour du lac, elle a évoqué la loi littoral.

Yvonnick Gilet, premier adjoint au maire, a qualifié de « très bonne » la rencontre avec Mme Klein. « Nous avons beaucoup de chemin à faire, mais la secrétaire générale a bien noté nos préoccupations ».

Durant son déplacement, en compagnie des élus et des représentants de l'État (la Diren, l'Équipement...), la secrétaire générale a visité le lotissement de la Croix : la rue de Joinville, Tournebride (à La Chevrolière) et le site projeté de la future piscine intercommunale.

La visite de ces sites avait pour objet de montrer au sous-préfet qu'on pouvait à la fois préserver le paysage, l'eau du lac et maintenir des activités. La proposition de tracé de protection du lac de Grand-Lieu, à la lumière de la loi littoral, était à l'ordre du jour. Les communes, dans peu de temps, seront sollicitées pour le commenter et éventuellement proposer de le modifier.

Une réunion de travail a été envisagée, à l'issue de la réunion, après les élections municipales. D'ici là, en lien avec les services de l'Équipement et de la préfecture, une concertation se déroulera sur la question du site de la future piscine. Site qui, de toute façon, aura pour cadre la commune de Saint-Philbert-de-Grandlieu.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

SAINT-MARS-DE-COUTAIS

CRUES. Des routes inondées, mais pas fermées



La rue du tenu (en haut) et la route près du village de la Berderie (en bas) ont été inondées en ce début février 2021.

Les nombreuses précipitations de janvier ont favorisé les crues hivernales des rivières et des cours d'eau. Le Tenu et le Lac de Grand Lieu, qui bordent la commune de Saint-Mars de Coutais, n'y ont pas échappé et certaines routes ont été recouvertes par les eaux, obligeant les services compétents à signaler ces inondations. Pour le Tenu, c'est la rue du Tenu, qui a été coupée près du parc des platanes, obligeant quelques riverains à changer leurs habitudes au niveau de la circulation ou du stationnement.

Pour la route longeant les marais du Lac de Grand Lieu, du village de Grand Lieu à celui de La Berderie, la route était inondée à plusieurs niveaux. Cette route fait partie du circuit de la randonnée vélo du Département intitulé « Vélo et fromage : de Saint-Mars de Coutais à Machecoul ». Des travaux de renforcement des berges et des fossés avaient été effectués en 2020, ce qui devrait permettre un retour à la normale plus rapidement, en fonction de la pluviométrie à venir.

Le jeu de boules situé à l'entrée de la levée du platane, près de cette route, a été épargné par la montée des eaux. Par contre, son accès, en bas du terrain, ne pouvant se faire qu'avec des cuissardes, l'aire de jeu est laissée au repos en attendant les beaux jours.

Au niveau de la route départementale RD264 entre Saint-Mars et Bouaye, l'eau ayant débordé sur une seule voie en deux ou trois endroits au niveau de la chaussée, juste avant le pont, la circulation est restée ouverte avec la mise en place de quelques chicanes. Le détour par Port-Saint-Père a pour l'instant été évité, à la grande satisfaction des nombreux usagers de cette route allant vers l'agglomération nantaise.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

20 février 2026 ouest-france

SAINT-LUMINE-DE-COUTAIS



L'accès au village de Malsaine est empêché, la Luminoise y demeurant retient l'attention de la municipalité. | PHOTO : OUEST-FRANCE

L'eau déborde sur les routes, l'accès aux maisons se complique

Reportage

Depuis le mois de janvier, l'eau du lac de Grand-Lieu ne cesse de s'étendre. S'il est habituel qu'elle recouvre les prairies de marais inondables, le fait qu'elle déborde sur la voie publique pose des soucis.

Au port, le grand canal est submergé, laissant les barques ancrées au pied des peupliers d'eau inondés. Non loin, une partie du terrain de football et son parking ont en partie disparu sous le débordement des prairies de marais. Celles du Bas-Fief sont d'ailleurs recouvertes : l'eau, sur une longueur de 200 m et une hauteur de 50 cm, y recouvre la route.

« Restons vigilants »

La ferme du Bas-Fief, non immergée, est accessible par tracteur. *« Si le laitier est passé avec son camion, ce matin, j'ai laissé mon véhicule de société près de l'aire de pique-nique et j'y transfère mes produits à vendre avec mon tracteur »*, confie Pascal Falchi, exploitant éleveur de vaches laitières et fromager. *« Avec les bas-côtés inondés et le sol détrempé, la conduite devient risquée. »*

Certains habitants, venus observer l'étendue d'eau, font remarquer : *« Nous suivons l'évolution de la crue sur le site du syndicat Grand-Lieu estuaire. La hauteur du lac se maintient, l'onde de crue pourrait nous faire dépasser les 4 m. Nous restons vigilants. »*

L'accès à une maison rendu difficile

« À surveiller », souligne les élus venus examiner la situation. Au village de Malsaine, l'eau coupe la route à quelques mètres de la station d'épuration et rend l'accès difficile à une maison. *« L'habitante, une Luminoise de naissance, n'est pas inquiète, même si sa maison est entourée d'eau, il n'y en a pas dedans. Nous veillons sur elle,* indiquent les élus. *Les équipements de stations d'épuration sont surélevés, donc hors d'eau, seuls les tout derniers bassins de décantation, avec les roseaux, pourraient être impactés, mais à ce stade du processus, le principal de l'épuration est fait. »*



Si le terrain de football est inondé, les vestiaires sont hors d'eau | PHOTO : OUEST-FRANCE

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

LE COURRIER DU PAYS DE RETZ
VENDREDI 20 FÉVRIER 2026



Une maison derrière la place des Harrouys, toujours à Passay.

INONDATIONS. Au bord du lac de Grand Lieu, deux villages inondés

LA CHEVROLIÈRE

La commune lacustre de La Chevrolière n'est pas épargnée par la montée des eaux, notamment à Tréjet au bord de l'Ognon, et Passay sur les rives du lac de Grand Lieu. **« Face à cette situation exceptionnelle, la vigilance est de mise »**, a alerté, mercredi 18 février, le maire Johann Boblin, notamment pour toutes les habitations situées à proximité du réseau hydraulique.

En raison des marées et de la charge de la Loire, le débit en sortie du lac n'est pas à son maximum. Après le répit pluviométrique du mardi 17 février, de fortes pluies étaient annoncées les jours suivants.

Les habitants concernés par les inondations sont surtout situés sur les villages de Passay et de Tréjet. Après une semaine où les dépressions se sont succédé, avec un cumul de 108,5 mm sur Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, les niveaux d'eau ont fortement augmenté.

La côte historique atteinte ?

L'onde de crue se situait ce mercredi 18 février sur le lac de Grand Lieu. **« Malgré l'ouverture complète des vannes de l'écluse, le lac a poursuivi sa montée et atteignait 3,79 m ce mercredi matin** (et a même cote le lendemain, jeudi matin, NDLR), **soit 83 cm de plus en une semaine »**, indique le maire.

Pour mémoire, la côte historique de 1995 sur le lac était de 3,83 m et celle de 1988 de 3,93 m. Mais la saturation du milieu naturel devrait générer à nouveau une montée du lac jusqu'à la fin de semaine. Les niveaux d'eau sur la vallée de l'Acheneau sont également très élevés, ainsi que le ruisseau de l'Ognon. Tous les ouvrages de gestion sont ouverts au maximum. Les prévisions météorologiques pour les prochains jours laissent présager une nouvelle onde de crue sur les bassins-versants et risquent d'engendrer de nouveaux désagréments hydrauliques.

Les services techniques en alerte

La Ville a déjà livré une trentaine de sacs de sable et une trentaine de parpaings pour protéger le mobilier de plusieurs habitations.

Les équipes interviennent aussi pour aider les personnes seules à se protéger, à surélever leurs meubles ou appareils électroménagers. **« Il reste des stocks de sacs de sable et de parpaings. Nous allons les compléter pour les besoins de ces prochains jours »**, souligne Johann Boblin.

Les habitants sont invités à appeler à l'accueil de la mairie en cas de situation critique ou de besoin de ces matériaux.



La place des pêcheurs à Passay engloutie par les eaux.

→ Plusieurs maisons inaccessibles à Machecoul

La situation reste tendue dans le Marais breton. **« Plusieurs maisons sont désormais inaccessibles, les habitants vont devoir attendre pour rentrer chez eux »**, commente le maire de Machecoul-Saint-Même, Laurent Robin. Cela concerne des habitations à La Pouarne et à La Retraite, vers la route de Bouin cernée par les eaux. La commune a proposé des hébergements d'urgence, **« mais les habitants ont souhaité se débrouiller par eux-mêmes, ils ont malheureusement l'habitude de ce type de difficultés »**.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Suite de l'article de la page 96

Des images impressionnantes



Rue du Tenu, à Saint-Mars-de-Coutais.



Une rue coupée, à Vue.

Ouest-France
26 janvier 1995

Les inondations dans le Pays de Retz

Le lac de Grandlieu était hier à 3,70 m

La cote du lac de Grandlieu atteignait hier mercredi 3,70 m. Cela n'est pas arrivé depuis 1988. Conséquence, la route qui mène de St-Mars-de-Coutais a été déviée par Port-St-Père.



La circulation était délicate hier après-midi sur la chaussée de Bouaye à Saint-Mars-de-Coutais.

Comme on dit dans le Pays de Retz lorsque les marais disparaissent sous les eaux : « Le marais est blanc ». Spectacle habituel chaque hiver mais qui, cette année, s'est accentué avec les fortes précipitations de ces derniers jours. Dimanche dernier encore, la situation était somme toute relativement normale. Certes, toutes les rivières débordaient largement et c'était particulièrement visible sur les rives de la Boulogne à Saint-Philbert-de-Grandlieu. Mais rien de dramatique.

Certes, le lac dépassait d'un bon demi-mètre sa cote de saison. « **Mais, depuis mardi soir,** précisait hier après-midi, Mme Robion, depuis la maison du pêcheur à Passay, **il est monté de 18 centimètres pour atteindre 3,70 m. Cela fait des années, depuis 1988, que la cote n'était pas aussi haute** ».

Conséquence : La chaussée qui mène de Bouaye à Saint-Mars-de-Coutais a dû être déviée par Port-Saint-Père, même si hier après-midi, des voitures bravaient l'interdiction de passage.

Même situation à Rouans où la chaussée qui va à Messan était complètement recouverte par les eaux, les Rouansais espérant quand même ne pas être obligés de faire le tour par Vue pour gagner la route de Nantes.

A Port-Saint-Père, les rives de l'Acheneau disparaissent, elle aussi, sous l'eau et les terrains de sports sont plus propices à water-polo qu'au foot-ball. Bref que d'eau, que d'eau.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Catastrophe naturelle

Cinq communes du pays de Retz reconnues après les crues

L'état de catastrophe naturelle a été reconnu pour 26 communes de Loire-Atlantique après les fortes crues de février. Un arrêté du 3 mars publié au Journal Officiel liste notamment La Chevrolière, Frossay, Saint-Aignan-de-Grand-Lieu, Saint-Brevin-les-Pins et Saint-Philbert-de-Grand-Lieu. Les habitants disposent de 30 jours pour déposer un dossier auprès de leur assureur, contre 5 jours ouvrés en temps normal, avec une franchise fixée à 380 €. Pour les particuliers, cette reconnaissance de catastrophe naturelle facilitera les indemnisations et accélérera le versement, avec un délai maximal de trois mois après l'arrêté, variable selon les préjudices.



Lors de la crue du Tenu à Saint-Mars-de-Coutais, commune non retenue dans la liste.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Inondations

A Machecoul

Plusieurs routes inondées

le Courrier du pays de Retz
l'hebdomadaire du Sud-Loire
11 JANV. 2001

Lundi 6 novembre, les Machecoulais se souviennent des nombreux quartiers inondés de la ville.
Suite aux pluies diluviennes du jeudi 4 au vendredi 5 janvier, de nouveau, le Falleron et le canal débordent, inondant les sous-sols. Conséquence, des rues sont interdites à la circulation.
De nouveau, la Rabine et le terrain de camping sont entièrement sous l'eau. Même l'accès à l'Espace aquatique est devenu difficile.
Toute la journée du vendredi 5 janvier, le niveau de l'eau n'a cessé de monter : 6,64 m relevés à la station de pompage de la Pommeraie, un record.
Les pompiers ont été appelés pour vider quelques sous-sol.



Le boulevard de Grandmaison transformé en voie d'eau; heureusement, les trois établissements scolaires sont déserts.



Les pompiers à l'oeuvre pour vider un sous-sol, boulevard du Canal.



Sous les platanes et place de l'Europe, on ne peut plus circuler; indifférents, quelques bovins se résignent

Saint-Philbert-de-Grand-Lieu

Le lac de Grandlieu et l'Acheneau sont grossis par les pluies

Les pluies qui tombent sur des sols détrempés, ruissellent rapidement. Du coup, le lac de Grandlieu et l'Acheneau sont gros. À des niveaux encore bien supérieurs à la normale.

Il a encore beaucoup plu en janvier : 211 mm à Saint-Même-le-Tenu ; 224 mm à Rouans (Buzay). Soit deux fois la pluviométrie moyenne du même mois. Depuis octobre, en quatre mois et demi, il est tombé autant d'eau, en moyenne, qu'en un an. **« Les marais n'ont pas cessé d'être inondés »**, se navre Hervé de Villepin, le patron de l'hydraulique du sud-Loire.

Pas étonnant, dès lors, que les cours d'eau soient hauts. En janvier, d'après la Compagnie d'exploitation des ports, le niveau du lac de Grandlieu, à Buzay, n'a été au-dessous des 3 m que pendant une semaine. Le reste du temps, il a fluctué au-dessus de cette barre et jusqu'à 3,45 m. Le niveau normal, à cette période, atteint généralement les 2,50 m. Hier, le lac cotait à 3,17 m.

La rivière l'Acheneau, l'exécutoire de Grandlieu, est elle aussi très grosse. Alors qu'en temps normal, son niveau atteint 4,20 m à Bouaye, hier, la cote était à 5,50 m. Ce dernier niveau ayant été, grosso modo, celui constaté, en moyenne, en janvier.

Gros coefficients de marées

Le retour des pluies a arrêté la baisse de l'eau. **« Jusqu'à la semaine dernière, le lac perdait 3 cm par jour »**, explique M. de Villepin. Le directeur de la Compagnie d'exploitation des ports, qui soufflait depuis la crue de la première décade de janvier, scrute à nouveau le ciel et surveille les coefficients de marées.

Il sait qu'à partir de jeudi et jusqu'à dimanche (coefficients de 105 à 111), les écoulements du Falleron, au port du Collet, seront contraints par les fortes marées. Par contre, en Loire, le phénomène, en retirant la mer au loin, va faciliter l'écoulement de l'Acheneau. Hervé de Villepin espère donc l'arrêt des pluies, ou tout du moins des précipitations modestes. **« On a besoin de soleil »**, avoue-t-il. Sinon, les cours d'eau **« vont remonter très vite »**. Entraînant dans leur sillage des risques d'inondation des points bas : routes et même maisons d'habitation. Mais gardons la tête froide et espérons : malgré des niveaux d'eau élevés, la situation n'est pas encore préoccupante. Comme il y a tout juste un mois...

Gaspard NORRITO.

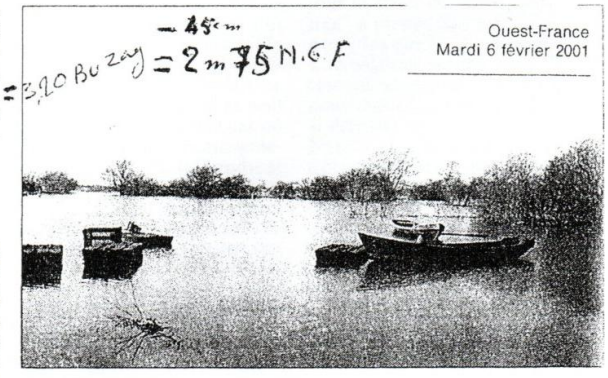


Photo du lac à Passay. Le lac cotait hier à 3,17 m à Bouaye.

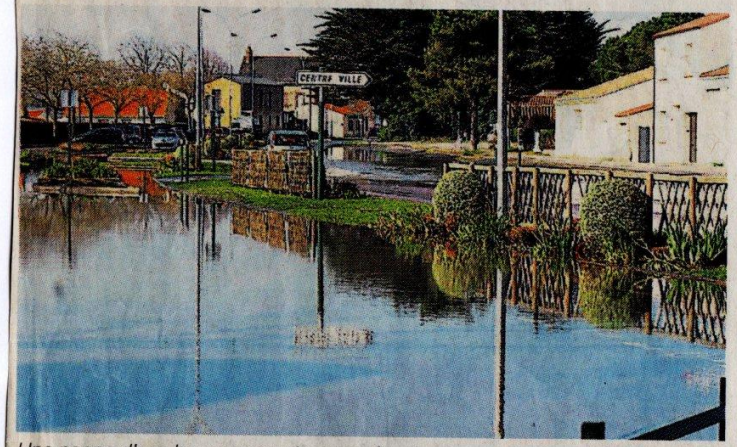
« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Machecoul-Saint-Même

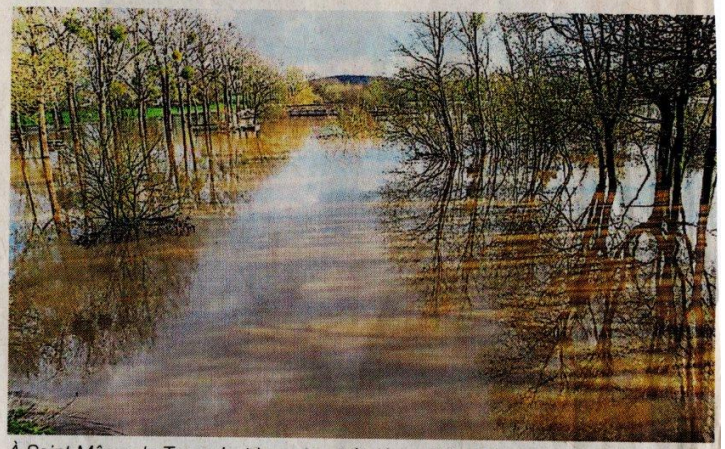
il y a 50 ans P.12 2003 a 2005

La crue de jeudi dernier est qualifiée de décennale

Après le débordement important du Falleron et du Tenu, les élus de la commune se sont réunis pour prendre des mesures dans le cadre de la prévention des risques.



Une nappe d'eau heureusement peu profonde a momentanément interrompu la circulation sur le boulevard de Grandmaison.

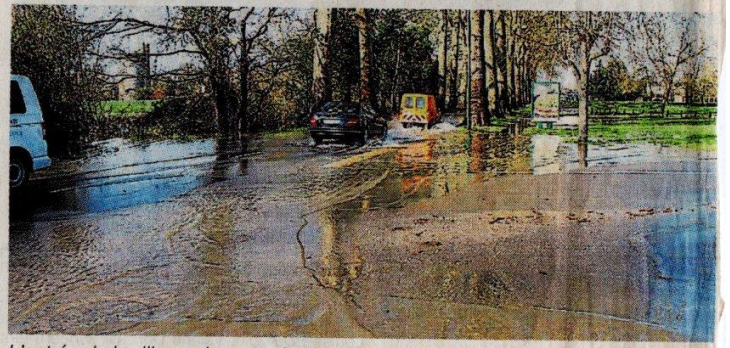


À Saint-Même, le Tenu s'est largement étalé sur l'aire de loisirs et dans les prés.

Jeudi dernier 25 février, une nouvelle fois, le Falleron et le Tenu ont débordé et plusieurs routes et rues ont été momentanément interdites à la circulation. Des caves et des sous-sols ont été inondés ainsi que le local technique de la piscine. L'aire de loisirs de Saint-Même et le terrain de camping de Machecoul ont été submergés. À Machecoul, des quartiers depuis longtemps épargnés ont cette fois été touchés. Hervé de Villepin conserve des relevés depuis 1987 : **« Il faut remonter aux crues de 1988 et 1994 pour trouver ce niveau d'eau. »**

Peu de dégâts importants ont été signalés.

Toutefois, lundi dernier, le maire Didier Favreau, le maire délégué Hervé de Villepin et plusieurs adjoints ont tenu à analyser cette crue qualifiée de décennale pour en tirer des informations et prendre des mesures dans le cadre de la prévention des risques. Ils comptent mettre cette crue à profit pour vérifier ou remettre en question le bien-fondé de certaines interdictions de construire imposées par les services de l'État.



L'entrée de la ville par la route de Nantes a été submergée.

Inondations : la municipalité lance une étude sur le réseau pluvial

Entretien

Didier Favreau, maire de la

peut bloquer des accès importants, comme le boulevard de Grandmaison qui dessert trois établissements



« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite



Une nappe d'eau heureusement peu profonde a momentanément interrompu la circulation sur le boulevard de Grandmaison.

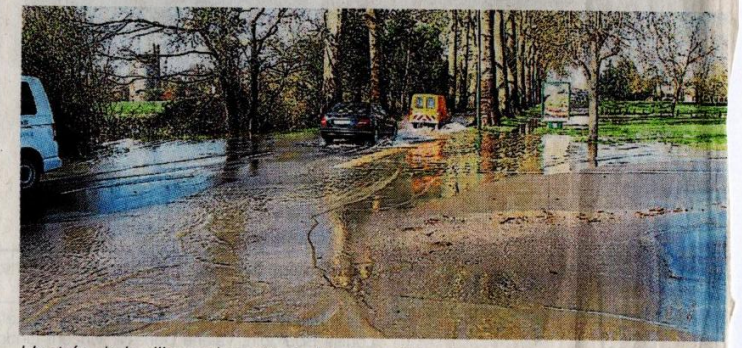


À Saint-Même, le Tenu s'est largement étalé sur l'aire de loisirs et dans les prés.

Jeudi dernier 25 février, une nouvelle fois, le Falleron et le Tenu ont débordé et plusieurs routes et rues ont été momentanément interdites à la circulation. Des caves et des sous-sols ont été inondés ainsi que le local technique de la piscine. L'aire de loisirs de Saint-Même et le terrain de camping de Machecoul ont été submergés. À Machecoul, des quartiers depuis longtemps épargnés ont cette fois été touchés. Hervé de Villepin conserve des relevés depuis 1987 : **« Il faut remonter aux crues de 1988 et 1994 pour trouver ce niveau d'eau. »**

Peu de dégâts importants ont été signalés.

Toutefois, lundi dernier, le maire Didier Favreau, le maire délégué Hervé de Villepin et plusieurs adjoints ont tenu à analyser cette crue qualifiée de décennale pour en tirer des informations et prendre des mesures dans le cadre de la prévention des risques. Ils comptent mettre cette crue à profit pour vérifier ou remettre en question le bien-fondé de certaines interdictions de construire imposées par les services de l'État.



L'entrée de la ville par la route de Nantes a été submergée.

Inondations : la municipalité lance une étude sur le réseau pluvial

Entretien

Didier Favreau, maire de la commune et **Hervé de Villepin,** maire délégué et directeur du Syndicat d'aménagement hydraulique. Ils analysent les causes de la crue et en mesurent les risques.

Est-ce que la ville est menacée par les inondations ?

Didier Favreau : Machecoul a toujours connu des inondations. Mais elles sont brèves et on a l'avantage de pouvoir les prévoir. L'eau qui arrive d'aval met environ 8 à 10 h pour déborder ici. On peut donc anticiper. Mercredi 24 février, les services techniques avaient déjà posé les barrières partout à 17 h. Le danger vient des automobilistes qui déplacent les barrières pour passer. Ceux qui suivent ne sont plus ni avertis, ni protégés. En ville, ils créent des vagues qui éclaboussent les portes d'entrée. En campagne, sans repère visuel, ils peuvent aller au fossé.

Autre danger : une route inondée peut bloquer des accès importants, comme le boulevard de Grandmaison qui dessert trois établissements scolaires, plus de 1 000 élèves. La piscine a été fermée une demi-journée, en raison de l'eau qui menaçait les installations électriques au sous-sol.

À quoi est due cette inondation exceptionnelle ?

Hervé de Villepin : La montée exceptionnelle du niveau d'eau à 4,07 m est due uniquement à une pluviométrie très forte sur un sol détrempé. Il est tombé 43 mm d'eau en 24 heures. On n'a constaté aucune corrélation avec la marée.

Le niveau du Falleron était plus élevé que celui du canal d'amenée. La pompe du vannage de Machecoul a pu atténuer la montée du Falleron à raison de 1 000 m3/heure. Le boulevard de Gandmaison a été inondé, entre autres raisons, parce que les clapets anti-retour du réseau pluvial se sont retrouvés sous le niveau du Falleron.



Le maire Didier Favreau (à droite) et Hervé de Villepin (à gauche), maire délégué.

Que comptez-vous faire pour limiter les risques ?

Le risque d'inondation va être inclus dans le plan de sauvegarde des risques naturels. On a décidé de lancer une étude sur notre réseau pluvial. On demande instamment aux automobilistes de respecter les panneaux d'interdiction en cas d'inondation. Au niveau des aménagements, il est impératif de laisser libres en amont et en aval des surfaces naturelles pour que le Tenu et le Falleron puissent y déborder sans dommages. Il faut absolument éviter de canaliser le lit des rivières.

■ **Spectacle solo de musique à danser : Little big noz**
Samedi 12 mars, 20 h 30, Espace de Retz, 14, rue de la Taillée. Tarifs : 10 €, réduit 6 €. Contact et réservation : 02 40 02 25 45, billetteriesaisonculturelle@machecoul.fr

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

L'hydraulique jusqu'au milieu du XXème siècle

(voir p.35 à 46 du LV 2006/2010)

Jusqu'au XVIIème siècle, toute l'eau des 80/85 000 ha de bassin versant (en Loire-Atlantique et Vendée) vient passer à Grand-lieu pour rejoindre la Loire par les marais de Vue en passant par Port-St-Père, Cheix-en-retz et Rouans. L'Acheneau et la vallée de l'Acheneau sont des appellations alors inconnues.

Les rivières, la Boulogne, l'Ognon et le Tenu sont les trois rivières qui se jettent alors dans le Lac de Grand-lieu avec leurs affluents.

-**La Boulogne** part de « St Martin des Noyers » en Vendée court sur 86 kms avec un dénivelé d'une centaine de mètres pour rejoindre les marais et le Lac à St Philbert, son dénivelé d'une centaine de mètres lui donne une pente d'environ 1.20 ml de pente moyenne au km, on comprend mieux pourquoi l'eau peut arriver très vite en cas de forte pluviométrie, bitume ou pas, béton ou pas.

-**La Logne** part des « Lucs sur Boulogne » (85) pour très vite faire la limite Vendée/Loire-Atlantique, elle arrive à Legé (où elle rattrape le ruisseau de « la Grande Villeneuve » qui part de Grand'landes d'où viennent deux ruisseaux qui s'y jettent après être eux partis de la déchetterie de Grand'landes qui a été agrandie en 1999 (et en réunion on se gargarise au sujet la qualité de l'eau) sans hésiter à accuser l'agriculture de tous les maux)) (voir p 91 à 131 du LV 1999). La Logne court sur 33 kms avant de se jeter dans la Boulogne en arrivant sur la commune de St Philbert de Grand-lieu juste avant le village de Viaigue.

-**L'Issoire** part de « St Denis la Chevasse » (85) court sur 32 kms et se jette dans la Boulogne en arrivant en Loire-Atlantique.

-**L'Ognon** part de « St Sulpice le Verdon » (85) arrive par Pont St Martin après 50 kms, sépare les communes de la Chevrolière et St Aignan pour se jeter dans la Lac.

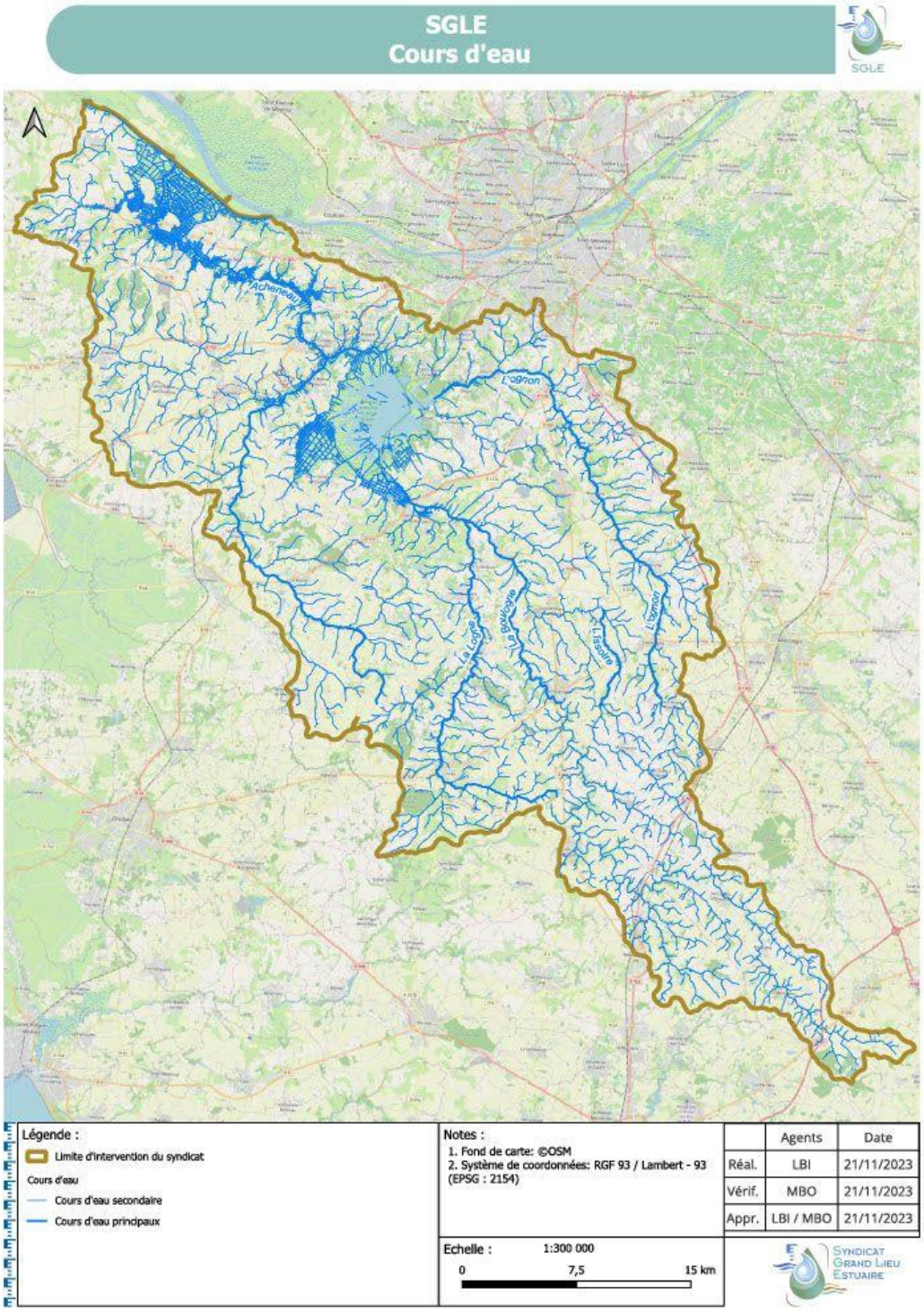
-**Le ruisseau de la Chaussée** part du « Bignon », après 10 kms il se jette dans l'embouchure de l'Ognon à Passay

-**Le Tenu** part de Touvois (44) et après 35 kms se jette au Lac en séparant St Mars de Coutais de Port St Père.

A ces cours principaux il faut rajouter de nombreux ruisseaux de campagne qui viennent alimenter ces rivières. Voir la carte des cours d'eaux du bassin de Grand-lieu page suivante, à noter sur cette carte d'aujourd'hui du SGLE (syndicat Grand-lieu/Estuaire) que le SAGE de Grand-lieu s'arrête aux portes de Bouaye (carte p 102), ne comprend donc pas la vallée de l'Acheneau ni le Tenu, c'est pourtant le même plan d'eau, où est le bon sens ? à moins que cela justifie une gérance différente pour le Lac en amont des portes de Bouaye et le Lac en aval (vallée de l'Acheneau), mais pourquoi ? nous développerons ce sujet plus tard.

Dès le XIIème siècle les moines cisterciens s'installent à Buzay sur une terre marécageuse d'environ 1000 ha s'étendant sur les communes actuelles de Rouans, Le Pellerin et Vue en bordure de Loire. C'est Bernard de Clairvaux qui a fondé le monastère et y a érigé l'abbaye. Les moines ont commencé à mettre les terres en valeur dans une zone appelée « les prées de Buzay » qui s'étalent sur ces trois communes. Grâce à un système d'irrigation et d'apurement des prairies par écoulement contrôlé de l'eau par des douves. Au fil du temps, ces 1000 ha deviennent des marais exploitables pour l'élevage.

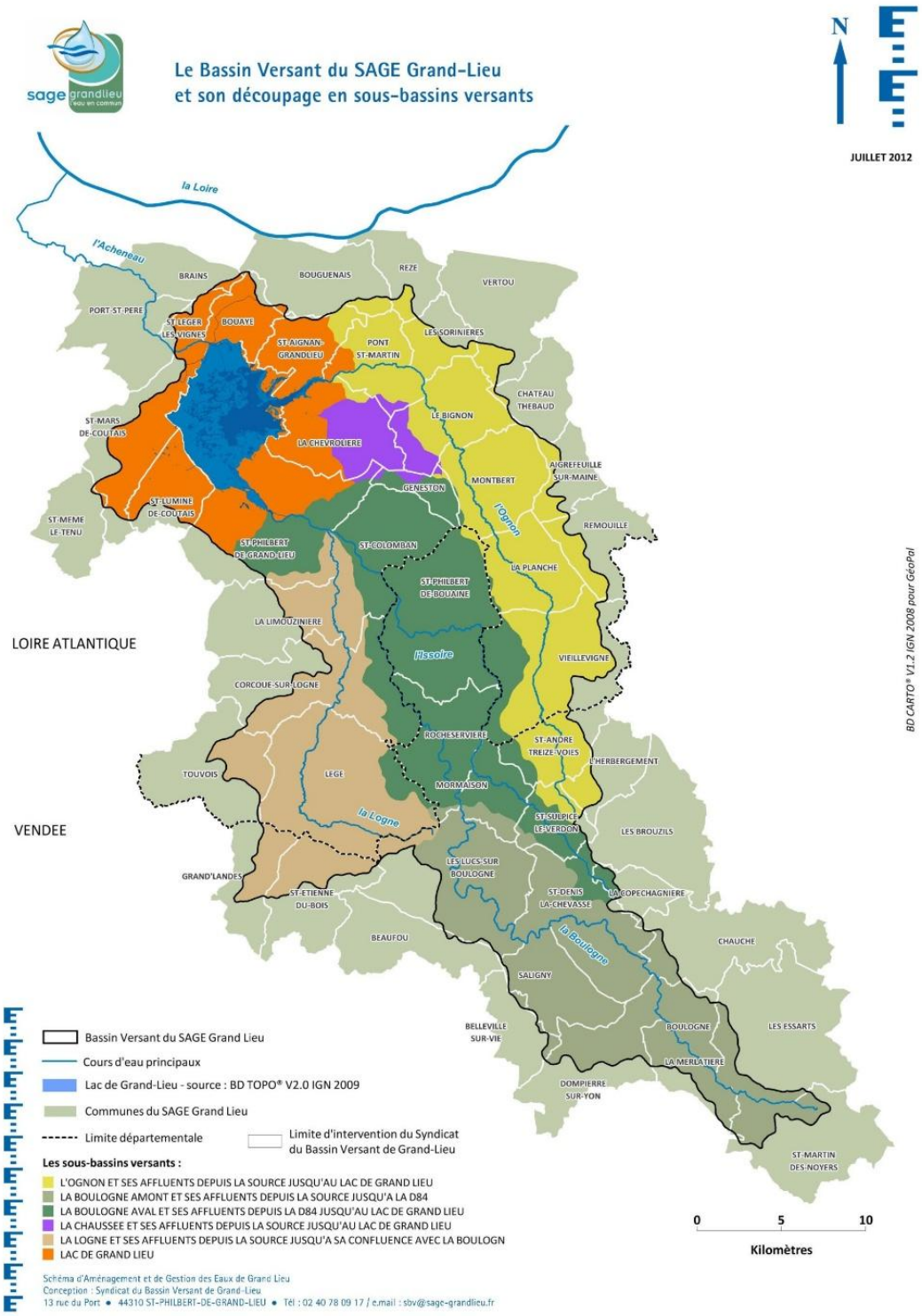
« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite



En 1696 l'arrivée de l'abbé Lefeuvre de Caumartin, académicien devenu moine à Buzay y fait don de toute sa fortune permettant ainsi de moderniser le réseau créé auparavant avec des vannes bois et des daleaux pour diriger l'eau, un ouvrage qui s'étale sur un réseau de 117 kms de douves avec 400 vannes et 180 daleaux.

Sur les marais de Grand-lieu depuis toujours, la population subit les fièvres des marais certaines années au printemps voire en été lorsque l'eau reste croupir sur les marais. Les plaintes récurrentes de cette population furent enfin entendues à la fin du XVIIème (voir p 16,17). A cette époque, l'eau des 80/85 000 ha du bassin versant passant par le bassin de Grand-lieu passe par Rouans et Buzay et s'évacue vers la Loire par les marais de Vue. (voir carte ci-dessus et page 4 et 5)

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite



Les travaux des moines de Buzay sur leurs 1000 ha de marais, exécutés sur plusieurs siècles sont pris en exemple pour assainir les marais de Grand-lieu avec un réseau de douve qui va quadriller le marais. Tout n'est pas résolu.

En 1713 les seigneurs de ce qui ne s'appelle pas encore l'Acheneau et du lac de Grand-lieu sont toujours confrontés à des problèmes de salubrité et santé publique, (paludisme), et d'exploitation de marais difficile ou impossible certaines années où la pluviométrie est importante. Par un arrêt du conseil d'état, le sieur Binet de Jason est chargé de négocier avec les moines de Buzay l'ouverture d'un futur canal sur 6

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

kms qui traverserait leurs terres pour rejoindre la Loire, et supprimer les moulins et les pêcheries dans l'Acheneau. L'eau s'évacuerait ainsi mieux vers la Loire sans passer par les marais de Vue. Ils créent la société du canal de Buzay (qui aura comme premier nom la société des déssècheurs). Ce canal partira de Messan sur la commune de Rouans pour rejoindre la Loire à Buzay, au plus court. Ce projet fut la cause de longues discussions laborieuses et mettra 60 ans à se réaliser, laissant la voie naturelle d'autrefois qui passait par Vue pour rejoindre la Loire vers le lieu-dit « Les champs neufs ». Le Père Abbé finit par donner son accord en exigeant que la présidence lui revienne et que les réunions se passent à l'Abbaye. Ce canal sera terminé vers 1760/1770. Les moines reçoivent en donation un droit de pêche sur 3800 hectares du Lac de Grand-lieu. La société du canal de Buzay devait également assurer la navigation vers tous les ports, puisque c'était le meilleur moyen de transport de marchandises de l'époque. Mais ces transports ne pouvaient se faire que l'hiver lors des hautes eaux. (p 180)

La société du canal de buzay va regrouper les propriétaires, les exploitants et les moines de buzay sur les 4750 ha sous la cote 3.35 buzay pour gérer l'entretien du réseau hydraulique et les niveaux d'eau selon la pluviométrie. N'oublions pas que c'est 80/85 000 ha de territoire de bassin versant qui viennent s'écouler à la Loire en passant par Grand-lieu venant des différentes rivières qui se jettent dans le lac « la Boulogne, l'Ognon et le Tenu ». Avec leurs affluents, tous ces cours d'eau réagissent selon la pluviométrie et peuvent grossir très vite inondant en quelques heures le bassin de Grand-lieu (témoins p : 94, 157, 164, 165, 167, 168, 171) et (p74 du LV 2003.2005).

A cette époque, les membres de la société du canal de Buzay, propriétaires, exploitants et moines connaissent mieux que quiconque leur territoire et gèrent eux même cette société, financée par des cotisations payées par les propriétaires à proportion de leur surface de marais. Sans rien demander ni attendre quoi que ce soit de l'état, ni subventions ni techniciens ni fonctionnaires à charge… et ça a très bien fonctionné.

Aujourd'hui la société du canal de Buzay toujours composée des propriétaires et des exploitants, (les moines et l'abbaye ont disparu) est contrainte à des dossiers qui peuvent être conséquents et donc chers voire très chers pour toute intervention d'entretien. Des bureaux spécialisés en « on ne sait pas quoi », des techniciens de « on ne sait pas quoi » établissent ces dossiers pour obtenir des autorisations de travaux et des subventions, département, région, état, Europe, tout le monde participe dans la joie et l'allégresse avec l'argent du contribuable et une autosatisfaction déplacée et méprisante des membres de la société du canal de Buzay. Pourtant ceux-ci connaissent toujours mieux que quiconque leurs marais. C'est la valse des euros avec tous ces intervenants avant même d'avoir donné le premier coup de pelle. Pour les niveaux d'eau c'est la même chose, on y reviendra dans les pages sur « l'hydraulique depuis la moitié du XXème». Encore aujourd'hui les propriétaires payent une redevance à l'hectare pour faire vivre la société du canal de Buzay et payer les travaux d'entretien. Le total des hectares taxés est aujourd'hui la surface de marais relevée sous la cote 3.35 ml Buzay représentant 4024.5 ha taxés, 1500 dans la vallée de l'Acheneau et 2500 à Grand-lieu, de nombreux ha de marais très bas et très humides dans les 4750 ha d'origine ont été exonérés au fil des années, par contre des propriétés privées et urbanisées rue des Guittières à St Philbert sont taxées. A la cote 3.35, c'est 8050 ha inondés sur l'ensemble du bassin de Grand-lieu, à noter que les 3350 ha des deux réserves naturelles du lac ne sont pas taxés mais participent aux décisions. Les membres de Buzay payent des taxes mais n'ont pas le droit à la parole. Les subventions, elles, payent les dossiers et tout le personnel qui gravite autour. Heureusement l'argent public n'est pas cher.

A partir d'environ 1760 et la mise en service de ce nouveau canal l'eau peut mieux s'évacuer mais passe

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

toujours aux socs rocheux de Messan et Pilon et est toujours gênée par les nombreux moulins (p 110) et pêcheries en amont du canal. La batellerie dépend des niveaux d'eau, elle n'existe que selon la pluviométrie, certaines années dès l'automne, l'hiver et au printemps les années où l'eau reste suffisamment haute. On sait qu'à la côte 1.60 ml buzay, celle-ci devient compliquée en beaucoup de points et à 1.30 ml elle devient impossible. Le canal de Buzay va donc être la première cause du déclin de la batellerie en permettant à l'eau de Grand-lieu de s'évacuer plus vite au printemps, condamnant cette activité à ne plus exister que dès que le niveau d'eau sera revenu suffisamment haut avec la pluviométrie d'automne voire attendre l'hiver certaines années. Ce canal de Buzay va donc être le début de la fin de la Batellerie.

Les moyens de transport évoluant, au XIXème siècle, la levée de Bouaye est construite sur environ 1,5 km, reliant St Mars de Coutais à Bouaye, laissant 1 petit passage d'eau au lieu-dit « la maison blanche » du côté de St Mars avec un radier à 1.80 ml Buzay et un plus grand passage avec un pont du coté de Bouaye. Cette levée favorise le transport des marchandises par voie terrestre entre le pays de Retz et Nantes. Le canal de l'étier recalibré au nord du Lac vient faire passer l'eau de la partie lac au pont de Bouaye. Mais cette levée coupe Grand-lieu en deux parties, à l'est le lac et à l'ouest de la levée la « queue du lac » qui prendra l'appellation « la vallée de l'Acheneau avec une rivière d'écoulement l'Acheneau » où vient se jeter la rivière « le Tenu ». Cette scission aura des conséquences sur l'hydraulique de Grand-lieu décrites aux pages sur l'hydraulique aujourd'hui, et plus tard sur la gérance de l'eau différenciée des deux côtés de la levée. A cette époque le niveau d'eau, toute l'année, est évidemment encore le même des deux côtés de la levée. Cette levée sonne le glas de la batellerie.

Le canal de Buzay aura un effet bénéfique mais ne résoudra pas tout, les problèmes restent récurrents certaines années. Il faudra attendre la suppression des moulins et pêcheries après maintes discussions, l'effondrement de la batellerie et à la fin du XIXème en1890 avoir un règlement des niveaux d'eau cohérent pour satisfaire un maximum de la population riveraine (p 81 à 97 LV 2010/2017), en passant par différents projets d'assèchement de Grand-lieu pour se rendre compte des besoins. Mr Laveran eut cette idée d'assèchement, l'article de Presse Océan de 2004 (p27 du 99) nous dit *« qu'heureusement sa suggestion n'a pas été suivie mais la maladie du palu a tout de même disparu en raison des progrès de la médecine et de l'hygiène »*, l'article du journal oublie le nouveau règlement des niveaux d'eau printaniers de 1890 qui permet à l'eau de Grand-lieu de s'évacuer plus vite au printemps évitant l'eau croupie du printemps et à plus forte raison en été empêchant le développement de la bactérie. Les derniers cas de paludisme ont été recensés au début du XXème, soit aussitôt ce nouveau règlement de 1890. (page 136 LV 1996) et (notre dame des Ombres page 136b du 96).

Ce nouveau règlement des niveaux d'eau de 1890 ne s'applique et ne gère que les niveaux printemps et été pour protéger et améliorer le quotidien des riverains, l'hiver on ne s'en occupe pas, on connait le niveau des hautes eaux, on laisse faire la nature et l'eau monter à la saison ou lors d'orages et personne n'aurait l'idée saugrenue de construire ou aménager dans ces parties inondables, ni d'aller y faire des cultures, on se limite aux fauchage et pâturage, une agriculture extensive et naturelle (encore aujourd'hui). On sait que la nature est plus forte, les années très humides on ne peut que subir, donc on ne prévoit ni aménagement ni urbanisation ni cultures, les risques de submersion sont trop bien connus, on ne prétend pas gérer les niveaux d'eau hivernaux. C'est du bon sens.

Le règlement de 1890 va rester en vigueur jusqu'en 1965 puisque l'arrêté modificatif des niveaux date de 1965, celui-ci ne modifie que les niveaux d'hiver et ne pourra jamais être respecté à cause des humeurs de la pluviométrie, donnant satisfaction à un maximum de riverains, des niveaux bas au printemps et été

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

avec quelques années très bas créant un assec salvateur vis-à-vis des bactéries. Et des hivers où l'eau peut monter dès l'automne selon la pluviométrie, avec quelques années très haut créant une amplitude importante de niveau favorisant toute la biodiversité et participant à la réalimentation des sources et des nappes phréatiques.

En 1879 les négociants et armateurs nantais se plaignant de l'envasement de la Loire causant préjudice au commerce de Nantes, décidèrent avec des élus de cofinancer avec l'Etat le creusement d'un canal en parallèle de la Loire pour les gros bateaux. Ce canal ira de la Martinière, (en portera le nom) sur la commune du Pellerin, et se raccordera à la Loire au Carnet sur la commune de Frossay, soit 15 kms avec 3 écluses, une aux Champs neufs sur la commune du Pellerin à la limite de Frossay correspondant à un bras du Migron, une autre au carnet en aval sur la commune de Frossay et une à la Martinière en amont sur la commune du Pellerin. Ces écluses sont commandées par une machinerie à vapeur horizontale de 20 chevaux, tournant à 48 tours/minutes. Le canal de Buzay, donc Grand-lieu va à partir de la fin du XIXème se jeter dans la Loire par le canal maritime.

Ce canal avait isolé les prées de Buzay du flux de la Loire, pour palier à cet inconvénient lié à l'agriculture, l'Etat a rétabli la jonction par la construction de 2 tunnels de 3 mètres de diamètre appelés siphons (à noter qu'ils passent sous la machinerie des Champs Neufs et sous le canal de la Martinière), permettant ainsi l'inondation ou l'exondation des prées marais de Buzay. Ils permettaient la liaison des prées de Buzay avec le fleuve, et d'alimenter les fossés en période de sécheresse, ou d'évacuer les eaux excédantes l'hiver. Tout ce fonctionnement hydraulique n'aura servi que pendant une dizaine d'années et va rester 50 ans à l'abandon. L'utilisation du canal de la martinière pour le transport par bateau est abandonnée en 1913, des techniques modernes de désenvasement de la Loire ayant été mise au point, et la route avec les véhicules motorisés qui s'utilisent alors de plus en plus condamne la batellerie fluviale sur Grand-lieu, la chaussée de St Mars à Bouaye participe à ce déclin . Ce canal de la martinière sert aujourd'hui de tampon entre la Loire et les eaux de Grand-lieu

Jusqu'à la fin du XXème et grâce à la nature, jusqu'à l'arrêté de 1996 c'est le règlement de niveau de 1890 qui sera appliqué, géré par la société du canal de Buzay, c'est-à-dire ceux qui connaissent le mieux Grand-lieu et ses marais. Cet arrêté de 1996 a modifié les niveaux de printemps en les imposant beaucoup plus hauts. L'arrêté de 1965 n'ayant modifié que les niveaux d'hiver n'a jamais pu être respecté, si l'eau vient, elle inonde le marais. C'est donc bien le règlement de 1890 qui a été suivi jusqu'à la catastrophe de l'arrêté ministériel de 1996,(arrêté cassé au conseil d'état en 2003 (p5 du LV 2003/5)) et des différents plans de sauvetage avec à suivre des niveaux d'eau expérimentaux tous plus calamiteux les uns que les autres. Dès 2001 les agriculteurs manifestent leur mécontentement sur cet arrêté d'autant qu'on a refusé de les écouter (p 136.137.138), on leur a juste proposé de l'argent pour les aider à se taire (OGAF et MAE). Ils ne voulaient que continuer à exploiter les marais naturellement grâce à une agriculture des plus extensive. La parole a été donnée au techniciens, scientifiques, politiques, on préfère ignorer les gens du terrain. Avec ce panel d'intellos on refuse de voir la vérité. 30 ans plus tard avec une pluie de mensonges et d'incompétences on a presque fini de détruire la zone humide. Bravo les soi-disant protecteurs de la biodiversité.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite



Moulin de Pilon sur l'Acheneau autrefois. Extrait du livre « Grand-lieu Lac et ses marais »

De Mr Dominique Pierrelée et Mme Anne Lamprier

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Document SNPN 1991, où veulent-ils utiliser les taxes ? à l'expropriation !

- Dans le cadre de cette politique, des zones de préemption peuvent êtres délimitées par le conseil général. Celui-ci peut contrôler les transactions, voire acquérir des terrains, à l'intérieur de la zone de préemption. Le prix de vente est fixé à l'amiable, ou à défaut d'accord, par le juge de l'expropriation. Si le département n'achète pas, le Conservatoire du littoral (s'il est compétent) ou les communes peuvent se porter acquéreur.

COMMENTAIRES :

- Dans les départements où l'institution de la taxe a été votée, le préfet peut, dans les communes non dotées d'un P.O.S. (sur proposition du conseil général et après avis des communes), délimiter les bois, forêts et parcs où s'applique la législation sur les espaces boisés classés (voir fiche Espace classé boisé). Il peut aussi édicter les mesures nécessaires à la protection des sites et paysages inclus dans une zone de préemption. Ces mesures cessent d'être applicables dès qu'un plan d'occupation des sols s'applique sur le territoire concerné.

Intèrêts :
- La taxe sur les constructions peut représenter une somme importante pouvant servir à l'acquisition de secteurs naturels sensibles (1 à 18 millions de francs selon les départements).
- La taxe est l'outil des conseils généraux pour une politique décentralisée de l'environnement et de ce fait constitue un bon complément aux actions de l'Etat.

Limites :
- Dans certains départements, cette taxe sert quasi exclusivement à l'aménagement d'espaces verts urbains, chaque département définissant sa propre politique dans ce domaine.
- La priorité accordée à l'ouverture au public de ces espaces peut s'avérer gênante face aux nécessités de la protection.
- Ce type de politique présente des analogies certaines avec le principe des mesures compensatoires. Elle se finance sur des constructions consommatrices d'espace.
- Cette taxe étant un outil départemental, la cohérence avec les actions de l'Etat dans le même domaine n'est pas automatique.

EXEMPLES :

- Le département de l'Isère a voté la taxe des espaces naturels sensibles sur l'ensemble de son territoire. La Haute-Savoie et la Savoie ont limité l'application de la taxe à un secteur limité, en périphérie des lacs.
- Exemple de droit de préemption : dans le département de l'Isère, une zone de préemption de 70 ha. couvre un marais en voie d'acquisition par le département.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

A l'intention de mesdames et messieurs
les Maires et Conseillers Municipaux

Le 20 Octobre 1993

PROTECTION DES ESPACES NATURELS SENSIBLES

ATTENTION RURALITE

DANGERS !

On veut aider le monde rural, on voudrait l'étouffer on ne s'y prendrait pas autrement

Les divers textes qui interdisent toutes les activités humaines sont :
- la Directive CEE du 2 avril 1979 (concernant les oiseaux sauvages) 79-409
- l'arrêté du 17 avril modifié le 2 novembre 1992
- la Convention de BERNE, en vigueur depuis le 1er août 1990, qui protège strictement les plantes et la faune sauvage (119 espèces végétales et plus de 400 animales)
- la Directive CEE du 21 mai 1992, qui protège intégralement les habitats, la faune et la flore sauvage. (72-43)

Avec la première Directive, dans les zones de protection, il est interdit de perturber ou déranger les oiseaux sauvages pendant les périodes de reproduction et de dépendance

Avec la Convention de BERNE, pour la flore et les bêtes sauvages, cette interdiction s'étend à la période d'hibernation.

La Directive de 1992 y ajoute les périodes de migration.

C'est donc pendant toute l'année que les plantes et les bêtes sauvages seront les maîtres incontestés des territoires qui leur sont réservés. Il est certain que tout cela provient du manque de suivi, par les Politiques qui se sont succédés.

La Directive 79-409 CEE a été prise sous le septennat de Monsieur Valéry GISCARD d'ESTAING, le 2 avril 1979 à LUXEMBOURG, et signée le même jour par le ministre des affaires étrangères, Monsieur Jean-François PONCET.

Monsieur Valéry GISCARD d'ESTAING déclarera en 1992 : "qu'il n'avait jamais entendu parler de cette Directive, prise en 1979, sous son septennat". Nous le citons : "C'était l'un des principaux défauts de la procédure européenne : des décisions importantes touchant les modes de vie et les habitudes de nos concitoyens pouvaient être prises pratiquement dans l'ignorance à peu près complète des Dirigeants Français".

Monsieur Jean-François PONCET était le Ministre des Affaires Etrangères de Monsieur Valéry GISCARD d'ESTAING. Il aurait ainsi engagé son pays sans que le Président de la République le sache ?...

Quelle peut être la valeur d'un tel engagement ?...

C'est encore sous le même septennat qu'a été pris l'arrêté interministériel du 17 avr. 1981. Au mépris de la Directive qui prévoyait la régulation et les dérogations concernant toutes les espèces d'oiseaux sauvages, cet arrêté en assure la protection intégrale !!! (même avec les modifications intervenues le 2 novembre 1992)

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

La Directive du 2 avril 1979 a été mise à profit par divers Ministres de l'Environnement. L'action de Brice LALONDE le prouve. Il a envoyé un nombre de listes ZICO à BRUXELLES pour l'inscription de ZPS, sans qu'aient été consultés les propriétaires, exploitants, usagers et élus, pourtant les seuls concernés.

Véritable décideur, le Directeur de la Nature et des Paysages, Monsieur Gilbert SIMON, a su imposer sa volonté à Madame Ségolène ROYAL (voir les instructions ministérielles des 5 et 6 novembre 1992 sur le cormoran). Aujourd'hui, avec la nomination de Monsieur Christian METTELET, Conseiller Régional "Génération Ecologie" des Pays de la Loire, au Cabinet du Ministre de l'Environnement, Monsieur Michel BARNIER, la situation ne s'améliorera pas.

Monsieur METTELET est un "lieutenant" de Brice LALONDE.

Après le "lieutenant" c'est le "grand chef" qui fait son entrée. Brice LALONDE a été chargé de mission par Michel BARNIER (Ministre de l'Environnement) et par Edouard BALLADUR (Premier Ministre).

C'est donc la "continuité dans le changement" !...

Etait-ce le désir des électeurs ?...

Les OGAF (Agriculture-environnement) figurent, en priorité, dans les zones réservées à la flore et à la faune sauvage. La LPO y est "étroitement associée". Cette LPO qui écrit... "être très prudent sur nos déclarations envers nos adhérents". Sous prétexte d'aider le milieu rural en y injectant de l'argent français et européen (notre argent).

Tant de promesses ont été faites, jusqu'en mars 1993, pour "redresser" le Pays. La continuation de ce gaspillage prouve que priorité est donnée aux bêtes et aux plantes, pas aux humains. Ils n'ont que le droit de payer.

C'est inacceptable.

On est en train de sacrifier l'économie et ses acteurs sur "l'autel vert". Le développement économique en général, et celui du monde rural en particulier, ne sont surtout pas incompatibles avec le développement de l'environnement. Mais, à l'heure actuelle, les vecteurs utilisés et les moyens employés pour le deuxième, sont diamétralement opposés aux premiers.

Donc, très préjudiciables, à court terme, pour l'avenir économique, social, récréationnel et culturel.

On doit craindre, nous les agriculteurs, les pêcheurs et les chasseurs qu'à travers cette aliénation de notre droit d'exploitation et de chasse, la propriété inaliénable léguée par les générations précédentes soit privée de toute réalité.

La mise en place de toutes les zones sensibles de protection nous amènera à l'exclusion des hommes de la nature.

Nous, agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, propriétaires, avons fait un projet de modification de la directive européenne 79-409 du 2 avril 1979. Après avoir rencontré Monsieur Michel BARNIER, ministre de l'environnement, le 28 septembre 1993, celui-ci a trouvé ce projet de modification tout à fait judicieux et a compris la nécessité de l'étudier rapidement. Une entrevue prochaine est programmée.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Les 400 espèces animales et les 119 espèces végétales sont toujours existantes et les comptages sont satisfaisants. Le 7 juillet 1992, le ministère de l'environnement nous le confirmait.

Conclusion : Pas de droit de préemption.
Laisser les espaces dans l'état.
Entretenir les réserves existantes déjà très nombreuses dans notre pays.

A quelle fin veut-on faire des zones de protection ?...
Laissons la gestion de cette nature aux propriétaires, aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux chasseurs, comme ils ont su le faire depuis plusieurs siècles.

Le Président FDSEA St Philbert de 6e Lieu

Président FDSEA St Lumine de Coutais.
Conseiller Municipal

UNION DEPARTEMENTALE
DES COMITES DE DEFENSE
DES CHASSEURS DE GIBIERS d'EAU
DE L.A.

Le Président
Serge Bineau

Le Président de l'Association Agréée de Pêche et de Pisciculture
"Le Martin Pêcheur Philbertin."

Agriculteur St Mars de Coutais

Le Président de la Société du Canal de Buzay

COMITÉ de DÉFENSE
DES CHASSEURS
GIBIERS D'EAU
SECTEUR SUD 44

Le Président
Jules Jeanneau

Président FDSEA de St Mars de Coutais

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PRÉSIDENTS
DE SOCIÉTÉS COMMUNALES DE CHASSE
ET CHASSES DE LOIRE-ATLANTIQUE
2, Rue du Général de Lassalle
44000 NANTES

OCIATION DEPARTEMENTALE DES PRÉSIDENTS
ES SOCIETES DE CHASSE AU GIBIER D'EAU
DE LOIRE-ATLANTIQUE

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

SYNDICAT HYDRAULIQUE SUD LOIRE
Service Exploitation **19 bd de la Chapelle**
44 270 MACHECOUL SAINT MÊME
www.sahsudloire.fr Tél. : 02.40.05.65.64

lundi 13 juin 2022

EXPEDITEUR	**DESTINATAIRE**	■ **Pour information**
NOM : FANDARD Olivier	**Mairies, EPCI, Comité SAH, Union des Marais, DDTM 44 et 85…**	
SERVICE : SAH Exploitation	NOM : **Bassins du Tenu, de l'Acheneau et du lac de Grand-Lieu. Du marais du Boivre et du Marais Breton**	

OBJET :
Le point sur la situation hydraulique du lundi 13 juin 2022

Bonjour,
Pas pluie sur les 7 derniers jours. Sur l'Acheneau / Tenu, les niveaux sont bons et stables. Seul le bief entre le pont de St Même et la Pommeraie est toujours bas en raison du batardeau mis en place pour la réfection du pont. Nous voyons cette semaine avec le Département pour solutionner la situation. Le pompage de la Pommeraie est toujours en fonctionnement alimenté par l'eau du Lac. Les prises d'eau de Loire ont repris avec la hausse du débit de la Loire. Nous avons de la réserve dans le canal de la Martinière.
Le lac est en baisse et à sa côte, il sera fermé cet après-midi.
Le marais Breton connait un bon niveau actuellement avec la réalimentation.
Les marais du Boivre et de St Viaud sont à leurs côtes de gestion.

La Loire à Montjean sur Loire est en légère hausse avec la cote de **– 1.37** m et **un débit de 234 m³/s ; Le Falleron** à St Etienne de Mer Morte a un débit en hausse de **50 l/s.**
Salinité : à Vieux Buzay (Acheneau) : **0.69 g/L** et à la Pommeraie **: 0.15 g/L**
La météo annonce un passage pluvieux cette nuit.

Les arrêtés de restriction en cours sur les BV Côtiers Breton (y compris secteur réalimenté par la Loire) pour la Vendée et la Loire Atlantique sont au niveau CRISE. Le reste du territoire est en vigilance.

Lieu (les cotes sont locales)	Vend 1er avril 8h	Lundi 11 avril 8h	Jeudi 14 avril 16h	Lundi 25 avril 7h	Lundi 3 mai 8h	Lundi 9 mai 8h	Lundi 16 mai 8h	Lundi 23 mai 8h	Lundi 30 mai 14h	Lundi 7 juin 14h	Lundi 13 juin A 8h	*Observations*
Tenu à la Pommeraie (CM)	3.86	3.91	3.78	3.65	3.65	3.56	3.65	3.67	3.60	3.52	**3.54**	En baisse. Pompage en route
Acheneau à Bouaye (CM)	3.82	3.88	3.71	3.63	3.64	3.57	3.63	3.69	3.66	3.63	**3.64**	En baisse
Lac de Grand lieu (cote Buzay)	2.06	2.05	2.00	1.93	1.86	1.82	1.79	1.78	1.79	1.78	**1.75**	En baisse. Fermeture cet après-midi
Falleron à Machecoul	2.12	2.17	2.15	2.07	2.00	2.09	2.05	2.10	2.07	2.10	**2.06**	Stable. En réalimentation
Falleron Port la Roche Machecoul	2.11	2.17	2.13	2.06	2.00	2.05	2.02	2.02	2.03	2.00	**2.02**	Stable. En réalimentation. Ouvert
Falleron Aval Port la Roche	1.86	1.74	1.86	1.85	1.91	1.86	1.85	1.87	1.86	1.88	**1.87**	Stable. Ouvert pour la réalimentation
Boivre à St Père	4.97	5.00	4.98	4.95	4.72	4.48	4.42	4.55	4.43	4.43	**4.39**	En hausse. Fermé
Boivre à St Brévin	4.97	5.00	4.95	4.95	4.71	4.48	4.77	4.55	4.40	5.03	**4.39**	En hausse.
Vannage St Viaud	5.26	5.30	5.25	5.25	5.25	5.25	5.25	5.30	5.29	5.28	**5.28**	Stable. Fermé

Les niveaux sont consultables sur le site internet : **http://www.sahsudloire.fr/** rubrique niveaux d'eau

Bonne réception,
Olivier FANDARD

06.11.71.93.62 – NUMÉRO D'ASTREINTE POUR LA GESTION HYDRAULIQUE

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

L'HYDRAULIQUE à GRAND – LIEU

Une bonne gestion hydraulique doit tenir compte des aléas de la nature, pluviométrie, évaporation, écoulement, et, car de la logique et du bon sens de cette gestion dépendent les surfaces inondées par les crues et donc les volumes d'eau stockés dans le bassin pour la réalimentation des sources et nappes phréatiques, pour le bon fonctionnement du rôle naturel d'épuration d'une zone humide, pour avoir des conditions optimales de réussite de la reproduction piscicole, faunistique, et un bon épanouissement floristique, sans oublier les conditions de vie à l'année de toute la flore et la faune sédentaire ou migratrice.

Depuis une quinzaine d'années, les lois littoral et sur l'eau, régissent tous ces points et obligent à des gestions normalement rigoureuses qui devraient aller vers le bon sens et la logique.

A Grand-Lieu les surfaces et donc les volumes d'eau peuvent varier dans des conditions extrêmes, à titre indicatif, voici quelques valeurs officielles des surfaces et volumes par rapport au niveau d'eau de ce site sachant qu'un niveau normal moyen d'été se situe aux environs de 1.65 ml côte Buzay avec 1 000 ha d'eau libre au cœur du Lac, pour un niveau moyen d'hiver de 3.00 ml Buzay. En sachant que le niveau peut descendre jusqu'à environ 1.10 ml Buzay par année très sèche, pour monter jusqu'à 4.55 ml Buzay par très fortes crues (valeurs extrêmes et exceptionnelles, 2 à 3 fois par siècle).

A Grand-Lieu, pour le respect des lois sur l'eau et littoral, l'hiver, si la nature le permet l'eau doit être conservée à une côte d'environ 2.96 ml Buzay, côte enfin reconnue aujourd'hui officiellement par l'administration comme côte de référence l'hiver.

	Bassin de Grand-Lieu		Bassin de l'Acheneau		Total des 2 bassins	
Côte Buzay.	Surface en hectares d'eau	Volume d'eau en millions de m^3	Surface en hectares d'eau	Volume d'eau en millions de m^3	Surface en hectares d'eau	Volume d'eau en millions de m^3
1.50 ml	2 200		60		2 260	
1.60 ml	2 500		100		2 600	
1.70 ml	3 600	3,600	200	0,200	3 800	3,800
2.00 ml	4 800	14,800	1 000	2,200	5 800	17,000
2.40 ml	5 300	37,400	1 600	7,850	6 900	45,250
3.00 ml	A partir d'une côte d'environ 2.40 ml Buzay, l'eau passe par-dessus le vannage, laissant communiquer les deux bassins et s'égaliser au niveau d'eau, on ne peut donc plus parler que d'un ensemble comme avant la construction du vannage et donc, que d'un seul S.A.G.E comprenant tout le sous bassin comme le veut la loi sur l'eau				7 750	88,800
3.50 ml					8 350	129,150
4.00 ml					8 750	173,050

La copie de tout ou partie de ce document est interdite.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

TABLEAU DES HAUTEURS D'EAU DU 1er DE CHAQUE MOIS

Cote à l'échelle du PONT DE ROUAYE

	1er janvier	1er février	1er mars	1er avril	1er mai	1er juin	1er juillet	1er août	1er septembre	1er octobre	1er novembre	1er décembre	
1876						2.14	1.88	1.75	1.72	1.61	1.73		1876
1877	2.60	2.79	2.76	2.96	3.34	3.07	3.61	2.34	2.10	1.87	1.75	2.38	1877
1878	3.07	2.73	2.76	2.48	2.67	2.60	2.49	2.25	2.07	1.98	1.95	2.07	1878
1879	2.80	3.63	3.95	3.08	3.31	2.92	2.72	2.51	2.21	1.94	1.70	1.94	1879
1880	1.92	1.80	2.20	1.97	1.70	1.76	1.65	1.50	1.57	1.69	1.85	2.61	1880
1881	3.30	3.61	3.21	2.94	2.95	2.57	2.68	1.85	1.61	1.52	1.56	1.65	1881
1882	2.18	2.07	2.14	2.18	2.07	1.83	1.86	1.85					1882
1883	4.11	3.66	3.21	2.79	2.46	2.17	1.97	1.83	1.69	1.75	2.13	3.24	1883
1884	2.81	2.77	3.69	2.49	2.21	1.98	1.73	1.69	1.56	1.66	1.60	1.60	1884
1885	1.75	1.80	2.16	2.60	2.36	2.30	2.13	1.94	1.85	1.97	2.00	2.74	1885
1886	3.08	3.15	2.81	2.77	2.40	2.19	1.93	1.85	1.79	1.75	2.31	2.86	1886
1887	3.82	2.93	2.56	2.19	1.99	1.72	1.61	1.54	1.50	1.45	1.52	2.47	1887
1888	2.44	2.36	2.85	2.96	2.57	2.10	2.02	2.04	1.92	1.80	1.90	2.11	1888
1889	2.80	2.94	3.01	2.95	2.90	2.20	1.80	1.75					1889
1890	2.53	2.95	2.60	2.24	2.01	1.78	1.63	1.49	1.40	1.37	1.35	1.47	1890
1891	1.60	1.82	1.87	1.95	1.96	1.77	1.62	1.56	1.52	1.45	1.82	1.84	1891
1892	2.21	2.50	2.86	2.56	2.12	1.97	1.64	1.47	1.46	1.49	2.50	2.95	1892
1893	2.87	3.04	3.25	2.59	2.06	1.77		1.42	1.42	1.44	1.51	1.56	1893
1894	2.28	3.04	2.81	2.41	2.31	2.06	1.89	1.75	1.71	1.69	1.67	1.75	1894
1895	1.82	2.25	2.32	2.45	2.15	1.80	1.70	1.43	1.59	1.58	2.55	2.05	1895
1896			2.44	2.07	1.77	1.61	1.57	1.44	1.32	1.38	2.15	2.19	1896
1897	2.78	3.00	2.86	3.04	3.81	2.19	1.75	1.50	1.48	1.48	1.43	1.46	1897
1898	1.92	2.00	2.09	2.15	1.62	1.56	1.38	1.28	1.18	1.27		1.45	1898
1899	1.34	2.70	2.52	2.08	1.78	1.59	1.34	1.30	1.21	1.40	1.40	1.52	1899
1900	2.30	2.75	3.25	2.73	2.30	1.77	1.74	1.62	1.55	1.45	1.45	1.57	1900
1901	1.91	2.01	2.19	2.20	2.24	1.94	1.81	1.70	1.63	1.68	1.62	1.67	1901
1902	2.76	2.65	2.65	2.61	2.23	1.83	1.66	1.54	1.50	1.49	1.48	1.68	1902
1903	1.73	2.22	2.40	2.26	2.17	2.16	1.83	1.75	1.65	1.67	2.31	2.30	1903
1904	2.70	2.87	3.11	2.48	2.11	1.77	1.87	1.50	1.54	1.55	1.52	1.57	1904
1905	1.80	2.09	2.13	2.46	2.11	2.72	1.60	1.50	1.28	1.52	1.56	2.02	1905
1906	2.21	2.78	3.20	2.69	2.27	1.84	1.63	1.54	1.42	1.34	1.43	1.58	1906
1907	2.14	2.30	2.59	3.03	1.88	1.79	1.65	1.65	1.63	1.48	2.21	2.50	1907
1908	2.64	2.74		2.71	2.38	1.89	1.66	1.53	1.53	1.54	1.59		1908
1909	1.76	1.99	2.07	2.37	1.86	1.70	1.65	1.59	1.56	1.68	2.60	2.55	1909
1910				2.72	2.28	1.91	1.76	1.23	1.59	1.56	1.60	2.90	1910
1911	2.95	2.71	2.58	2.34	1.82	1.71	1.63	1.86	1.28	1.60	1.92	2.70	1911
1912	2.86	2.79	2.93	3.25	2.50	2.12	2.04	1.82	1.85	1.98	1.56	2.10	1912
1913	2.74	2.14	2.77	2.38	2.49	2.48	2.05		1.74	1.68		1.59	1913
1914	2.54	2.48	2.84	3.14	2.65	2.14	2.00	1.78		1.66	1.80	2.00	1914
1915	2.60	2.90	3.40	3.48	3.15	2.80	2.00	1.60	1.74	1.60	1.64	2.00	1915
1916	3.02	3.57	3.18	3.03	2.50	2.00	1.70	1.52	1.52	1.47	1.69	2.15	1916
1917	3.02	2.55	2.58	2.48	2.26	1.83	1.64	1.36	1.50	1.49	1.60	1.40	1917
1918	1.80	2.40	2.37	2.20	1.89	1.68	1.56	1.60	1.23	1.34	1.48	1.60	1918
1919	2.76	3.14	3.23	3.40	2.96	2.80	1.77	1.55	1.44	1.40	1.44	1.63	1919
1920	2.80	2.90	2.86	2.28	2.24	1.72	1.65	1.28	1.35				1920
1921	2.06	2.40	2.07	1.87	1.77	1.75	1.50	1.82	1.25	1.25	1.37		1921
1922	1.46	1.80	2.38	2.51	3.10	2.50	2.06	1.65	1.69	1.50	1.48	1.60	1922
1923	2.94	2.69	3.15	3.09	2.73	2.22	1.68	1.55	1.47	1.46		1.73	1923
1924	2.46	2.68	2.93	2.65	2.18	1.73	1.64	1.55	1.48		1.54	1.70	1924
1925	2.72	3.06	2.46	2.46	2.18	2.33	1.78	1.55	1.46	1.48	1.68	1.82	1925
1926	2.95	2.87	2.86	2.29	2.24	1.81	2.00	1.57	1.53	1.54	1.54	2.24	1926
1927	2.15	2.68	2.80	2.90	2.49	2.17	1.95	1.96	1.65	1.78	1.48	1.91	1927
1928	2.62	2.83	2.77	2.76	2.62	2.11	1.78	1.59	1.49	1.36	1.52	1.98	1928
1929	1.37	2.31	2.29	1.77	1.40	1.53	1.66	1.60	1.06	1.06	1.45	1.81	1929
1930	2.95	3.00	2.65	2.68	2.18	1.90	1.73	1.65	1.60	1.58	2.00	3.52	1930
1931	3.33	3.17	3.00	2.70	2.32	2.12	1.84	1.75	2.21	2.03	1.90	2.52	1931
1932	2.45	2.49	2.21	1.94	1.85	2.00	2.00	1.80	1.51	1.50	1.78	1.67	1932
1933	2.13	2.43	2.50	2.17	1.88	1.66	1.51	1.47	1.33	1.50	1.59	1.58	1933
1934	1.69	2.20	1.95	2.52	2.25	1.86	1.60	1.50	1.60	1.38	1.55	1.62	1934
1935	2.64	2.17	2.86	2.36	2.12	1.91	1.84	1.59	1.52	1.67	1.60	2.98	1935
1936	3.35	3.42	3.19	2.60	2.12	1.79	1.84	1.66	1.50	1.51	1.60	1.95	1936
1937	2.16	2.80	3.20	3.04	3.06	2.66	2.20	1.59	1.36	1.39	1.38	1.86	1937
1938	2.70	2.77	2.32	1.61	1.46	1.40	1.40	1.32	1.18	1.20	1.14	2.52	1938
1939	2.10	2.94	2.52	2.17	1.65	1.50	1.29	1.24	1.34	1.37	1.56	2.26	1939
1940	2.26	2.54	2.85	2.75	2.20	1.44	1.53	1.45	1.38	1.44	1.49	2.21	1940
1941	2.38	2.90	2.97	2.83	2.48	2.02	1.70	1.45	1.47	1.52	1.47	1.51	1941
1942	1.71	2.13	2.03	1.98	1.64	1.76	1.64	1.50	1.40	1.52	1.47	1.65	1942
1943	1.82	2.49	2.29	1.70	1.59	1.48	1.30	1.32	1.44	1.51	1.38	1.50	1943
1944	1.98	2.02	2.00	2.05	2.08	1.95	1.84	1.73	1.70	1.55	1.55		1944
1945	1.69	2.80	2.76	2.45	1.84	1.63	1.51	1.32	1.23	1.26	1.43	1.39	1945
1946	2.01	2.37	2.66	2.38	1.92	1.90	1.48	1.34	1.32	1.50	1.48	1.44	1946
1947	2.45	2.52	2.48	2.80	2.40	1.70	1.45	1.36	1.32	1.23	1.28	1.40	1947
1948	1.47	2.42	2.16	1.66	1.60	1.56	1.46	1.45	1.45	1.45	1.47	1.48	1948
1949	1.87	2.28	2.18	2.00	1.63	1.53	1.24	1.26	1.30	1.34	1.34	2.05	1949
1950	2.49	2.50	2.90	2.58	2.00	1.71	1.54	1.48	1.46	1.37	1.38	2.50	1950
1951	2.75	2.48	2.90	2.90	2.50	2.05	1.50	1.33	1.53	1.33	1.50	2.10	1951
1952	2.72	2.70	2.48	2.64	2.20	1.68	1.45	1.38	3.68	3.99	2.05	3.90	1952
1953	2.46	2.46	1.78	1.78	1.65	1.50	1.43	1.38	1.20	1.38	1.60	1.39	1953
1954	1.80	1.52	1.60	2.03	1.80	1.57	1.50	1.38	1.36				1954

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite



les Amis du Lac de Grand - Lieu et ses Marais



Président : Mr Jules Jeaneau
---
tel : 02.40.78.75.09 ou : 02.40.04.39.95
port : 06.62.90.97.39 ou : 06.73.42.53.63

Compte rendu de la réunion du 28 septembre 2023

avec visite sur le site pour apprécier les niveaux d'eau du lac en fin d'été.

RDV à Passay à 10 h.

Présents :

- Erwan Brient, président association de sauvegarde des marais de Grand-lieu
- Edouard Huchet, commune de St Lumine de Coutais
- François Forrest, président de la société du canal de Buzay
- Jules Jeaneau, vice- président du canal de Buzay
- Edouard Boutet, Président du syndicat de marais de Machecoul
- Céline Vinet, présidente des irrigants de Machecoul (maraichage)
- David Lefort, président des pêcheurs professionnels du Lac
- Jean-Marc Gillier, directeur de la réserve naturelle nationale
- Christophe Sorin, technicien fédération des chasseurs 44
- Claude Naud, président du SAGE de Grand-lieu
- François Charruau, directeur du syndicat bassin versant
- Olivier Fandard, agent du SGLE
- Mickaël Jaulin, éclusier (accompagné d'un stagiaire)
- Thoman Obe, DREAL

Partis du port de Passay à 4 bateaux le groupe s'est dirigé vers la pointe des bonhommes. Pendant le trajet on peut voir des centaines de cormorans qui impressionnent les non habitués du site, le conducteur du bateau, pêcheur professionnel, déclare que les milliers de cormorans et autres prédateurs présents à l'année consomment en moyenne 2 tonnes de poisson et d'anguilles par jour. Témoins de cette déclaration qui étaient dans ce bateau : Mr Boutet, Mr Jaulin, Mr Jeaneau et le stagiaire.

Le groupe s'est rendu sur site pour constater le niveau d'eau de fin d'été de 2023, celui-ci est de 1.46 ce qui est un niveau qui n'a rien d'exceptionnel en fin d'été.

Revenu au port, le groupe s'est séparé vers 12h.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Hydraulique depuis le milieu du XXème siècle

En 1954, s'était créé le SAH (schéma d'aménagement hydraulique) sous la houlette du maraichage de Machecoul pour l'aménagement hydraulique des secteurs maraichage et urbanisation. Il faut évacuer l'eau des marais de Machecoul lors des pluies importantes (p 12 du LV 2003.2005) en élargissant la rivière « le Falleron » et en recréant une écluse au Collet. Cette écluse du collet est reculée de 500 ml en amont dans les marais, permettant ainsi la création d'un port nautique, et Bourgneuf devient ainsi commune littorale lui donnant droit à des subventions ! S'en suit la construction du pompage de la pommeraie dans la rivière « le Tenu » pour relever l'eau de 3.00 ml avec la construction d'un canal d'amenée en béton vers Machecoul et la rivière « le Falleron » pour principalement distribuer l'eau au maraichage, profitant du Tenu qui n'ayant pas de pente (40 cms pour 40 kms) circule dans les 2 sens, permettant d'évacuer l'eau vers la Loire ou la faire remonter de la Loire vers le pompage, mais l'eau pompée venant de la Loire peut être trop saline, il faut récupérer l'eau douce du lac de Grand-lieu pour abaisser la salinité si besoin ou alimenter le marais breton comme au printemps 2022, (p 115) et (p11 du LV 1999). Sur les « bulletins hydrauliques hebdomadaires » de « Grand-lieu estuaire » la salinité de l'eau est relevée à Buzay et au pompage de la Pommeraie, pas aux portes de Bouaye (il y a donc bien une relation de causes à effets). Pour cela il faut donc construire des portes sur la sortie du lac au pont de Bouaye qui permettront de gérer le niveau du lac indépendamment de Buzay, donc de la vallée de l'Acheneau, empêcheront l'eau si elle est trop saline de remonter au lac et donneront de l'eau douce du Lac pour baisser la salinité si besoin. Il faut également supprimer les socs rocheux de Messan et Pilon qui gênent l'écoulement vers la Loire mais aussi empêcheraient l'eau de la Loire de remonter vers Machecoul lorsque les niveaux d'eau sont plus bas l'été correspondant à la période de besoin en eau pour le maraichage. Le recalibrage de ce qui est ainsi devenu l'Acheneau est réalisé fin des années 60. Tout a été fait pour favoriser Machecoul avec la bénédiction des élus de Grand-lieu qui espèrent ainsi des avantages pour urbaniser et aménager. Le canal de la Martinière pourra servir de réserve d'eau l'été en cas de besoin pour remonter l'eau vers Machecoul. Enfin le canal de Buzay est prolongé tout droit jusqu'à la Loire créant un « carrefour » avec le canal de la Martinière où on construit une triple écluse, ce prolongement est appelé « percée de Buzay ».

C'était bien vu, mais est ce que tout le monde va être d'accord ? oui bien sûr grâce à un arrêté préfectoral de 1965 où :

1- On met toute la responsabilité sur la « société du canal de Buzay » et les élus des 7 communes riveraines.
2- On ne parle pas de Machecoul ni de son maraichage.
3- Grâce aux portes de Bouaye, on le dit haut et fort « **il n'y aura plus d'inondations »**

Avec l'arrêté préfectoral de 1965 qui donne 1.85 buzay du 15 décembre au 1er avril, il y est bien précisé que cette cote est pour le lac, elle ne concerne pas la vallée de l'Acheneau qui pourra donc maintenant être gérée différemment. Mais surtout est ce que la nature va être d'accord, et ne plus nous donner d'été très secs ou d'hivers très arrosés ? pas de problèmes on va gérer ! l'arrêté nous dit :

1- *« Vu la délibération du 20.02.1965, **la société du canal de Buzay demande la modification** du régime hydraulique du Lac de Grand-lieu »*
2- *« **Vu les avis des maires** des 7 communes riveraines du Lac »*
3- L'article 1er de l'arrêté précise *« aucune accumulation d'eau ne sera autorisée sur les prés-marais de la société **même en hiver** »*
4- *Le niveau sera 1.85 du 15 décembre au 1er avril*

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

5- *1.80 au 1er mai*
6- *1.75 au 1er juin*
7- *1.65 au 1er juillet*
8- *Tant que le niveau sera au-dessus de ces cotes, il conviendra d'évacuer au maximum par le vannage de Bouaye .*

Cet arrêté est en intégral à la page 21 et 22 du livre vert 1996.

Là, il est clair que tous les élus de Grand-lieu voient les aménagements et l'urbanisation possible avec la bénédiction de l'administration et cela loin dans le marais puisqu'on parle de rester sous les 1.85 ml Buzay, et *« ne jamais garder d'eau sur les marais »*. Tout le monde marche dans le même sens la fleur au fusil. On va donc urbaniser en partant du plus haut de l'eau de crue et descendre à des cotes plus basses, avec du remblai ça va aller, les élus sont en partie ok pour favoriser l'extension de la réserve de Grand-lieu (voir conseil municipal de 1984 à St Philbert) donc les écolos sont d'accord, l'administration se réjouit de cette entente et de ces petits arrangements entr'amis, mais la biodiversité alors ? tout ce petit monde s'en fiche. Sauf que la nature est plus forte et elle le montrera. Pourtant les élus ont été prévenus en 1993 par un rapport à leur intention (p 112, 113, 114)

Le financement du SAH se fera par les besoins en eau de l'usine Kullman à Paimboeuf et à la future centrale nucléaire du Carnet. Mais Kullman se retire et le projet nucléaire « capote », le financement du SAH avec. (p 45 du livre vert 2006/2010).

En 1960 création de l'union des marais qui regroupe 11 syndicats de marais du pays de Retz sur la Vendée et la Loire-Atlantique pour le maraichage et l'approvisionnement en eau des marais de Retz l'été. Mais quand on a bien remonté de l'eau sur ces marais et que survient un violent orage, il reste un problème dans les zones basses urbanisées (p 93 à 103) (p109 du LV 2011/2017). Le mot inondation reste donc quand même d'actualité. On tourne en rond, la seule solution devait âtre et doit être : **pas d'urbanisation dans les zones reconnues inondables,** dans le respect de la convention de Ramsar

Se crée en 1978 le syndicat Logne et Boulogne (p61 du 2000.2) pour favoriser l'écoulement de l'eau, ils ont oublié qu'une zone humide est là pour recueillir les eaux de pluie avec inondation l'hiver et exondation au printemps pour le bon fonctionnement d'une zone humide et donc favoriser la biodiversité. Ils ont besoin d'argent public pour l'aménagement nécessaire à l'écoulement de l'eau, l'aménagement serait plutôt de créer des réserves d'eau en amont pour les besoins de l'été, en se servant des réserves naturelles, des nappes phréatiques alimentées l'hiver par les niveaux hivernaux hauts du Lac. Le syndicat a besoin de l'argent du SAH mais la centrale du Carnet et l'usine Kullman ayant disparues, il n'y a plus d'argent donc au début du XXIème le SAH se retourne vers les communes pour récupérer de l'argent, en 2001 la justice est saisie par 6 communes qui refusent de payer avec un dossier qui aboutira en appel en 2005 par la condamnation du SAH à verser de l'argent à ces 6 communes, c'est l'arroseur arrosé. (p 67 du 2000.2 et 58 à 64 du 2003.5).

A st Philbert suite à une nouvelle pluviométrie très forte en 1982 et 1983, sort un état de catastrophe naturelle pour **inondation « de zone humide inondable »** des marais de Grand-lieu » qui existe depuis des siècles, il apporte des subventions pour un projet de canal déviant la Boulogne pour éviter l'inondation d'urbanisation récente et des marais des Guittières et de la Grêve (pourtant ils avaient dit plus d'inondations, aurait-on construit trop bas ?). Tous les remblais évacués pour ce creusement remblaieront de nombreux hectares d'une partie de zone humide inondable des marais de Grand-lieu. Ce canal va modifier la circulation de l'eau pour l'urbanisation et défavoriser la Boulogne dont le lit s'envase

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

régulièrement depuis, ce qui n'était jamais arrivé auparavant depuis des siècles, dans le respect de la Loi sur l'eau, la Boulogne doit être régulièrement réhabilitée. Le même phénomène que l'envasement du Lac calculé par L.Marion, (p 150, 151) l'eau prend le chemin le plus facile. Remblaiement de zone humide et déviation de cours d'eau, deux actions non conformes à la loi sur l'eau. Heureusement, 40 ans plus tard pour la construction d'un lycée qui empiète quelque peu sur une zone humide qui ne fait même pas partie de la zone inondable de Grand-lieu, pour respecter la loi sur l'eau il faut une compensation en créant une nouvelle zone humide, qu'à cela ne tienne, on va enlever les remblais dans le marais d'il y a 40 ans, qui ont anéanti une zone humide inondable. L'administration est contente car ***« on a créé une zone humide »,*** malgré une facture de bientôt un million d'euros, ce n'est pas grave ce sont des subventions européennes ! ah bon, mais qui fournit ces subventions par ses impôts ? On peut se réjouir malgré tout de voir qu'ainsi une partie des marais de Grand-lieu a été réhabilitée, mais par contre l'existence de ce canal qui reste et restera, modifie le site et son fonctionnement. Ah, quand le bon sens nous tient !

Au début des années 60 Mr Guerlain parfumeur à Paris et son épouse (née Lesieur), passionnés de chasse, achètent une propriété de 2700 ha de lac, marais et friches pour la chasse, propriété qu'il donneront à l'état en 1977 (p133 à 136 du 99) s'en suit la création d'une réserve naturelle nationale selon la volonté des époux Guerlain avec l'appui de deux jeunes étudiants adhérents à la SNPN qui feront une thèse sur Grand-lieu. Les époux Guerlain en contrepartie de cette donation obtiendront un droit de chasse à vie pour tous les deux. Tiens les écolos autorisent la chasse dans une réserve, on n'est pas à une compromission près. Cette réserve sera confiée en gérance à la SNPN (société nationale de protection de la nature) qui nomme comme directeur un de ces 2 étudiants devenu chercheur au CNRS et adhérent à la SNPN, qui méprisant les riverains sera en permanence en conflit avec la population locale se permettant tous les mensonges sur ses travaux (p35 à 68). Il se permettra même d'affirmer que l'agriculture a pris de nombreux ha de marais pour les cultiver, sans jamais pouvoir dire où étaient ces marais. Les limites de marais et terres cultivées sont les mêmes qu'elles ont toujours été, tout simplement parce qu'on ne peut pas cultiver le marais de par sa structure et qu'il peut être inondé jusqu'à 3 à 5 mois certains hivers et même quelques jours en plein été suite à un violent orage comme juillet 1977, (p 167 et 171). Curieusement il ne parlera jamais de l'urbanisation avec remblaiements dans la zone inondable et les conséquences des assainissements d'environ 85 000 habitants du bassin versant, ni des différents aménagements, Haro sur les agriculteurs, l'agriculture, il n'aime pas, il n'aime vraiment pas. Il va calculer tous les apports dus à l'agriculture, on peut douter de l'exactitude de ses résultats affichés, jamais il ne calculera ceux dus aux épurations de l'urbanisation. Quelle objectivité !!! Après avoir fermé la réserve à tout accès, il affirmera que les riverains n'ont jamais eu le droit d'aller sur le Lac, alors que de nombreux témoignages affirment le contraire, etc… Ce directeur participera à faire classer Grand-lieu en site protégé en y excluant les zones inondables certaines années mais urbanisées et aménagées, ou à urbaniser et aménager, en contre parti les élus sont favorables à la réserve, à son extension, à toutes les contraintes qui y sont liées, et à tous les dossiers de la réserve, qu'ils soient juste ou pas, l'administration bénit l'ensemble. On y voit là un bel arrangement entr'amis, car les riverains et acteurs professionnels ou récréatifs du site, propriétaires, exploitants ou locataires, sont exclus de ces accords.

Depuis l'arrivée du 1er directeur de la réserve naturelle nationale, la finalité de ces dossiers de la réserve est d'obtenir le classement en réserve naturelle de tout le site de Grand-lieu sans la vallée de l'Acheneau, soit presque 6000 ha à la cote de 2.96 ml Buzay, cote aujourd'hui reconnue par l'Etat. Avec ces petits arrangements entr'amis pas de problèmes, certains maires sont d'accord, d'autres pas trop ou pas du tout, ça se fera avec le temps. (p 111) et (p165, 166 du LV 2011/2017)

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

La ou les réserves feront tout pour arriver à un arrêté ministériel en 1996 qui va modifier les niveaux de printemps à la hausse sous des prétextes fallacieux comme l'envasement dû au nénuphars… (p51 à 56 du 96) cet arrêté est signé pour le ministre de l'environnement par Mr Gilbert Simon directeur de la nature et des paysages au ministère et administrateur de la SNPN (comme le directeur de la réserve de Grand-lieu, ah bon ?) adepte de la religion verte ultra-écolo indifférente aux réalités de terrain de l'agriculture, des loisirs et de la population concernée. L'administration est aidée pour cette décision par la 1ère crise de botulisme en 1995.

Le 28 mars 1996 sort ce nouvel arrêté ministériel qui veut un niveau maximum de 1.80 Buzay jusqu'au 31 décembre, et 2.20 maxi jusqu'au 30 avril, donc pas d'eau l'hiver. Ensuite 2.20 ml minimum au 1er mai et laisser écouler doucement jusqu'au 1er septembre pour un minimum de 1.60 ml à cette date. Soit une amplitude maximum de 0.60 ml entre l'été et l'hiver. On croit rêver, l'histoire nous donne des niveaux mini d'été à 1.10 ml (en dessous des 1.40 en moyenne tous les 7/8 ans) et un maximum de 4.55 ml l'hiver, rarement mais 4.00 ml tous les 10/15 ans) soit une amplitude maximum de plus de 3.00 ml. Pour qui se prend-t-on ? ce n'est pas possible, donc on modifie pour l'hiver en niveau expérimental 2.40 ml, quelle avancée !!! une amplitude de 0.80 ml au lieu des 1.60/1.70 ml en moyenne, et on ne touche pas aux cotes de printemps et été, tant pis pour l'agriculture, donc tant pis pour la faune, la flore et la biodiversité.

Cet arrêté de 1996 va provoquer un fort mécontentement chez les riverains, agriculteurs pêcheurs et chasseurs, des manifestations au vannage de Bouaye, un face à face avec 120 CRS (p 136, 137, 138) cet arrêté est attaqué au tribunal administratif en 2002 et il est annulé en 2003. Mais de 2004 à aujourd'hui l'expérimentation est reconduite (p 5 du LV 2003.2005)

Les spécialistes en aquaculture avaient prévu dès 1995 que cet arrêté allait bousculer la flore donc la biodiversité. (p 35 à 68) il aura fallu attendre 30 ans pour constater cette prévision au sujet de la faune et de la flore. Depuis le début de la réserve naturelle nous avons contesté l'envasement du lac prôné par le directeur de la réserve comme étant le grand problème de Grand-lieu, faute aux nénuphars et à l'agriculture du bassin versant toujours le bouc émissaire de tous les maux. Les vases liquides de Grand-lieu sont 40 cms plus haut que le niveau de la mer favorisant une autoépuration naturelle. On constate que de 1890 à 1995 les niveaux d'eau, selon la pluviométrie ont été favorables à tout le monde. Du poisson, des oiseaux, pas de botulisme, une agriculture extensive saine.

Depuis 30 ans on entend que « niveaux expérimentaux ». Tous les ans on « expérimente » des niveaux printaniers, toujours hauts, sans jamais tenir compte de l'avis des riverains ni du mémoire du 17 décembre 1890 d'où découlera le règlement de niveau qui va fonctionner jusqu'en 1995. Ce document nous a été fourni récemment par une personnalité qui nous soutient. Les deux directeurs de la réserve ont forcément eu connaissance de ce document mais ont toujours préféré l'ignorer, on se demande bien pourquoi ?

On voit le marais se dégrader, les plantes invasives proliférer, l'herbage endémique du site disparaitre, en 1ère cause : ces niveaux printaniers hauts. On voit que les zones exondées les premières ne s'envahissent pas ou beaucoup moins de jussie ou autre, nous l'avons constaté sur site lors de visites avec les autorités, comme le 13 décembre 2022 à St Lumine de Coutais, et le 15 septembre 2025 dans les marais de St Lumine de coutais, St Mars de coutais, St Philbert de Grand-lieu et Port st Père (voir p 145 et 146). Il a été constaté avec la DREAL que des niveaux d'eau bas au plus tôt au printemps comme avant les niveaux expérimentaux permettent aux herbages traditionnels de reprendre le dessus de la jussie, donc retrouver la biodiversité traditionnelle du site. Il aura fallu 30 ans aux écolos et techniciens pour en arriver là, même si aujourd'hui on reprenait des niveaux du début du XXème il faudra se montrer patient pour retrouver notre biodiversité. De plus, un niveau plus haut au printemps conserve les écrevisses plus longtemps sur la zone

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

ennoyée, ils préfèrent les herbes tendres du marais aux plantes invasives et se reproduisent dans les zones de peu d'hauteur d'eau, ils participent ainsi à la prolifération des ^plantes invasives. A savoir que dès une cote de 2 ml Buzay on commence à passer en bateau dans toute les zones basses normalement exploitables. Et en 2026 on veut nous laisser encore à 2.00 au 1 er mai, ah non pardon, 1.99 ml en réalité dans les textes. On s'use la langue en réunion pour arriver à 1.99 ml, pas 2.00 ml, c'est comme chez Leclerc, 12.99 euros pas 13.00. C'est comme s'il était naturel de faire un calendrier au cm près par jour calendaire, non, c'est la pluviométrie qui décide, donc la nature, alors SVP laissez la tranquille. L'été 2026 en est à nouveau la preuve, nous voilà bien en dessous des cotes fixées fin juillet, en partant de cotes hautes au mois de mai. Mais quoi faire ? rien, la nature commande ! parfait exemple de l'impuissance humaine face aux caprices de la nature.

Un autre phénomène dû au niveaux conservés bas l'hiver, à chaque crue avec un courant violent, les bords de rivière subissent une très forte érosion, on vide bien vite augmentant la force du courant, et dès le prochain épisode de pluviométrie importante on recommence, autant de fois par hiver qu'il y a de crues. Au lieu de garder la première eau jusqu'à 2.20 ml Buzay environ dès l'automne qui ferait arriver les crues suivantes en butée sur ces 2.20, ralentissant ainsi le courant et le répartissant sur toute la surface ennoyée au lieu d'être juste canalisé sur la largeur de la rivière. De plus les niveaux restant très hauts tout le printemps et le début d'été, les bords de rivière ne sèchent plus que 3 à 4 mois par an au lieu d'au moins 7 à 8 mois avec un règlement comme celui de 1890 et sont donc plus fragile au courant. Le résultat est aujourd'hui flagrant, par exemple La Boulogne arrivée dans le marais s'est élargie de 50% par endroit depuis 30 ans.

Grace à la volonté des hommes depuis 800 ans, cette zone marécageuse travaillée en s'inspirant des travaux des moines de Buzay, est devenue au fil du temps source de vie pour les riverains grâce à l'agriculture la pêche et la chasse. Et cela jusqu'aux années 1980/90 et la création de la réserve naturelle nationale. Depuis on a remodifié les niveaux d'eau, diminué les périodes de chasse, diminué les périodes de pêche même pour les professionnels, favorisé par idéologie l'arrivée d'espèces invasives floristiques et faunistiques, pourtant dès 1992 nous avions compris ce qui allait se passer (p 112, 113, 114) et (p63, 64 du LV 1996), à l'époque presqu'aucune réaction des officiels, juste des riverains qui se sont rassemblés en comité de défense ou association de sauvegarde mais qui n'ont obtenu aucun soutien des organismes publics ou privés, fédération ou syndicat, juste quelques rares municipalités tiraillées entre le bon sens et l'envie d'urbaniser.

Quand l'été est enfin là, on se dépêche d'exonder le marais pour que le fauchage de l'herbe puisse quand même se faire en partie pour faire plaisir aux agriculteurs. Donc une baisse de niveau très rapide qui laisse beaucoup de poissons prisonniers à la merci des oiseaux piscivores et de la densité de la jussie d'où ils ne peuvent s'extraire. Et s'il pleut dans l'été les marais ne pourront pas être fauchés. En clair tant pis pour les agriculteurs et tant pis pour la biodiversité. Arrive l'automne, le raisonnement est à l'inverse, c'est le moment de garder l'eau pour le réapprovisionnement des sources et nappes phréatiques, eh bien non, on vide le plus possible, pas d'eau l'hiver, l'herbe ne pourra pas se régénérer, les poissons ne pourront pas réintégrer les prées marais, les oiseaux (surtout les anatidés) ne pourront pas sortir se nourrir sur les prées marais et continueront leur migration vers des lieux plus accueillants. En clair, tant pis pour les agriculteurs et tant pis pour la biodiversité. Pour la réserve nationale il faut garder de l'eau au printemps car si une espèce fait nid dans une zone découverte et que l'eau est trop loin l'oiseau sera vulnérable, tant pis pour la vulnérabilité de l'agriculture extensive, naturelle et biologique. L'instinct des oiseaux les poussent à faire leurs nids où il faut, voir en dehors des marais pour y revenir dès l'éclosion des petits, tous les riverains ont eu l'occasion de voir des canes et leurs nichées traverser une route pour redescendre au marais. Seules

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

10% des canes font leurs nids dans la zone humide de Grand-lieu. Ne cherchons pas à les habituer à des niveaux réguliers, ils en perdraient leur instinct naturel et sauvage.

Un niveau expérimental, oui mais pendant 2 ou 3 ans et on fait le bilan. Là, non, on persiste dans l'aggravation de la santé du site, et surtout on se gargarise de tout faire pour le sauver, on ne sait pas de quoi, mais on continue. Le sauver consiste à revenir aux niveaux de la première moitié du XXème préconisés par le règlement de 1890 et faire un bilan tous les 2 ou 3 ans. D'ailleurs lors de la réunion du comité de pilotage du Lac de mai 2004, (p 5 du LV 2003/2005) il faut poursuivre l'expérimentation car *« à ce stade nous devons poursuivre les études et prendre en compte une approche multi factorielle en intégrant des critères comme la température de l'eau ou les gradients de profondeur* » traduction : depuis 10 ans on est au même point !!! que de grandes expressions pour le dire. Et aujourd'hui en 2026, soit encore 22 ans plus tard : on est : toujours pas plus avancés !!! Moralité : à quoi sert ce comité et ces expérimentations ? Que de réunions et de discussions pour en arriver là !!! que d'énergie dépensée. Ne cherchez pas à avoir une pluviométrie au calendrier, ni en date ni en quantité. Ne cherchez pas à avoir des températures au calendrier, ni en date ni en intensité. La nature nous fait une météo avec ses beaux et avec ses mauvais jours, elle a besoin de variabilité. A nous de nous adapter.

Grand-lieu pour être en bonne santé a besoin d'hiver de temps en temps avec une forte pluviométrie et donc des niveaux très hauts, et des années avec des printemps et été secs de temps en temps avec des niveaux très bas, ce que la nature nous offre naturellement. Aucune régularité n'est possible car naturellement la pluviométrie annuelle est loin d'être régulière, comme on l'a vu plus tôt en Loire-Atlantique celle-ci va de 532 à 1256 mm sur 40 ans (p 73), aucune régularité de niveaux n'est envisageable. Les marais ont besoin de variabilité.

Chaque semaine le syndicat Grand-lieu Estuaire envoie aux membres des différentes associations, administrations, mairies, les réserves, le SAGE, l'Union des marais, le canal de Buzay etc etc…. le bulletin de relevé des niveaux d'eau. Sur ce bulletin, la hauteur et le débit de la Loire à Montjean/Loire, la salinité en Loire et à Buzay, la pluie de la semaine passée et celle de la semaine à venir, les niveaux d'eau du jour, l'historique des niveaux depuis 4 à 5 ans, le débit de la Logne, pour le débit du lac : pas de données et enfin la même chose pour le Falleron et le marais breton.

A Grand-lieu :

1- Pour les niveaux d'eau, 4 prises, le Tenu à la Pommeraie, l'Acheneau à Bouaye, le Lac de Grand-lieu « on ne sait pas où », et l'Acheneau au vieux Buzay.
   L'Acheneau à Bouaye, pas de cote ???, l'Acheneau à vieux Buzay et le tenu à la pommeraie en cote à priori marine soit 2.55 ml plus haut que la cote Buzay, le Lac lui en cote Buzay, donc par exemple au 13 avril, le Lac à 2.17 ml buzay soit 3 cms de baisse en 1 semaine, et l'Acheneau à vieux Buzay 3.59 cote marine soit 15 cms de baisse en 1 semaine ??? mais 3.59 moins 2.55 = 1.04 ml cote buzay, et le Lac à 2.17, on tiendrait donc le Lac 1.13 ml plus haut que l'Acheneau à vieux Buzay ou bien ce n'est pas la cote marine, mais alors de quelle cote s'agit-il ? Sans le vannage de Bouaye, le Lac serait bien entendu un peu plus haut que l'Acheneau à vieux Buzay, mais pas avec un tel écart, 1.13 ml ce n'est pas beaucoup, c'est énorme et impossible. A moins que ce soit en cote NGF, non !!! encore plus incohérent !!! Pourquoi ce mélange de cotes sur un même tableau ???
2- Pour être objectif les cotes relevées du Lac devraient être :
   1- Le pont de st Philbert, à noter qu'au mois d'août 2026 cette échelle a disparu, espérons la revoir et améliorée pour nous donner les cotes les plus basses, puisqu'elle s'arrêtait à 1.70 ou 1.80 ml. Avec le canal de dérivation aujourd'hui, il faudrait une autre échelle au pont, sous la 4 voies

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

vers Machecoul pour bien avoir le débit de la Boulogne et du canal de déviation, cette échelle existait encore récemment mais est cassée aujourd'hui. Espérons la revoir avec les cotes basses lisibles. Sur les relevés pourraient apparaître également la direction et la force du vent.

2- Au port de St Lumine de Coutais.
3- Au port de Passay.
4- A Bouaye en amont des portes.
5- Au pont de Port St Père.
6- Au pont de Pont St Martin à l'arrivée de l'Ognon.

Sur ces 6 points, 2 ou 3 échelles existent déjà, St Philbert ??? trois en plus ce ne devrait pas être un gros problème. Ainsi on verrait clairement les différences de niveaux en différents points par crue et niveau bas, et les différences par période de vent. Et surtout toutes à la même cote : Buzay.

3- Un point anecdotique, on a sur ces bulletins le débit de la Logne ??? qui s'en préoccupe, ce serait plutôt celui de la Boulogne qu'il faudrait avec débit relevé en aval de l'arrivée de l'Issoire et de la Logne. Eventuellement en plus le débit de l'Ognon au pont de Pont St Martin, ainsi on aurait presque le débit des 85000 ha du bassin versant qui arrive à Grand-lieu. Ne serait-ce pas plus logique et objectif ? puisque la Logne ne fait que tout juste 20% du débit total du bassin versant il n'y a aucun intérêt à cette prise de débit.
4- Si vous prenez le « suivi des niveaux en temps réel » en avril ou juin par exemple, et que vous retournez sur celui du 16 février pour comparer, ce suivi a disparu, vous avez sur ce relevé du 16 février celui du mois d' avril ou juin qui est apparu, celui du jour ou vous faites une recherche, pas celui du 1er au 28 février. On ne peut plus rien revoir, ou il faut sauvegarder ce suivi de niveau indépendamment de la sauvegarde de chaque suivi hebdomadaire. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué. Pourquoi faire ça ? on ne peut donc plus voir la cote maxi relevée, le Lac à 2.92 le 9 février, 3.73 le 16 et 3.69 au 23 février, en 2026 quelle a été la cote maximum ? à quelle date ? on était à 3.95 au pont de St Philbert et presqu'autant à Passay, il est normal d'être plus haut aux arrivées de la Boulogne et de l'Ognon qu'à la sortie à Bouaye mais de combien ? et on ne sait pas où est prise la cote du Lac.
5- Si on regarde bien les cotes à partir du 15 avril on ne baisse presque plus le Lac, on le garde à 2.17 ml Buzay pour baisser tout doucement et arriver à 1.99 au 1er mai et 1.80/1.85 au 1er juin 2026, mais on évacue vite la vallée de L'Acheneau, il faut y sauver les marais. Pendant ce temps l'eau reste croupir et pourrir sur les marais de Grand-lieu avant de finir dans le Lac après avoir favorisé l'explosion de la jussie et des écrevisses.
6- En 2025, le niveau est descendu de 1.90 au 28 avril à 1.83 au 5 mai, 1.78 au 19 mai, 1.77 au 26 mai et 1.73 au 2 juin, en 2026 il est prévu 1.80/1.85 au 1 er juin, soit 10 cms de plus que 2025 qui déjà a été une catastrophe pour le marais, qu'en sera-t-il avec encore 10 cms de plus en 2026 ? le lac est à 1.82 au 1er juin et, surprise ! la nature a décidé que ce serait une année sèche, la cote est donc bien plus basse que prévue en août. Eh non messieurs vous ne maitriserez pas la nature. Par contre au printemps on a donc laissé l'eau pourrir sur le marais avant qu'elle ne rejoigne le Lac, et ensuite on s'étonne de la qualité de l'eau ???
7- En clair, il faut être bien initié sur l'hydraulique de Grand-lieu pour s'y retrouver dans ces bulletins hebdomadaires.
8- Pour rappel à qui s'intéresse : la cote marine est 2.55 ml plus haut que le zéro Buzay et la cote NGF est 0.45 ml plus bas que le zéro Buzay. Le zéro Buzay étant le radier aux portes de vieux buzay.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

La mort du marais on y est, à quoi va servir la « société du canal de Buzay », cette société des exploitants de marais et des propriétaires est intimement liée au marais, le marais mort ne peut que contraindre cette société à disparaître. Sa seule fonction aujourd'hui : encaisser des cotisations sur plus de 4000 ha soit environ 52 700.00 euros annuels. Pour des dossiers d'entretien ? ils sont réalisés avec des subventions. Pour gérer les niveaux d'eau ? les exploitants et propriétaires, sont les seuls qui sortent le porte- monnaie, minoritaires pour les prises de décision et surtout pas écoutés. Dieu sait s'il y a du monde autour de la table pour les prises de décision, personne ne paye sauf les adhérents du « canal de Buzay » mais tout le monde veut décider !!! et les acteurs les plus proches du marais et donc les plus concernés, on s'en fiche. Dites ce que vous avez à dire, on n'en tiendra pas compte, et surtout PAYEZ !!!

Plutôt que garder l'eau haute au Lac au printemps pour alimenter le marais breton si besoin comme en 2022 au détriment des marais de Grand-lieu, (voir page 115) le bulletin hydraulique du 13 juin 2022, « ***le pompage de la Pommeraie est toujours en fonctionnement alimenté par l'eau du Lac*** », on nous garde donc bien des niveaux hauts au printemps pour le maraichage de Machecoul et le marais breton pourtant celui-ci est suffisamment grand et inondé l'hiver pour y faire des réserves importantes d'eau. Une grande surface de plans d'eau y existe déjà, mais sans profondeur, peut-être une idée à creuser ?!!! et surement plus logique que de ramener l'eau du Lac. Ou bien lors d'années comme 1976 ou 2026 peut-être faudra-t-il exécuter des danses tribales pour implorer le ciel d'envoyer la pluie. Ou bien plus sérieusement avec du bon sens serait-il plus judicieux de recreuser voir créer des plans d'eau pour les besoins estivaux dans ce marais Breton, ce qui ne serait que bénéfice pour Machecoul sans avoir besoin de pénaliser Grand-lieu. Il serait également judicieux de créer des retenues d'eau en amont du Lac sur son bassin versant pour les mêmes raisons. Malheureusement des retenues sont existantes depuis le moyen âge sur les rivières. Déjà à l'époque il leur arrivait d'être confrontés à la sécheresse, plein de bon sens ils ont créé ces retenues pour être surs d'avoir de l'eau l'été, et des subventions Européennes aujourd'hui les détruisent. Quel bon sens ! Des retenues d'eau en amont et les nappes phréatiques qui se chargent l'hiver et dont on se sert l'été, c'est du bon sens, le contraire est évidemment un non-sens.

Depuis 1870, les relevés de niveau d'eau sont répertoriés sur les tableaux des archives de la société du canal de Buzay. Ceux-ci sont souvent à a date du 1er du mois, ce qui malheureusement ne nous donne pas la côte la plus basse ou la plus haute dans le mois, sur trente jours on peut avoir d'énormes différences. Le vent à lui seul peut nous donner de 2 à 4 cms à peu près d'écart d'un coté à l'autre du Lac par niveau faible comme début septembre 2026, en hiver par niveau haut on peut avoir 20 à 30 cms cumulés si en plus c'est en période de crue. D'où l'importance de faire ces relevés en plusieurs endroits (p 124, 125). Portes fermées, l'été, l'évaporation est facile à évaluer.

Depuis 1870 pour les relevés d'été, lors de niveaux bas, la différence ne peut pas être importante. En consultant ces archives, on peut donc voir que depuis 150 ans, pas moins de 39 fois au 1er août on est descendu sous les 1.60 ml Buzay.

Dans ces 39 fois, le niveau est descendu 19 fois sous les 1.50 ml.

Dans ces 19 fois, le niveau est descendu 12 fois sous les 1.40 ml.

Dans ces 12 fois, le niveau des descendu 7 fois sous les 1.30 ml.

Dans ces 7 fois, le niveau est descendu 3 fois sous les 1.20 ml. 1898, 1899, 1938

A noter que des années le plus bas se situe plus tard, le pire 1.14 ml au 1.11.1938.

Le Lac n'est pas mort à cause de ces quelques niveaux très bas , au contraire il en bénéficie.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

adjoint en charge des dossiers scolaires a constaté que cette rentrée scolaire 93 s'était déroulée dans de bonnes conditions, sans problème majeur. Les effectifs sont en hausse dans le public : + 25 élèves en primaire et un collège public neuf qui a dû installer des préfabriqués pour accueillir ses 520 élèves. Dans le privé, les effectifs sont stables. St-Philbert est d'ailleurs, l'une des rares communes du secteur à n'avoir pas connu de fermetures de classes en primaire pour cette rentrée.

Du côté du transport scolaire, quelques petits problèmes de ramassage les premiers jours, mais le tout fut très vite réglé par les services concernés du département.

Comme prévu, lors du précédent budget, le conseil a approuvé la construction de deux nouvelles classes à l'école publique ; les travaux pourraient démarrer en janvier 94.

Affaires touristiques - Les gestionnaires du camping et de la zone de loisirs semblent satisfaits de la saison 93. Durant, les quatre semaines d'exposition de peintures à l'abbatiale, 6000 entrées ont été comptabilisées. L'OTSI, installé maintenant au Prieuré, a accueilli durant juillet et août environ 2000 visiteurs. L'abbatiale philibertine devrait être en 94, un lieu très animé. M. Jean Guichard prépare une étape à l'abbatiale.

Aménagement du CD 117 - Le conseil a pris une délibération, insistant sur l'urgence de la réalisation d'un échangeur au carrefour de la Chaussée ; et sur l'élargissement de la route entre le Pied-Pain et La Marne. Une réunion publique d'informations sur l'aménagement foncier de ces zones se déroulera le mercredi 3 novembre à 18h.

Divers - Protection des espaces naturels sensibles : les conseillers ont été invités à se pencher sur le problème d'une extension du droit de préemption sur les terrains bordant le lac de Grandlieu. Une décision devra être prise pour le prochain conseil.

- Journal municipal : M. Philippe Caillaud proposera lors du prochain conseil, la maquette d'un journal municipal, nouvelle formule.

- Station d'épuration : le projet de construction d'une nouvelle station d'épuration devrait s'inscrire au prochain budget primitif 94 ; mais actuellement, la municipalité rencontre des difficultés dans les négociations pour l'achat du terrain. Certains conseillers souhaiteraient voir la municipalité moins conciliante, et mettre en place des mesures d'expropriation pour cette importante acquisition.

Le prochain conseil est programmé le 5 novembre.

LE COURRIER

le lac de G.L est en Z.P.S depuis 1986 sur 6000 Ha
Appellations D'attente (Reserve Naturelle)

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

PAGE 7

Regards sur Grand Lieu

Le joyeux destin d'Alphonse

Une vie de garde-chasse sur les rives du lac

Alphonse Joyeux est né en 1934 à Saint-Mars de Coutais, à quelques encablures du lac de Grand Lieu. Enfant, il était loin de se douter qu'il passerait le plus clair de ses quarante années de travail au sein même de l'immense étendue d'eau.

Il parle de sa vie comme on raconte une histoire, à la fois dans et en dehors du récit, car il n'est pas encore tout à fait revenu de *"la grande chance"* qui a infléchi son destin personnel et professionnel.

Alphonse a 24 ans lorsqu'il rentre de son service militaire en Algérie. Le travail agricole ne court pas les rues dans la région, alors il vaque de petits boulots en coups de main.

Nous sommes à la fin des années 50. Jean-Pierre Guerlain, le parfumeur parisien, grand amateur de chasse, s'apprête à acquérir une propriété de 2 800 ha sur le lac de Grand Lieu.

"L'État aurait pu s'emparer de l'espace dans les années 20", raconte Alphonse. Mais jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, le site appartenait au Marquis de Juigné. il le cédera finalement à une société hollandaise, "Kwantès", dont le projet consistait ni plus ni moins à assécher le lac pour y planter des tulipes.

Le père de Jean-Pierre Guerlain, lui même passionné de chasse, avait fait construire une maison à La Chevrolière. C'est dire si le parfumeur connaît les lieux et leur fabuleux potentiel cynégétique. Le lac ne sera pas asséché.



Le président, Valéry Giscard d'Estaing est venu à deux reprises en 1978 et 1979 sur les terres de son ami Jean-Pierre Guerlain

Un profil adéquat

Pour entretenir l'immense propriété, le parfumeur et son épouse Huguette ont besoin d'un garde-chasse présent sur place tout au long de l'année. Ils jettent alors leur dévolue sur le jeune Alphonse, qui à leurs yeux requiert toutes les indispensables qualités pour ce travail : ses connaissances dans le domaine sont très limitées. *"Les Guerlain ne voulaient pas d'un garde expérimenté. Mon profil leur correspondait parfaitement."* Malgré ce plébicit, les premiers pas du jeune homme dans "le grand monde" se font à reculons. *"Dès ma première convocation, je me suis retrouvé en compagnie du Marquis de Gourion Saint-Cyr et de M. Dornano le maire de Deauville et futur ministre de l'environnement. Je ne me sentais pas vraiment à l'aise"*, se souvient-il.

La mission d'Alphonse

Commence alors la grande aventure pour Alphonse Joyeux, auprès d'un couple à qui il vouera une admiration sans faille pendant quarante ans.

Pourtant sa tâche fut immense, car entretenir l'une des chasses les plus prolifiques de l'hexagone n'est pas une mince affaire.

Tous les matins, Alphonse procédait à l'agrainage. Au plus fort de la période, en 1962-63, deux tonnes de blé étaient déversées chaque jour. Tout était dévoré en 1 h 30. On estimait alors la population de canards à 80 000 unités. *"Nous avons vécu une véritable explosion démographique des cols verts au cours de ces années."* L'élevage concernait 14 000 œufs par an, auquel il fallait ajouter les naissances "naturelles".

S'il tient à rester discret quant aux tableaux réalisés par ces patrons et leurs invités, *"par respect pour Huguette Guerlain toujours en vie"*, il concède tout de même que 600 à 900 oiseaux pouvaient être chassés par session. *"Jean-Pierre Guerlain avait un absolu respect pour la nature, selon lui, on ne devait pas prélever sur le capital naturel de la population de canards, mais juste éliminer les surplus"*. Ainsi donc, seuls deux invités étaient admis auprès du couple Guerlain. Chacun des tireurs étant accompagné de deux conducteurs, chargés de les accompagner au milieu du site, l'équipée était composée de douze personnes au maximum. Les chasses duraient toute la matinée, de 8 h à midi.

Des invités prestigieux

Au cours de ces parties de chasse, Auguste Joyeux a croisé nombre "grands de ce monde". Jean-Pierre Guerlain et son épouse, fille de l'industriel Georges Lessieur, ont pignon sur rue à Paris. Le plus illustre d'entre eux est Valéry Giscard d'Estaing, président français. *"Il est venu deux fois en 1978 et 79*, raconte Alphonse. *A chaque fois sa présence était placée sous sceau du secret"*. Pour sa première venue, l'homme d'État avait trouvé l'excuse d'une visite à un industriel allemand pour rejoindre le lac. Son avion s'était posé à Chateau-Bougon. *"Seul un gendarme dont les galons*

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

étaient en jeu sur ce coup-là, était dans la confidence".
La seconde fois, l'hélicoptère présidentiel s'est posé devant la maison des Guerlain. *"Giscard avait profité d'une visite au Puy du Fou pour faire un saut ici."*
Bavard et à l'aise, se mêlant sans manière à ses partenaires d'un jour, le président de la République aura fait une bonne impression au garde-chasse.
Parmi les quelques grands noms à avoir foulé les rives du lac, Auguste Joyeux cite Jean de Beaumont, président des Jeux Olympiques français, *"l'un des meilleurs fusils de France"*. Les ambassadeurs américains Curley et Rodgers, Christopher Soames, le gendre de Winston Churchill, ambassadeur d'Angleterre sous de Gaulle et Pompidou, de grands joailliers de la place Vendôme, comme Boucheron, le baron de Rotschild.

L'évolution du lac

Outre ces week-ends de réception, où Auguste préparait la chasse, l'élevage et l'agrainage, les semaines étaient consacrées aux travaux du lac proprement dit. On lui doit notamment la fameuse "rade Guerlain", qui permet d'accéder directement au lac depuis la maison.
"J'ai travaillé pendant deux ans sur ce canal, en utilisant un couteau à levis de 60 cm pour arracher la végétation. J'avançais en moyenne de 6 m à l'heure." Longue de 1 800 m à l'origine pour quelques mètres de large, la rade est à l'image des transformations qu'a subi le lac ces vingt dernières années. Aujourd'hui, cette voie d'accès fait quinze mètres de large !
"depuis 1960, la surface en eau du lac de Grand Lieu a doublé", affirme Alphonse Joyeux, *la disparition des joncs des macriers qui succède à celle des vasières contribue à changer la physionnomie du lac."*

Préservation du site

Les premiers pourparlers de Guerlain avec le ministère de l'environnement ont eu lieu dès les années 70. *"Jean-Pierre Guerlain a toujours eu à l'esprit de protéger le lac et ses habitants"*, explique Alphonse. C'est sur une idée de Pierre Pfeffer, président de la fondation internationale VVF, que l'idée de classer le site en zone protégée émerge. Après moult pourparlers avec un État qui n'était pas pressé de prendre cette responsabilité, la Société nationale de protection de la nature (SNPN) prendra la gestion de cette réserve de près de 3000 hectares en septembre 1980.
Parmi les conditions de son don à l'État, Jean-Pierre Guerlain avait également stipulé le maintien de l'activité des 19 pêcheurs du lac à l'époque.
Après son don à l'État, le parfumeur a néanmoins conservé un droit de chasse sur le domaine. Alphonse Joyeux, que son patron surnommait affectueusement "mon petit gros", a travaillé sur le site jusqu'en 2000, date à laquelle l'État a racheté la maison Guerlain et celle du garde. *"J'ai dormi dans la demeure jusqu'au bout"*, précise Alphonse.
L'histoire s'est terminé le 11 décembre 1997 à la mort de Jean-Pierre Guerlain, marquant assurément le glas d'une époque.

Karl Duquesnoy

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

M. Loïc Marion :

« trois maux, trois remèdes »

P.O/9182

Pour parler du lac de Grand-Lieu sous l'angle écologique, Loïc Marion ne manque pas d'arguments. Avec son frère Pierrick il est l'auteur d'une volumineuse étude qui fait toujours référence. Aujourd'hui encore, le sujet le passionne. L'itinéraire qui les a conduit sur ce chemin emprunte d'ailleurs au hasard et à la compétence.

Loïc Marion, 30 ans, enseigne à la faculté des sciences de Rennes et collabore aux travaux du muséum national d'histoire naturelle de Paris. Pierrick, son frère jumeau, est en poste à la délégation à l'environnement de Poitiers. Ils sont nés à Bouguenais où ils conservent des attaches familiales.



Pierrick et Loïc Marion, auteurs d'une étude exhaustive qui fi référence pour la décision de protéger le lac.

Ils avaient 14 ans quand ils apprirent grâce à une petite annonce, que le C.R.B.P.O. (Centre de recherches sur la biologie et les populations d'oiseaux) demandait des bagueurs bénévoles. Attirés par la nature, ils se portent candidats et sont retenus. C'est ainsi qu'ils mettront pour la première fois les pieds sur le lac, en quête des hérons.

Cette orientaion sera étayée par l'obtention, toujours ensemble, d'un bac agricole à l'école de Briacé, au Landreau, et d'un diplôme de technicien supérieur de protection de la nature à Neuvic (Corrèze). La formation s'achevait par un stage pratique, pourquoi ne pas le faire sur Grand-Lieu ? **« A l'époque on était en 1972, personne ne connaissait ce site à titre scientifique, explique Loïc Marion. On ne trouvait rien depuis 1909. D'où l'idée de réactualiser les informations ».**

Mais le rapport de stage, enrichis de 12 ans de connaissance du milieu, s'étoffe rapidement. En 1976, les deux frères sortent un épais document (600 pages), que la société des sciences naturelles de Nantes, emballée, s'empresse de publier. Les 1.000 exemplaires sont rapidement épuisés. **« Nous voulions faire une étude qui alerte les pouvoirs publics sur la valeur internationale de Grand-Lieu, poursuit Loïc. L'administration ne connaissait pas le lac. Le parfumeur Guerlain vieillissait. De plus la période semblait favorable, avec par exemple la création du ministère de l'Environnement ».**

La création de la réserve naturelle, puis le classement du site s'appuieront sur les données de l'ouvrage.

Pour Loïc Marion il n'y avait pas à l'époque péril en la demeure, mais il fallait agir à temps. Une constation qu'il résume ainsi : trois menaces pesaient sur le lac (l'urbanisation, l'envasement, la disparition de la faune), trois mesures pouvaient assurer sa pérennité (le classement du site, la réserve naturelle et la régulation hydrologique).

La pression de l'urbanisation

Les localités riveraines, notamment dans la partie nord du lac, sont devenues des communes dortoirs. **« Les nouveaux habitants qui travaillent à Nantes veulent bénéficier de tous les équipements publics, donc les maires sont souvent obnubilés par les problèmes de financement, donc tentés d'accroître la population. Des terrains jusque là inconstructibles ont été viabilisés, par exemple à Saint-Aignan, La Chevrolière et Saint-Philbert. Il était donc important d'agir ».**

Certains élus ont cependant très bien compris qu'il fallait désormais travailler dans le sens de la protection. Et Loïc Marion de citer entre autres les représentants de Bouaye et Pont-Saint-Martin.

L'envasement qui s'accélère

Le lac de Grand-Lieu s'est formé lors des boulversements géologiques intervenus il y a environ 120 millions d'années. On estime qu'au départ, sa profondeur devait atteindre la quinzaine de mètres. Aujourd'hui le niveau oscille entre 1 et 3 m, et souvent quelques dizaines de centimètres... **« C'est une évolution à l'échelle millénaire. Mais elle s'est considérablement accélérée ces dernières années. On a d'ailleurs longtemps voulu assécher le lac pour l'exploiter. La chaussée qui va de Bouaye à Saint-Mars a renforcé le processus en coupant le marais. En 1920, la quasi totalité de la superficie du lac était libre de végétation. En 50 ans, on peu voir la différence. L'île de la Capitaine par exemple, n'existait pas il y 35 ans, aujourd'hui elle est presque solide. Cette poussée de la végétation est la conséquence de l'utilisation des engrais et des modifications hydrologiques ».**

Pourtant tempête Loïc Marion, il ne faut pas se satisfaire de ce lent envasement. **« S'il s'envase, le lac va mourir. Il restera une grande roselière intéressante, mais dont la richesse sera sans rapport avec son aspect actuel. L'envasement se retournera aussi à terme contre les agriculteurs, en baissant le niveau du lac on diminue également sa capacité de stockage. Cette année beaucoup de pluies sont tombées au printemps, néanmoins l'eau est très basse ».**

« Pour pouvoir faucher le foin l'été, le syndicat des marais fait baisser le lac. On accroît encore l'envasement. Au lieu de le vider chaque année, il serait plus utile pour les agriculteurs de stocker l'eau, et de transformer les cultures pauvres des rives en cultures irriguées rentables. Quitte à brider les exploitants actuels ».

La faune encerclée

Troisième menace enfin, celle qui pèse sur la faune. **« Il se tue à Grand-Lieu environ 40.000 canards par an. Je ne suis pas contre la chasse, mais à une telle dose ce n'est pas raisonnable. D'ailleurs on tue aussi des migrateurs. Le lac fournit en canards tous les marais de la région, les tuer ici entraîne une diminution des populations ailleurs. Si la chasse était limitée, les effectifs pourraient passer à 100.000. Le ministère de l'Environnement a quelque chose à faire dans ce domaine ».**

Classer le site

La première mesure de protection, le classement du site, vient don d'intervenir à la grande satisfaction bien entendu de Loïc Marion. **« Toutefois,** note-t-il **on a réduit la zone protégée à un périmètre minimum. Les élus devront le compléter dans les plan d'occupations des sols, afin qu'à la limite du site ne se constitue pas un mur de béton ».**

Gérer la réserve naturelle

Pour ce qui est de la réserve naturelle créée il y a deux ans, se pose maintenant l'échéance de la gestion. **« Il faudra à terme étendre la réserve à l'ensemble des eaux du lac, car l'ancienne propriété Guerlain ne touche que 5 % des rives où justement les oiseaux viennet se ravitailler. La commission qui devait suivre la création de la réserve, n'a jamais été nommée. On peut regretter l'absence de gestion actuelle ».**

Réétudier l'hydrologie

Dernier souci enfin, l'hydrologie du lac. **« Il faut réagir dans l'intérêt de tous, conclut Loïc Marion. Pour éviter l'asphyxie de l'agriculture qui est indispensable autour du lac. Une étude est en cours comnandée par le ministère de l'Environnement, sur les causes de l'envasement. Si le régime hydraulique s'avère déficient il faudra le modifier ».**

Cette étude est menée pour la partie sédimentologique par le Sétame, un bureau spécialisé de Paris, et pour la partie biologique par les services du muséum d'histoire naturelle, dont... Loïc Marion. Les conclusions doivent être livrées au printemps 1983.

Enquête : Michel Brenon
Carte : Armel

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Le Courrier du pays de Retz

Environnement

Après plus de 30 ans à veiller sur le lac
Loïc Marion écarté de Grand Lieu

Pour l'instant, l'annonce du départ de Loïc Marion fait peu de vagues à Grand Lieu

Le Canard Enchaîné a révélé l'information dans son édition du 13 février : le directeur scientifique de la réserve naturelle de Grand Lieu, le professeur Lefeuvre, a démissionné en octobre 2007, quelques semaines avant la décision du préfet de ne pas renommer Loïc Marion au sein de ce même conseil scientifique. L'article a beau faire du bruit à Grand Lieu, rares sont ceux qui souhaitent réagir à ces deux événements. Du côté des intéressés, le professeur Lefeuvre n'a pas souhaité nous répondre, prétextant une lourde charge de travail. Quant à Loïc Marion, épuisé physiquement et moralement, il n'arrive toujours pas à réaliser qu'après plus de trente ans au service du lac de Grand Lieu, on puisse l'écarter sans ménagement de sa gestion.

De l'eau dans le gaz

Et pourtant, cela fait déjà plusieurs années qu'il y a de l'eau dans le gaz entre la SNPN, la société nationale de protection de la nature, association gestionnaire de la réserve naturelle, et Loïc Marion. Les premières véritables tensions apparaissent après 2001, l'année du rapport du professeur Hélin, un juriste nommé médiateur par l'État dans le but de calmer les tensions nées chez les agriculteurs autour de la question des niveaux d'eau du lac. Par deux fois ils ont ouvert les vannes de Grand Lieu : en 1995 en réaction à l'arrêté du ministre de l'Agriculture remontant les niveaux de l'eau de 40 cm ; puis en 1996 contre un nouvel arrêté ramenant la hausse à 20 cm.

Premier coup dur

Suite aux conclusions du professeur Hélin, Loïc Marion est démis de ses fonctions de directeur de la réserve naturelle en 2002. Un poste auquel il avait été nommé dès la création de la réserve, près de vingt ans plus tôt, comme l'avait souhaité le parfumeur Guerlain lorsqu'il avait fait don à l'État de ses 2 700 ha de propriété. Premier coup dur pour Marion. Mais il n'est pas complètement écarté de réserve puisque le préfet lui confie une mission au sein d'un tout nouveau Conseil scientifique, présidé par le professeur Lefeuvre. La mission de Loïc Marion durait cinq ans. Elle n'a pas été reconduite. Ce n'est donc pas la SNPN qui a *"éjecté Marion comme un malpropre"*, comme l'écrit le Canard Enchaîné. Mais c'est bien l'État, par l'intermédiaire du préfet, qui ne lui a pas renouvelé sa confiance. Il ne faut pas non plus nier le fait que Loïc Marion et le gestionnaire n'étaient plus du tout en accord depuis le consensus sur les niveaux d'eau, obtenu par la SNPN sans concertation du ministère en 2002 - 20 cm en moins - au grand dam de Loïc Marion.

Cancer des eaux

Ce dernier affirme en effet que ces niveaux, trop bas en été et au printemps, seraient la cause majeure d'un véritable cancer des eaux (une hypereutrophisation). Un dérèglement également dû à la pollution en phosphates et en nitrates provenant de l'agriculture du bassin-versant, et ce *"malgré les efforts du Sage de Grand Lieu pour limiter les rejets des stations d'épuration"*. Une théorie contestée par la SNPN, tout comme l'affirmation par Loïc Marion que le lac est en train de s'envaser.
Celui-ci reproche donc à la SNPN d'avoir sacrifié la santé du lac *"au profit de la paix civile"* à Grand Lieu. Accusation que récuse l'association comme l'explique son secrétaire général Michel Echaubard : *"Nous ne pouvons qu'approuver la décision du préfet car M. Marion se refusait à entendre tout fait scientifique qui n'allait pas dans le sens de ses convictions"*.

Bonne nouvelle

Le départ de Loïc Marion s'annonce plutôt comme une bonne nouvelle pour l'association, d'autant que *"la réserve va enfin pouvoir être gérée normalement, comme toutes les autres réserves de France, ce qui n'était pas le cas puisqu'on avait monté un système pour chapeauter le gestionnaire, nommé par décret"*. En d'autres termes, l'association compte sur l'État pour que le directeur de la réserve soit enfin un directeur scientifique salarié de la SNPN et non pas quelqu'un dépendant du ministère.
La SNPN est loin d'être la seule à se réjouir du départ de Loïc Marion, peu apprécié à Grand Lieu. Parmi ses plus fervents opposants il y a Jules Jeaneau. Cet agriculteur en retraite, membre de l'association de sauvegarde des marais du lac, se bat depuis la création de la réserve naturelle pour un entretien régulier du lac sur toute sa surface, la régulation de la faune, le respect des riverains et de leurs traditions ancestrales et surtout pour... le respect des niveaux d'eau, qu'il trouve lui aussi trop bas ! Mais pas à la même période que Loïc Marion puisque Jules Jeaneau voudrait les relever en hiver et non au printemps. Tous ceux qui connaissent l'agriculteur savent qu'il n'est pas près de baisser les bras.
Tout peut encore arriver à Grand Lieu. Les niveaux d'eau appliqués depuis 2003 sont en effet seulement expérimentaux. Pour l'instant, il y a consensus. Mais qui peut dire combien de temps cela va durer ?

Julie Herbouiller

Le Courrier du Pays de Retz

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

AVRIL 84

Conseiller général, maire de

M. Claude Vincendeau répond

Le Courrier : Maire de St-Philbert, vous représentez le Conseil général de Loire-Atlantique au sein de la commission consultative. Que pensez-vous de cette première réunion qui était attendue impatiemment ?

Un certain nombre de personnes, et notamment de scientifiques, pensaient que les élus étaient tout à fait opposés à la création d'une réserve naturelle et à toutes les conséquences d'une telle mesure. Or c'est assez inexact. Un des avantages de cette réunion a été de montrer qu'il y avait, sur les grands problèmes, un consensus assez large autour de la table. D'entrée de jeu, j'ai indiqué que nous étions partisans du classement du lac en réserve et fiers d'une richesse qui intéresse toute l'Europe. C'était montrer que nous prenions en compte la valeur scientifique du lac. Grandlieu s'envase et disparaîtra si on ne fait rien pour y remédier : nous voulons collaborer avec les scientifiques pour étudier et prendre les mesures qui s'imposent.

Nous souhaitons ainsi que la réserve naturelle s'étende à la totalité du lac, c'est-à-dire au périmètre des eaux permanentes. Nous espérons que la donation récente faite par M. Giraudet facilitera la passation d'un accord entre l'Etat et la fondation. C'est mon avis et il n'y a pas, à ma connaissance, parmi les élus du secteur des gens d'une opinion très différente.

Le Courrier : Quelle est l'opinion des autres partenaires et notamment des agriculteurs riverains e des pêcheurs du lac ?

Il faut bien évidemment tenir compte de leurs désirs et de leurs aspirations. Les agriculteurs sont très préoccupés du niveau des eaux qui influe sur le rapport de leurs prairies inondables et à ce titre très attachés au décret de 1965, je crois, qui le régit. Pour eux, c'est une disposition à laquelle il ne faut pas toucher. Mais tout bouge et tout change : une commission mixte regroupant des agriculteurs, des scientifiques et des hydrauliciens devra travailler à trouver une solution satisfaisante. L'aménagement envisagé dans le cadre d'un nouveau syndicat hydraulique du Sud-Loire me paraît aussi un élément essentiel à prendre en compte : rien ne pourra être fait sans y intégrer Grandlieu car de très nombreux cours d'eau y transitent.

De leur côté les pêcheurs ont gardé un bail qui date du temps de MM. Guerlain et Giraudet, l'Etat ayant repris à son compte le bail Guerlain. Pour le moment, ils s'interrogent sur leur devenir un peu flou en raison de la récente

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Saison écourtée pour le gibier d'eau 29/2/92 - OF

Les chasseurs manifestent à Nantes

Deux semaines après la fermeture officielle, les chasseurs de gibier d'eau de Loire-Atlantique ont tiré leurs dernières cartouches samedi sur le lac de Grand-lieu puis, au nombre de six cents à huits cents, ils ont crié à Nantes, sous les fenêtres du préfet, leur refus d'une saison écourtée.



Les manifestants devant la préfecture de Loire-Atlantique à Nantes.

NANTES. — De part et d'autre de l'estuaire, les marais sont nombreux en Loire-Atlantique. La chasse au gibier d'eau y constitue un loisir populaire, particulièrement en Brière, autour du lac de Grandlieu et dans les marais côtiers.

Il s'agit d'une chasse « traditionnelle » que viennent remettre en cause les directives européennes destinées à protéger les oiseaux migrateurs. Les chasseurs subissent de ce fait le tir croisé de l'administration qui limite la saison de chasse en jouant sur les dates d'ouverture et de fermeture et des écologistes qui les accusent **« de ne pas voir plus loin que le bout de leur fusil »**.

La Révolution et l'Europe

L'extension des réserves accroît la tension. Des comités de défense se sont constitués et la fédération départementale leur apporte maintenant son appui.

Comme l'an dernier en Brière, les chasseurs au gibier d'eau ont tiré cette année à plusieurs reprises après la fermeture.

Ils veulent un retour aux dates traditionnelles : ouverture dès le 14 juillet jusqu'à la mi-février pour le colvert et la fin février pour les autres canards.

C'est pour appuyer cette revendication qu'ils sont venus manifester samedi matin à Nantes, de façon bruyante avec trompes de chasse, sifflets, pétards et appelants, mais sans incident. Ils se prévalent d'un droit de chasse **« hérité de la Révolution française »**, mais l'Europe qui se pointe remet en cause cet acquis.

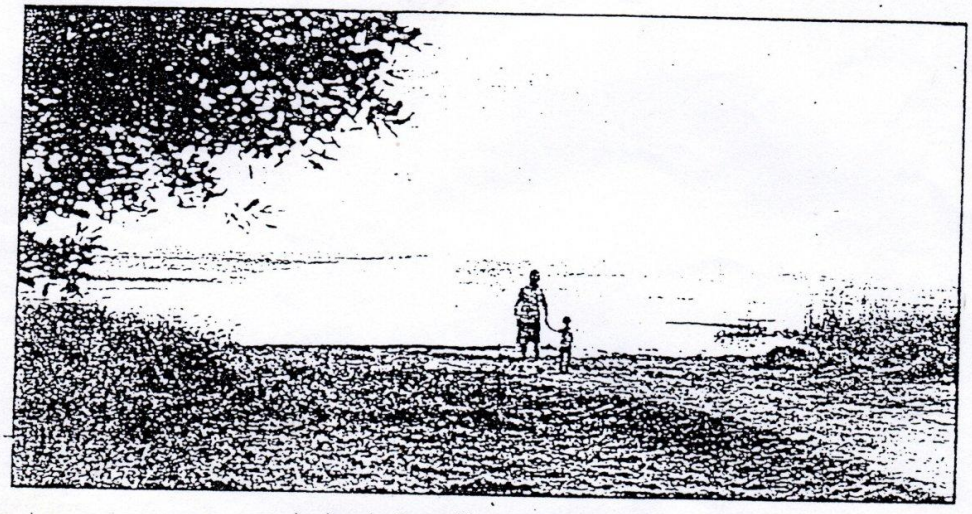
Jacques BOISLÈVE.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Traitement sur ordonnance

LAC DE GRANDLIEU

Le médecin qui depuis de longs mois veillait au chevet d'un patient nommé Grand-Lieu vient de rendre son verdict. Le diagnostic était connu, voilà le traitement. Avec l'espoir de voir la santé du malade s'améliorer d'ici cinq ans.



Le lac de Grandlieu (photo P. Fréor)

Les conclusions de l'étude sur les causes de l'envasement du lac de Grand-Lieu et les mesures de sauvetage ont été rendues publiques la semaine dernière à St Philbert au cours d'une réunion présidée par le préfet de Région, Alain Orhel. Les membres de l'administration (environnement, agriculture), le directeur de la réserve naturelle, les représentants des agriculteurs, des pêcheurs, des chasseurs tous étaient réunis pour entendre les propositions élaborées par les cabinets spécialisés.

Le lac est malade

A dire vrai, il n'y avait guère de suspense. Les conclusions étaient connues dans leurs grandes lignes depuis plusieurs mois. Il restait à en préciser les modalités d'application et à voir surtout comment elles seraient reçues par les intéressés...

Rappelons d'abord les objectifs : il s'agit de sauver d'une mort certaine le plus grand lac de plaine de France, dont les fonds s'exhaussent par envasement au rythme de 2 cm par an, du fait de la croissance excessive des végétaux supérieurs et du phytoplancton. Les causes de cette prolifération sont d'origine humaine : le lac est le réceptacle de pollutions agricoles nées sur les 70 ha de son bassin versant et de pollutions urbaines. L'eutrophisation a été amplifiée par un niveau d'eau excessivement bas depuis que une partie du lac est vidée en avril pour permettre la fauche du foin ou le pâturage sur les 1200 ha de prairies marécageuses gagnées sur les eaux.

Face à cette situation, trois interventions ont été jugées indispensables. La première consiste à diminuer la pollution sur le bassin versant, avec la mise en place d'un Schéma d'aménagement et de gestion des eaux, piloté par la Direction régionale de l'environnement (DIREN), avec l'appui de l'Agence de bassin et des directions de l'agriculture de Loire-Atlantique et de Vendée. M. Moison, directeur de la DIREN, a été nommé responsable de ce volet du traitement. Ce ne sera pas le plus simple. La solidarité prônée par tous ne s'imposera pas si facilement à des communes parfois fort éloignées du lac et qui, sans vouloir sa mort, ont du mal à se persuader de leur responsabilité dans sa maladie.

La deuxième mesure consiste à draguer une partie des sédiments juste en amont de l'Acheneau, sur une superficie limitée à 100 ha, dans la partie de la réserve naturelle riveraine de la commune de Bouaye (étier Guerlain). Là aussi il faudra mettre la main au portefeuille puisque cette action coûtera plusieurs millions de francs. Le ministère de l'Environnement a fait savoir qu'il versait une première somme de 750 000 F. Le Conseil général et le Conseil régional seront évidemment sollicités. Il faudra décider aussi du devenir des produits de dragage : adoptera-t-on le "dragage à l'américaine", avec remise des vases en suspension? Ou stockera-t-on à terre ? En accord avec ses partenaires, il reviendra à M. Vincendeau, maire de St Philbert et responsable de ce volet de la thérapeutique, de répondre à cette question épineuse.

Un remède délicat

La troisième mesure, placée sous la responsabilité de M. Seven, directeur départemental de l'Agriculture et de la forêt, est sans conteste la plus polémique. C'est la modification de l'arrêté préfectoral de 1965, permettant de revenir à un régime hydraulique plus naturel et de maintenir une hauteur d'eau printanière plus élevée (+ 40 cm). Le niveau hivernal restera toujours identique, mais il sera abaissé à partir de la mi-mai afin de revenir à la cote 1,30 NGF au 1er juillet.

Cette décision pose plusieurs problèmes, et en premier lieu celui de l'évacuation des eaux sur un laps de temps réduit à cinq semaines. Elle pose surtout la question de l'indemnisation des agriculteurs exploitant les prairies inondables. On a évoqué la possibilité d'une première aide apportée par le biais d'une OGAF Environnement (voir Le Courrier du 28/02/92). Mais outre que ce contrat de cinq ans renouvelable est limité à 1,2 MF par opération, ce qui risque d'être insuffisant pour satisfaire les agriculteurs riverains, la concurrence est rude autour de ces dossiers d'OGAF. Le Comité technique national agriculture-environnement, réuni mercredi à Paris, a d'ailleurs tranché : priorité est accordée au pays d'Ancenis, puis aux communes de Loire-Atlantique qui appartiennent au marais Breton. Quant à Grand-Lieu, il faudra en reparler, peut-être à l'automne, sachant que l'acceptation du dossier est conditionnée par une démarche volontaire de l'ensemble de la profession. Ce qui n'est pas acquis, malgré l'engagement de M. Orhel à mener auprès de tous une politique active d'information et de concertation.

Quoi qu'il en soit, l'OGAF ne pourrait être qu'une solution provisoire, en attendant une éventuelle acquisition des terres concernées par le Conservatoire du littoral ou par le Conseil général, après extension de la taxe sur les espaces naturels sensibles à l'ensemble du département.

"La nécessité de ces trois mesures a été unanimement admise", a affirmé M. Orhel. Souhaitons qu'il en aille ainsi, toute solution exigeant l'adhésion de l'ensemble des parties intéressées. Il en va de la survie du lac de Grand-Lieu dont on espère, d'ici cinq ans, voir la santé s'améliorer grâce aux remèdes qui lui ont été enfin prescrits.

S.Rouzeau

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

1990

Avec ses 8 000 ha, il est, en hiver, le plus grand lac naturel de France. Mais il est aussi le plus méconnu. C'est que Grand-Lieu ne livre pas facilement ses secrets. Il est protégé par une végétation luxuriante qui en fait une sorte de mangrove et le rend quasiment inaccessible. De plus, parce que classé en réserve naturelle, il est interdit au grand public. Il est devenu un sanctuaire qui accueille plus de 220 espèces d'oiseaux et où niche désormais la spatule blanche, cet oiseau mythique qui avait disparu de France depuis Colbert. On ne l'approche qu'au port de Passay, à La Chevrolière, ou encore en un endroit nommé Pierre-Aiguë, à Saint-Aignan-de-Grandlieu et aussi, si l'on veut, à l'embarcadère de Saint-Lumine-de-Coutais.

Pour s'y balader, il n'existe qu'une seule occasion. C'est, chaque année, à la mi-août, à l'occasion de la fête des pêcheurs de Passay qui embarquent alors les touristes sur leurs plates. En dehors de cette occasion, la seule façon, si l'on excepte l'avion, de découvrir le lac dans toute son étendue et sa splendeur, est de grimper au sommet de l'observatoire de Passay ou encore -mais c'est nettement plus sportif- dans la tourelle du clocher de Saint-Lumine-de-Coutais. De là haut, on a une vue superbe. Et le meilleur moment de l'apprécier est en hiver quand, comme c'est le cas actuellement, les eaux ont monté et qu'elles viennent jusqu'au bord des routes et des maisons. C'est la balade du week-end à ne manquer et qui peut être agréablement complétée par une visite de la Maison du pêcheur (Passay) et du musée avifaune (Saint-Philbert-de-Grandlieu).

A cette époque de l'année, le lac a principalement des canards comme pensionnaires. Selon Patrice Boret, le permanent de la réserve naturelle, ils sont environ 10.000 à Grand-Lieu : des colverts, des souchets, des milouins, des morillons, des siffleurs, des sarcelles d'hiver. Il y a aussi (à ne pas confondre) des foulques. Tout ce petit monde se repose le jour et se nourrit la nuit. C'est ce que les ornithologues appellent une unité fonctionnelle. Même s'il y a déjà quelques hérons (cendrés), la plupart des migrateurs ne sont pas encore de retour. Mais le héron ne va pas tarder. Il est très précoce et pond ses œufs dès la fin du mois de février.



Le lac vu de l'observatoire de Passay

Un plan de sauvetage

Cet univers, on le sait, est en sursis. Le lac s'envase et si l'on ne fait rien il aura bientôt disparu. Depuis qu'une étude est sortie à la fin de l'année dernière on en connaît les causes et aussi les remèdes. On sait que les sédiments qui se déposent proviennent du bassin versant. D'où l'idée d'un SAGE (*Schéma d'aménagement des eaux*) qui est à l'étude. On sait aussi que l'on peut jouer sur les hauteurs d'eau régulables à l'écluse de Bouaye. Tous les ans, à cet endroit, 20 millions de m^3 partent en Loire pour assécher les prairies des agriculteurs. Encore faut-il que tous les utilisateurs du lac se mettent d'accord.

Enfin, on sait qu'un bon dragage désengorgerait Grand-Lieu. Mais cela coûte cher (7 millions) et il n'y a eu, pour l'instant, qu'une action symbolique consistant à brasser les vases afin qu'elles soient emportées par le courant. Le financement ne pourra venir que d'une OGAF, sorte de contrat rémunéré (prime à l'hectare) par lequel les agriculteurs s'engagent à ne plus faire de production intensive. Mais cela suppose un consensus et dieu sait si à Grand-Lieu les intérêts sont contradictoires.

Jean-Charles Cozic

Parole de Passis : un journal de village

Le premier numéro de la gazette de Passay vient de sortir. Il a été distribué aux seuls habitants -ils sont environ 400- de ce village de pêcheurs, sur le bord du lac de Grand-Lieu, à La Chevrolière. Son objectif : raconter l'histoire de ces pêcheurs et de leurs familles à travers leurs propres témoignages.

Dans la grande tradition de ces conseillers d'éducation populaire (on les appelle maintenant conseillers techniques et pédagogiques), dont Jean Guéhenno fut le premier directeur en 1945, une femme et deux hommes, Marie-Jo Coulon, Claude Naud et Jacques André, ont décidé les Passis (habitants de Passay) à écrire collectivement leur histoire. Pas celle des historiens, ethnologues, journalistes ou autres professionnels de l'écriture, la « leur » avec leurs mots.

« Nous souhaitons expliquent-ils, voir publier dans ce journal, et plus tard dans un ouvrage plus conséquent, des témoignages simples et authentiques de votre jeunesse, de votre famille, de vos conditions de vie, de vos activités professionnelles, des changements qui ont eu lieu au cours de votre vie, dans votre foyer et à Passay ». L'appel est lancé, ils sont déjà nombreux à y avoir répondu dans le n° 0 de la gazette de Passay qui vient de sortir.

Sans oublier les femmes

C'est d'abord à la porte du Syndicat des pêcheurs qu'ils sont allés frapper : « Il y a cinquante ans, ils étaient une centaine, ils ne sont plus qu'une douzaine, c'est le moment où jamais ». Le premier numéro qui recouvre cinq à six heures d'entretiens, parle de ce métier, du choix d'être pêcheur (ou plutôt du manque de choix) : « T'es tout seul de fils : tu seras pêcheur » déclare le père d'André Garreau dit « Layoutte » à son fils qui voulait être instituteur. Il parle aussi du dénuement. « Ce n'était pas rose, seuls les plus coriaces sont restés » se souvient Bernard Richard dit « Tino », et de l'avenir « un matin, une équipe de Lyon est venue pour des analyses, ils prenaient le degré d'oxygène, c'était proche de zéro et c'est la limite de l'asphyxie » s'inquiète Dominique Robion dit « Mino ».



Les pêcheurs de Passay : Tino, Mino, Titi...

L'histoire des traditions religieuses (la fête de Sainte Anne) et plus païennes est évoquée de même que l'origine des surnoms des pêcheurs. Les femmes ne sont pas oubliées qui, « même si elles pensent qu'elles n'ont rien à dire ou rien fait de spécial, offrent des témoignages, riches du quotidien, si précieux pour reconstituer l'histoire du village » souligne Marie-J Coulon.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Les agriculteurs de marais de Grand-Lieu iront vendredi en préfecture parler des hauteurs d'eau

Les agriculteurs des marais de Grand-Lieu ont manifesté leur colère hier sur la chaussée de Saint-Mars.

Nantes.- Les agriculteurs des marais de Grand-Lieu avaient prévenu mardi dernier : « *Si personne ne veut écouter nos doléances sur les hauteurs d'eau, nous irons nous-mêmes ouvrir les écluses de Bouaye !* ». Huit jours après, ils ont tenu promesse et se sont présentés hier matin sur la chaussée de Saint-Mars... où les attendait une compagnie de CRS.
Faute de pâtures pour leurs animaux et face à des stocks de fourrage qui diminuent chaque jour, les agriculteurs concernés ont déjà reçu l'appui du Conseil général et de la Chambre d'agriculture (voir nos éditions des 30 mai et 1er juin). Mais ils refusent d'être des assistés permanents. Comme le martèlent leurs délégués, « *nous voulons vivre de notre exploitation, sans subvention ou autre indemnisation. Or, à force de lois, de décrets ou d'arrêtés, on veut nous chasser de nos terres. On voit le résultat aujourd'hui. Le lac de Grand-Lieu n'a jamais été aussi peu entretenu. Les terres riveraines sont envahies de joncs du tonnelier et désormais improductives.*
« *Les cinq ans d'expérience demandés par la réserve naturelle n'ont servi à rien car personne n'a été capable d'en tirer une analyse claire. Et, maintenant, on veut passer à la phase deux du plan Marion, avec des niveaux d'eau encore plus élevés, tout en sachant que cela condamnera inexorablement le lac. Les études du professeur Pierre Dupont donnent des résultats opposés à ceux de Loïc Marion. Il est donc nécessaire que l'État se pose vite la question de savoir lequel a raison et doit être suivi. Pour notre part, le choix est fait et, comme le professeur Dupont, nous constatons une dégradation de l'écosystème et la disparition de certaines plantes du marais...* ».

Photo D.L.



Après un face à face de près de quatre heures avec les forces de l'ordre, les agriculteurs se sont pliés aux conseils donnés par les plus âgés d'entre eux et à la médiation adroite du colonel Rabasté.

Face à face avec les CRS
Le problème posé, les agriculteurs qui barraient la RD 264 avec leurs tracteurs et faisaient face à quelque 120 CRS, ont demandé qu'une table ronde soit organisée avec le Préfet et que toutes les parties prenantes au lac soient conviées. Ils ont également souhaité que celle-ci se déroule en terrain neutre -Conseil général ou Chambre d'agriculture- et que ce ne soit pas seulement une « *table d'écoute ou d'enregistrement, comme cela a été trop souvent le cas* », mais une réunion de personnes responsables, aptes à prendre des décisions rapidement, avec pour seul ordre du jour « *l'arrêté ministériel fixant les hauteurs d'eau* ».
Face à ce nouvel appel, plus un cri de désespoir qu'un ultimatum, il revenait aux délégués des agriculteurs, Michel Coudrieau et Pierre Neveux entre autres, à Joseph Thomas, président du syndicat d'aménagement hydraulique (SAH), Hervé de Villepin, directeur du SAH, et aux représentants de la gendarmerie, le colonel Rabasté et le capitaine Dubos, de négocier au mieux le principe de cette table ronde.
La pondération des premiers et l'habile médiation des derniers permettaient un consensus débouchant sur le retour au calme après plus de quatre heures de face à face.

Médiation réussie
Malgré le maintien de la réunion en préfecture, les plus intransigeants acceptaient son principe car, en échange, la représentation du monde agricole a été élargie et la préfecture a autorisé la présence du professeur Dupont qui semble le « contrepoids » le mieux habilité à répondre aux thèses de Loïc Marion que les agriculteurs jugent source de tous leurs maux. Enfin, le préfet a promis de se rendre rapidement sur le lac pour juger de l'état des lieux.
« *En Brière, on a su aujourd'hui reconnaître que des erreurs avaient été commises dans la gestion des niveaux.*
On souhaite être entendu vendredi en préfecture sur ce même problème. Et nous souhaitons que les personnes présentes soient capables de prendre des décisions rapides. Pas question d'entendre comme les autres fois que bonne note a été prise de nos doléances et qu'une nouvelle réunion aura lieu dans six mois » avertissaient en partant les agriculteurs les plus virulents.

Dominique Lapeyre

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Ouest-France
Jeudi 7 juin 2001

(Soleil Marion ?)



De longues tractations se sont établies entre la préfecture et les agriculteurs massés près de l'écluse de Bouaye.

La préfecture « applique avec souplesse » l'arrêté d'eau

Grand-Lieu : « des incidents graves »

La préfecture a qualifié hier de « graves », les incidents qui se sont déroulés, mardi, autour du lac de Grand-Lieu (*Ouest-France* d'hier). Ce jour-là, des agriculteurs mécontents ont insulté et menacé le directeur de la réserve naturelle et un cadre de la Diren.

Un comité de pilotage de Natura 2000 sabordé en mairie de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu. Le chef du service nature de la Direction régionale de l'environnement menacé. Un directeur de la réserve naturelle du lac pris en otage, invectivé et insulté. Nicole Klein, secrétaire générale de la préfecture, qualifie de « **graves** » les incidents de mardi, provoqués par des agriculteurs-exploitants des prairies humides de Grand-Lieu et de l'Acheneau.

Après ces incidents, Mme Klein a décliné l'invitation de Michel Coudriau, président de l'association de sauvegarde des marais du lac. Cette structure, qui rassemble une centaine de paysans du pourtour de Grand-Lieu, l'invitait à se rendre compte de l'état détérioré de la végétation des prairies inondables. « **Après avoir accepté son invitation, il y a quelques jours, j'ai appelé son président pour lui dire que je n'irai pas à Saint-Lumine-de-Coutais dans ce climat-là** ».

La secrétaire générale explique que la préfecture « **applique avec souplesse les niveaux d'eau prévus par l'arrêté ministériel** ». C'est ainsi, dit-elle, que la hauteur d'eau, aux portes de Bouaye, « **devrait être à 1,86 m dans les premiers jours de juin** ». Contre 1,95 m, si l'on se réfère audit arrêté.

La représentante de l'État rappelle « **qu'elle ne ferme pas la porte au dialogue** », comme le montre, dit-elle, la souplesse dont la préfecture fait preuve, depuis plusieurs mois, sur les niveaux d'eau. Mais, ajoute-t-elle, « **je ne crois pas que, pour l'instant, tout le monde soit dans le même état d'esprit** ».

Pour souligner les vertus du dialogue, Nicole Klein met en avant les documents d'objectifs sur Natura 2000, qui viennent d'être signés dans le marais de Basse-Goulaine. « **Dans ce secteur, nous avons agi de manière concertée** », conclut la secrétaire générale. Autrement dit : sans remettre en cause l'orientation ministérielle sur les niveaux d'eau (que les agriculteurs-manifestants contestent et veulent voir baisser durablement), il est possible d'avancer.

Gaspard NORRITO.

Ouest-France
2-3 juin 2001

Ils dénoncent les pollueurs du lac de Grand-Lieu

Les Verts soutiennent Loïc Marion

Les Verts de la région dénoncent la prise d'otage du directeur de la réserve naturelle de Grand-Lieu. Ils demandent à l'État et aux élus de désigner, d'urgence, « ceux qui empoisonnent » le lac.

Après la prise d'otage de Loïc Marion, mardi dernier, par des agriculteurs-exploitants du pourtour du lac, la droite, majoritaire au conseil général, a apporté son soutien aux manifestants (lire *Ouest-France* de vendredi). Au sein de la gauche plurielle, le PS et le PC ne se sont pas exprimés. Les Verts, par la bouche de Mireille Ferri, ont, hier, nettement pris position en faveur du directeur de la réserve naturelle.

La présidente du groupe écologiste à la région rappelle « **que le lac meurt des excès de nitrate et de potasse** ». Et de faire remarquer, après avoir noté que « **personne ne réfute** » les chiffres de la pollution, que « **la pousse de la végétation sur les rives et marais du lac n'a plus rien de naturel. Elle est dopée par des tonnes et des tonnes d'engrais venus du bassin versant** ».

Mme Ferri fait observer qu'il n'y a que deux façons de diminuer « **cette production végétale qui asphyxie le lac : mettre fin à l'excès d'engrais apporté par les rivières ou retarder la pousse autant que possible en maintenant un niveau très élevé d'eau au printemps** ».

La première solution, disent les Verts, « **suppose un changement radical des pratiques agricoles et un énorme effort d'épuration des eaux domestiques** ». La seconde solution « **n'est qu'un palliatif. Une mesure de bon sens qui ne devrait être que provisoire, mais dont on voit bien hélas qu'elle doit durer, qu'elle va durer, puisque les responsables de la dégradation du lac jouissent d'une véritable impunité** ».

Cette seconde solution, poursuit Mme Ferri, « **n'est pas du goût des agriculteurs qui ont bruyamment manifesté le 29 mai. Leur conduite est scandaleuse et inadmissible** », déclarent les écologistes.

Cette attitude nécessite d'urgence, selon les Verts, « **que l'État et les élus locaux prennent enfin leurs responsabilités en désignant sans atermoiement ceux qui empoisonnent Grand-Lieu** ». Et Mireille Ferri de conclure : « **Il est urgent qu'ils se donnent les moyens financiers de sauver le lac tout en assurant le maintien d'une agriculture véritablement respectueuse de l'environnement.** »

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Saint-Philbert-de-Grand-Lieu VENDREDI 8 JUIN 2001
Presse Océan

Le lac, objet d'une table ronde aujourd'hui en préfecture

Le lac de Grand-Lieu va être une nouvelle fois au cœur du débat, cet après-midi en préfecture. Principalement les hauteurs d'eau dénoncées par les agriculteurs et qui constituent le seul point de l'ordre du jour. Ils dénoncent le « plan Marion » qui a servi de base à l'arrêté ministériel et ont trouvé appui près du professeur Pierre Dupont qui juge, lui aussi, que les hauteurs fixées par arrêté sont injustifiées.

Photo D. L.



Les agriculteurs tirent la sonnette d'alarme depuis longtemps déjà et espèrent être enfin entendus à la faveur de la table ronde décidée après leur manifestation aux écluses de Bouaye, mercredi (notre photo)

Pour sa part, Loïc Marion a reçu l'appui des élus régionaux Verts, via un communiqué signé Mireille Ferri, présidente du groupe. Il ne semble pas certain du tout que le groupe soit parfaitement au courant du « **dossier Grand-Lieu** », dénonçant à la fois la présence excessive de potasse et le manque d'entretien des rives et des marais… et ne trouvant pour régler le problème qu'un « *niveau élevé d'eau au printemps et la fin des excès d'engrais apportés par les rivières qui alimentent Grand-Lieu* ».

Et la logique

Depuis des années que s'est instauré le débat, il semble que la simple logique ait été oubliée. Grand-Lieu est un lac de marais et, comme tel, à l'origine, se satisfaisait des conditions climatiques qu'il avait à subir. Il était haut les années de fortes pluies, quasi vide les années de grande sécheresse. Il n'existait nul ouvrage permettant de réguler son niveau, que ce soit à Bouaye ou ailleurs. Seule la main de l'homme est intervenue pour cela et, avec elles, les premières dissensions entre groupes d'intérêts. Les écrits anciens sont là pour en témoigner.

Une chose est sûre, un consensus existait cependant pour éviter des catastrophes, notamment des inondations, dans les villages riverains. Et les brusques ruptures de niveau n'avaient guère d'influence sur la végétation tant du lac que des rives. Seul souci, la fièvre des marais (une forme de paludisme) qui, les années de fortes pluies suivies d'un été chaud, gagnait les environs. La fièvre n'a été éradiquée qu'après la guerre. Mais ne reste-t-elle pas latente ? Certains anciens se posent toujours la question.

Niveaux naturels

Et les hauts niveaux d'eau de printemps sont-ils naturels ? Le cercle des circonspects va là s'élargissant. Sans écluse, Dame Nature pouvait-elle fixer à 1,85 m ou 2,20 m, la hauteur du lac au 1er juin ? Assurément non ! Et la flore des marais se satisfaisait des caprices de la météo. Certes, il est louable de vouloir « lessiver » les excès de nitrates et autres produits que les rivières apportent au lac. Mais la véritable solution au problème ne passe-t-elle que par là ? Contrairement aux affirmations des Verts régionaux, les agriculteurs des marais ne sont pas les véritables pollueurs ! Ils utilisent les près marais tels que le lac les livre quand son niveau baisse et se retirent quand l'eau monte. Les pollueurs se trouvent en amont, avec des lotissements non raccordés à l'assainissement, des usines pas toujours très propres et des agriculteurs intensifs pas toujours très sérieux dans leur manière d'opérer. Et ils n'y peuvent rien… Or, ils se retrouvent les seuls lésés dans le cas de figure actuel. Ils ne demandent ni subvention (chose rare aujourd'hui), ni aide, ni rachat. Ils ne souhaitent qu'une chose, « *vivre des terres que leurs anciens leur ont léguées* ».

Constat

Ils ne souhaitent qu'être écoutés dans les réflexions qu'ils ont à faire et qui partent d'une logique ancestrale, naturelle. L'entretien du lac est chez eux une affaire de famille et ils se réfèrent pour cela aux écrits du marquis de Juigné. Les hauteurs d'eau ? Ils sont pour ce que le ciel en voudra. Et leurs coups de gueule de ces derniers jours n'avaient pour but que de faire constater aux élus, aux administratifs, au monde entier, ce que le lac est aujourd'hui et ce qu'il sera demain, si on persiste à vouloir conserver des hauts niveaux de printemps. Ils voulaient aussi faire constater que la réserve naturelle était devenue une vraie jungle non entretenue, avec les risques que cela comporte, comme le retour de la fièvre des marais. Sauver le lac ? Ils sont pleinement d'accord, mais à condition que chacun s'asseye à une table, discute, reconnaisse ses erreurs et les erreurs des autres et que, au bout du compte, chacun y trouve le sien…

Certes, Loïc Marion a été malmené l'autre jour à Saint-Lumine et a reçu quelques noms d'oiseaux. Mireille Ferri peut s'en plaindre, les blâmer pour cela et défendre la victime. Mais elle doit aussi aller à la rencontre de ces agriculteurs, discuter avec eux et entendre ce qu'ils ont à dire.

Ce sera aussi nécessaire, aujourd'hui en préfecture, si chacun veut que le calme revienne dans le secteur de Grand-Lieu.

Dominique Lapeyre

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Une action sur les 43 communes en amont du lac de Grandlieu

Un Sage au chevet des rivières

Les 43 communes de Loire-Atlantique et Vendée, situées sur le bassin versant du lac de Grandlieu, veulent agir pour améliorer la santé des rivières. Le remède ? Le Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (Sage). Celui de la Logne, la Boulogne, l'Ognon et Grandlieu, vient d'être approuvé. Sera-t-il à la hauteur du mal ?



Sur les rives de la Boulogne, de gauche à droite : Bruno Chopin et Claude Vincendeau, animateur et président du Sage, ainsi que Paul Desveronnières et François Charruau, techniciens de rivière.

Prévus par la loi sur l'eau, les Sage sont des documents d'intention -et d'action ?- élaborés par les acteurs (municipalités, départements, agriculteurs, pêcheurs, associations de protection de la nature, chambres consulaires...) qui interviennent dans la politique de l'eau. Le Sage du bassin versant de Grandlieu, 630 000 ha et 85 000 habitants, est le premier à être entériné dans le grand Ouest.

« À l'origine du Sage, il y a le syndicat Logne-Boulogne créé en 1978 », explique le président Claude Vincendeau, ancien conseiller général-maire de Saint-Philbert-de-Grandlieu. Ce syndicat, qui agissait déjà sur les deux départements, suppléait les propriétaires privés défaillants, en nettoyant le lit et les berges de ces cours d'eau. Après les « contrats rivière », la loi sur l'eau est arrivée en 1992. Il était temps, alors, de penser une action sur l'ensemble d'un bassin versant.

Stopper la dégradation

Le Sage de Grandlieu (1) naît dans le bocage vendéen. Il inclut trois rivières, le lac et s'achève à l'écluse de Bouaye. Cette porte régule le niveau d'eau controversé du lac de plaine le plus vaste de France en hiver. Depuis 1995, la commission locale de l'eau, forte de 52 membres (dont la moitié d'élus politiques), réfléchit à des mesures d'assainissement de l'eau. **« Le Sage a été approuvé à l'unanimité moins une abstention »**, se réjouit Claude Vincendeau.

« Le Sage n'est pas là pour ajouter de nouvelles contraintes, tient à préciser Bruno Chopin, son animateur. **Il est un instrument de concertation, pas de réglementation supplémentaire ».** Certes. Mais modifiera-t-on l'état souvent déplorable des rivières sans mesures engageant chacun ? Un seul chiffre situe le niveau de l'enjeu : ces dix dernières années, les concentrations de phosphore et d'azote, éléments capitaux dans l'eutrophisation des eaux, ont été multipliées entre deux et trois à Grandlieu.

Réaliste, le Sage ne se donne cependant pas pour but une eau de bonne mais **« de moyenne qualité »**. Ce qui représentera déjà un progrès. **« Il nous faut stopper cette dégradation. Et puis, sur dix ans, améliorer »**, précise Claude Vincendeau.

Un plan de sauvetage ?

Pour atteindre cet objectif déjà ambitieux, plusieurs actions devraient être menées : pour éviter, l'été, les puisages intempestifs dans les rivières ; optimiser les performances des stations d'épuration ; diminuer les pollutions d'origine industrielle et agricole, etc. À ce titre, les opérations en cours pilotées par la chambre d'agriculture, visant à réduire les apports phytosanitaires et à mettre aux normes 60 élevages sur le bassin de l'Ognon (un projet sera aussi lancé sur celui de La Logne en 2001), font figure d'exemple

Problème : le Sage n'a pas d'argent. Il n'est pas maître d'ouvrage. Il n'est « qu'un » lieu de réflexion. **« Le Sage doit être réussi, mais nous ne le ferons pas tout seuls »**, prévient le président. D'où son idée d'utiliser les « contrats rivière » pour lancer des opérations concrètes. À condition, fait remarquer Claude Vincendeau, **« que l'État suive par des subventions »**.

Loïc Marion, directeur de la Réserve naturelle de Grandlieu, regrette que le Sage **« ne soit pas contraignant »**. Il pense cependant que ce schéma d'aménagement **« est un élément essentiel au plan de sauvetage du lac »**. Comment le réussir ? Les acteurs signataires du document, s'ils le font vivre, devraient en principe rencontrer la bonne volonté, sonnante et trébuchante, de l'État.

Mais les aidera-t-on vraiment, ces acteurs, tant que par le biais de subventions publiques seront favorisées, fait remarquer Loïc Marion, des cultures telles le maïs ensilage, fort consommateur d'eau, d'engrais et de pesticides ? L'Europe, toutefois, les pêcheurs professionnels de Grandlieu le rappellent *(lire ci-dessous)*, c'est aussi en perspective, des lois environnementales plus rigoureuses. Ces textes et d'autres, plus hexagonaux, appliqués par le terrain à travers le Sage, pourraient restaurer la santé d'une eau source de vie, aujourd'hui bien détériorée.

(1) Le Sage sera opérationnel au printemps 2001. Il sera auparavant soumis à l'avis du conseil régional, des deux conseils généraux concernés et du Comité de bassin Loire-Bretagne. Les populations, par enquête publique, seront concertées, avant que le préfet de région le paraphe.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

6/2/93 O.F

Le lac s'envase de deux centimètres par an

Grand-Lieu : désaccord sur un sauvetage

Pour sauver le lac de Grand-Lieu, deuxième grande réserve ornithologique de France après la Camargue, qui s'envase de deux centimètres par an, l'État a lancé, il y a moins d'un an, un programme de sauvetage recommandé par les scientifiques. Sa mise en place est moins rapide que prévu à cause de la complexité du problème et parce qu'il y a des réticences.



Hélène Caveux

Si tout le monde est d'accord pour ne pas laisser le lac s'envaser, les modes d'action ne font pas l'unanimité.

Si on discute encore la superficie réelle du lac de Grand-Lieu — 4 000 ou 7 000 hectares — personne ne conteste que cette réserve naturelle, presqu'aussi riche que la Camargue, est condamnée à mort si personne n'intervient. A cause d'un envasement progressif (deux centimètres par an) qui risque de le voir disparaître à tout jamais. La faute en incombe à une prolifération cancéreuse de phytoplanctons accélérée par les pollutions agricoles et urbaines.

Trois types d'interventions

Encore fallait-il en être sûr. Les scientifiques ont confirmé et l'État, prenant appui sur une étude menée conjointement par le CEMAGREFF, l'université de Rennes et Ouest-aménagement, a non seulement désigné le coupable (l'eau polluée), mais préconisé trois types d'interventions pour sauver le lac de l'asphyxie : mettre en place un SAGE (schéma d'aménagement et de gestion des eaux) ; draguer une partie des sédiments sur une centaine d'hectares pour faire sauter le bouchon vaseux ; maintenir, pendant deux mois supplémentaires, une hauteur d'eau du lac plus élevée de 40 centimètres pour éviter notamment la prolifération des nénuphars.

Les deux premières mesures n'ont pas, semble-t-il, soulevé d'opposition : le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux qui permettra d'étudier les causes de pollution et de les réduire sur le bassin versant se met en place. Le dragage a fait l'objet d'expérimentations pour connaître les techniques (aspiration ou stockage) de désenvasement. Mais le coût de l'opération (entre 30 et 40 millions de francs) ne permettra pas d'aller aussi vite qu'il le faudrait. On étudie actuellement le financement du côté de la Commission européenne et de l'État.

Plus problématique est la mesure consistant à retenir de l'eau sur 1 000 à 1 300 hectares de terres morcelées qui servaient habituellement à la coupe de foin et au pâturage de plusieurs centaines de bovins. Il n'y a pas consensus : les deux tiers des propriétaires ou des utilisateurs disent oui si les compensations financières qu'on leur offrira sont satisfaisantes. Le troisième tiers veut-il faire monter les enchères ? Il s'oppose carrément à l'opération, parfois appuyé par des pêcheurs professionnels et des chasseurs de colverts qui veulent conserver tel quel leur paradis.

Ils objectent que le maintien des eaux en avril et mai les pénalisera et que, dans une période difficile pour l'agriculture, on va aggraver encore leur situation.

Se hâter lentement

Jean-Claude Bironneau, le secrétaire général adjoint de la préfecture de Nantes, comprend. Il n'entend pas presser le mouvement et reconnaît qu'il faut, avant toute chose, conduire une étude sur les conséquences économiques du projet. Cela revient à dire qu'en avril prochain on appliquera probablement (et avec regret) le régime hydraulique artificiel qui consiste, depuis 1965, à vider partiellement le lac.

Et le sauvetage du lac dans tout ça ?

Certains écologistes trouvent un peu gros qu'on recule face à des lobbies minoritaires et ils taxent d'électoralisme l'attitude des élus. D'autres, plus nuancés, voudraient qu'on profite du remodelage du lac pour réétudier sa gestion dans une approche écologiste et touristique. Quitte à créer une OGAF (Opération groupée d'aménagement foncier) ou à faire racheter les terrains par le Conservatoire du littoral.

Les négociations vont se poursuivre.

Maurice GRASSIN.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Assiste-t-on à leur disparition du lac de Grand Lieu ?

Les pêcheurs en danger

Si le plan de gestion de l'anguille établi par les autorités françaises est entériné le 3 décembre, les pêcheurs du lac de Grand Lieu peuvent faire une croix sur leur métier, dont l'équilibre économique sera mis à mal. Avec les élus locaux, ils vont tenter de sauver leur activité, une tradition ancestrale ancrée dans le patrimoine du Pays.



Les pêcheurs de Grand Lieu sont particulièrement visés par le plan gestion de l'anguille

Tout s'est précipité depuis le mois de juillet, quand les premières propositions du plan de gestion de l'anguille ont été présentées aux pêcheurs du lac de Grand Lieu. À la demande de l'Union Européenne, qui évoque ce sujet depuis plusieurs années, des négociations se sont déroulées sur le plan national ces derniers mois. Les pêcheurs ont effectué des remarques, mais aucune n'a été prise en considération. *"Nous avons parfois l'impression d'un acharnement délibéré sur les professionnels de Grand Lieu,* confie Dominique Robion, président de la coopérative des pêcheurs du lac. *C'est une situation qui nous fera mourir à court terme ! On nous laisse pêcher, mais l'activité est tellement réduite que nous ne pourrons plus en vivre..."*

25 % de revenus en moins

L'ensemble des mesures applicables au 1er janvier 2009 pourrait amputer d'environ 25 % les revenus des sept pêcheurs, sachant que l'anguille représente plus de 90 % de la pêche (ndlr : 22 à 23 t prélevées par an). *"C'est sûrement une erreur d'être aussi dépendant d'une espèce,* avoue Dominique Robion, *mais la situation est comme cela actuellement."*

En premier lieu, le plan de gestion prévoit une réduction de 30 % sur trois ans de la pêche à l'anguille jaune, soit 10 % par an. *"Pas facile à assimiler"*, mais les pêcheurs auraient fait le dos rond. *"Les services de l'État en ont remis une deuxième couche en ne reconnaissant pas notre statut de pêcheurs d'anguille d'avalaison (1), alors qu'il y a cinq ans, ces mêmes services nous demandaient de réglementer cette pêche. Une espèce qui représente entre 10 et 15 % de notre activité."* Autre point majeur de leur mécontentement, les verveux seraient interdits. Ces nasses, technique de pêche principale utilisée à Grand Lieu, sont en revanche autorisées pour les professionnels en Méditerranée...

Depuis près de 20 ans, les utilisateurs du lac ont voulu participer à la gestion de la ressource en rétablissant la libre circulation des anguilles et en favorisant leur migration ou encore avec la mise en place d'une réserve de pêche. *"Nous avons prouvé notre bonne foi en se soumettant aux réglementations,* rappelle le président de la coopérative. *On pensait que Grand Lieu aurait un régime particulier..."*

Interventions de la dernière chance

Le temps est encore à la négociation. Dominique Robion a rencontré le député Philippe Boënnec pour qu'il intervienne auprès des autorités de l'État. Il a également alerté de nombreux élus locaux. Stéphan Baugé, conseiller général, et Yohann Boblin, maire de La Chevrolière, ont quant à eux interpellé le préfet. *"Nous souhaiterions que la DDA et la Diren regardent les choses de manière plus pointue,* précise Stéphan Baugé. *Il faut des éléments scientifiques supplémentaires. Nous sommes aussi face à une problématique écologique, car les pêcheurs participent à la régulation des espèces invasives comme l'écrevisse de Louisiane. Personnellement, je pense que l'homme doit être au cœur du milieu naturel et il a un rôle à jouer."*

Même remarque de Yohann Boblin : *"Les sept pêcheurs sont une force d'observation gratuite du lac pour les services de l'État. En tant que maire, je trouve essentiel de maintenir cette activité économique traditionnelle. Le conseil municipal va émettre une motion de soutien vis à vis des pêcheurs."*

Le plan de gestion de l'anguille sera entériné le 3 décembre prochain. Il ne leur reste plus que quelques jours pour obtenir la reconnaissance de leur technique de pêche (le verveux) et de leur statut de "pêcheurs d'avalaison". Des discussions âpres et tendues qui détermineront l'avenir de cette profession.

Laurent Renon

(1) l'anguille d'avalaison ou anguille argentée opère une migration par la Loire vers la mer des Sargasses pour la reproduction

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Ce 3/2/2023 C-R

ENVIRONNEMENT. Eau : 5 millions d'

Jamais autant d'acteurs institutionnels ne s'étaient jusqu'ici engagés ensemble dans des actions pour améliorer la qualité de l'eau (qui est très mauvaise), mais aussi la quantité (puisque la ressource est épuisable) sur le bassin versant de Grand-Lieu. La volonté politique est affichée, reste à agir.

GENESTON

« On ne va pas se cacher derrière notre petit doigt. En Loire-Atlantique, la qualité des eaux est mauvaise. Seul 1 % des masses d'eau sont en bon état écologique ». Le constat dressé par Freddy Hervochon, vice-président du conseil départemental, est sans appel. **« On nous demandera des comptes. On nous en demande déjà d'ailleurs. Les responsabilités sont partagées, les financements doivent donc l'être aussi ».**

Quatre financeurs publics

C'est tout l'enjeu de l'engagement commun pris par l'Agence de l'eau, la Région des Pays de la Loire et les Départements de Loire-Atlantique et de Vendée, vendredi 27 janvier à Geneston.

À eux quatre, ils vont investir un peu plus de 5 millions d'euros sur 6 ans sur le Bassin versant de Grand Lieu, dans le cadre de ce que l'on appelle un Contrat territorial Eau. Contrat qui associe également l'État, le Syndicat du bassin, les communes de Pont-Saint-Martin, Rocheservière et La Chevrolière, la société nationale pour la protection de la nature ainsi que les fédérations de pêche des deux départements concernés.

« Jusqu'ici, chacun signait séparément avec l'Agence de l'eau et avait sa propre politique », note Claude Naud, président du Syndicat du bassin versant de Grand Lieu. **« C'est donc la première fois que tous ces acteurs publics se retrouvent en même temps et qu'il y a une synergie ».**

Reste que si cette signature démontre une volonté politique commune en faveur de la gestion quantitative et qualitative de l'eau, les actions prendront du temps. Autant dans l'organisation de la concertation que dans les effets concrets qu'elle doit produire. Alors qu'il y a urgence. **« On s'inscrit là sur du temps long, tout en sachant qu'il y a une attente immédiate de nos concitoyens. Ce sont des injonctions paradoxales »**, reconnait le président, qui est également maire de Corcoué-sur-Logne.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle une somme importante, près de 600 000 euros, est fléchée en direction de l'animation. **« Il faut vaincre et convaincre »**, résume Serge Hégron, vice-président du syndicat et maire du Bignon. **« Nos actions doivent donc être visibles auprès de nos concitoyens ».**

Quelles actions ?

Mais justement, de quelles actions parle-t-on concrètement ? L'un des plus gros postes d'investissement concerne la restauration et la morphologie des cours d'eau : plus de 1,5 million d'euros pour redessiner quelque 30 km de berges et ainsi permettre d'améliorer la ressource. Près de 250 000 euros seront aussi investis pour planter 40 km de haies et 240 000 euros pour créer des zones tampons. Objectifs affichés de ces deux mesures : lutter contre les effets du ruissèlement et donc du transport de matières indésirables dans les cours d'eau.

Une autre enveloppe de poids, pesant 575 000 euros, sert, elle, à financer un programme appelé Hema. **« Quand on souhaite planter des haies ou restaurer des mares, il y a beaucoup de financeurs mais c'est difficile de s'y retrouver. On a donc créé un guichet unique pour tous, aussi bien le monde institutionnel que les entreprises et les particuliers »**, détaille Héléna Madorra, également vice-présidente du Syndicat. A noter



Claude Naud, président du syndicat du bassin versant de Grand Lieu, a signé ce grand document symbolisant le contrat de territoire eau, au même titre que les autres acteurs publics concernés.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

'euros pour un enjeu crucial



En fin d'année dernière, le syndicat du bassin versant de Grand Lieu est intervenu pour restaurer un cours d'eau sur la commune de Montbert. Objectif : lui redonner un aspect naturel pour améliorer la qualité de l'eau et favoriser la vie aquatique. Dans le cadre du contrat de territoire qui vient d'être signé, plus de 1,5 million d'euros seront consacrés à des travaux de cette nature.

que pour contacter le service, il faut passer par le standard au 02 40 78 09 17.

« Le boulot est énorme »

Toutes les actions inscrites dans ce plan ont donc deux vocations : répondre en même temps à une problématique qualitative évidemment qu'aux enjeux quantitatifs, puisque l'on prend aujourd'hui vraiment conscience que la ressource est épuisable. **« Le boulot est énorme »**, concède Philippe Henry, vice-président du conseil régional. D'autant plus que, comme l'a regretté Martin Guitton, directeur général de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, **« on ne parle là pas beaucoup de la lutte contre les pollutions diffuses alors que c'est une priorité pour la santé de nos concitoyens »**. Et l'équilibre de la biodiversité.

● **Coralie GANIVET**

■ **Regardez notre vidéo sur internet : https://www.daily**

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

MÉTÉO. À Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, le Syndicat Grand Lieu Estuaire s'occupe de gestion hydraulique d'une grande partie du Pays de Retz. Le marais est exposé aux risques d'inondation.

Presse Océan
MERCREDI 9 OCTOBRE 2024

« Dès lundi, nous avons anticipé la tempête et la forte pluviométrie annoncée. » François Charruau dirige à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu le Syndicat Grand Lieu Estuaire (SGLE). Depuis la dissolution du Syndicat d'aménagement hydraulique du Sud Loire (Sah), le 30 juin 2023, le SGLE a récupéré la gestion hydraulique d'un vaste secteur allant du lac de Grand-Lieu au canal de la Martinière et au Marais breton, en lien pour ce dernier avec le Syndicat mixte de la baie de Bourgneuf, basé à Beauvoir-sur-Mer (Vendée).

« L'idée est que le marais ne soit pas noyé et de retarder la montée des eaux »

« Lors de la dissolution, nous avions décidé avec le SMBB du maintien des quatre écluses du Sah », poursuit François Charruau. Et depuis ce 7 octobre 2024, ils ont du pain sur la planche pour gérer un système hydraulique complexe, permettant de rejeter le surplus d'eau en Loire ou dans l'océan. Ou, en période de sécheresse, d'alimenter le marais en eau à partir de la Loire.

La gestion des niveaux d'eau est loin d'être un long fleuve tranquille, les intérêts des différents usagers pouvant parfois diverger. Mais face à la menace de cette tempête et aux risques d'inondation, le SGLE a pris les devants. Il a abaissé le niveau d'eau sur l'ensemble des secteurs dont il a la responsabilité, en concertation avec les associations de marais. Dans le Marais breton, le niveau du Falleron a été abaissé en actionnant les trois ouvrages de Port-la-Roche (Machecoul), du Fresne et du Collet (Les Moutiers-en-Retz) pour accélérer l'écoulement vers la mer. *« Aujourd'hui, les niveaux sont bas pour pouvoir accueillir la forte pluviométrie »*, assure le directeur du SGLE. *« L'idée est que le marais ne soit pas noyé et que l'on puisse retarder au maximum la montée des eaux. »*



François Charruau, directeur du Syndicat Grand Lieu Estuaire (SGLE), en charge de la gestion hydraulique d'une grande partie du Pays de Retz. Photo SGLE

Machecoul sous surveillance

Le syndicat garde un œil particulier sur Machecoul-Saint-Même, un secteur où le risque d'inondation est grand. *« Le canal d'amenée a été amené à un niveau bas pour encaisser les eaux pluviales. Dans la Vallée du Tenu, l'Acheneau a été exondé par les trois sorties vers la Loire, la Martinière, Buzay et Le Carnet. Nous avons là aussi anticipé pour que le marais ne blanchisse pas dès jeudi, sachant que le pic de crue est attendu dans la nuit de mercredi à jeudi ou dans la journée de jeudi. C'est aussi pour lui permettre de jouer son rôle tampon. »* Mais le directeur le sait : tout peut aller très vite. Lors du dernier épisode de pluviométrie intense, avec 25 mm de pluie enregistrés, le Falleron a vu son débit atteindre 200 l/s et 2 m3/s en 12 heures. *« Là, on attend deux à trois fois plus. On sait qu'il va falloir différer le pic de cru, mais dans les cinq jours qui suivent l'alerte, il ne devrait pas pleuvoir. »*

« Le vannage de Bouaye a été ouvert à 40 cm »

Enfin, pour le lac de Grand lieu, *« le vannage de Bouaye a été ouvert à 40 cm. Il y aura une réunion jeudi avec l'ensemble des acteurs du lac pour acter les niveaux d'eau »*, précise François Charruau. *« Ça fait un an qu'on a de l'eau et l'agriculture dans le bocage comme dans le marais souffre. Et personne ne sait ce que ça va donner dans les mois à venir. »*

Le directeur du SGLE en convient : *« On a passé douze mois avec une gestion hydraulique très particulière. »*

Dominique Bloyet

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

LE COURRIER DU PAYS DE RETZ
VENDREDI 5 AOÛT 2022
actu.fr/le-courrier-du-pays-de-retz

GRAND LIEU. Comment la sécheresse freine la prolifération de la jussie

SAINT-LUMINE DE COUTAIS

La société du canal de Buzay et son président François Forest ont organisé une visite du site des prés communs au Bas-Fief à Saint-Lumine de Coutais et une autre sur la levée des Platanes, à Saint-Mars de Coutais.

« Le but, c'est de voir l'état du marais avec des niveaux plus bas, à la suite d'un hiver et d'un printemps sec, et de constater l'effet positif de la vie du marais », explique le président François Forest.



Si l'hiver et le printemps ont été secs, François Forest et les partenaires du lac et du marais, de la jussie jusqu'aux genoux, constatent qu'il y a encore beaucoup à faire, en matière d'écoulement de l'eau au printemps.

La faute à un printemps sec

Des représentants de diverses associations travaillant autour du lac et de ses marais, se sont retrouvés sur le site du Bas-Fief pour constater l'évolution de la jussie **« qui se joue à quelques centimètres près. Si la jussie a 5 cm d'eau au pied, elle est heureuse. Si, elle en n'a plus que 2, les herbes fourragères prennent le dessus »**, commente Jules Janneau, de l'association les amis du lac.

Pour le président de la société du canal de Buzay, éleveur sur les bords de l'Acheneau : **« Cette année, avec un hiver et un printemps secs, la jussie ne s'est pas développée et les animaux l'ont mangé avec les herbes fourragères. C'est vraiment l'époque printanière qui est en cause. »**

Des douves dégradées

La deuxième visite s'est déroulée sur la levée des Platanes où, Erwan Brient, éleveur à Saint-Mars de Coutais, soulevait un autre problème. **« En plus de la jussie, nous constatons depuis quelques années, la dégradation des douves et de certaines levées. Je ne peux plus accéder à mes parcelles, car le chemin s'est rétréci. »**

La cause : l'élargissement des douves causées par les écrevisses de Louisiane et les ragondins. **« Auparavant, la douve faisait deux mètres de large. Aujourd'hui, elle en fait plus du double. Dans quelque temps, le chemin va disparaître complètement. »**

Retrouver de l'activité de pâturage

François Forest, analyse la situation : **« Il y a deux enjeux majeurs pour retrouver un marais tel qu'il a déjà existé. Le premier, est qu'il puisse être dégagé des inondations vers le 1er mai. Le second, est qu'il soit aussitôt associé à des pratiques d'élevages bovins, notamment l'activité du pâturage. »**

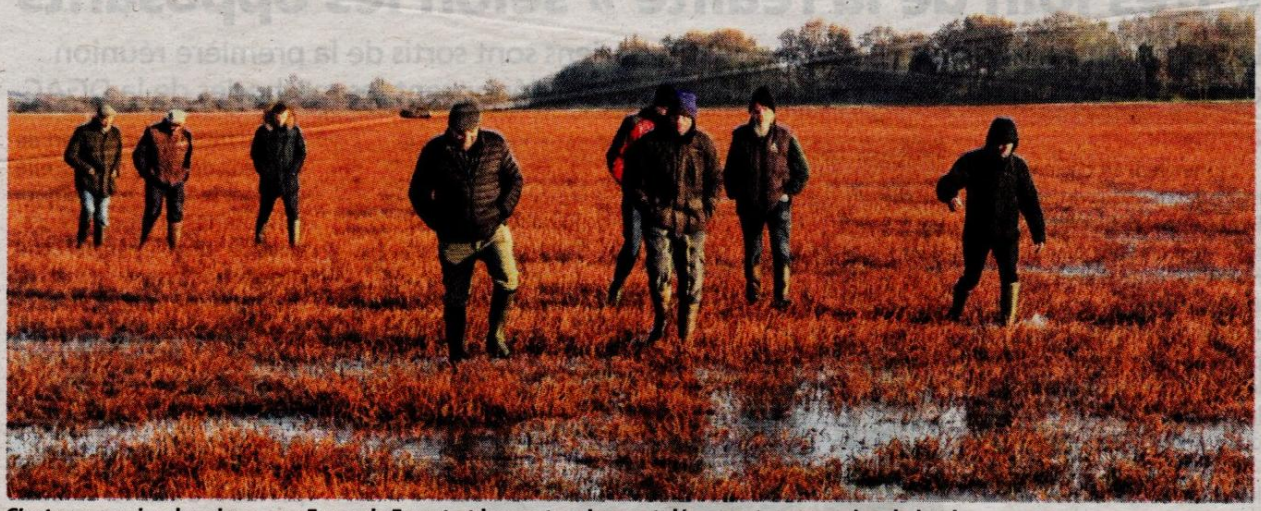
Depuis plusieurs années, les éleveurs ne mettent pratiquement plus de bovins sur le marais. **« L'eau n'étant pas retirée assez vite, c'est la jussie qui étouffe l'herbe et les bêtes ne mangent pas cette plante. Cela décourage les éleveurs »**, souligne Michel Coudriau, éleveur à Saint-Lumine de Coutais.

La question que se pose François Forest : **« Comment sensibiliser les éleveurs à privilégier les marais de Grand Lieu ? Voilà un nouveau défi des années à venir pour faire perdurer cet espace sensible, mais aussi très riche en biodiversité, si les pratiques ancestrales perdurent. »**

Concernant la forte dégradation des chemins, une expérimentation va être menée sur un secteur fortement endommagé, avec des matériaux autorisés qui fonctionnent depuis toujours. **« Du bois et des branches du bocage attenant vont être placés en sous-couche dans la douve, avec un renforcement d'humus du marais et des rives. La libre circulation de l'eau sera toujours assurée. Il est impératif de garder des accès sécurisés et fiables »**, conclut François Forest.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

LAC DE GRAND LIEU. Un niveau d'eau plus bas et du pâturage pour lutter contre la jussie



C'est un marais « lunaire » que François Forest et les partenaires ont découvert, avec moins de jussie.

SAINT-LUMINE DE COUTAIS

Le 1er juillet dernier, François Forest, président de la Société du Canal de Buzay, accompagné de divers associations qui œuvrent autour du lac de Grand Lieu, s'étaient rendus sur les prés communs du marais au Bas-Fief, à Saint-Lumine de Coutais. Ils avaient constaté l'évolution de la jussie après un hiver sec et un niveau d'eau plus bas. **« C'est vraiment l'époque printanière qui est en cause »**, réaffirmait le président.

Mardi 13 décembre, François Forest, Jérôme Botrel, inspecteur des sites à la DREAL, ainsi que des représentants des diverses associations travaillant autour du lac et des marais, sont retournés sur ce même terrain pour constater l'évolution de la végétation des marais.

Pascal Falchi, éleveur bio, a fait un essai en procédant au pâturage en paddocks, en petites parcelles : **« Du 14 juillet au 2 septembre, après la fauche de la jussie, on a fait plusieurs paddocks afin que les bêtes puissent mettre une grosse pression sur le pâturage et donc sur la jussie. Les animaux l'ont brouté au fur et à mesure qu'elle poussait, ce qui a permis à la lumière de pénétrer dans le sol et d'aider la bonne herbe à pousser. »**

Mais certains éleveurs sont pessimistes sur ce procédé. Ils trouvent que l'herbe n'est pas assez riche. **« L'expérience a été très bénéfique sur ce qu'on a essayé. Pour cela, il faut beaucoup plus de bovins et, bien entendu, un niveau d'eau très bas au début mai »**, insiste l'éleveur bio.

Au niveau de la biodiversité, Jean-Luc Gaillet, de la Maison régionale agricole, souligne : **« Aujourd'hui, tel qu'on voit le marais, ça fait lunaire de voir cette jussie qui est en train de disparaître pour l'hiver et qui va réapparaître au printemps prochain et, peut-être même, en démultipliant sa surface. »**

Pourtant, tout n'est pas perdu selon le technicien agricole : **« Quand la prairie reprendra ses droits, les oiseaux vont venir picorer dans les bouses. Les insectes vont revenir et tourner autour et donc on recrée une chaine alimentaire favorable à la biodiversité. En fait, c'est un tout. Les animaux et l'usage courant des éleveurs du marais vont contribuer à reconquérir ces prés communaux. »**

Et le président François Forest de conclure : **« Après un hiver sec et un niveau bas au printemps, quand c'est possible, et en mettant la pression sur le pâturage, on arrive à une régression de la jussie terrestre. Bien sûr, c'est un combat sur les niveaux d'eau, sachant que les années sont toutes différentes les unes des autres. Il faut essayer de ramener des bovins et être plus tolérant sur leurs performances. On arrivera à retrouver un marais très riche comme il a déjà existé quand les niveaux d'eau étaient plus bas au printemps. »**

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Courrier du pays de RETZ 03 Juillet 2026

Alors que les poissons meurent, les chasseurs entament une action en justice

La canicule a frappé les poissons de Brière. La preuve pour les chasseurs que le marais n'est pas prêt pour le changement climatique : ils portent l'affaire en justice.

LOIRE-ATLANTIQUE

Ce mercredi après-midi, une femme a posé sa canne à pêche le long du canal au Pont de Paille à Trignac. Cela n'a pas l'air de mordre. On grimpe dans le chaland et on entre dans la Brière, avec Frédéric Richeux, président de l'Union des Chasseurs de Gibier d'Eau de Grande Brière Mottière, aux commandes. **« Regardez là… là aussi… et puis là »**. Autour de nous, sur les bords du canal, on aperçoit de grosses taches blanches. Des cadavres de poissons, **« surtout des brochets et des sandres, et des gros »**. Le reste d'une forte mortalité qui touche le marais depuis plus d'une semaine.



Les poissons, surtout les brochets et les sandres, sont morts par dizaines avec la canicule. DR

« Ils avaient un an pour se préparer et résultat : on n'a rien »

Le reste des animaux morts a été ramassé ces derniers jours. On voit (et on sent) encore quelques tas près des arbres. **« C'était jonché de cadavres »**, peste Frédéric Richeux. La raison de ce carnage : la canicule, bien sûr. Et si la Brière n'est pas la seule à être touchée, loin de là, **« cela montre bien que l'on n'est pas prêt pour les changements climatiques, malgré tout ce que l'on peut entendre. Et on nous annonce une nouvelle vague de chaleur la semaine prochaine »**.

Il n'y a pas que la mortalité piscicole qui inquiète le chasseur. À quelques mètres du chaland, un canard essaie en vain de plonger. **« Cela ne vous rappelle pas quelque chose ? »** On garde tous en mémoire les ravages de l'été dernier avec l'épizootie de botulisme, cette bactérie qui a tué des milliers d'oiseaux. **« On a déjà ramassé il y a quelques semaines des mouettes du côté de Trignac »**. Les analyses sont revenues négatives. Pour l'instant.

« Avec ce qui s'est passé l'an dernier, le terreau pour le botulisme est très favorable, on le sait », note le président du parc naturel régional de Brière, Eric Provost. **« On est très vigilants. Mais des cas, il y en a chaque année »**. De quoi faire bondir Frédéric Richeux. **« Ils avaient un an pour se préparer et résultat : on n'a rien »**.

Une action en justice

Depuis mercredi 23 juin, la mésentente a pris une tournure judiciaire. L'union des chasseurs a décidé en effet d'assigner le syndicat du bassin-versant du Brivet (SBVB) en référé au tribunal administratif pour **« prendre dans un délai bref, les mesures d'instruction, de coordination et d'organisation nécessaires pour prévenir une nouvelle crise de botulisme »**. Mettant en exergue **« le rôle de la régulation du niveau d'eau pour limiter le développement de l'épizootie »**.

« Ce n'est pas un coup de com', assure le président de l'association. **On va aller jusqu'au bout, notre seule limite sera financière »**. Éric Provost en a pris acte. **« C'est dommage, c'est le signe d'un sentiment qu'ils ne sont pas écoutés »**. **« On est à bout »**, confirme Frédéric Richeux.

Coralie DURAND

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Site SNPN Grand-lieu 2025

La période de forte propagation du botulisme peut être liée à 4 facteurs :

- 1-La période de mue du canard colvert. En mue, les canards colverts de la région se concentrent sur Grand-Lieu (jusqu'à 11500 sont comptés à la fin-juin). Ces canards sont affaiblis par la dépense énergétique consacrée à la mue et sont incapables de voler. A noter la population locale de Canards colverts est composée en grande partie d'individus issus d'élevage à des fins cynégétiques depuis des décennies et que la propagation du botulisme est rapide parmi ces individus regroupés (non volants).
- 2-La période de forte chaleur.
- 3-La période marquée par le phénomène d'hyper-eutrophisation** de l'eau lié à la pollution par l'azote et le phosphore en provenance du bassin versant.
- 4-Le niveau d'eau du lac compris entre 1,55 et 1,70 (cote busay). La mortalité étant généralement très faible au-dessus et en dessous de cette fourchette.

(La propagation du botulisme semble conditionnée par les éléments de saison de l'année en cours. Cependant la météo et les niveaux d'eau des années précédentes pourraient aussi avoir leur influence. Par exemple, en dessous de la cote 1,55, plus de vasières sont à nu, exondées et la minéralisation de la matière organique peut se faire. En 2024, ce niveau bas n'a pas été atteint)

Il apparait que la baisse de la propagation à partir de début août correspond

- Au passage sous la cote 1,55
- A la baisse des températures
- A la fin de période de mue du canard colvert
- Au regard de ces éléments, la gestion du lac de Grand-Lieu ne peut se faire qu'au travers du prisme de la gestion des épidémies de botulisme. Notre objectif de gestionnaire de réserve naturelle étant globalement la conservation des espèces et des habitats.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

** Epizootie : Épidémie qui frappe les animaux.*

***Le phénomène d'eutrophisation : Chaque été, on assiste à des phases de quasi-absence d'oxygène dans le fond du lac de Grand-Lieu et à une faible transparence de l'eau. En cause, l'excès d'azote et de phosphore, issus des engrais et des eaux usées domestiques ou d'élevages, qui ruissellent jusqu'au lac et engendrent dès le mois de mars et parfois jusqu'en novembre une modification de la composition de l'eau, des proliférations de microalgues et cyanobactéries potentiellement toxiques pour la faune et les êtres humains. Ces changements ont engendré, depuis de plusieurs années, la disparition végétation aquatique immergée (par manque de lumière) avec des effets en cascades sur l'ensemble des communautés animales. La disparition de sites de pontes pour les amphibiens et les insectes aquatiques, le manque d'oxygène pour les macro-invertébrés dans les sédiments, la diminution des prédateurs tels que les brochets qui chassent à vue sont une réalité à Grand-Lieu.*

Commentaire des « amis du lac »

Sur le point 1 : depuis la fin de la chasse Guerlain à son décès en 1996 il n'y a presque plus voire plus du tout de canards d'élevage lachés à Grand-lieu. Il est donc « intox » de l'écrire en 2025. Par contre il y a une surpopulation incontrôlée de toutes sortes d'oiseaux dont de nombreuses espèces non endémiques. Et sur ça, rien !!! à noter également qu'avant JP Guerlain il n'y a jamais eu d'élevage de canards à Grand-lieu pour la chasse.

Point 3 : l'agriculture en cause bien sûr, même si ce n'est pas clairement exprimé, on le comprend.

Point 4 : ah, le botulisme disparait sous la cote 1.55 ml Buzay ??? alors pourquoi vouloir relever cette côte à tout prix !!! on le dit depuis plus de 30 ans, pourquoi nous dénigrer ?

La phrase suivante entre parenthèses est très explicite, on le répète un assec de temps en temps est salvateur permettant la minéralisation des matières organiques, (2026 côte à 1.32 au 24 août, arrêt du botulisme dès la côte 1.50/1.55 vers le 22 juillet)

Quant à la fin de la période de mue du colvert, celui-ci est aujourd'hui de loin devenu au fil du temps une population minoritaire depuis la fin de l'élevage Guerlain il y a 30 ans.

Quant aux brochets qui meurent d'asphyxie, voir le rapport IGEDD des parcs naturels nationaux d'avril 2023 et celui CEE du 11 mai 2022 sur internet et commentaire (p 181,182,183) de ce document.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Et aujourd'hui,

Qu'est-ce qu'il vous arrive ? mais qu'est-ce qu'il vous arrive ?

Priorité aux espèces animales et végétales. P 110, 111, 112

Eh oui, on en est à l'aboutissement des inepties avec la dégradation du site pour la faune, la flore et l'ensemble de la biodiversité pour employer un des termes écolo à la mode parfois bien compliqués qui servent entr'autre à culpabiliser les riverains les faisant passer pour des ignares eux qui connaissent si bien ce site et qui ont toujours vécu et su vivre avec le lac et ses marais avec des mots simples mais tellement compréhensibles. Marais qui sont restés dans un état naturel depuis des générations permettant une vie simple mais avec tant de satisfactions aidant la vie courante, dues aux trois activités indissociables et indispensables pour la survie de Grand-lieu, l'agriculture, la pêche et la chasse.

Ceci jusqu'à la création de la réserve nationale dans les années 80 et son arrêté ministériel qui en découle en 1996. On nous rabâche à longueur de jour et d'articles de presse « bio, bio,…écolo, écolo » et grâce à ce bio et cette écologie aveugle et punitive aujourd'hui le site est fortement dégradé car on n'a pas su respecter ce site naturel avec ce « bio-écolo » préconisé par l'écologie moderne ignorant volontairement la réalité avec tant de mauvaise foi, à moins que ce ne soit de l'incompétence. Ou à cause de petits arrangements entr'amis.

Dans les années 80/90 le premier directeur de la réserve voulait absolument que l'envasement soit la cause de tous les maux. Avec ses rapports et études scientifiques à l'appui, il a même réussi à calculer un envasement de 2 cms par an sur l'ensemble du lac faut-il croire, puisque nulle part sur ses rapports et études il est précisé que ce n'est que sur une partie du lac. Alertant que le Lac va mourir si on ne fait rien, disparaître dans les 30 ans, jusqu'où va se nicher le catastrophisme écolo ? car 40 ans sont passés, 30 ans d'expérimentation avec un résultat particulièrement négatif, et le Lac est toujours là. Malade, soit, mais non pas des maux dont l'affuble les rapports de ce directeur, mais malade de la mauvaise gestion qu'on lui impose, sujet développé plus avant. Il lui faut des plans de sauvetage, le tout relayé avec force avec des articles hauts en couleur de journalistes aveugles ou orientés, même des régionaux et locaux, ces 2 cms d'envasement annuel sont dus aux matières organiques sèches, aux nénuphars et surtout bien sûr aux apports d'azote, de nitrate, de phosphate, de l'agriculture responsable de tous les malheurs écologiques de la planète selon la doxa verte. Nulle part non plus dans ses dossiers il est noté que les vases liquides du lac sont 40 cms plus haut que le niveau de la mer, est-ce là une étude objective et scientifique digne de ce nom ? Avec ces 2 cms, aujourd'hui, soit 40 ans plus tard le lac devrait être presque comblé l'été, sa profondeur moyenne d'été ne dépassant guère les 70/80 cms, et pourtant non, perdu ! le lac est toujours là, pareil avec les mêmes hauteurs d'eau, d'ailleurs pour prouver ses calculs savants et asseoir sa légitimité ce premier directeur les a complétés par une étude bathymétrique satellitaire au début des années 2000, au frais du contribuable bien sûr. Eh non, encore perdu, cette étude a donné les mêmes profondeurs que la carte de 1887 de Mr François Guichard qui n'était pas digne de confiance, bien sûr, et pourtant elle est juste cette carte (p 44 ter du 1996). Mais le comité consultatif (p 147 du LV 2000/2002) de Grand-lieu vante cette nouvelle carte ***« c'est la 1ère fois qu'un travail aussi précis est réalisé sur le Lac. Il constituera un état zéro permettant tous les 5 ans de mesurer la vitesse d'envasement du lac »,*** sans doute aucun membre de ce comité ne connait la carte de F. Guichard, ni quoi que ce soit, ce qui arrange bien la réserve pour faire valider toutes ces études prétendues scientifiques et leurs financements. D'ailleurs depuis ce vœu pieu du comité consultatif il y a 25 ans, aucun rapport sur l'envasement depuis 25 ans, ou alors c'est secret, ou bien il n'y a pas d'envasement, mais alors cette étude bathymétrique très chère n'aurait servi à

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

rien ??? Par contre l'embouchure du canal de l'étier lui, s'était bien envasé sur quelques hectares et peut être de 2 cms par an, mais pourquoi ? tout simplement à cause du canal Guerlain creusé dans les années 60 pour un accès plus facile au lac pour les parties de chasse de Mr et Mme Guerlain, économisant plusieurs kms en bateau pour se rendre plus vite sur les lieux de chasse (p 103 à 105 du LV 1996). Et bien sûr l'eau a pris le chemin le plus facile et le plus court oubliant le canal de l'étier le laissant s'envaser avec quelques hectares du lac où on s'est contenté ou obligé de faire les mesures pour arriver aux conclusions voulues. L'embouchure du canal de l'étier s'est comblée au profit du canal Guerlain, celui-ci qui a été fait d'une largeur pour pouvoir passer en bateau deviendra aujourd'hui une vraie rivière de plus 20 ml de large, (photo p 9) en prenant tout le courant et emportant plus de 80 ha de roselière à l'embouchure d'entrée de ce nouveau canal. Le courant parfois violent qui s'engouffre dans ce nouveau canal lors des crues modifiera même un grand banc boueux axé nord.est/sud.ouest vers le canal de l'étier à nord/sud vers le canal Guerlain. Peut-on occulter ces paramètres pour une étude « scientifique objective » ? Cette mesure de 2 cms/an ne s'est faite uniquement que sur les quelques hectares de l'embouchure du canal de l'étier ! C'est ça une étude scientifique ? personne chez les élus, l'administration, la presse n'a songé à demander d'autres études à d'autres scientifiques ? on a mis ce directeur sur un piédestal, laissant libre cours à ses rapports orientés.

L'argument de l'envasement du lac n'était donc qu'un tissu de mensonges ou d'incompétences d'un pseudo scientifique, relayé par les élus, l'administration et la presse, par naïveté, mauvaise foi, incompétence ou réelle volonté cachée.

D'après ses dossiers et études le directeur de la réserve voulait relever le niveau d'eau du lac au printemps et en été d'au moins 20 cms pour la qualité de l'eau et lutter contre les nénuphars qui pour lui sont une cause de l'envasement. Pas besoin d'avoir été aux grandes écoles, la simple école de la vie du marais chez les riverains enseigne très tôt que les nénuphars poussent autant qu'il y a de profondeur d'eau, mais aussi que si on les faucarde deux fois dans l'année on les fait disparaître, ça ne s'apprend pas à l'école ça ! le faucardage était courant jusque dans les années 80, les témoignages et les photos de faucardage à Grand-lieu sont nombreuses (p 169, 170) et (p 65 du LV 1996). Ne pourrait-on pas se fier aux connaissances et au bon sens paysan ? les sociétaires de la société du canal de buzay du début du XVIIIème siècle ont travaillé très dur dans les marais du Lac, sans pelleteuse à l'époque, copiant les moines de Buzay pour assainir le marais en creusant un réseau de douves qui permettait à l'eau de s'écouler plus vite au printemps, pas creux pas large, et entretenu par la suite « vieux fonds vieux bords » laissant une eau de meilleure qualité dans les douves pour abreuver le bétail et découvrant les marais empêchant ainsi l'eau d'y croupir et donc ainsi empêchant les fièvres des marais chez les riverains. Allons-nous devoir recommencer à faire des neuvaines auprès de notre dame des ombres (p136 du LV 96) ou plus contemporain se faire vacciner contre le palu ? Grace aux écolos, de cette façon, il y aura au moins l'industrie pharmaceutique de satisfaite.

Le bon sens naturel chez les pêcheurs professionnels leur a fait constater depuis des générations et dire aujourd'hui que plus il y a d'amplitude de niveau d'eau entre l'été et l'hiver, meilleure sera la saison suivante pour la pêche. Dans le même registre le Professeur Dupond (p 42) explique l'intérêt d'une amplitude maximum de l'été à l'hiver pour la faune et la flore.

L'argument des nénuphars n'était donc qu'un tissu de mensonges ou d'incompétence d'un pseudo scientifique, relayé par les élus, l'administration et la presse, par naïveté, mauvaise foi, incompétence ou réelle volonté cachée.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

S'engouffrant dans toutes les clauses de natura 2000, la réserve veut protéger le site et les espèces qui y vivent sans discernement. On protège tout et n'importe quoi. Et aujourd'hui on se retrouve avec une surpopulation d'espèces d'oiseaux dont certaines non endémiques, cygnes, aigrettes, mouettes et goélands, ibis blanc et ibis noir, cormorans……. S'ajoutent des espèces non protégées mais qu'on ne peut plus contrôler puisqu'on est dans une réserve, ragondin, sanglier, écrevisse de Louisiane (par contre, la petite écrevisse de Grand-lieu a elle disparu) Tous se servent de la réserve comme d'une maternité et on voit leur population exploser, avec des dégâts conséquents pour l'agriculture.

Arrive alors en 1995 la première crise de botulisme tuant des milliers d'oiseaux, (le Lac est à la cote 1.67 au 1er juillet) et bien sûr c'est la faute du niveau d'eau trop bas et de la mauvaise qualité de l'eau due à l'agriculture, de la température de l'eau trop élevée. Surtout pas à la surpopulation faunistique ni aux rejets domestiques avec les stations d'épuration dans le site inondable, pourtant environ 30 000 habitants riverains à une moyenne de 35/40 m3 annuels chacun provoque des assainissements en direct au lac ou via les rivières. Soit 1 Million de m3, un dossier scientifique honnête aurait fait ce calcul sans oublier tous les assainissements des 85 000 ha du bassin versant et de ses environ 85 000 habitants, là ça fait combien de millions de m3 ? on frise les 3 millions, ce n'est pas l'agriculture ça !!!

Cette crise de botulisme s'est renouvelée en 2025, cette deuxième fois pour les mêmes causes de niveau d'eau soi-disant trop bas (1.64 au 1er juillet), de température de l'eau, mais en aucun cas on parle de surpopulation faunistique sur le lac. Avec le même niveau que 2025, en 2026 à nouveau botulisme, la zone inondée d'une quinzaine de cms d'eau à cette cote est donc bien infectée par la souche botulique, mais avec une période très chaude,on descend très vite à 1.56 au 13 juillet, le botulisme s'arrête. 1.47 au 27 juillet, le botulisme n'est plus qu'un souvenir. Donc soit on remonte l'eau encore plus haut l'année prochaine avec des dégâts amplifiés sur le marais et en attente que la souche botulique arrive dans cette nouvelle zone inondée d'environ 15 cms, soit les niveaux bas de 2026 durent et permettent un assec salvateur comme il en arrivait régulièrement autrefois. Un kg de fientes d'oiseaux équivaut à 10/20 kgs d'azote, combien ces milliers d'oiseaux non endémiques produisent-ils d'azote en 1 an ? (p 58) combien l'assainissement urbain en provoque-t-il ? Dans les dossiers de la réserve du lac il n'est toujours uniquement question que de l'azote, du nitrate, phosphate etc dus à l'agriculture, un calcul honnête donnerait bien des surprises. La surpopulation de cormorans, espèce encore inconnue à Grand-lieu il y a 50 ans, c'est aujourd'hui environ 2 tonnes de poissons et anguilles par jour qui sont engloutis soit 730 tonnes/an (p 118), combien de tonnes d'azote en résultent ? contre environ 40 tonnes par la pêche humaine, professionnels et amateurs, mais ce n'est pas grave, le directeur dans ses élucubrations (p 25 du LV 98) voulait mettre des abris pour les poissons au fond du lac, devons-nous y jeter les vieilles machines à laver ou voitures ou autre ? qu'importe il considérait que quand il n'y aurait plus de poisson les cormorans disparaitraient d'eux-mêmes. Quelle belle logique et respect des hommes. Que deviennent les pêcheurs professionnels ou amateurs ? On y est : priorité aux espèces animales et végétales.

Pourtant sur son site la SNPN Grand-lieu 2025 (p 148 et 149) abonde dans notre sens avec ce que nous avançons depuis 30 ans, nous basant sur les professeurs, docteurs vétérinaires, ingénieurs ECP (p 35 à 68), laissons l'eau baisser doucement dès le printemps . Mais pourra-t-on empêcher le botulisme dans ce poulailler à ciel ouvert en continuant à protéger tout et n'importe quoi ? peut-être est-ce volontaire pour décourager et ainsi en exclure les chasseurs dans un premier temps, et ensuite les pêcheurs professionnels et amateurs avec les contraintes qu'on leur impose et la concurrence des oiseaux prédateurs de population incontrôlée, viendra le même découragement. L'agriculture est déjà à la veille de ce découragement. La réserve pourra ainsi s'étendre sur l'ensemble de Grand-lieu, but premier de la SNPN. Dès l'initiation de cette réserve avec les époux Guerlain, les dés étaient jetés, (page 11bis du LV 1996), «dès avril 1984 L'état

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

par convention, pour l'étude de la gestion de la réserve en a confié la responsabilité au **président de la SNPN, ingénieur général de l'agriculture** Mr Betolaud. Celui-ci a accepté à 3 conditions :

1- L'unicité de responsabilité de la gestion.
2- L'extension de la réserve naturelle à la totalité du Lac permanent.
3- Nomination d'un directeur sur place accepté par tous.

Dès le début la réserve veut :

1- Tout piloter seule,
2- Etendre la réserve au maximum.
3- Nommer un directeur de son choix.

Pour ce 3ème point, l'article dit « reste à trouver l'oiseau rare, scientifique reconnu, homme de contact et d'information ». Le choix est pourtant fait, « le mot de la fin revient à Mr Gilbert Simon, représentant du secrétaire d'Etat à l'environnement » (administrateur à la SNPN) et le choix abouti à un adhérent de la SNPN, qui a fait sa thèse de fin d'étude à et sur Grand-lieu et depuis est resté en bon termes avec Mr Guerlain. En fin de compte les dés étaient jetés dès le départ entre personnes de la SNPN. Pour ce choix d'homme de contact et d'information, comme nous l'avons déjà dit, c'est raté. Ce directeur sera dès le début dans un conflit permanent avec les riverains.

Remonter le niveau d'eau n'y changera rien, ces crises de botulisme arrivent en fin d'été, avec des températures élevées et une surpopulation faunistique, la tranche de 15 cms de profondeur d'eau favorise la souche botulique. Maintenir le niveau quel qu'il soit, c'est favoriser le développement de la souche botulique dans ces 15 cms de profondeur. Le lac en cette période ne faisant que 70/80 cms de profondeur pour environ 2000 ha en eau, remonter le niveau de 15 cms déplacera la souche botulique sur la zone des 15 cms d'eau en plus, soit sur environ 4 à 500 ha inondés en plus, remonter de 30 cms redéplacera d'autant la souche, à contrario un niveau plus bas certaines années créerait un assec sur la zone infectée et assainirait la zone où se tient cette souche botulique, d'ailleurs en 1999, 4 ans après la 1ère grande crise de botulisme, le directeur de la réserve nationale se vantait que grâce à sa modification des niveaux d'eau à la hausse au printemps le botulisme c'était fini, pourtant en 2025 à nouveau le botulisme et avec des niveaux d'eau hauts depuis 30 ans, alors ? On remonte encore le niveau printanier en 2026 ! et dans 10 ans encore du botulisme, est ce qu'on remonte encore le niveau de 20 cms ? on va où ? on va finir avec un niveau annuel à 3.00 ml. Ce n'était et ce n'est donc pas la bonne solution de remonter le niveau ! la cause est la surpopulation d'oiseaux et autres espèces et les niveaux d'eau printaniers trop hauts tous les ans. Scientifiquement il est connu qu'un assec détruit les bactéries du botulisme (p 38 à 68). Dans les archives, les niveaux d'eau du XIXème et XXème siècle nous donnent des niveaux très bas certaines années plus ou moins régulièrement, voire plusieurs années de suite sous 1.40, côte à laquelle on ne peut plus descendre au printemps depuis 30 ans, sauf si la nature le décide comme en été 2026. Ces années de niveau bas créent ainsi des assecs de temps en temps assainissant le site régulièrement empêchant toute possibilité de botulisme. Argument confirmé par les scientifiques honnêtes. Vouloir maintenir un niveau haut tous les ans cultive cette souche botulique, c'est une aberration contre-productive dénuée de toute logique écologique. Laisser des niveaux bas printaniers et estivaux selon la pluviométrie sans régularité de niveau, ça c'est du bon sens, pas de la science verte orientée et farfelue. Jamais dans les dossiers de la réserve cette solution d'assec n'a été proposée ni même suggérée, beaucoup de plans d'eau (de surface moindre que Grand-lieu bien sûr) sont entretenus par des assecs une année de temps en temps, comme dans les Dombes ou la Brenne. Enfin, à quand une étude sérieuse sur l'impact des résidus médicamenteux dans l'eau des assainissements ? celle-ci non plus n'a jamais été faite. Les dossiers « scientifiques »

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

incomplets ne peuvent être qu'orientés ou réalisés avec incompétence ou mauvaise foi et démunis de toute objectivité !!!

L'argument de la qualité de l'eau n'était donc qu'un tissu de mensonges ou d'incompétences d'un pseudo scientifique, relayé par les élus, l'administration et la presse, par naïveté, mauvaise foi, incompétence ou réelle volonté cachée.

Les directives Européennes 92/43 « habitats » et la 79/409 « oiseaux » modifiée et devenue à une virgule près la 2009/147 ont inventé une multitude de sigles tous plus complexes les uns que les autres, natura 2000, ZNIEFF, ZICO, ZPS, ZCS …(p 31 du LV 1996) Il faut protéger la biodiversité. Tout le monde le veut, une belle association avec la réserve naturelle, les élus, l'administration et ses nombreuses strates va s'y employer, la presse saura enjoliver ces vœux pieux (business natura 2000 p129 à 170 du 2011/2017), surtout sans les riverains, agriculteurs, pêcheurs ou chasseurs ces ignares dont les connaissances s'appuient sur l'observation et se transmettent de générations en générations et qui connaissent ainsi pourtant mieux le site que tout scientifique qui ne doit son savoir qu'à sa scolarité.

Pourtant la convention de RAMSAR de 1971 est claire dans son texte signé par plus de 170 pays **« les signataires s'engagent à garantir la conservation et l'utilisation durable des zones humides à travers le monde »** et que fait-on à Grand-lieu, le contraire, on le détruit, par l'abandon forcé de « l'utilisation durable de la zone humide » avec de l'argent public pour étouffer une agriculture extensive et naturelle.

Cette association (de malfaiteurs ? ou plutôt de malfaisants) va s'appuyer sur les dossiers de la réserve et ses plans de sauvetage scientifiques dit-on, sans jamais aucune étude contradictoire, dossiers pourtant incomplets donc orientés et sans objectivité, vaste programme, ils se succèdent au fil des années depuis les années 90 avec toujours les rapports et études de la réserve qui préconisent un niveau d'eau printanier haut et maintenu l'été à une cote permettant juste l'accès au marais pour la fauche de la rouche en fin d'été, tant pis pour les années humides où là il ne sera plus possible de faucher et pâturer le marais on propose même de l'argent aux agriculteurs pour compenser le manque de récolte (p 61 du LV 1996). Jamais d'aucun de cette « association de malfaisants » ne demandera une étude scientifique contradictoire, la confiance est absolue en un seul dossier d'un seul scientifique, même orienté. Avec « quelques petits arrangements entr'amis » tout va bien !!! Les élus veulent pouvoir aménager même dans la zone inondable qui est normalement d'après la réglementation aux eaux les plus hautes répertoriées, soit 4.55 ml buzay, et l'urbanisation et aménagement vont se construire bien en dessous de ces 4.55 ml buzay, le maraichage de Machecoul veut de l'eau, en remonter de la Loire par l'Acheneau et le Tenu est facile, ces 2 rivières n'ayant que 40 cms de pente. Grace au vannage de Buzay et la station de pompage de la Pommeraie à Machecoul on remonte l'eau pour l'irrigation du maraichage de Machecoul, mais si la teneur en sel est trop forte on ajoute de l'eau du lac grâce au vannage de Bouaye qui permet de conserver un niveau plus haut au Lac. On a ainsi par exemple le 11 juillet 2024 le Lac 43 cms plus haut que la vallée de l'Acheneau ??? L'association de sauvegarde dans un communiqué de presse de 1999 dénonce les prises d'eau au Lac (p11 du LV 1999). Le syndicat hydraulique Grand-lieu estuaire le confirme dans son bulletin du 13.6.22 (p115) avec le taux de sel à Buzay, et à la Pommeraie. Au comité de suivi des niveaux d'eau de Grand-lieu, à la réunion du 10 février 2023 le directeur du SAGE dans son bilan de gestion de 2022 déclarait que par années sèches on avait de l'eau pour Machecoul. De qui se moque-t-on ? Jusqu'aux années 60 et le SAH, avant la construction du vannage de Bouaye, le Lac et la vallée de l'Acheneau ne faisaient qu'un. Qui en profite ? qui est lésé ? où est la sauvegarde de la biodiversité dans ces raisonnements ? pourquoi des différences de cote aussi importantes entre le Lac et la vallée de l »Acheneau ? Le directeur de la

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

réserve a toujours dit pour ses dossiers se baser sur les conditions d'autrefois ? pour avoir les élus avec soi, qu'importe les compromissions, l'administration elle, est vouée à la doxa verte et la presse vend du papier !!! ainsi tout le monde est d'accord, qu'importe l'avis des riverains !!! Si ce directeur a disparu ou été forcé à disparaître en 2002 et 2008 (p 24 du LV 2006/2010) ce procédé est toujours d'actualité, d'ailleurs la Présidente des irrigants de Machecoul était invitée et présente à la réunion du 28 septembre 2023 pour constater les niveaux du Lac à l'automne??? (p 118). En quoi peut être intéressée la personne à ce poste par les niveaux de Grand-lieu si ce n'est qu'elle a besoin de cette eau.

Le niveau d'eau bas en été serait donc une catastrophe, ah bon ! mais pour qui ? Le résultat est là aujourd'hui, ces niveaux d'eau hauts expérimentaux depuis 30 ans ont vu des espèces floristiques apparaitre, se plaire et se propager sur le marais au détriment des espèces endémiques floristiques du site. Ces plantes envahisseuses « myriophylle du brésil, crassule de helms et surtout jussie » recouvrent aujourd'hui des milliers d'ha de marais exploités pour la fauche et le pâturage, et de marais inexploités appelés « les fonds » encore plus inexploitables avec les niveaux hauts maintenus tous les ans, autrefois ils étaient fauchés les années de niveaux bas, aujourd'hui ils sont devenus du marécage où il est impossible de pénétrer sous peine de s'envaser, même à pied. Depuis une trentaine d'années avec les niveaux printaniers et estivaux imposés plus hauts, on constate la disparition progressive et rapide de toutes nos espèces d'herbage, et de roseaux. Il y a 30 ans il y avait des milliers d'ha de roseaux et de roseaux à massette (quenouille), scientifiquement dans les zones humides, le roseau à massette tient pour rôle de purifier l'eau. Dans le cadre d'une vie en autonomie, il est possible de créer des bassins composés entre autres de sable et de roseaux massette (quenouille). Cette méthode permet de traiter naturellement l'eau avant de la rendre à la nature. On appelle cette technique la phytoépuration. Technique qui existait à Grand-lieu naturellement grâce à ces milliers d'ha de roseau massette mais qui ont été détruits avec les niveaux d'eau trop élevés au printemps et en été au profit de la jussie qui détruit toute vie floristique sur son passage. Que va-t-il advenir de cette autoépuration due aux roseaux et roseaux massettes qui ont disparu ? où est la qualité de l'eau ? que devient la biodiversité ? Bien sûr on va nous répondre que ce sont les ragondins qui en sont la cause, mais les ragondins, sauf en hiver, restent où il y a de l'eau, si le niveau était plus bas au printemps pas de ragondins dans ces zones où étaient les roseaux massette ni de plantes invasives pour les remplacer.

La jussie envahit également les prés marais réservés au fauchage et pâturage empêchant toute activité d'une agriculture on ne peut plus extensive, déjà quelques centaines d'ha sont à l'abandon. Que vont devenir les milliers d'ha restant de marais que l'agriculture va être contrainte d'abandonner ? Un immense friche !!! on peut estimer que dans très peu d'années ce sera 100% de la surface qui sera envahie de jussie avec une disparition à 100% des herbages traditionnels. C'est ça sauver Grand-lieu et sa formidable biodiversité ?

Toute flore est complètement étouffée et disparait, toute vie y est quasiment impossible, la pousse de cette plante est tellement dense que ni le poisson ni les oiseaux ne peuvent y vivre et s'y nourrir. Est-ce que la fraye du poisson pourra se faire sur les prés marais ? donc quelle reproduction halieutique peut-on espérer ? Lors de visites sur place avec les agriculteurs, la chambre d'agriculture, la société du canal de buzay, la fédération de chasse, le syndicat de bassin versant, la DREAL (p 145,146), la réserve naturelle, on constate que sur les parties plus hautes découvertes plus tôt l'herbe traditionnelle repousse, à contrario dans les zones inondées trop longtemps au printemps l'herbe disparait au profit de la jussie. Un niveau trop haut printanier favorise la prolifération de cette plante ainsi que la reproduction de l'écrevisse sur les marais celui-ci rebutant à se reproduire en eau profonde mais participe à la destruction des roseaux en

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

zone de marais inondée. Il n'y a donc que des inconvénients à garder un niveau d'eau trop haut au printemps.

Des années avec des niveaux très bas de temps en temps n'ont rien de dramatiques, (voir tableaux p 117) on y trouve même des années extrêmes avec des cotes sous 1.25ml, (1,18 en 1938 et 1893,1.18 en 1898, 1.21 en 1899, 1.20 en 1953, 1.24 en 1976) ni d'ailleurs les hivers très hauts de 3.80 ml à l'extrême 4.55 ml, 1988, 1936, 1910. 1872. Dieu sait s'il y avait une population très importante de canards avec l'élevage de Mr Guerlain, pourtant même en 1976 avec des niveaux très bas (1.24 ml) pas de botulisme. L'ouverture de la chasse à l'époque était au 14 juillet, 6 semaines plus vite qu'aujourd'hui, régulant ainsi suffisamment tôt la population de canard par le prélèvement mais aussi par le dérangement. Puisque ces crises de botulisme arrivent aux mois de juillet et août. La gestion cynégétique était ainsi mieux adaptée et plus cohérente. En 2025, dès le 03 juillet, la fédération des chasseurs annonçait le botulisme, à cause d'une cote de 1.60 Buzay. En 2026, au 10 juillet à la même cote, pas de nouvelle même si l'union des sauvaginiers a attaqué le syndicat de bassin versant pour laxisme, alors que les analyses des poissons morts se sont révélées négatives. (p 143) mais à la mi-juillet, revenu à la cote 1.60, retour au niveau infecté donc retour du botulisme, attention de ne pas infecter les zones en dessous. Heureusement l'été 2026 sera chaud et sec menant à des niveaux rapidement très bas créant un assec salvateur dès la mi-juillet.

Puisqu'on est fort pour les niveaux expérimentaux, ces niveaux hauts depuis 30 ans ont démontré leur nocivité pour la biodiversité, on sait maintenant qu'ils sont une erreur voire une catastrophe si on s'entête. Pourquoi ne pas reprendre comme niveau expérimental sur plusieurs années le règlement de 1890 et ainsi refaire un site considéré par tout le monde comme exceptionnel à sauvegarder. On a tout modifié pour soi-disant sauver le site et en même temps pour favoriser entr'autre l'urbanisation autour du Lac et le maraichage de Machecoul, (les petits arrangements entr'amis). S'en suit la sauvegarde scientifique du directeur de la réserve soutenu par l'administration et les élus pourtant prévenus (p 112, 113, 114), tout le monde est content, seul le site, sa faune et sa flore ont payé de leur personne, les riverains, agriculteurs, pêcheurs et chasseurs ignorés ou endormis avec des subventions subissent . Voilà où nous ont amenés ces petits arrangements entr'amis

La logique et le bon sens approuvés par des scientifiques objectifs, voudrait que les niveaux depuis 1890 soient conservés, les années où on peut on évacue l'eau jusqu'à 1.60 selon l'été le niveau tiendra ou rebaissera selon la chaleur et la pluviométrie, mais dans l'été il faut remettre l'écoulement dès qu'on remonte au-dessus d'1.60 ml. Garder de l'eau pour Machecoul en détruisant une zone naturelle, NON ! au profit d'une culture intensive, NON ! les SAGE devraient plutôt penser à l'aménagement du territoire en évitant de jeter des millions de m3 en mer via le Falleron (qu'on a élargi dans les années 60) et en créant des plans d'eau pour les besoins d'été de Machecoul. Nos ancêtres l'avaient bien compris en aménageant les rivières avec des retenues d'eau pour pallier aux étés secs, aujourd'hui les écolos veulent détruire ces aménagements faits avec bon sens, certains ont déjà été détruits à force coups d'argent public.

L'argument de protection de la biodiversité n'était donc qu'un tissu de mensonges ou d'incompétences d'un pseudo scientifique, relayé par les élus, l'administration et la presse, par naïveté, mauvaise foi, incompétence ou réelle volonté cachée.

Parlant de Mr Marion, « Faudra-t-il un jour instruire un procès en abus de financement public, national et Européen » Dr Le Bitoux (p64), sans doute n'y aurait pas que le cas Marion à instruire.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

8 Mars 1936

Mr Alphonse Joyeux, né le régisseur pendant presque 40 ans de la propriété Mr Guerlain : 2700 ha au cœur du lac de Grand-Lieu

5

2022 a été une année relativement sèche avec 1 niveau d'eau du Lac descendu à 1.39 ml cote Buzay, mais en 1976 c'était bien pire, on était descendu à 1.24 soit 15 cms plus bas que cette année. Je me souviens que des agriculteurs étaient venus me voir pour me demander l'autorisation de faucher les roseaux sur la partie du Lac appartenant à Mr Guerlain en face les prées de jus de St Lumine de Coutais ou Ils pouvaient facilement traverser la douve de ceinture et par conséquent faucher, ce qui arrive depuis toujours les années sèches.

Par le passé il y a eu des années encore pires que 1976, il suffit de voir les documents archivés de la Société du canal de Buzay, par exemple 1929 à 1.06, 1933 à 1.33, 1939 à 1.24, 1945 à 1.23, 1947 à 1.23, 2016 à 1.36

Il y a toujours eu des années avec des niveaux bas voire très bas, et des années avec des niveaux hauts voire très hauts.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Grand Lieu

De la ferme du Drouillet, à Saint Mars de Coutais, on faisait du 'bourre' dans 'le marais de Grand Lieu'. Chez nous, on ne faisait pas 'les litières', on faisait 'les bourrées', à 'l'écurie' (on n'employait jamais le terme d''étable'). Le fourrage du 'Grand Lieu' n'était pas de grande qualité : quand il était fait en bonne condition, qu'il n'avait pas pris la pluie avant d'être mis en 'cosses', il était donné en pâture aux génisses, mais pas aux vaches laitières, à moins de pénurie de foin. S'il avait pris l'eau et qu'il était abimé, il servait de litière, 'aux bourrées'.

Le 'bourre' se faisait au mois de juillet : il fallait que l'eau du lac ait eu le temps de s'écouler par l'Acheneau, vers la Loire pour que l'herbe se développe. Chez nous, on avait du 'bourre' à faire dans trois 'prées'. Dans les marais de Grand Lieu, on ne parle pas 'du' pré, mais de 'la' prée : la prée des Canes, la prée Olive, la prée Arqueillière, la prée des Barons, la prée de Jus, la prée de la Commune, etc... Ces 'prées' sont délimitées par des douves, terme qu'on n'employait jamais, on disait toujours 'la doue'.Le marais de Grand Lieu est ainsi quadrillé par ces 'doues'. Ca donne des 'prées' qui peuvent faire 3 à 400 mètres de long. En bordure des 'doues', il y avait souvent des saules. Pour les exploitants, certaines au moins étaient partagées en 'seizièmes'. Chaque agriculteur exploitant pouvait y disposer d'un seizième, ou deux (peut-être 3), bien précis : ça pouvait être le 2ième, ou le 5ième, une fois entré dans la prée. Généralement si quelqu'un y exploitait 2 seizièmes, c'était deux seizièmes contigus. Au sol, près de la doue, un repère permanent marquait la délimitation de chaque seizième

L'un des points d'entrée dans 'le marais de Grand Lieu, du côté de Saint Mars de Coutais, c'est 'le platane' : Un beau platane s'y développe depuis bien longtemps juste à cette entrée.

Si, quand on arrivait pour faucher, les seizièmes contigus, d'un côté comme de l'autre, n'étaient pas déjà fauchés, il fallait faire 'la foulée' : planter, à un bout, et d'un côté du 'seizième', un repère assez haut et visible à distance (on pouvait, à cet effet, attacher au sommet de la perche-repère une bonne touffe d'herbe, ou un journal, ou un sac à engrais... qu'on avait apporté), revenir à l'autre côté pour se rendre à l'autre bout de la prée, y fixer un repère du même genre, passer de l'autre côté de son seizième, et revenir en restant bien axé sur le premier repère planté, et déterminer, ainsi par l'herbe foulée la limite bien droite de sa parcelle, puis, passant sur l'autre côté de cette parcelle, repartir, guidé sur le repère placé à l'autre bout, refaire la même opération. On revenait sur le même passage, pour ne pas écraser trop d'herbe. C'est ce qu'on appelait faire 'la foulée'. On pouvait alors entreprendre la fauche. Il arrivait parfois que celui qui faisait la première foulée se trompe et la fasse en diagonale de son seizième et donc du seizième voisin ; l'exploitant 'sectionné' n'avait plus, à son tour, qu'à faucher deux parcelles en triangle, celle sur son propre seizième, et l'autre sur le seizième de son voisin qui s'était trompé à faire sa foulée. C'est généralement ainsi que soldait sans problème l'erreur.

La faucheuse était tirée par un cheval ou par une paire de bœufs. Le lendemain, ou un peu plus tard, selon de temps, on revenait avec la 'feneuse' (la faneuse) brasser toute l'herbe fauchée, pour accélérer le séchage. Quand le fourrage était sec, avec la râteleuse on le mettait en andins qu'on rassemblait, à la fourche, en tas, qu'on appelait des 'cosses'. Une fois 'en cosses' ce fourrage était partiellement protégé des intempéries. Mais, dès qu'on le pouvait, on attelait les bœufs ou le cheval sur la charrette pour transporter tout ce fourrage chez nous.
Mon père était beaucoup plus à l'aise avec ses bœufs qu'avec le cheval : le fauchage se faisait avec les bœufs, mais on 'fenait' et râtelait avec le cheval. C'est les bœufs qu'on attelait sur la charrette à grandes roues ferrées ; plus tard vint le 'plateau' dont les roues étaient des pneus : on y attelait le cheval.

La ferme fauchait du 'bourre' à la prée des Canes, à la prée Olive et à la prée de la Commune.

A partir de la route, on avait accès au marais de Grand Lieu par un chemin relativement large, dont le fond était solide, mais rempli d'ornières assez sérieuses. On arrivait ainsi à l'entrée du marais, 'au platane', pour se rendre à la prée des Canes ou à la prée Olive. Du platane aux prées, il fallait traverser plusieurs 'doues', sur des ponts de bois. Quand les animaux y mettaient les pieds, chacun de leur pas produisait un bruit sourd. Les bœufs n'en faisaient guère cas, mais souvent, les chevaux, à leur premier passage, réagissaient par un recul, et il n'était pas évident de leur faire passer le pont en question. Il fallait souvent du temps pour qu'ils s'y fassent.

Etant donné la nature du sol, on ne pouvait pas charger lourd. Sorti de la prée, on quittait le marais par des 'levées', souvent marquées d'ornières assez importantes, qu'il valait mieux éviter, ou passer dans celles qui paraissaient moins profondes... Le sol n'était pas des plus solides, et une roue (surtout avec les grandes roues ferrées des charrettes), pouvait crever la surface. Il arrivait donc parfois que la charrette chargée chavire, et après l'avoir dégagée du fourrage et sortie de l'ornière, il fallait donc recommencer le chargement. La charrette chargée et en route vers 'le platane', je suivais jusqu'à la sortie du marais, au cas où la charrette aurait chavirée et qu'il aurait fallu recharger... Le balancement en raison des ornières, me donnait l'impression de fatiguer autant en voyant l'inquiétant balancement que le chargement de la charrette...

Les paysans qui venaient de plus loin, qui avaient donc un trajet long à faire une fois sortis du marais, amenaient donc un premier chargement jusqu'à la sortie du marais, 'au platane' par exemple, à partir d'où le chemin bien chaotique, avait un fond ferme. Arrivés donc 'au platane', ils déchargeaient la charrette, et repartaient chercher un

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

deuxième chargement à la mesure de ce que pouvaient porter les levées, et arrivés 'au platane', ils chargeaient, par-dessus, la première charretée. On appelait cela 'gaboter' (ça doit venir de 'caboter' : chez nous, on ne parlait jamais d'un camion, on disait toujours un 'gamion') On faisait donc le reste du trajet avec le chargement qui convenait, sur un sol solide… encore cahoteux sur 2 à 300 m avant de prendre la route.

De chez nous, au Drouillet, pour aller au 'marais de Grand Lieu, il fallait bien compter 2,5 à 3 kms pour arriver 'au platane', l'entrée du marais, chemin qu'il fallait utiliser pour amener le fourrage, charrette pleine, mais à vide, et bien sûr à pied ou à vélo, on pouvait prendre, à proximité du départ de la maison le raccourci du chemin des Broquets, ça réduisait la distance de plus d'un km ; et même aussi, mais à pied seulement, un peu après le chemin des Broquets, 'le chemin de la messe'

A l'entrée du marais, les premières 'prées' ne se fauchaient pas, c'était des marais 'paissant'. Le marais de Grand Lieu est plat, cependant, ça se relève très doucement du centre vers les pourtours. Ces 'prées', plus hautes étaient donc découvertes plus tôt ; on ne les fauchait pas, on y mettait des bêtes à paître, dès que l'herbe était assez poussée. Les 'doues' servaient de frontière, de clôture aux animaux. Ils y buvaient l'eau dont ils avaient besoin : pour ça généralement on avait aménagé, en un endroit une 'approche' donnant accès en pente douce aux animaux pour boire. Il fallait cependant assurer une certaine surveillance des animaux, il pouvait arriver qu'une bête tombe dans la 'doue' ; il fallait alors, avec cordes, l'aider à en sortir. Généralement, on s'y mettait à plusieurs. Les paysans savaient bien à qui appartenaient les prées et donc aussi les animaux, aussi si l'un d'eux voyait une bête 'dans la doue', il s'arrangeait pour en prévenir le propriétaire sans tarder.

C'était aux propriétaires (ou locataires) d'entretenir ces 'doues'. Ça consistait, de temps en temps, à 'crocheter' les doues, c'est-à-dire, avec un croc à long manche, tirer les touffes d'herbe avec la boue qui était accrochée aux racines, sur la terre ferme de la prée. La boue du Grand Lieu est une boue de tourbe au grain très très fin. J'y ai travaillé en culotte courte et pieds nus : on s'y retrouvait alors en peu de temps les jambes bien noires, la fine boue de la tourbe accrochée aux poils des jambes. Ça se lavait très facilement à l'eau.

Je me souviens – j'étais gamin, mais je ne saurais dire en quelle année ! – le feu a pris dans le marais. Comment ? Je ne l'ai jamais su… Mais il ne put s'éteindre que lorsqu'avec les précipitations de l'automne et de l'hiver, le marais fut recouvert d'eau. C'est une terre de tourbe dans laquelle le feu mijotait. Ça a entraîné un affaissement de 'la prée' qui a brûlé

Un incident pendant la guerre de 39-45 : nous étions rendus à la prée des Canes. Ça devait être pour mettre 'en cosses', ma mère était là. On entendait bien des tirs de canon du côté de St Aignan ou Pont Saint Martin. Les Allemands y faisaient des exercices de tirs. On n'y prêtait pas attention. Avaient-ils averti auparavant ou non ? En tous cas, on n'en avait pas pris note. Mais soudain, on entendu un obus siffler à proximité de nous… On n'a pas traîné pour quitter les lieux…

On raconte, mais je crois que c'est vrai, que 2 copains, grands chasseurs devant l'Eternel, dans le marais de Grand Lieu, tuent, en période de chasse bien entendu, un beau canard, qui tombe de l'autre côté de la 'doue'. Le chien, envoyé chercher l'oiseau, le ramène jusqu'à la 'doue', mais impossible de la lui faire traverser avec le canard dans la gueule ! On ne va quand même pas laisser une si belle pièce là. Coup d'œil circulaire sur tout l'horizon : absolument personne en vue ; l'un des deux se déshabille complètement, traverse la doue, récupère le canard et revient. De retour sur la berge, son copain sort son couteau de sa poche et le 'gratte' sur toute la surface de son corps pour le dégager de toute la boue de tourbe (au grain très fin !) accrochée à ses poils, avant qu'il ne reprenne ses effets !

Joseph Bonhommeau né le 8 janvier 1933

Octobre 2018



« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Gilles Boury
né le 1/01/1962 à Nantes

Septembre 2024

Originaire d'immigrés espagnols, la famille Boury sur la Chevrolière a été de générations en générations, une famille de maçons.

D'après ma connaissance, on peut remonter au 19ème siècle pour retrouver des ancêtres attachés à cette profession.

Autrefois, le savoir faire artisanal se transmettait aux enfants qui devenaient à leur tour des témoins de leurs aînés.

Ainsi, mon arrière grand-père, mon grand père, mon père, mon oncle, moi-même avons suivi la trace professionnelle de la Famille.

On peut situer la période connue de 1850 à 1990

Géographiquement, la profession s'est exercée surtout sur le village de Passay, les fermes alentours, et quelques travaux sur le bourg de la Chevrolière. Au début de sa carrière, mon père pouvait s'aventurer sur Nantes, qui était nettement plus accessible à la circulation comparé à aujourd'hui.

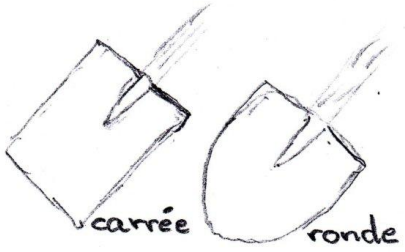


« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Matériel d'autrefois (suite)

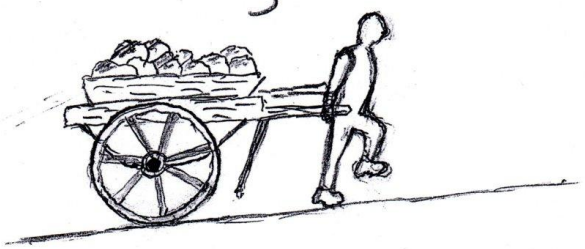
- Les pelles utilisées servaient pour le brassage de la chaux, du ciment et autres et étaient nicroyablement larges. Elles avaient une surface de 140 cm². ce qui "cassait" le dos et autres articulations.

Pelles

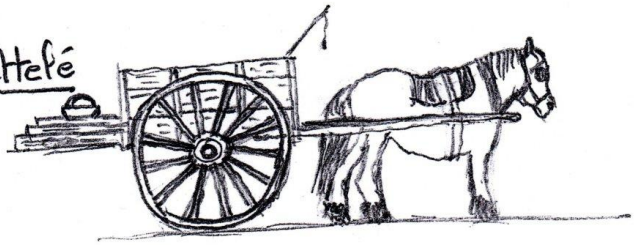


- Les charrettes à bras étaient utilisées pour le transport des matériaux.
Elles pouvaient être tirées par l'homme ou également attelées à l'animal, tel que le cheval, le boeuf, ou même le gros chien.

charrette à bras



Cheval attelé

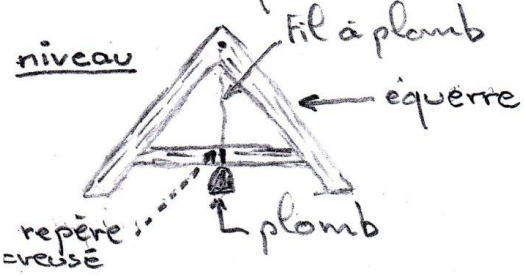


« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

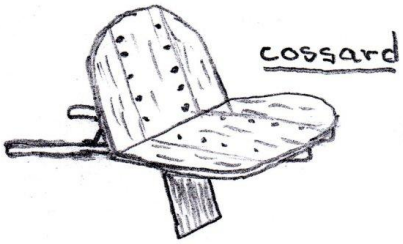
Matériel utilisé autrefois

Les plus anciens outils et matériel de maçon sont aujourd'hui des pièces de musée.

- Ainsi, j'ai gardé un niveau très ancien entièrement d'origine. Il s'agit d'une équerre en bois, avec fil à plomb et repère à la base.
(Voir croquis)



- Afin de transporter à dos d'homme les matériaux, un cossard était utilisé, surtout pour les constructions hautes, accessibles uniquement à l'échelle.
Plus tard, une poulie a fait son apparition, ce qui rendait le travail beaucoup moins pénible.





- Dans la profession, les échelles étaient indispensables. Elles étaient en bois, parfois très hautes, d'une seule pièce, étant donné que les éléments à coulisse n'existaient pas.
J'ai gardé une échelle de mon grand-père qui faisait pas moins de 10 mètres de long

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Travaux sur le village de Passay

Les anciens maçons comme mon grand. père Léon utilisaient les matériaux en grande partie trouvés sur place.

Ainsi, le sable était puisé au lac de grand. Lieu au lieu dit "Le bonhomme".

La pierre de construction était récupérée à "Solouche"

Ces matériaux étaient acheminés par barques.

D'autres pierres, notamment d'angles comme le tufleau, le sireuil, et autres pouvaient être commandées pour les constructions cossues, églises, ..

Il existait également une carrière à Pont St Martin qui puisait un matériau plus noble que celle de "Solouche" qui était une pierre trop jeune et friable.

Les plus anciennes maisons de Passay sont situées à proximité de la rue de la voûte, très difficiles à dater

Elles étaient très basses et enfoncées dans le sol, à l'abri du vent et du froid, couvertes en tuiles.

Construites en pierre avec comme liant la terre glaise. Seuls les angles, jambages d'ouvertures étaient maçonnés avec de la chaux. Les linteaux étaient en bois.

A l'intérieur, une cheminée à foyer ouvert assurait le réchauffement d'une seule pièce pendant l'hiver.

Ce foyer servait également à la cuisson de la nourriture, qui devait se limiter aux poissons pêchés.

Quant au sol, il était en terre battue.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Yvette Chanson épouse Méchaud

Je suis née en 1944 à Saint-Philbert de Grand Lieu dans le village de la Bégaudrie. Ce village se situe à travers champs à proximité de la Boulogne. Le ruisseau du Redour qui passait devant la ferme, débordait lors des grandes crues les temps et il y avait peu de vêtements de pluie à l'époque; un sac de gueno mis en pointe nous protégeait parfois. L'été nous passions dans les marais en longeant la Boulogne, ce qui diminuait bien notre temps de parcours

Les hivers pluvieux, la route de Nantes était coupée par l'eau. Les profonds fossés qui la longeait, alimentés par les marais de chaque coté, étaient dangereux. Sors de ces événements, Monsieur Jacques Fraud, le minotier du Moulin de la Chaussée, mettait à disposition des enfants du Vieux (son canot pour permettre la traversée, c'était drôle.

Plus tard à l'été, j'allais au marais de Saint Joseph faire de la pâture. Nous partions bien avant le lever du jour, avec les bœufs attelés sur la charrette, pour au moins une heure et demie de route. Ce déplacement avec Papa permettait beaucoup d'échange. Ce temps précieux en sa compagnie, reste de très bons souvenirs. Par contre le travail au marais était très dur. Les grandes herbes très longues, étaient très difficile à remuer. La rouche, cette herbe était très coupante Les taons et les mouches agressaient les bœufs; et que dire de la chaleur et des orniéres!

Par contre lorsque l'aube se levait, quelle beauté, c'était merveilleux!

A l'adolescence j'ai travaillé au centre ville. J'allais au lavoir, rue du Port actuel, rincer le linge, avec une brouette Je n'appréciai pas vraiment ça.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Un autre fait que j'ai omis
Dans les années 60, je rentre du travail dans le centre du bourg, j'étais à vélo, je m'aventure à traverser la route de Nantes qui était recouverte, l'eau m'arrivait à mi mollets. La peur de ma vie, la force du courant me déplaçait, et connaissant la profondeur des fossés j'ai vraiment crains de m'y noyer

Yvette Chanson

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Sépulture de Madeleine Etourneau
le 10-10-2022

Maman,

Tu viens de nous quitter discrètement, doucement et sereinement, mercredi soir.

Maman, fille de maraicher, née le 9 mai 1928, à Vertou, seule fille dans une fratrie de 4 enfants.

Tu as épousé papa le 12 juillet 1949, journée qui est restée dans les annales de la météo puisque, ce jour là, la température affichait 41 ° !!!

Vous avez vécu à Saint Sébastien, puis à compter de 1979 à Saint Philbert de Grand Lieu. Tu as accompagné papa dans son travail, élevé, avec lui, vos 7 enfants. Tu as eu la joie d'accueillir 18 petits enfants et 22 arrière petits enfants.

Depuis juillet 2018, tu étais résidente à la maison de retraite de Saint Philbert.

Maman aimante et attentive à tous, gardant les timbres pour les uns, découpant un article de presse pour les autres, suivant sur les cartes de France et du monde les voyages et périples des uns et des autres.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Yvon FIOLLEAU né le 31-03-1947

02/06/2026

Avec mon métier d'agriculteur, nous avions mon épouse et moi-même, repris la ferme de mes parents. Notre production était constituée de bovins avec une production laitière et une certaine surface de vigne que nous avions développée par la suite. Tout cela avec des aléas climatiques à surmonter au fil des saisons et des années.

L'été c'était la période des foins, donc au mois de Juillet nous allions couper les pâtures (comme on l'appelait) dans le marais de Lamoricière. C'était le 7 Juillet 1977. La veille le foin n'était pas tout à fait sec, donc je décidais de repousser au lendemain la coupe du foin pour le presser en botte.

En cette soirée, on sentait que la température était lourde, alors je laissais quelques matériels qui pouraient me servir le lendemain…je n'avais jamais fait ce genre de choses-là auparavant…

Nous voilà le lendemain, le 7 juillet, cette journée là nous ne pouvons pas l'oublier. Le matin un temps lourd un peu brumeux, l'orage commence à gronder vers midi, ou même avant, avec des éclairs, des trombes d'eau. Les arbres étaient fortement agités par le vent. Ensuite, une accalmie. Puis, vers 16H-17H, un autre orage avec des fortes pluies à faire des dégâts. Conclusion, 110cl d'eau / m2, avec un marais totalement inondé, la récolte de foin totalement perdue et le matériel noyé !

Ces souvenirs on les garde longtemps dans notre mémoire et puis le temps passe et maintenant nous devons faire face au réchauffement climatique qui nous expose à des situations que nous n'aurions pas imaginé il y a 30 ou 40 ans.

Un autre souvenir dans les années 1960.

Autour de 14 ans, j'accompagnais mon père pour faucher avec la faux, les bordures de la douve de culé. C'était tout à trous et à bosses, quasiment inaccessible, des travaux de la douve étaient en prévision.

A l'époque c'était un drageline à câble avec un godet au bout qui était laissé pour retirer la vase. Cette machine se déplaçait sur des panneaux sachant que le support était mouvant. Bien des choses ont changé depuis ce jour là…comme l'arrivée des ragondins qui détruisent les berges et les cormorans qui mangent les poissons grenouilles…

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

GIRAUD René né à la Grève le 5 janvier 1948

Quand j'étais enfant mon Père ma Grand Mère et les anciens du village nous racontais qu'ils allaient dans les marais du lac faucher la pâture à la main, le sol était très mou et que les Bœufs et la faucheuse se serai enfisés, quand les moulons étaient faits ils les attachaient à la base avec un grand câble et les tiraient sur la terre ferme pour pouvoir charges les tombereaux

Ils nous racontaient une légende, que le village d'Herbauge était englouti au milieu du lac et tous les ans à noël pendant la messe de minuit au milieu du lac on entendais les cloches d'Herbauge sonnées, le phénomène venait qu'au milieu du lac quand les cloches de tous les bourgs autour du lac sonnaient en même temps on croirais que c'était au milieu du lac donc les cloches d'Herbauge.

Le proverbe est « Quand Herbauge renaitras — Grand-Lieu périras »

Je suis entré en apprentissage en 1963 à St Philbert une année tres froide des téméraires sont allés faire une virée en 2 cv sur la glace du lac et de la Loire. Plus tard, aucun souvenir de la date il y a eu des inondations une grande crue, avec mon vélo je passai dans 10 ou 15 centimétres d'eau qu'il y avait sur la route devant le terrain de camping actuel et celui est arrivée plusieur fois. Même le ruisseau de St Remy à passé pardessus la route de Machecoul et que l'eau est entrée dans les bâtiment la ou se trouve le Credit Mutuel et un peu assi dans le Studio Lollier

René GIRAUD

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Yves Gohcau
25 Rte de la Noë Nazon
44960 St Aignan de Grand Lieu

Les Gohcau de Passay

Souvenirs de mes passages d'enfant à Passay en compagnie de François Gohcau, mon Oncle

François Gohcau est né dans les Haronays en 1906, 3ème d'une fratrie de cinq enfants, de Pierre François Gohcau, descendant d'André Gohcau, Tous pêcheurs sur le lac de Grand Lieu. François prisonnier de guerre et très amaigri à son retour. Epousa Anne-Marie Blais en 1945, Puis demeure en location rue des Moulins (aujourd'hui) à Passay. A la fin des années 50, ils font l'acquisition d'un terrain route de la Chevrolière à l'entrée de Passay pour y construire une plate-forme pour y poser un bungalow venu des surplus Américain.

François était souriant et sans violence, cigarette collée à la bouche, la voix forte, mais mal entendant, grand gaillard d'1,90m, il restera pêcheur toute sa vie. Alors que frère et sœurs Emilien (1899) se dirigea sur Nantes, Juliette (1902) sur Rezé après son mariage, Roger 1912 sur St Aignan artisan maçon, Francette (1914) sur Nantes. Mon père Roger rendait souvent visite à son frère François. L'été nous partions en bateau de Pierres Aiguës, au mois d'Août nous dégustions des macres. Les deux frères n'échangeaient que très peu de paroles, ça m'amusait. Quand mon père Roger demandait à François si la pêche ça allait, François répondait immanquablement: « Y'a rien de qu'en temps ». Son épouse la tante Anne-Marie, femme forte avait malgré tout une santé précaire, elle nous a quitté sur la fin des années 60. Le couple n'aura pas de descendance. Ma cousine Jocelyne (petite fille de Juliette) se souvient de son grand oncle de m'aimer les anguilles que grillées sur le sarment de vigne, que l'homme en imposait avec sa grande taille lorsqu'il propulsait son bateau à la perche. Le dimanche on le trouvait à "la Boule d'or" à jouer aux cartes avec ses amis

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

En dehors de son travail de la pêche, François Goheau faisait partie de l'association des pêcheurs et travaillait au faucardage des canaux attachés à Grand Lieu (photo sur notre livre de 1996 page 65) (il était l'homme accroupi dans le bateau faucardeur). A la fête de Passay de 1970 l'oncle avait réservé une ballade pour ses neveux, donc moi, un cousin, sa fiancée et la sœur de celle-ci, Josette, pendant le voyage, des vaguelettes passaient par-dessus bord, ce qui a obligé la Josette à se rapprocher de moi, et d'un même désir on s'est cachés sous l'œil gêné de François, à ce jour nous sommes toujours unis après avoir eu 3 petits Goheau. L'oncle François clôture sa retraite avec les prémices d'une longue maladie qui l'emporte à 68 ans en 1974. Depuis ce jour le nom de Goheau disparait de Passay. Mais il restait encore une descendante : Marie Rio dont la mère était Marie-Aglaé Goheau, sœur de Pierre-François et fille de André Goheau. Pas de visite à Passay sans saluer Marie Rio qui était souriante et qui semblait se maquiller, elle m'offrait toujours un bonbon. Elle parlait beaucoup, cette dernière de la famille est partie en 1984. On retrouve des descendants sous d'autres noms familiaux à la Chevrolière et St Philbert, et des Goheau à St Aignan, St Mars et St Lumine, donc toujours autour du lac de Grand Lieu

Yves Goheau
Fils de Roger Goheau

A St Aignan le 1er Avril 2015

Goheau

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Gilbert Grandjouan
ancien Président de la Société du Canal de Buzay
né le 01-07-33

Ste Hars de Coutais
le 1 Février 201.

Avec l'expérience acquise au cours des années, on s'aperçoit que la nature ne se laisse pas enfermer dans un cadre trop rigide, ce que l'on appelle l'équilibre naturel n'est en fait qu'une longue suite d'excès, trop ou pas assez de pluies, chaleur ou froid intense ou au contraire trop faible.

Enfermer les niveaux d'eau du lac de Grandlieu dans des côtes trop restrictives avec des dates précises est à mon avis une erreur car très difficile à respecter. Il faudrait que le gestionnaire puisse agir très rapidement voir préventivement quand des évènements exceptionnels se produisent.

Bien que, autour du lac de Grandlieu nous sommes à l'abri d'inondations telles que l'ont connu certaines région de France, il ne faut pas oublier l'orage du 7/7/77 qui s'est abattu sur les communes situées à l'est du lac, endommageant des ponts, entrainant les bottes de foin dans l'Ognon et la Boulogne, occasionant des dégats dans certaines maisons ou l'eau est montée jusqu'à 50 cm.

Le lac de Grandlieu qui était à la côte 1,70 le 1er juillet à atteint près de 3m. le 9. Il a fallu plus de 4 semaines avant que les agriculteurs puissent remettre les animaux sur les prairies, d'ou ils les avaient retiré en catastrophe.

Un autre épisode exceptionnel a eut lieu au début Mai 1981, ou des pluies importantes sont tombées pendant plusieurs jours, la côte du lac est montée a plus de 2m 70 et elle était encore de 2m 48 le 1er juin empéchant la mise à l'herbe des bovins.

G Grand

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

le 20-3-2026

Mme Chauvin Joulgue
22 Rue de Verdun
44 310 St Philbert de Grand Lieu
06 15 16 99 46

je suis née à St Philbert de Gd Lieu en 1949.
Quand j'étais une petite fille, dans les années 1955, j'ai le souvenir très précis de périodes d'inondation de la Boulogne.

je me souviens de Mme Gaibreau qui habitait le village des Guittières, elle venait à pied toutes les semaines faire la lessive chez mes parents et d'autres personnes, dans le bourg de St Philbert, Elle venait à pied directement par la route des Guittières sauf l'hiver où elle était obligée de faire un grand détour pour rejoindre la route de St Colombans, la route des Guittières étant inondée et rendue impraticable du virage des Guittières jusqu'à l'entrée de St Philbert. Cela pouvait durer plus d'un mois avant que l'eau ne s'évacue dans les marais et la Boulogne.
Certains Habitants venaient en bateau et conduisaient aussi leurs enfants à l'école
Et nous, les enfants du bourg, nous

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

allions patauger dans l'eau juste après la côte, l'eau aurait jusque là et y restait plusieurs jours pour notre plus grand plaisir

Il n'y avait aucune construction, c'était encore la campagne !....

Nous allions aussi voir l'eau envahir les "Pourres" jusqu'au petit pont c'était très impressionnant de voir les Pourres et la bâtisse entourées d'eau, sans oublier la rivière qui coupait la route de Mantes et le pont de pierre qui résistait au courant très fort.

Même le curé de l'époque, l'abbé Hachette, nous avait interdit de rester sur le pont jugeant que le courant était si fort qu'il était dangereux de laisser des enfants dessus !

Depuis la création du canal, l'eau arrive moins rapidement et envahie les routes malgré tout

Chanoir

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Jeanneau Jules
1 Route de St Germain de Coutais
44310 St Philbert de grand Lieu

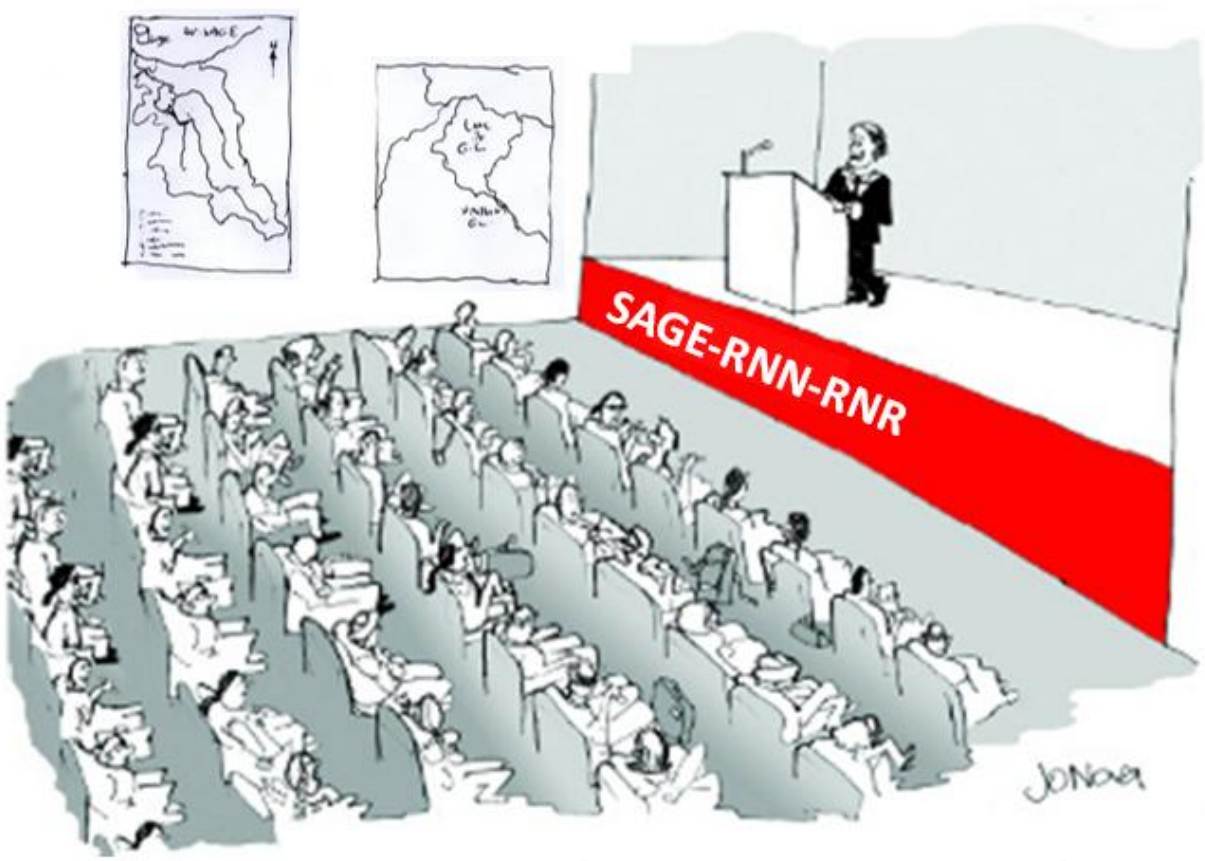
né le 5-09-1937 à
La Compointerie.

Je me souviens des années de pluie
brutale, le ruisseau de St Remy l'eau inondait
les jardins de la rue des avenaux, côté gauche.
la maison de mon oncle route de Machecoul au n°7
l'eau rentrait dans l'arrière cuisine ; cette maison
se situe en face le crédit mutuel, ainsi que le
n° 5

Jeanneau

Mars 2026

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite



Lesquels, parmi vous, ont compris que les riverains connaissent mieux le marais que nous, qu'il faudrait mieux les écouter au lieu de les mépriser, et que nous devons donc chercher un nouveau job ? Levez la main s'il vous plait !

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Où en est-on ?

Pour les marais Aujourd'hui, la gérance de l'eau est le plus important centre d'intérêt, la primauté d'un site comme Grand-lieu devrait être l'écologie, donc une gérance de l'eau écologique, malheureusement ce n'est pas vraiment le cas.

-Les élus ne veulent pas d'eau au Lac, ils ont construit dans la zone inondable ou héritent de constructions faites en zone inondable. Certains sont prêts à continuer cette urbanisation.

-L'administration ne veut pas de vagues, donc pas d'inondation en zone urbanisée, puisqu'elle a participé à cette urbanisation. Les textes européens, on a pu les interpréter.

-Les écolos veulent sauver Grand-lieu. De l'envasement ? Des nénuphars ? on l'a vu ce n'est que mensonges. De l'urbanisation ? ils y ont participé en fermant les yeux. Des plantes envahissantes ? De la surpopulation d'espèces non endémiques ? De la dégradation floristique ? De la dégradation faunistique ? De la dégradation halieutique ? C'est depuis 35 ans qu'ils sont là avec leurs plans de sauvetage et leurs niveaux expérimentaux qu'il y a ces problèmes, heureusement comme le dit le nouveau directeur de la réserve naturelle nationale de Grand-lieu dans un article Ouest-France du 4 septembre 2023 au sujet de toutes ces dégradations en réponse à la question *« peut-on rester optimiste ?»* la réponse vaut son pesant d'or *« Oui, il le faut, l'important c'est de surveiller, d'être à l'affut de nouvelles espèces**, si on réagit vite, on est efficace**. ».* Eh bien, le personnel de la réserve a dû hiberner très longtemps, car ça fait maintenant 30 ans qu'on voit de nouvelles espèces faunistiques et floristiques proliférer, mais aucune disparaitre, ni régresser ni même stagner, toutes envahissent tous les jours un petit peu plus. Mais où a été leur réaction rapide pendant ces 30 ans et donc leur efficacité ? peut-on vraiment être optimiste ? Aujourd'hui les décideurs des grandes lignes de conduite écolo, ne sont plus des écologistes, ils sont adeptes d'un nouvel écologisme, dogme au même titre que toute religion, et sont aussi éloignés de l'écologie que les prêtres pervers le sont du catholicisme. Toutes leurs mesures sont pessimistes et punitives aussi bien en atteinte au droit, à la liberté que financièrement.

-Les techniciens des organismes publics ou privés qui gravitent autour de Grand-lieu comme les SAGE, CLE, SGLE, Bassin versant etc. … obéissent aux impératifs des précédents. Ce sont d'ailleurs souvent des élus qui sont à la tête de ces organismes.

Pour tous, pourvu que ça dure, c'est leur business. Les riverains, l'agriculture, les activités professionnelles ou récréationnelles, la biodiversité ne sont pas la priorité.

La logique on l'a vu, voudrait que l'eau baisse doucement en fin d'hiver et tout le printemps exondant les marais pour arriver à peu près à une cote de 1.60 Buzay au 1er juin, leur permettant ainsi de se régénérer en herbage pour que celui-ci soit de qualité. Un niveau très bas des années de temps en temps l'été, et avec un assec sur la zone exondée la purifiant de ses bactéries empêchant ainsi les épidémies pour plusieurs années, de botulisme par exemple. En automne l'eau peut remonter et inonder les marais selon la pluviométrie, ça ne devrait gêner personne. L'hiver le niveau serait selon la pluie, car tout dépend de la pluviométrie, mais la nature est bien faite, cette pluviométrie n'a rien de régulier, des années avec, des années sans, on s'adapte, la nature commande, c'est ça l'écologie. Tout le monde y gagne, à commencer par la biodiversité dans son ensemble, ensuite les hommes, pêcheurs, agriculteurs et riverains qui ainsi bénéficient d'un cadre naturel merveilleux pour l'agriculture et pour les activités professionnelles et récréationnelles.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Mais la réalité est bien différente, depuis 50 ans, voire 60, on a urbanisé, aménagé, l'hiver l'eau on n'en veut pas, élus, administration, écolos, tous solidaires. Et les petits soldats des organismes publics et privés gèrent. On garde l'eau au printemps, on baisse très vite pour éviter les conflits avec les agriculteurs en début d'été, et on rejette toute l'eau à la Loire au moins jusqu'à Noël. Heureusement tout ce petit monde a une âme verte, on protège dit-on et même on sauve Grand-lieu, l'honneur est sauf. Pourtant il est impossible de ne pas se rendre compte que le site se dégrade vite, très vite. ALORS ? faut-il vraiment une ou des années comme 2026,2001,1995,1988,1983,1982,1977,1936,1910 ou 1872 pour se décider à reconnaitre qu'on est dans l'erreur ? février 2026 on l'a échappé belle, quelques jours de pluviométrie en plus et c'était perdu, les 50 à 60 cms qui manquaient par rapport aux grandes années auraient pu être largement atteints, Pourtant on est parti de très bas, environ 2.15 ml au 1er janvier, pour arriver à environ 3.90/3.95 ml à la mi-février 2026, évacuer l'eau d'automne n'évite donc pas les problèmes, la nature est et reste la plus forte.

On gère le niveau d'hiver uniquement dans le but de protéger l'urbanisation faite en zone inondable au détriment de toute logique écologique. Avec une pluie régulière et d'abondance raisonnable, la Loire avec un niveau moyen, des coefficients de marée en atlantique suffisamment forts, il n'y a aucun problème à gérer cette eau pour éviter toute inondation, on va même au-delà puisqu'on évacue tout au long de l'automne afin d'être très bas en début d'hiver, et on continue d'évacuer le reste de l'hiver, ***au cas où !!!*** Au détriment de toute logique écologique.

2026 est la preuve que certaines années on ne peut pas gérer même en partant d'un niveau très bas au 1er janvier. Merci à la nature. Une forte pluviométrie sur plusieurs jours voire plusieurs semaines, la Loire très haute, de faibles coefficients de marée, on ne peut plus gérer, on subit, on s'adapte et on paye. D'autant que les hectares urbanisés l'ont été en remblayant (voir photo p 37 à 43 du LV 1997, et p 28 du LV 2011/2017). S'il vient beaucoup d'eau, on lui a pris sa place, elle se décale, les repères de niveau sont nets, beaucoup de constructions sont plus basses que les niveaux des grandes années pluvieuses. Logiquement, n'est-ce pas le rôle écologique d'un bassin comme Grand-lieu d'absorber ces fortes pluviométries ? mais on y a construit, tant pis pour l'écologie et la biodiversité.

On voit ce phénomène aux quatre coins de la France, presque tous les ans une région est touchée, et ce n'est pas d'aujourd'hui. Qu'on ne nous rabâche pas le réchauffement climatique, les historiens depuis des générations l'ont constaté et écrits, bien avant les appareils photo pour l'imager. Dans tous les siècles passés, des années de sécheresse, des années d'inondations, d'orages très violents, de tempêtes destructrices, bref, de toutes sortes de calamités naturelles. Mais aujourd'hui on a la prétention d'être plus fort et maitriser la nature, alors que tous les ans aux 4 coins de la France on voit l'impuissance humaine devant les phénomènes naturels. Le réchauffement ne peut pas leur servir d'alibi.

Tout d'abord an printemps, les marais de Grand-lieu doivent être ramenés le plus près possible des niveaux de l'Acheneau . Il est inadmissible d'avoir 43 cms d'écart de niveau de chaque côté des portes de Bouaye à la mi-juillet (p11 du 1999) il est inadmissible de dire « *sur la vallée de l'Acheneau, l'objectif est d'écouler le maximum jusqu'à l'exondation complète de l'ensemble des marais de l'Acheneau* », vider la vallée de l'Acheneau pour y sauver les marais, OK, mais pareil pour le Lac pour sauver ses marais aussi . Environ 1/3 de la surface de marais taxée à la société du « canal de Buzay » est dans la vallée de l'Acheneau sur 8 communes, donc 2/3 en marais périphérique du Lac sur 7 communes. La solidarité entre agriculteurs fait bien défaut, d'ailleurs comme le remarquent les techniciens du bassin versant avec un sourire narquois ***«on voit bien qu'à Grand-lieu la solidarité entre agriculteurs s'arrête aux portes de Bouaye*** »,

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Elus, fonctionnaires, écolos et techniciens se rendent bien compte de cette solidarité bien effritée, ce qui les arrange. Pourtant lors de la visite des marais de Grand-lieu le 15 septembre 2025 plusieurs agriculteurs de la vallée de l'Acheneau ont reconnu être surpris et effarés de voir les marais de Grand-lieu dans cet état d'envahissement surtout par la jussie. Leur seule remarque, *« on a de la chance, nous »* non, ce n'est pas de la chance c'est que vous avez des niveaux d'eau printaniers qui favorisent beaucoup moins la prolifération de ces plantes. Alors pourquoi ces niveaux différents ? pourquoi cette chance ? qui favorise cette chance ? (page 133 du 2000/2002).

Reste le problème de l'entretien du Lac, inexistant aujourd'hui. Obligatoire avant la réserve, (p 75 du LV 1998 et 169,170 de ce LV) il faisait partie des baux de pêche des pêcheurs professionnels. A leur décharge, il est vrai qu'ils ne sont plus que sept, mais la surpopulation d'écrevisses, de ragondins, de sangliers, et d'autres les a bien aidés. Ils n'entretiennent plus que leurs zones de pêche et ça se comprend facilement. Ils sont déjà bien assez malmenés par la concurrence des cormorans et les zones de réserve de pêche qui aujourd'hui leur sont imposées, depuis longtemps déjà, des zones dortoirs de cormorans et autres prédateurs où la végétation disparaissait sous les fientes, où même les arbres y étaient en train de crever devenus tout blancs et sans aucun feuillage, étaient interdits aux pêcheurs professionnels, pour le dérangement des oiseaux ou pour ne pas voir et ne pas le divulguer ensuite ?. Mais la réserve , elle n'entretient rien, au contraire Mr Marion avait volontairement laissé le grand canal de st Lumine se boucher « pour empêcher les intrusions »(p 65, 95, 97 du LV 1996, p 51 du LV 1997). Les agriculteurs eux entretiennent depuis toujours les marais périphériques du Lac, mais comme on l'a vu précédemment, jusqu'à quand ? Si on continue à favoriser la prolifération de la jussie et autres herbages intrusifs avec des niveaux trop hauts au printemps, cet entretien va cesser. Tant pis pour l'agriculture, pour les marais, pour la biodiversité. A moins que, solution miracle, un financement pour faire cet entretien indispensable soit mis en place. Encore du « quoi qu'il en coute » à la charge de la collectivité.

On l'a vu les niveaux expérimentaux depuis 30 ans sont une catastrophe écologique. Reprenons des niveaux expérimentaux sur 30 ans (avec bilan tous les 2 ans) copiés sur le règlement de 1890 qui est en intégral sur le LV 2011/2017 p 97 et dont voici la conclusion :

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

« Art. 1er.

« § 1er. — Au 1er décembre, si les eaux à l'échelle amont du pont du Port-Saint-Père se trouvent à une cote inférieure à 3 m. 00 au-dessus du zéro de cette échelle (5 m. 56 au-dessus du zéro de Saint-Nazaire), les vannes du barrage éclusé de Buzay devront être tenues fermées jusqu'à ce que le plan d'eau ait atteint cette cote de 3 m. 00.

« Du 1er décembre au 15 février, les vannes seront fermées jusqu'à ce que les eaux aient atteint la cote 3 m. 00 au-dessus du zéro de l'ancienne échelle de Buzay (ou 5 m. 56 au-dessus du zéro de Saint-Nazaire), afin d'obtenir la submersion hivernale de tous les prés compris dans le périmètre syndical. Durant cette même période, les vannes seront ouvertes dès que le niveau des eaux aura atteint la cote 3 m. 00 de l'ancienne échelle de Buzay (5 m. 56 au-dessus du zéro de Saint-Nazaire), et elles seront maintenues ouvertes jusqu'à ce que le plan d'eau soit revenu à la cote 3 m. 00, et alors elles seront fermées.

« Du 15 février au 1er avril, les vannes seront et resteront ouvertes, tant que les eaux dans la vallée ne seront pas descendues à la cote 2 m. 00 du zéro de l'ancienne échelle de Buzay (ou 4 m. 56 du zéro de Saint-Nazaire.)

« Du 1er avril au 1er mai, les vannes du barrage éclusé de Buzay seront ouvertes tant que les eaux de la vallée seront à une cote supérieure à 1 m. 60 du zéro de l'ancienne échelle de Buzay (4 m. 16 au-dessus du zéro de Saint-Nazaire), niveau que les manœuvres des vannes devront s'efforcer d'obtenir au 1er mai.

« § 2. — Si cette cote de 1 m. 60 est atteinte avant le 1er mai, les vannes seront fermées ; elles ne pourront être ouvertes à nouveau que si, une crue survenant, le plan d'eau dans la vallée se relevait au-dessus de 1 m. 60. Dans ce dernier cas, elles seraient fermées dès que la cote 1 m. 60 aurait été obtenue de nouveau.

« § 3. — Du 1er mai au 1er décembre, les vannes du barrage éclusé de Buzay seront fermées tant que le plan d'eau ne dépassera pas ladite cote 1 m. 60 au-dessus du zéro de l'ancienne échelle de Buzay (4 m. 16 au-dessus du zéro de Saint-Nazaire), niveau qui sera la cote d'étiage.

« § 4. — Si du 1er mai au 1er décembre, une crue survenait produisant une montée des eaux dans la vallée, et, en général, si, pour une cause quelconque, le plan d'eau se relevait, à l'échelle du Port-Saint-Père, au-dessus de ladite cote d'étiage 1 m. 60, la totalité des vannes serait ouverte, jusqu'à ce que le plan d'eau fût ramené à cette cote 1 m. 60.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

En observation à ces conclusions (p 99 du LV 2011/2017) le règlement de 1890 précise :

« En terminant nous ajouterons une remarque au sujet de la navigation. ***C'est un fait bien reconnu qu'à la cote 1.60 ml la navigation est fort précaire sur un grand nombre de points du réseau navigable de ce bassin, à la cote 1.30 ml elle devient impossible****. Il y aurait donc lieu de se féliciter de ce que ce nouveau règlement d'eau, inspiré par de désir de favoriser l'ensemble des prairies de le Société du canal de buzay, procurerait en outre, par surcroît, une meilleure navigabilité à notre bassin.*

Ce nouveau règlement de 1890 donnant un niveau de ,1.60 ml au 1er mai jusqu'au 1er décembre, la navigation commerciale n'avait donc bien lieu qu'en hiver. (voir p 6)

A l'époque de ce règlement les portes de Bouaye n'existent pas, on parle donc de niveau d'eau sur l'ensemble du bassin de Grand-lieu, Lac et vallée de l'Acheneau.

On voit bien la solidarité à Grand-lieu avec la présentation du compte rendu de la réunion de bureau de Buzay en info niveaux d'eau du Lac suite à la réunion du 17 mars 2026, avec les réserves, les pêcheurs du Lac, l'asso de sauvegarde, le canal de Buzay, l'accord sur les côtes ne correspond qu'au Lac et donc ses marais périphériques, et la phrase qui tue ***« sur la vallée de l'Acheneau, l'objectif est d'écouler au maximum jusqu'à l'exondation complète de l'ensemble des marais de l'Acheneau »***. Pourquoi cette situation *« d'écouler au plus vite jusqu'à l'exondation complète »* sur la vallée de l'Acheneau et pas sur les marais périphériques du Lac ? quel intérêt y-a-t-il ? Ou qui y a intérêt ? les agriculteurs de l'Acheneau ont bien compris qu'un niveau haut printanier est une catastrophe pour le marais ? sauvons les marais de l'Acheneau et tant pis pour les collègues de Grand-lieu.

On ne peut pas faire un calendrier de niveau d'eau, il est impossible de gérer le niveau à des dates établies, laissons faire la nature pour avoir des niveaux selon la pluviométrie, l'été bas voire très bas, l'hiver hauts voire très hauts, c'est comme ça que fonctionne naturellement une zone humide. Il est inconcevable et contre nature de vouloir des niveaux donnés à des dates données. Qu'on essaie de s'adapter au mieux selon la situation grâce aux outils disponibles, tout le monde est d'accord, imposer des niveaux « calendaires » est une utopie et un non-sens. La biodiversité faunistique et floristique, est elle-même faite pour une variabilité naturelle, quelles seront les conséquences sur le long terme de lui imposer cette perte de variabilité. Restons à l'exemple des moines de Buzay, les priorités sont la salubrité et la possibilité d'une agriculture en lien avec la nature, donc extensive.

Une gestion comme celle due au règlement de 1890 est une vraie gestion écologique, la biodiversité est favorisée dans son ensemble comme Grand-lieu l'a été pendant 100 ans depuis 1890. Les années sèches permettront des assecs sur de grandes zones qui seront ainsi purifiées des bactéries, les marais bas pourront ainsi être entretenus par les agriculteurs. Les années de pluviométrie moyennes au printemps et en été les niveaux se tiendront aux environs de 1.60 ml buzay. Les années de forte pluviométrie au printemps et en été verront des niveaux qui laisseront les marais bas sans entretien, mais une année de temps en temps, pas tous les ans comme depuis 30 ans qui ont transformé ces marais bas en friche et en marécage et le plus grave avec les niveaux expérimentaux printaniers hauts c'est que la finalité verra l'ensemble des marais devenir une immense friche et un immense marécage.

L'hiver l'eau doit monter selon la pluviométrie, des années peu, des années beaucoup, les pêcheurs bénéficieront de bonnes saisons derrière les années de forte amplitude entre l'été et l'hiver. En clair, la biodiversité et l'ensemble de Grand-lieu profiteront de cette gestion dans le respect de l'écologie. Repensons aux dates d'ouverture de la chasse ! repensons à la régulation de toutes les espèces invasives !

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Autrefois l'ouverture était au 14 juillet, la fermeture au 31 mars. Aujourd'hui 21 août et 31 janvier. La surpopulation était gérée par le tir et par le dérangement obligeant les oiseaux à découvrir d'autres contrées, les empêchant de rester oisifs sur le site, ce qui ne les empêchaient pas d'y revenir. Mr et Mme Guerlain élevaient et lâchaient quelques 12 000 canards tous les ans, et pourtant il n'y a jamais eu de botulisme, même avec des années comme 1976 où le niveau était descendu à 1.24 ml Buzay. On nous rabâche aujourd'hui le niveau trop bas l'été. On peut se poser la question, est-ce qu' une année sèche de temps en temps et une ouverture de la chasse dès le 14 juillet n'y étaient pour rien ? et est-ce que des niveaux hauts estivaux tous les ans et une ouverture au 21 août n'ont rien à y voir ? C'est quand même depuis ces conditions que nous avons connu les grosses crises de botulisme durant l'été.

Aujourd'hui à Grand-lieu, il va falloir choisir, protéger l'urbanisation ou la biodiversité ? Politiquement, élus, administration, écolos, on le voit, le choix est déjà fait, tant pis pour la biodiversité tant faunistique que floristique, tant pis pour l'agriculture, tant pis pour la pêche des professionnels ou des amateurs, tant pis pour la chasse. Il leur suffit de continuer à accuser l'agriculture de tous les maux. Trop de nitrates, trop de phosphates, trop de… trop de tout venu de l'agriculture évidemment !

Il va quand même falloir également penser à regarder la situation sur le terrain bien en face, que fait-on de toutes les espèces non endémiques en surpopulation ? Cormorans, ibis, aigrettes, cygnes, écrevisses rouges, ragondins, sangliers, etc…, il y a 50 ans toutes ces espèces étaient inconnues ou quelques individus, (il est dommage de ne pas avoir vite réagi pour avoir été efficace) il n'est surement pas trop tard, mais svp Messieurs les décideurs réagissez !!! on arrête de se gargariser qu'on fait tout pour sauver Grand-lieu, alors qu'on voit bien que depuis 30 ans avec la création de la réserve nationale et ses niveaux expérimentaux la situation empire pour ces surpopulations faunistiques et floristiques. Autrefois quelques oies se posaient à Grand-lieu pendant leur migration. Aujourd'hui plusieurs centaines d'oies y vivent toute l'année et s'y reproduisent, donc une population qui se développe. Si on peut voir ça d'un bon œil pour la chasse, il faut classer ces oies en surpopulation faunistique supplémentaire, heureusement chassable, mais déjà l'agriculture voit des dégâts sur les cultures en hiver. Les Pays-Bas ont engagé depuis une quinzaine d'années une régulation sur les oies, espèce qui pourtant y est classée protégée. Cette régulation se fait à force coup de subventions nationales et Européennes et avec des dérogations aux directives UE (voir p 107, à 111 du LV 2006/2010). Est-ce que la chasse ne peut pas être un moyen plus simple et moins onéreux pour l'état pour la gestion de la faune. Avec un encadrement légal et en revoyant les dates d'ouverture et fermeture de la saison cynégétique. (p 69, 70, 71,)

Alors que l'administration règlemente à tout va pour la création d'un élevage en campagne, on a à Grand-lieu aujourd'hui un poulailler à ciel ouvert avec ses conséquences de qualité de l'eau et donc de salubrité et de destruction halieutique. Il serait intéressant après la nouvelle directive UE 2009/147 « oiseaux » (qui a remplacé la 79/409 à une virgule près pour devenir légale en droit européen) et la 92/43 « habitats » de voir ce que contiendrait une directive «poissons », pour bien les protéger. D'abord bien sûr en interdire la pêche, des hommes cela va de soi (toute logique écolo sur les activités humaines se résume à des interdictions, des contraintes et des taxes) mais aussi des oiseaux car leur prédation est beaucoup plus importante que celle des pêcheurs, rien qu'au lac, les 2000 cormorans, c'est plus de 2 tonnes de poisson et anguille par jour soit plus de 735 tonnes annuelles contre environ 40 tonnes annuelles dues aux humains, pêcheurs professionnels et amateurs (p 118), là on est en contradiction avec les deux directives précédentes. Pourtant le 11 mai 2022, une audition a eu lieu à Bruxelles de 6 scientifiques internationaux, Danemark, Pologne, Italie, Allemagne, Hongrie, ils sont unanimes, le milieu halieutique subit une prédation due aux cormorans qui fait fondre les effectifs halieutiques, certaines espèces sont aujourd'hui classé en voie de disparition uniquement à cause de cette prédation. Dans les zones de fortes

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

concentrations de cormorans des dégâts sur la végétation sont également constatés, comme à Grand-lieu. Alors que le cormoran est aujourd'hui « en bonne santé » dans le classement UICN (union internationale de conservation de la nature). Les scientifiques experts demandent donc un assouplissement urgent de la 2009/147 « oiseaux » pour le cormoran, se plaignant aussi de plusieurs auditions de la sorte depuis quelques années qui n'ont jamais abouti. En fin de réunion, on parle même de dédommagement financier pour l'aquaculture et la pêche, ben voyons, dédommagement = impôts, l'argent public n'est pas cher. Enfin le 6ème expert n'est autre qu'une représentante de « Birdlife», et son raisonnement rejoint celui de Loïc Marion, le 1er directeur de la réserve de Grand-lieu, qui lors d'un colloque à Rennes en 1996 (p 25 du LV 1998) a proposé « plutôt que de réguler les cormorans en surnombre, de poser des abris au fond de l'eau », ça c'est un raisonnement scientifique, il en faut des années d'études pour trouver ça. Plus tard, il affirmera que quand il n'y aura plus de poisson à Grand-lieu, les cormorans partiront d'eux-mêmes, (p 135, 141

) même raisonnement que cette représentante de «Birdlife», on reste bouche bée devant tant de savoir !!! ou de bêtise, c'est ça l'écologie d'aujourd'hui.

Le rapport « parcs naturels nationaux France » de 2023 aborde le sujet et même s'il suggère une régulation assouplie du cormoran pour être plus efficace, propose plus simplement les compensations financières pour les professionnels. C'est tellement plus simple, le « **quoi qu'il en coûte** » à la mode a de beaux jours devant lui, subventions donc impôts et taxes, toujours les seuls remèdes.



Pêche de brochet du cormoran. La taille de la proie n'effraie pas le cormoran. Et la réserve naturelle se plaint que de nombreux gros brochets sont morts à cause des niveaux d'eau bas en 2026, des apports

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

néfastes de l'agriculture au Lac, de la température trop élevée etc etc…. mais pas des cormorans, pourtant même que blessé ce brochet survivra-t-il ? le bec du cormoran est une arme redoutable ! combien de brochets sont ainsi chaque année tués, engloutis ou blessés ?

Si les niveaux bas étaient l'unique cause d'une baisse de la population de brochets, le nombre d'années avec des niveaux bas voire très bas depuis 150 ans de niveaux connus auraient décimé cette population depuis longtemps. Si on en arrivait à l'éradication du brochet, c'est du côté des cormorans et autres prédateurs qu'il faudrait regarder. Mais en agissant ainsi, ce pourrait être une autre manière de se « débarrasser des pêcheurs » en interdisant la pêche du brochet et ensuite d'autres poissons, petit à petit interdire globalement la pêche, donc exclure les pêcheurs.



Pêche d'anguille du cormoran.

Ces 2 photos sont tirées du rapport UE du 11 mai 2022, pour l'Audition publique sur la problématique du cormoran affectant la pêche et l'aquaculture de l'UE

Grand-lieu est bien parti pour devenir une immense friche, de la modification des herbages aujourd'hui, commence l'abandon de l'entretien des marais par l'agriculture dû à son envahissement par une flore indésirable nuisible et invasive, seuls des saules, aulnes ou osiers pourront peut-être s'extraire de cette végétation et empêcher encore plus son entretien. Mais l'association de malfaisants continuera de clamer vouloir sauver Grand-lieu ! De quoi ? On se le demande bien ou peut être sauver leur business. ***En réagissant vite, ils seront efficaces***. Recommençons à appliquer le règlement de 1890 ou approchant tant qu'il est encore temps.

Et aujourd'hui qu'est-ce qu'on fait des surfaces de zones inondables où on a construit ? car pour ça, il a fallu remblayer. Combien de milliers de m3 de remblais ont été déposés ? combien d'ha urbanisés et aménagés aujourd'hui voyaient il y a encore moins de 50 ans les riverains passer en bateau ? (De la zone

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

délimitée en zone humide en 2005 (p70 du LV 2003/5) par les scientifiques, on a même voulu en extraire la zone des « Guittières » à St Philbert, (à l'époque ceux qui ont voulu le dénoncer ont même eu le plaisir d'être convoqués à la gendarmerie, sans suite d'ailleurs). Le résultat a été une délimitation à une cote moyenne d'hiver de 2.96 buzay, sans tenir compte de la cote maximum d'inondation reconnue à 4.55 ml, car le GPS n'a pas pu ou pas voulu voir cette cote la plus haute (peut être voulait-on urbaniser encore plus bas dans la zone humide). A St Philbert, la salle des marais (p 95) la station d'épuration, la caserne des pompiers, les bureaux de la DDE devenus ceux du syndicat de bassin versant de Grand-lieu (p 77) où se trouvait autrefois un petit port dénommé « l'ile » par les riverains (voir page 103 du LV 2003/5). En février 2026 le syndicat de bassin versant a bien failli se retrouver « une ile », le terrain de sport, le camping, la piscine, l' hyper-U, le pavillonnaire, on peut reprendre cette liste non exhaustive sur toutes les communes riveraines de Grand-lieu. Tous ces hectares remblayés en milliers de m3 prennent la place de l'eau lors des crues, (ce qui ne les empêchent pas d'être entourés d'eau, routes barrées, etc…) et si l'eau vient, il lui faut de la place, on lui en a pris, elle la reprend s'en s'occuper de savoir si c'est en zone construite ou pas, la nature n'a pas besoin de dossier **« pour suivre la goutte d'eau !!! »**. Un bel exemple : la ville de Redon, où très régulièrement les zones urbanisées et aménagées dans le marais se retrouvent envahies par l'eau. Ce problème n'est pas exclusif à Grand-lieu, on le voit presque tous les ans dans une région ou une autre. Et on accuse l'agriculture, le bitume et même le réchauffement climatique, mais pas l'urbanisation et les aménagements en zone inondable reconnue mais voulue par les élus et l'administration, même nos techniciens désignent les mêmes coupables, pas question de dire l'évidence, c'est le job et personne ne veut perdre le sien, tant pis pour la vérité !!!

Il est incroyable de voir dans une discussion lors de grandes crues ces jeunes « techniciens » arrivés ici il y a quelques années, s'entêter face à des anciens (octogénaires) nés au bord du marais, y ayant toujours vécu, forts de leur expérience, leur affirmer qu'ils ont tort, en clair qu'eux seuls grâce à leurs titres de techniciens ont le savoir. Pourtant comme l'a déclaré Mr Claude Naud, président du SAGE de Grand-lieu lors d'une réunion à Nantes *« comment et de quel droit des scientifiques peuvent-ils se permettent d'ignorer les gens du terrain »* belle maxime dont devraient s'inspirer les techniciens.(page 24 du LV 1998)

Il faudrait également revoir l'organisation des prises de décision des niveaux d'eau, la grande majorité de ces décideurs n'ont aucun intérêt privé sur les niveaux d'eau, les plus concernés sont les agriculteurs et les propriétaires mais n'ont pour ainsi dire pas voix au chapitre, en plus aujourd'hui on les a séparé en 2, ceux de la vallée de l'Acheneau et ceux des marais de Grand-lieu puisqu'on gère les 2 sites avec des niveaux d'eau différents, les plus concernés sont donc ceux de Grand-lieu, seuls contre : *la réserve nationale, la réserve régionale, le bassin versant, l'union des marais (donc le maraîchage de Machecoul), le syndicat Grand-lieu-estuaire et même le canal de Buzay coté Acheneau* puisqu'eux ils ont des niveaux corrects, ils sont d'accords avec ces niveaux. Déjà les 2 réserves ne paient pas de cotisations, pourtant si le marais n'est plus entretenu le Lac en patira. Pas de cotisations = pas de pouvoir de décision ni même de participation aux réunions, pas voix au chapitre. Les exploitants et les propriétaires doivent être les plus représentatifs de la situation et non pas les seuls payeurs.

Déjà à la création du SAGE il n'était pas prévu de faire participer le « canal de Buzay » voire pire : l'écarter, donc ni les exploitants ni les propriétaires ne devaient y siéger, il a fallu s'imposer.

Il y a aujourd'hui tant de personnes embauchées dans toutes les structures qui gravitent autour de Grand-lieu et Natura 2000, qu'il est très difficile de se faire entendre si vous êtes exploitant agricole ou propriétaire, éventuellement on vous écoute mais on ne vous entend pas. Tout est bien ficelé, et c'est le bizness de tout ce petit monde qui ne veut logiquement pas perdre sa place.

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

Pourtant la convention de RAMSAR de 1971 est claire dans son texte signé par plus de 170 pays **« les signataires s'engagent à garantir la conservation et l'utilisation durable des zones humides à travers le monde »** et que fait-on à Grand-lieu, le contraire, on le détruit, par l'abandon forcé de « l'utilisation durable de la zone humide » avec de l'argent public pour étouffer une agriculture extensive et naturelle. On garde l'eau au printemps pour favoriser la prolifération de la jussie faisant disparaître nos herbages endémiques, et on demande aux agriculteurs de faucher quand même le marais avec des compensations financières. Du « quoi qu'il en coûte » hors bon sens !

Sur le rapport « Parc Naturel National » d'avril 2023 au chapitre 3.1 *« maintenir et conforter une agriculture et une pisciculture favorables à la biodiversité dans les zones humides »* là encore un vœu pieux et là encore quelle solution ? : des compensations financières **élevées**. A nouveau du *« quoi qu'il en coûte »*, à nouveau des taxes à venir, ou bien, comme les caisses sont vides, les agriculteurs, les pêcheurs et les pisciculteurs ne toucheront que des miettes et les marais avec leur biodiversité en feront les frais. Financer des pertes dues à la dégradation du site par des niveaux hauts au printemps et à la prédation du cormoran et autres prédateurs en surpopulation, voilà du financement en pure perte, quel bon sens !!!

L'agriculture a besoin de l'herbage de qualité du marais et les pêcheurs de résoudre la concurrence du cormoran, plutôt que des compensations financières, celles-ci ne peuvent résoudre le problème que provisoirement et finiront un moment ou un autre dans le mur à moins de toujours augmenter ces compensations, donc augmenter les taxes, etc… c'est une ornière que l'on creuse et dont on ne pourra pas se sortir.

Complément des pages 75 et 76.

Pour étayer ce que nous avançons aux pages 75 et 76, des dizaines voire centaines d'ouvrages écrits par des scientifiques de tous pays, de renom international, prix Nobel pour certains, sont très instructifs et néanmoins faciles à se procurer. Depuis plusieurs années des projets de loi (en France) sont en gestation**.** ***« Ils faut interdire ces ouvrages au commun des mortels, (ils comprendraient qu'ils sont bernés !). Pour cela rendre les auteurs justiciables, amendes salées et même risque de prison».***

Inutile de préciser que les écolos sont à l'origine de ces projets de lois, mais quand on voit toutes les réglementations punitives qu'ils ont fait mettre en place on peut craindre de voir ces lois arriver un jour. D'autres politiciens (autres que verts) leur emboitent le pas, il faut montrer que l'on est aussi un peu vert. L'inquisition est de retour. A quand la « nuit de Christal en France ?.

Grace à ces ouvrages, des centaines d'arguments sont disponibles pour comprendre ce à quoi la doxa verte veut nous obliger. A nous de nous renseigner, étudier, comprendre et réagir, et surtout ne pas prendre tout ce matraquage permanent anxiogène, béatement pour vérité !!!

Un seul argument pour aujourd'hui, un peu de chiffres. Le Giec ne parle de l'atmosphère qu'en PPM de CO2, (particule par millions) aujourd'hui environ 440 particules de CO2 pour 1 million de particules de l'atmosphère. Dès qu'il parle d'émission de CO2 le même GIEC chiffre en milliard de tonnes, qui fait la relation entre les deux ??? on ne multiplie par des pommes par des poissons !!! L'atmosphère, c'est 3300 milliards de tonnes de CO2, les émissions annuelles de l'Union Européenne, c'est 1 milliard de tonnes, le stock et le flux sont 2 choses bien différentes. Là on voit que l'UE mettra 3300 ans pour doubler le stock de CO2. 880 PPM n'étant pas une catastrophe, la terre l'a déjà connu, et bien pire, et il y avait de la vie, l'époque des dinosaures était sous 2500 PPM environ . Y a-t-il vraiment une telle urgence ? est-ce à nous ou à des médias objectifs d'en parler ?

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite

CONCLUSION

Depuis le XVIIIème siècle le marais a été entretenu de façon remarquable pour en faire ce site exceptionnel, entretien décidé, organisé et assumé financièrement par les propriétaires et exploitants de la « société du canal de buzay ». Presque 3 siècles de sueur car sans les engins mécaniques d'aujourd'hui pour réaliser ces travaux. Et pourtant quel magnifique résultat. Aujourd'hui on se demande bien quelle est la légitimité du « canal de Buzay » à encaisser les cotisations des propriétaires et exploitants pour laisser le marais dans un tel état de dégradation, on se demande bien tout simplement quelle est sa légitimité d'exister et quelle est son utilité. Sa seule utilité aujourd'hui ***: FAIRE PAYER*** les propriétaires et les exploitants sans rien leur apporter en retour si ce n'est des friches, tout au moins sur le secteur Grand-lieu. Bientôt environ 2600 ha de marais périphériques du Lac de Grand-lieu en friche, 2600 ha de marais encore exploités il y a peu par une agriculture extensive mais toujours taxés. C'est ça le respect de la convention de Ramsar, c'est ça « garantir la conservation et l'utilisation durable des zones humides ».

Le maraichage de Machecoul (l'eau de grand-lieu l'intéresse) par le biais de l'Union des marais, les réserves naturelles (faire un friche pour in finé tout passer en réserve naturelle les intéresse), l'administration (ni vague ni grabuge l'intéresse), les adhérents du canal de buzay coté Acheneau (ce sont de bons niveaux d'eau pour eux), pilotent les niveaux d'eau en tirant chacun ses avantages, parfaitement conscients que cela se fait au détriment des marais naturels périphériques du Lac de Grand-lieu, tant qu'on est pas touché, qu'importe ??? pour la solidarité et le bon sens, faisons l'autruche !!! Les adhérents de la société du canal de Buzay en périphérie du Lac de Grand-lieu se retrouvent bien isolés.

Depuis les années 80 on entend que le Lac va mourir avant 30 ans, une catastrophe si rien n'est fait, il s'envase, l'eau est polluée par l'agriculture, les oiseaux ne peuvent plus s'y nourrir, etc….. Cela fait maintenant plus de 40 ans qu'on entend ce refrain, et pourtant le Lac est toujours là, aussi profond, la même qualité de l'eau, la faune n'a pas disparu….Que de réunions de spécialistes en tout genre, que de subventions jetées dans le lac, pour quel résultat ?

Le lac pourrait bien effectivement mourir, pas à cause des maux qu'on lui a diagnostiqués, un état létal alors que ce n'était qu'un rhume, mais à cause des soins qu'on lui a prodigués, tous à coté de ses besoins. Beau résultat pour les spécialistes administratifs-politicos-écolos.

Il est désolant de voir le magnifique travail exécuté pendant des siècles par les riverains faisant de Grand-lieu un cadre merveilleux de biodiversité anéanti en une quarantaine d'années par le mépris infligé à ses riverains.

Sachez Messieurs les décideurs, que le plus grave n'est pas de refuser de reconnaitre ses torts, le plus grave c'est de s''interdire de les reconnaitre.

Jusqu'à quand ce déni ?

« Les amis du lac de grand-lieu et ses marais »
La copie de tout ou partie de ce document est interdite